Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:38:02
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_1-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE**

| | |
|---|---|
| **CONSEIL DÉPARTEMENTAL**<br>**Réunion du 28 juin 2019** | |
| Direction des Finances et du Secrétariat Général<br>**Services Affaires Juridiques et Vie Institutionnelle** | **N° I - 1** |
| **OBJET :**<br>**Approbation des procès-verbaux des assemblées plénières des 15 mars et 5 avril 2019** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L3121-13,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental et après avoir entendu ses conclusions,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 34 voix Pour**

**DECIDE**

- d'approuver les procès-verbaux des séances plénières des 15 mars et 5 avril 2019, ci-annexés.

**<u>RÉSULTAT DU VOTE</u> : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:38:02
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_1-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL

___

**RAPPORTS ET PROCÈS-VERBAUX**

**Session du vendredi 15 mars 2019**

Article L 3121-13 du Code général des Collectivités Territoriales

Les membres du Conseil départemental de la Haute-Marne se sont réunis le vendredi 15 mars 2019, conformément à l'article L. 3121-9 du Code général des Collectivités Territoriales, sous la présidence de M. Nicolas Lacroix Président du Conseil départemental de Haute-Marne.

**Étaient présents :** M. Michel ANDRE**,** Mme Rachel BLANC, Mme Céline BRASSEUR, Mme Karine COLOMBO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMÉRION, M. Paul FOURNIÉ, M. Nicolas FUERTES, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Bernard GENDROT, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, Mme Astrid DI TULLIO, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NÉDÉLEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Étaient absents :** Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Anne CARDINAL, M. Nicolas CONVOLTE

*La séance est ouverte à 10 h 30.*

**M. le PRÉSIDENT** :

Mesdames, Messieurs les Vice-Présidents,

Mes chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

Je veux d'abord excuser nos collègues :

- Elisabeth ROBERT-DEHAULT, retenue à SAINT-DIZIER et qui a transmis son vote à Jean-Michel FEUILLET,
- Anne CARDINAL, qui est absente et qui a donné sa procuration à Nicolas FUERTES,
- M. Nicolas CONVOLTE, absent, qui donne sa procuration à Mme Laurence ROBERT-DEHAULT.

Aujourd'hui, nous nous retrouvons pour cette première séance plénière de l'année avec deux grands sujets qui, je pense, marqueront cette seconde partie de mandat, et ce à plusieurs titres.

Tout d'abord en raison de l'importance des thèmes évoqués, avec la modification de nos règlements d'intervention auprès des communes et des intercommunalités et le soutien aux éleveurs haut-marnais après la sécheresse de 2018. Notons également la méthode qui nous a conduits à la mise en place de ses politiques.

Concernant les aides à la sécheresse, la loi NOTRe nous oblige désormais à intervenir en complément du soutien apporté par la Région. Nous aurions pu, comme ailleurs dans le Grand Est, ne rien faire ou encore venir simplement doper l'enveloppe régionale. Toutefois, dans les deux cas, nous aurions manqué à notre devoir de solidarité, car, sans remettre en question les critères choisis par la Région, cette politique aurait laissé de nombreux éleveurs au bord du chemin. En effet, cette aide régionale doit s'appliquer partout dans le Grand Est alors que les terres sont différentes et les systèmes d'exploitation également.

Pour véritablement compléter l'aide de la Région et offrir cet effet « coup de pouce » partout et pour tous, nous avons réfléchi, services et élus – que je remercie pour leur engagement collectif –, au dispositif qui touchera le plus large public possible. C'est ainsi que nous avons retenu, après un échange avec les services de la Région, un complément d'aide à l'Unité Gros Bétail (UGB). Avec plus de 600 000 euros – nous avons beaucoup échangé –, nous interviendrons plus fortement et avec davantage de précision que lors de notre dernier dispositif d'aide comparable qui remonte à 2015. Cet effort doit faire l'objet de notre fierté collective.

Je pense que nous pourrons nous sentir fiers après le vote de la modification de nos règlements d'aides aux collectivités. Il nous a également fallu du courage, car, comme l'a rappelé notre collègue et mon prédécesseur Bruno SIDO, il n'est jamais simple de mettre à plat une politique, les habitudes et les méthodes étant difficiles à changer. Ce fait est humain. En effet, nous connaissons ce dont nous disposons, mais pas ce qui nous attend. Cette incertitude crée de l'inquiétude et conduit bien souvent à l'échec ou à la reculade.

Conformément à notre choix collectif de l'an dernier lors de notre séminaire de mi-mandat, j'ai demandé à trois femmes de s'engager fortement : Anne-Marie NEDELEC, Première Vice-présidente, Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Vice-présidente, et Karine COLOMBO, Présidente de la 4$^{e}$ commission. Trois personnalités différentes, issues de territoires et de professions différentes qui ont confronté leurs idées et leurs ressentis. Aidées par le cabinet ACEIF, elles ont remis à plat toutes nos politiques, du FAL au FDE, en passant par le FGTR. Elles se sont

interrogées sur l'avenir et surtout sur le passage d'une logique de guichet à une logique de projets.

Partant du diagnostic établi grâce au séminaire de mars 2018, la concertation a duré près d'un an et j'ai souhaité qu'elle puisse associer le maximum d'élus, sans distinction de sensibilité politique, et d'acteurs. De virgule en virgule, de réunion en réunion, les lignes ont bougé pour aboutir au résultat qui vous sera présenté dans quelques instants et dont je suis fier.

- Fier, car je sais qu'il n'y aura aucun perdant puisque notre gestion nous permet d'augmenter notre soutien à l'investissement en passant à plus de 20 millions d'euros par an pendant trois ans, faisant de notre Assemblée le premier partenaire financier public du Département.

- Fier également, car nous lançons notre méthode de contractualisation. Il ne s'agit pas d'appels à manifestation d'intérêt obligeant les élus à entrer dans des cases, mais un partenariat « gagnant-gagnant » dans lequel chacun s'y retrouvera pour le plus grand bénéfice de nos concitoyens.

Nous allons entretenir cet esprit collectif qui nous anime lors des échanges que nous ne manquerons pas d'avoir avec les collectivités partenaires. En effet, je ne déciderai rien seul, une décision opérée par conviction, car nous obtenons toujours de meilleurs résultats grâce à l'intelligence collective, mais aussi, car c'est le sens de l'Histoire. Le temps de l'élu-monarque est révolu, ce qui est un des premiers enseignements que nous pouvons tirer du mouvement des Gilets jaunes.

Ce dispositif sera immédiatement applicable puisque, dès la commission permanente de cet après-midi, nous aurons déjà à nous prononcer sur l'attribution d'aides avec la nouvelle méthode de calcul.

Je veux que cette réforme d'envergure soit rapidement connue de tous, car la transparence et la pédagogie seront les gages de l'adhésion à notre projet. J'organiserai et animerai dans les prochaines semaines une réunion par arrondissement en associant les élus des territoires concernés afin de leur expliquer les détails de nos règlements.

Avec cette majorité, et des membres de l'opposition constructive, le Conseil départemental tente en réalité d'innover. Sans faire table rase du passé, je suis d'avis que nous pouvons toujours nous améliorer. C'est le devoir de la collectivité départementale qui est celle des solidarités sociales et territoriales.

Quand nous soutenons l'initiative « territoire zéro Chômeur » à JOINVILLE menée par notre collègue Bertrand OLLIVIER, nous remplaçons numériquement et financièrement l'État qui s'est désengagé. Nous agissons essentiellement, car nous savons que plus un individu est éloigné du travail, plus il se coupe des autres. Cet éloignement finit par être impossible à résorber. Nous ne pouvons nous y résoudre. J'assume parfaitement le fait d'agir davantage pour ceux qui en ont le plus besoin, en inscrivant cette politique dans une logique de droits, mais aussi de devoirs.

Lorsque nous aménageons, après dix ans d'utilisation, le hall du Mémorial Charles-de-Gaulle, nous mettons ce site au goût du jour pour répondre à l'évolution des habitudes des clients et des nouvelles attentes des touristes. Ce n'est que la première étape, car nous devrons également moderniser la scénographie. Je me rendrai lundi au Mémorial pour accueillir le nouveau président de la Fondation Charles de Gaulle, Hervé GAYMARD, et discuter de l'accompagnement nécessaire au renouvellement de la proposition touristique et culturelle à COLOMBEY-LES-DEUX-ÉGLISES.

Nous avons cette volonté d'innover, de nous tester, de nous pousser dans nos retranchements, car elle nous fait avancer. Encore faut-il avoir les mains libres.

J'ai affirmé à maintes reprises, dans cet hémicycle et à l'extérieur, que la loi NOTRe est un carcan et la contractualisation – le fameux « pacte de Cahors » – une vision dépassée de la République des territoires. Pourquoi nous interdire d'intervenir là où notre département en a le plus besoin ? Pourquoi nous limiter financièrement alors même qu'aucun budget n'a jamais été voté en déséquilibre ?

Je revendique le droit à l'expérimentation et je souhaite vous donner deux exemples.

- Le premier concerne notre engagement dans le cadre du plan pauvreté annoncé à l'automne dernier par le Président de la République. Nous prendrons toute notre place, car c'est notre rôle. Nous avons déjà eu l'assurance que les financements engagés dans ce plan seront sortis de la contractualisation, à la hauteur de ce que mettra l'État. Il faut aller plus loin, notamment en matière d'insertion. Nos services et les élus travaillent depuis plusieurs mois à la mise en place d'heures de bénévolat pour les bénéficiaires du RSA. J'espère que cette initiative recevra un accueil des plus favorables.

- Le second est le développement économique de proximité. Il concerne les projets trop difficiles à assumer pour nos intercommunalités ou nos communes rurales et

trop petits pour intéresser l'État ou les Régions. Ils sont pourtant l'essence même de notre ruralité. Avec mes collègues des départements du Grand Est, nous formons le vœu que le Gouvernement reconnaisse également nos spécificités, comme pour l'Alsace, car il ne peut y avoir de République à géométrie variable.

Pourtant, nous faisons les frais de cette géométrie variable. C'est le cas lorsque l'État nous interroge sur notre compétence à soutenir la Chambre d'agriculture dans ses missions sociales ou environnementales, cœur de métier du Département, alors qu'ailleurs la délibération passe sans encombre. Or, elle n'a pas changé d'une virgule en dix mois et avait pourtant passé le contrôle de légalité au printemps dernier. Il en va de même lorsque j'entends que notre convention avec le GIP du Parc national est analysée finement, alors que le même document émanant du Conseil départemental de Côte d'Or a été validé par le Préfet de l'autre côté de la frontière. Certes, je n'ai pas été Ministre, ou plutôt je ne suis qu'un Ministre « fantôme ». Pour autant, je ne peux pas accepter ce « deux poids, deux mesures » et je fais partie de ceux qui pensent comme dans *la Journée d'un scrutateur* d'Italo CALVINO qu'en la matière, « *tant qu'il n'y a pas mauvaise intention, on peut fermer les yeux* ».

Soyez certain que je monterai aussi haut qu'il le faudra pour faire entendre la voix de la Haute-Marne. Je le ferai d'autant plus aisément que je suis certain que personne ne rejettera le financement apporté par cette assemblée au futur centre administratif du Parc national si sa localisation est choisie sur notre territoire. À ce propos, vous savez que j'appelais une candidature unique pour le département. Nous disposons finalement de deux projets, un à AUBERIVE porté par la Communauté de communes d'Auberive-Vingeanne-Montsaugeonnais et un à ARC-EN-BARROIS soutenu par la commune. Deux autres sont en Côte d'Or. Il appartient à Madame la Préfète d'en retenir trois, selon les règles que l'État a lui-même établies, et le dernier mot appartiendra au Ministre de la transition écologique. Je ne ferai pas de pari, mais je tiens à rappeler l'histoire de ce projet. Le siège du GIP avait été fixé à LEUGLAY, en expliquant que, si Parc il y avait, le centre serait alors situé en Haute-Marne. Depuis près de dix ans, les revirements ont été nombreux, y compris sur le fond du dossier. Toutefois, la réserve intégrale sera bien dans les forêts domaniales de Haute-Marne, là où notre population a l'habitude de se promener et de chasser. Sans parler de compensation, il est bon de rappeler ce cheminement afin d'éviter que nous passions des revirements à des reniements.

Je veux croire en la capacité du Gouvernement d'apprendre de ses erreurs. C'est d'ailleurs le sens initial du Grand Débat national voulu par Emmanuel MACRON pour répondre à la crise des Gilets jaunes dont il est malgré tout à l'origine. Des erreurs, nous en faisons tous lorsque nous ne nous expliquons pas. La taxe écologique sur les carburants est un exemple, ou

encore la mise en place du 80 km/h sur toutes les routes du pays. Ce n'est pas un sujet anodin, il a même fait l'objet d'une vive passe d'armes entre des participants à la soirée départementale que nous avions organisée conjointement avec l'Association des maires de Haute-Marne et à laquelle nombre d'entre vous ont participé.

Sur cette question s'affrontent les tenants de la liberté – qui considèrent que nous ne cherchons qu'à « mettre des PV » avec cette mesure – et ceux qui voient les vies d'un voisin ou d'un ami épargnées par les 15 mètres gagnés au freinage. Toutefois, vous l'avez tous entendu au cours du Débat, Emmanuel MACRON a ouvert la porte à une adaptation de ce principe. Sachez que nous travaillons et que nous ferons des propositions. Elles seront soumises aux élus et mises en perspective. Encore une fois, ce sera bien le fruit d'une réflexion collective.

J'ignore quand vont être connues les conclusions du Gouvernement après ce Grand Débat, qui devait se terminer aujourd'hui, mais qui se prolonge finalement. Pour apporter notre pierre à cet exercice démocratique original, je vous soumettrai une motion en guise de contribution du Département.

Le temps des discussions s'achève, celui des propositions arrive et avec lui son lot d'attentes. Sous peine d'un retour de bâton plus important encore que ce que nous venons de connaître, chacun, dans son rôle, devra répondre présent.

Je ne peux terminer mon propos sans vous faire un retour à propos du Comité de Haut Niveau au sujet de CIGEO, qui s'est tenu le 6 mars dernier à PARIS, sous la présidence d'Emmanuelle WARGON. La Ministre a tenu un discours clair. Les GIP de Haute-Marne et de Meuse voient leur financement maintenu jusqu'en 2022. C'est une bonne nouvelle, car personne n'aurait compris la baisse de l'accompagnement de notre territoire alors même que nous entrons dans une phase décisive du projet. En revanche, et contrairement à ce qui a été indiqué par le Gouvernement à l'issue de ce CHN, il n'y a pas eu de validation du contrat de développement territorial. En accord avec Claude LÉONARD et moi-même, Jean ROTTNER a proposé de lancer une étude de dynamiques permettant de mesurer les conséquences économiques et sociales, en matière d'habitat et de mobilité, de CIGEO pour le territoire de proximité – comprenant les communautés de communes de JOINVILLE et de PORTES DE MEUSE et les agglomérations de SAINT-DIZIER et de BAR-LE-DUC. En l'état et sans cette étude, je ne peux décemment vous proposer de signer le CDT de façon précipitée. En effet, il n'est pas à la hauteur de l'enjeu que représente ce projet d'envergures nationale et internationale.

Cette méthode de travail, associant l'ensemble des collectivités intéressées, nous permettra d'amender le document existant et de préfigurer une gouvernance interdépartementale,

indispensable à la réussite et à l'acceptabilité de CIGEO.

Enfin, je souhaite conclure sur deux notes plus légères.

- Celle de la réussite de notre présence au Salon international de l'agriculture. Pendant neuf jours, la Haute-Marne a pu rayonner avec ses producteurs, ses savoir-faire. Je peux vous dire que nous avons marqué les esprits.

Ceux toujours prompts à demander les résultats de notre campagne de notoriété auraient apprécié de venir et auraient même peut-être changé d'avis.

- La seconde réussite est celle de l'équipe de volley de CHAUMONT qui s'est qualifiée pour la seconde année d'affilée en quarts de finale de la Champions League. Bien qu'ils aient perdu hier soir, certaines défaites ressemblent à des victoires. Le CVB défendra ses chances à PÉROUSE la semaine prochaine, sans l'aide des Qataris.

À CHAUMONT et en Haute-Marne, nous n'avons pas de pétrole, mais soyez assurés que nous avons des idées.

Merci de votre attention. Je vous laisse la parole.

**Mme Marie-Claude LAVOCAT :** Nous sommes entrés dans une phase très importante et quasiment définitive dans le cadre du Parc national. Je tiens à souligner que les élus haut-marnais ont été exemplaires, à l'instar des Haut-Marnais dans leur ensemble. Il serait regrettable de ne pas accueillir le siège administratif du Parc, car sa présence implique des emplois et la venue de familles. Malheureusement, nous craignons qu'il s'agisse d'une décision politique qui nous échappe. En effet, la région Bourgogne-Franche-Comté a été très active avec plusieurs visites de sa Présidente sur le terrain, pour expliquer aux habitants de la Côte-d'Or les bienfaits du Parc, et le fait que le représentant de la Région n'a jamais manqué une seule réunion depuis neuf ans. Il connaît parfaitement le dossier et il est apte à expliquer les moyens de remporter ce gain.

Ce gain est le siège administratif du futur Parc national, à ne pas confondre avec les maisons du Parc. En effet, l'ensemble du territoire entre la Haute-Marne et la Côte-d'Or sera aménagé avec des maisons du Parc réparties sur tout le territoire. Pour l'instant, nous nous battons pour le siège administratif, avec deux candidatures en Haute-Marne contre deux candidatures en Côte-d'Or.

Je souhaite également revenir sur la réserve intégrale, essentielle en Haute-Marne.

Près de 66 % se trouvent sur le territoire de CHATEAUVILLAIN, le reste étant sur celui de COUR-L'ÉVEQUE, RICHEBOURG et ARC-EN-BARROIS. Ceci nous donne un poids supplémentaire pour avoir le siège administratif du Parc.

Je souhaite également rassurer les agriculteurs qui exploitent autour de la réserve intégrale. En effet, la chasse sera pratiquée en son sein pour éviter la pullulation des grands ongulés et des sangliers qui font d'importants dégâts dans les cultures. Les chasseurs valident la création du Parc, car ils ont pu négocier une véritable chasse au sein de la réserve. Nous parlons ici de « chasse », alors que les juges de Paris parlent de « régulation », mais il s'agit de la même démarche dont le but consiste à réguler le gibier.

**M. Nicolas FUERTES** : Je vous remercie Monsieur le Président et je tiens à saluer votre discours introductif que je partage intégralement. Étant avec nombre de nos collègues le lundi au Salon de l'agriculture, je salue également l'initiative et la grande réussite de ce stand de la Haute-Marne, qui avait très belle allure. Pour un premier coup d'essai, nous avons frisé la perfection. Je salue l'initiative de faire perdurer ce projet qui fait honneur à la Haute-Marne et qui permet de nous faire connaître devant des milliers de personnes venues découvrir nos producteurs, nos savoir-faire, nos produits locaux qui n'ont rien à envier à d'autres territoires au vu du nombre immense de grands prix obtenus dans ce Salon. Je salue évidemment tous les participants, dont notre collègue Michel ANDRÉ ici présent. Je vous remercie pour cette initiative et je vous soutiendrai à 100 % pour la faire perdurer.

Je salue également le parcours exceptionnel du CVB 52. Il faut par ailleurs saluer les clubs, tous sports confondus, qui vont en quart de finale de Ligue des Champions. Je pense que CHAUMONT doit compter, dans l'histoire, comme la ville la plus petite en nombre d'habitants – et certainement en budget – à avoir atteint ce niveau. Nous avons effectivement frôlé la victoire hier. Le match retour sera plus difficile, mais tant que nous ne l'avons pas joué, rien n'est perdu.

Je sais qu'une rencontre aura lieu prochainement avec le Président et le personnel du CVB, mais je suis d'avis d'offrir, comme la région Grand Est, une prime pour récompenser ces résultats exceptionnels afin qu'ils puissent perdurer. Il est important d'aider les joueurs à se maintenir à un haut niveau dans la durée jusqu'au moment où Palestra sera ouvert à toutes les activités. En effet, lorsque ce fameux projet sera achevé, nos joueurs joueront véritablement à domicile et ils pourront y prendre leurs marques.

Je soutiens PALESTRA, qui est un projet pour CHAUMONT et son agglomération, mais également un équipement à destination de tous les Haut-Marnais, qui servira et rayonnera en dehors de la Haute-Marne. Nous devons donc soutenir ce genre d'équipements.

Pour revenir sur le fond de l'ordre du jour, je salue le travail effectué par le cabinet d'étude et les différentes commissions. J'appartiens à deux de ces commissions qui ont travaillé en amont sur la révision des aides. Ce travail a été mené sérieusement et nous avons pris notre temps afin d'agir de manière intelligente. Nous avons choisi un excellent cabinet, différent de celui qui s'était chargé du schéma des services au public, et nous constatons les différences. Nous pensons que les règlements seront plus clairs, plus efficaces et efficients en matière de visibilité. Nous sommes en effet la première collectivité à donner aux communes et aux EPCI, ce qui ne se sait jamais ou très peu. Désormais, ce soutien sera connu au-delà des élus concernés, ceux qui bénéficieront des aides pour leur commune ou leur EPCI. Cette connaissance est importante et fait partie de la communication pour montrer l'utilité indispensable de notre collectivité dans nos territoires ruraux.

Je ne reviendrai pas sur le droit à l'expérimentation pour disposer de toutes les compétences possibles afin d'intervenir de manière efficace auprès de nos territoires, car je partage cet avis intégralement.

Je remercie Monsieur le Président et mes chers collègues pour l'augmentation des aides totales qui sera sans doute votée dans quelques instants. Nous la réclamions depuis plusieurs années, car augmenter le pourcentage peut lancer des projets, y compris pour des communes de taille modeste.

**M. Jean-Michel RABIET** : Je souhaite revenir sur le siège du Parc national. Certes, nous présentons deux candidatures, AUBERIVE et ARC-EN-BARROIS, mais je souhaite préciser à nos collègues qui auraient souhaité une seule candidature en Haute-Marne que nous ne sommes pas concurrents. Nous proposons deux dossiers différents. ARC-EN-BARROIS propose un investissement minimum et AUBERIVE propose un investissement neuf, avec un bâtiment s'inscrivant dans la perspective d'économies de fonctionnement.

Vous nous avez réunis à plusieurs reprises, Monsieur le Président, afin de ne présenter qu'une seule candidature. Il est regrettable que nous n'y soyons pas parvenus, mais nous ne sommes pas en conflit et je suis certain que les événements se dérouleront bien.

**M. Bruno SIDO** : Il est bien entendu souhaitable que le centre administratif du Parc soit situé en Haute-Marne et que l'un des deux projets haut-marnais soit retenu. Toutefois, pour défendre ces projets, encore faudrait-il que nous les connaissions. Il serait utile que leurs initiateurs nous les communiquent, tant au Président du Conseil départemental qu'aux modestes parlementaires que nous sommes, afin de faire éventuellement pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

**M. le PRÉSIDENT** : Je pense que les territoires vous transmettront leur candidature. Celles-ci ont été affinées jusqu'au dernier moment et déposées, pour certaines, le dernier jour. D'autres personnes souhaitent-elles intervenir ?

**Mme Yvette ROSSIGNEUX** : Je souhaite intervenir au sujet du Parc pour l'implication des collectivités, notamment de la Région. En effet, j'ai consulté le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), qui est le document d'urbanisme régional. Dans celui de la Bourgogne-Franche Comté, un chapitre entier fait état de ce projet. Or, le SRADDET Grand Est ne contient qu'une ligne sur le Parc national. Par ailleurs, l'élu de Bourgogne-Franche-Comté est toujours présent, ce qui n'est pas le cas dans le Grand Est. C'est regrettable pour notre territoire, car ce dossier ne sera pas suffisamment remarqué. J'en ai fait part au Comité de la biodiversité qui a eu lieu cette semaine à Metz, n'y ayant pas non plus retrouvé le Parc.

**M. le PRÉSIDENT** : D'autres personnes souhaitent-elles intervenir sur les sujets à aborder ? (Non).

Les interventions des uns et des autres n'appellent que peu de commentaires. S'agissant du Parc national, nous avons effectivement essayé de présenter un seul dossier. Nous pouvons nous réjouir du fait que nos deux dossiers départementaux figurent parmi les trois sélectionnés au premier tour, mais le principal objectif demeure la victoire au second tour. Je reste persuadé que nous aurions pu nous entendre sur un projet unique. Je vous rappelle que nous perdons la main, car le Ministre tranchera au bout du compte, au détriment des territoires. Par ailleurs, défendre un dossier départemental est complexe lorsqu'ils sont au nombre de deux. En effet, des élus sont proches des deux territoires et certains parlementaires ne souhaitent pas se positionner sur l'un ou l'autre de ces projets.

Il aurait été plus simple pour tous de formuler un seul et unique projet. Il est en effet possible d'intenter un début de procès à la Région, mais je pense que nous devons également reconnaître que nous présentons deux dossiers différents. Je crains que cette stratégie, face à un projet important porté par la Région, compromette notre possibilité de positionnement. Néanmoins, j'espère avoir tort et je défendrai le seul dossier qui passera peut-être au premier tour.

Pour revenir aux propos de Monsieur Nicolas FUERTES, je me réjouis que nous puissions partager de nombreux dossiers et continuer à avancer avec intelligence pour le département.

**M. Stéphane MARTINELLI** : Je partage vos propos, Monsieur le Président. Toutefois,

j'ai cru comprendre à l'Assemblée générale du Parc national de la semaine dernière que les quatre projets monteraient finalement au Ministère. Cette question a été posée à Madame la Préfète, alors que la moitié de la salle était déjà debout, donc ce point sera à vérifier.

**M. le PRÉSIDENT** : Je pense effectivement que ce point a été évoqué. Toutefois, Madame la Préfète n'a pas encore tranché ce sujet. La meilleure façon de ne pas nous engager consiste à adresser les quatre projets au Ministère et à le laisser se charger du choix, mais je ne suis pas persuadé que cette stratégie nous soit profitable.

**M. Bruno SIDO** : Il serait peut-être souhaitable que le Conseil départemental effectue un tri en interne entre les deux projets afin d'en choisir un. Nous pouvons travailler sans qu'une directive nous soit donnée. Nous devrions nous positionner d'ici le 15 avril, étudier les tableaux de financement et l'ambition des projets afin de nous décider à en soutenir un sur les deux. Nous ne devons pas en avoir peur.

**M. le PRÉSIDENT** : Je n'ai pas pris cette position, car rien n'empêche les parlementaires de se positionner à titre individuel. Nous avons deux projets complémentaires aujourd'hui, l'un porté par une commune, l'autre par une communauté de communes. À titre personnel, j'ai une préférence. Toutefois, je ne souhaite pas mettre en difficulté le Conseil départemental en l'obligeant à se positionner pour arbitrer un sujet. J'estime en effet qu'il prend beaucoup d'initiatives sur de nombreux sujets et se met souvent en difficulté. J'aimerais que les élus prennent également leurs responsabilités.

Deux avis sont déposés, désormais dans les mains de Madame la Préfète afin qu'elle les arbitre. J'ai organisé à deux reprises dans mon bureau des réunions avec les porteurs de projets, mais nous ne sommes pas parvenus à un accord. Ainsi, désormais, chacun prendra ses responsabilités. Je ne souhaite pas aller plus loin, car j'estime qu'il est facile de mettre en difficulté le Conseil départemental. Nous nous sommes déjà positionnés sur de nombreux dossiers – l'avenir des offices HLM, le projet d'abattoir et les questions de gendarmerie. Or j'entends partager les risques avec les collectivités et les autres décideurs de ce département.

**Mme Yvette ROSSIGNEUX** : Je ne suis pas très à l'aise avec cette prise de décision. Toutefois, j'ai pris position. Je tiens à rappeler que nous oublions une instance, celle du Conseil d'administration du GIP. Il doit donner son avis et j'espère que nous ne l'oublierons pas. Par ailleurs, nous n'avons pas pu prendre réellement position sur le nom du Parc.

J'ai entendu dire également que la DGF particulière était supprimée pour les communes situées au cœur du Parc. Or, ce fait ne nous a jamais été annoncé. J'ai le sentiment

que ce projet n'avance que sur des mensonges par omission.

**M. Nicolas FUERTES** : Il est vrai que la méthode suggérée par Monsieur SIDO serait peut-être préférable à celle consistant à laisser la Préfecture formuler le choix. Si nous laissons Madame la Préfète ou le Gouvernement décider, il y a 90 % de risques que le projet soit attribué à la Côte d'Or. Nous aurions donc tout perdu.

Je déduis de vos échanges que vous n'êtes pas parvenus à un consensus ou à une unanimité, ce qui est compréhensible. Toutefois, en présentant les deux projets à d'autres élus et d'autres collectivités, une majorité peut se dégager. Nous pourrions ainsi n'en présenter qu'un seul afin d'augmenter nos chances de voir le siège administratif basé en Haute-Marne. Nous devons être pragmatiques. J'ai ma préférence, mais je suis prêt à soutenir l'autre projet s'il devait être choisi, car nous sommes d'accord sur le fait que le siège administratif doit être en Haute-Marne, puisque la réserve intégrale s'y trouve. Nous devons nous montrer vigilants contre la tentation de nous délester d'un poids et sur le fait de laisser la décision de ce siège à un tirage au sort.

**M. le PRÉSIDENT** : Je m'interroge sur le fait d'être ou non compétent pour trancher cette question. Je ne pense pas que nous manquions individuellement de compétences, mais peut-être manquons-nous de la compétence pour juger collectivement. Nous avons tous nos préférences, mais peu d'entre nous ont véritablement vu le projet.

D'autres personnes souhaitent-elles intervenir à ce sujet ?

**M. Jean-Michel RABIET** : En tant que premier vice-président de la communauté de communes Auberive-Vingeanne-Montsaugeonnais, si le Conseil départemental nous demandait de retirer notre candidature aujourd'hui, je ne pense pas que nous soyons d'accord. Je partage votre avis, Monsieur le Président, sur la légitimité du département à ce sujet. En revanche, je suis ouvert au fait de travailler ensemble pour essayer de retirer un des deux dossiers.

À ce titre, je remercie Madame Marie-Claude LAVOCAT d'avoir retiré son dossier, pour sa hauteur de vue.

**M. le PRÉSIDENT** : Rassurez-vous, Monsieur RABIET, le Département aura toute sa légitimité lorsqu'il s'agira de financer le projet. Je suis persuadé que nous en discuterons ici, car, comme d'habitude, l'État va trancher et nous serons largement associés en tant que partenaires financiers de l'opération.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? (Non). Je vous propose donc de prendre le premier point à l'ordre du jour.

## Approbation des procès-verbaux des séances plénières des 23 novembre et 14 décembre 2018

**Rapport n° I – 1 – page 3**

**M. le PRÉSIDENT** : Y a-t-il des demandes d'interventions sur ces procès-verbaux ?

**M. Nicolas FUERTES** : Je tiens à préciser que je m'étais maladroitement exprimé dans le procès-verbal de la séance du 14 décembre 2018 au sujet du vote d'un budget dans le collège Diderot. Le budget n'était pas en déséquilibre, il s'agissait du résultat négatif voté. Le budget a été équilibré grâce aux fonds de roulement.

**M. le PRÉSIDENT** : Nous en prenons note. Je vous propose de valider les deux procès-verbaux en un seul vote.

**VOTE**

| | |
|---|---|
| Pour : | 34 |
| Contre : | 0 |
| Abstention : | 0 |

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

## Modification de la composition des commissions organiques

**Rapport n° I – 2 – page 163**

**M. Gérard GROSLAMBERT** : Pour l'étude des dossiers, le Conseil départemental se divise en huit commissions organiques. Trois de nos collègues, Anne LEDUC, Stéphane MARTINELLI et André NOIROT, ont émis le souhait de changer de commission. Anne LEDUC quitterait la II$^{e}$ commission pour rejoindre la III$^{e}$ commission, ainsi qu'André NOIROT qui quitterait la VI$^{e}$ commission. Stéphane MARTINELLI quitterait la V$^{e}$ commission pour intégrer la II$^{e}$ commission.

Par ailleurs, depuis la transmission des rapports, notre collègue Madame Catherine PAZDZIOR-VIGNERON m'a informé souhaiter intégrer la II$^{e}$ commission.

Le règlement intérieur du Conseil départemental prévoit que les commissions organiques, hormis la commission, sont composées au maximum de dix membres. En outre, un conseiller départemental ne peut appartenir à plus de deux commissions différentes.

Les demandes de nos collègues respectent ces règles.

Je vous propose donc d'accéder à ces demandes et de modifier la composition des II$^{e}$, III$^{e}$, V$^{e}$ et VI$^{e}$ commissions.

**M. le PRÉSIDENT** : Souhaitez-vous intervenir à ce sujet ?

**Mme Anne-Marie NÉDÉLEC** : Je me réjouis de voir la II$^{e}$ commission s'étoffer et je souhaite la bienvenue à nos collègues.

**M. Bruno SIDO** : Pour quelle raison ces collègues souhaitent-ils changer de commission ?

**M. le PRÉSIDENT** : Des raisons ont été notifiées par écrit, je ne souhaite pas aborder le détail de chaque demande.

**VOTE**

| | |
|---|---|
| Pour : | 34 |
| Contre : | 0 |
| Abstention : | 0 |

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

## Décision modificative n°1 du budget 2019

## Modifications des modalités d'interventions financières auprès des communes et des EPCI à fiscalité propre

**Rapport n° IV – 1 – page 4 - 3**

**M. le PRÉSIDENT** : Nous allons étudier le rapport concernant la refonte de nos règlements, un objectif que nous nous étions fixé lors du séminaire de l'an dernier. Le défi était de taille, car la refonte est complète et toujours périlleuse. Pourtant, elle nous semblait indispensable pour trois raisons principales. D'une part, les attentes des collectivités ont considérablement

évolué : elles souhaitent plus de transparence et de lisibilité. Il nous faut également prendre davantage en compte le fait intercommunal. Enfin, nous souhaitions sortir de la logique du guichet qui ne valorisait pas suffisamment le Conseil départemental, pourtant un des principaux partenaires des collectivités.

Cette refonte n'a pas pour objet de faire des économies sur le dos des Haut-Marnais et de leur collectivité. Partout, nous constatons le désengagement des grandes structures de l'État, de la Région et même de certains départements qui ont une gestion moins vertueuse que la nôtre. Nous avions donc les moyens de ne pas faire de perdants. Vous constaterez que nous avons transformé cette révision en partenariat gagnant-gagnant. Le nouveau système sera donc plus transparent avec des critères affinés et des objectifs. Je laisse la parole à Madame Karine COLOMBO, Présidente de la Commission qui a travaillé sur ce dossier, pour vous présenter ce rapport.

**Mme Karine COLOMBO** : J'ai l'honneur de vous présenter le rapport sur les modifications des modalités d'interventions financières auprès des communes et des EPCI à fiscalité propre.

Nos règlements d'aide font régulièrement l'objet de révisions ou d'adaptations, afin d'apporter une meilleure réponse aux communes et aux EPCI. Des adaptations sont également rendues nécessaires du fait des évolutions législatives et réglementaires, notamment dans le cadre de la loi NOTRe qui consacre le principe de solidarité territoriale pour les Départements.

En outre, lors du séminaire départemental qui nous a réunis les 29 et 30 mars 2018, nous avons défini de nouvelles orientations pour la collectivité.

L'une d'elles a conduit la IV$^{e}$ commission à élaborer, avec l'appui d'un cabinet-conseil, de nouvelles modalités d'intervention, dans le cadre d'un dispositif qui se veut être plus lisible et cohérent avec les besoins des territoires, qui sécurise financièrement les bénéficiaires dans une temporalité précise, et qui renforce les liens partenariaux entre le Département et les collectivités locales.

La présente révision des règlements propose plusieurs évolutions majeures :

- la contractualisation avec les EPCI et les trois villes principales, mais aussi avec les bourgs-centres, ces derniers passant de cinq à huit,

- le maintien du Fonds d'aménagement local (FAL),

- la création d'un fonds des travaux structurants pour les projets communaux importants ne pouvant être pris en charge par le FAL,

- la création d'un fonds voirie financé par les fonds d'État,

- la création d'un fonds dédié aux équipements sportifs,

- l'élargissement du FMHC pour intégrer les monuments inscrits,

- l'élargissement du FDE à des opérations actuellement inéligibles,

- la suppression du FTIEU.

Pour la mise en œuvre du nouveau dispositif d'aide, Monsieur le PRÉSIDENT vous propose de consacrer une enveloppe de 39 millions d'euros sur la période 2019-2021 (dont 35,2 millions d'euros de crédits départementaux et 3,7 millions d'euros de crédits d'État), soit 13 millions d'euros en moyenne par an (le Département y consacrait en moyenne 9,7 millions d'euros par an).

Ce programme d'investissement ambitieux représente un effort supplémentaire significatif pour le Département de 3,3 millions d'euros par an (10 millions d'euros en trois ans).

Aussi, Monsieur le PRÉSIDENT vous propose à ce titre la création de deux autorisations de programmes, la première d'un montant de 13,8 millions euros pour la contractualisation sur la période 2019-2021 et la seconde d'un montant de 7 150 000 euros pour les fonds territoriaux et thématiques 2019.

Monsieur Le PRÉSIDENT vous propose également l'inscription d'un crédit de paiement de 2 millions d'euros, ces crédits venant compléter ceux inscrits au budget primitif 2019, qui s'élèvent à 10 737 630 euros.

La répartition du FAL entre chaque canton, dont l'enveloppe est maintenue à 2,4 millions euros, est présentée dans le tableau annexé au présent rapport. Cette répartition est effectuée selon cinq critères pondérés de la manière suivante :

- 50 % pour la population du canton,

- 30 % sur le nombre de communes du canton,

- 5 % en fonction de la superficie du canton,

- 5 % sur le potentiel financier par habitant du canton,

- une part fixe représentant 10 % de l'enveloppe.

Pour 2019, un examen particulier des dossiers déposés avant l'entrée en vigueur des nouveaux règlements sera fait pour tenir compte du décalage avec les anciens règlements d'aides.

Aussi, Monsieur le PRÉSIDENT vous demande de bien vouloir vous prononcer sur ces propositions qui ont recueilli l'avis favorable de la IV$^{e}$ commission le 22 février 2019.

Je souhaite ajouter, Monsieur le PRÉSIDENT, que je rejoins votre fierté concernant ce dossier. Je tiens à remercier les services pour leur dynamisme et leur implication totale.

**M. le PRÉSIDENT** : Je vous remercie Madame la Présidente. Souhaitez-vous intervenir sur ce rapport ?

**M. Nicolas FUERTES** : Vous envisagez trois réunions par an par arrondissement pour présenter ces mesures aux élus locaux. Avez-vous déjà une idée de la période de ces réunions ?

**M. le PRÉSIDENT** : Les réunions sont prévues à la fin du mois d'avril. Le guide précis sera remis à chaque maire et chaque collectivité présents. Il faudra du temps pour changer les habitudes, raison pour laquelle je compte sur les conseillers départementaux pour relayer ce nouveau règlement. Nous permettrons également quelques tolérances en 2019 pour effectuer cette transition entre l'ancien et le nouveau règlement. Il ne s'agit pas d'un retour en arrière, mais je comprends que des élus aient pu prendre des engagements vis-à-vis de certaines communes et je souhaite qu'ils puissent être tenus.

**Mme Anne-Marie NÉDÉLEC** : Ce changement demandera des ajustements. L'année 2019 sera forcément une année de transition et il était admis que, si vous avez pris des engagements en 2018 pour 2019, nous les respecterons. Il en va de même pour les dossiers en cours d'envoi depuis la fin 2018 ou le début 2019. Aujourd'hui, les maires sont habitués aux anciens règlements, notamment aux seuils que nous avons quelque peu modifiés. Les demandes déposées avant l'adoption et la diffusion des nouveaux règlements seront bien évidemment étudiées en fonction des critères anciens. Nous n'aurons aucune raison de les pénaliser.

Il sera important de sensibiliser rapidement les maires sur certains points, car nous effectuerons des réunions d'arrondissement. Nous espérons les tenir dès le mois d'avril, lorsque les guides seront prêts. Toutefois, puisque vous disposez des éléments, vous pouvez relayer

l'information dès à présent à l'occasion de réunions cantonales. Il est notamment important de respecter la date butoir de dépôt des dossiers au 15 septembre. Si nous souhaitons faire vivre notre système de pot commun, nous devons faire respecter cette date.

J'en profite pour rappeler que le pot commun servira à financer des dossiers qui n'auraient pas pu l'être sur votre enveloppe et non de nouveaux dossiers. Je vous invite également à insister sur les seuils, les maires étant habitués à un montant plancher. Par ailleurs, le principe de l'abondement est maintenu, mais vous n'aurez plus la possibilité de revenir sur un même dossier FAL. En effet, nous avons déjà reçu deux fois dans l'année un même dossier avec des pourcentages différents. Cette solution ne sera plus possible, mais il vous sera permis d'abonder un fonds dès l'instant que vous ne dépassez pas 30 %.

Enfin, je vous invite à rappeler que les dossiers de demandes de travaux atteignant ou dépassant 200 000 euros seront étudiés plus en profondeur en amont. En outre, l'autorisation de commencer les travaux – jusqu'à présent accordée systématiquement sans engagement de subvention – ne sera plus systématique.

**Mme Karine COLOMBO** : Effectivement, nous pouvons disposer de compléments d'aides issus d'autres fonds que le FAL, mais il s'agit de paliers de 5 %. Il ne sera plus possible d'opérer de complément de 2 %. Par ailleurs, la limite de 30 % et de 50 % demeure pour les communes de moins de 100 habitants.

**M. Bruno SIDO** : Globalement, cette réforme des aides aux communes est acceptable et recevable, dans la mesure où le fonds dispose de 4 millions d'euros de plus. Par contre, je ne comprends pas pourquoi nous nous privons de toute souplesse, notamment de l'impossibilité de revenir sur un dossier. J'estime ce choix regrettable, car il ne nécessite pas de travail administratif supplémentaire, le dossier ayant déjà été étudié. Il s'agit simplement de changer un chiffre et de rédiger un mandat complémentaire. Il peut arriver, dans certains cantons, que le dynamisme attendu ne soit pas au rendez-vous. Dans ces conditions, autant faire profiter des subventions plus importantes. La politique est une affaire de souplesse, et non de raideur.

**M. le PRÉSIDENT** : Je vous remercie, Monsieur SIDO, de nous expliquer que notre règlement est acceptable. Auparavant, les services réglaient certains éléments hors règlement. Nous demandons donc que les règles soient appliquées. Nous avions travaillé sur le principe « un projet/un fonds » et nous avons apporté de la flexibilité en permettant à chacun d'entre vous d'abonder le FAL. Notre règlement est très flexible, mais le traitement des dossiers a un coût et peut mettre nos services dans une position délicate. Nous appliquons aujourd'hui un règlement écrit, comme le font les autres collectivités.

**Mme Anne-Marie NÉDÉLEC** : Nous sommes contraints de replacer le curseur lorsque nous avons constaté un certain nombre de déviations et de débordements. D'autre part, tous les règlements sont perfectibles. Nous sommes conscients que des changements sont à attendre en 2020 à la tête des municipalités. Les années 2019 et 2020 ne nous permettront pas de disposer de la meilleure vision de l'ampleur des dossiers déposés, puisque nous serons en période de fin et de début de mandat. Toutefois, nous n'avons pas la prétention d'avoir rédigé un règlement figé dans le marbre et nous étudierons les besoins d'adaptation au fil de l'eau.

**M. Stéphane MARTINELLI** : Je souhaite que nous ne perdions pas l'essentiel de la mesure que vous proposez, notamment un montant considérablement augmenté. Je rappelle que le Département investit 10 millions d'euros dans les collectivités chaque année, ce qui n'est pas négligeable. En outre, l'effet levier est multiplié par trois ou quatre, ce qui est considérable. Remettre autant d'argent dans notre contexte particulier est un signal politique extrêmement fort.

Par ailleurs, cette proposition tient compte de la modification des territoires, des communautés d'agglomérations et de communes, des villes principales et des bourgs structurants et propose à cet ensemble de contractualiser. Une visibilité est ainsi accordée à ces territoires pour les années à venir, ce dont ils ont besoin.

Enfin, malgré ces efforts, nous continuons à appuyer fortement la ruralité et l'hyper ruralité. Les chiffres sont rappelés dans le rapport. Lorsque nous chiffrons ce dont disposera chaque binôme dans son canton au titre du FAL, nous constatons que ce dernier sera plus disponible qu'auparavant. En outre, dans le cadre de l'hyper ruralité, nous conservons les règles relatives aux possibilités de financement des communes de moins de 100 habitants à hauteur de 50 %.

Je comprends que nous discutions ces règlements, mais je souhaite que nous gardions ces trois grandes orientations en tête, qui me semblent être l'essence même de la politique que vous proposez.

**M. Jean-Michel RABIET** : Je me réjouis du fait que nous ayons construit des règlements qui ne se contentent pas de la facilité. Nous aurions pu faire des appels à manifestation d'intérêts, ce qui est le plus facile. Malheureusement, nous ne rentrons jamais dans les cases et nous ne dépensons pas d'argent. Ce système est choisi par la Région qui nous reproche de ne pas dépenser d'argent.

Je suis accusé, dans ma commune, de ne pas dépenser les 200 000 euros de la Région à ma disposition. En effet, nous ne répondons jamais aux critères des appels à projets. Or

ces collectivités communiquent et ont pour objectif de dépenser peu. En revanche, notre choix est différent. Nous sommes proches des élus et du terrain, car nous avons construit des règlements en adéquation avec les problèmes des communes, des intercommunalités et des usagers haut-marnais. Je me réjouis de ce choix qui ne se contente pas de la facilité.

**Mme Anne-Marie NÉDÉLEC** : Je rejoins les propos de Monsieur RABIET, car nous nous heurtons à la même problématique. Ici, nous appliquons la méthode inverse, à savoir la contractualisation pour les EPCI, les trois villes principales et les bourgs-centres. En effet, il nous est demandé de faire part de nos projets, des travaux et des investissements que nous envisageons et il nous est proposé de nous aider. C'est une démarche que j'appelle de mes vœux depuis longtemps au lieu de nous contraindre éternellement à entrer dans des cases prédéterminées. Cette souplesse me convient, car auparavant, nous étions contraints à une enveloppe déterminée, même si le fait de profiter d'un fonds d'aide particulier était un avantage. Nous disposons désormais de la possibilité de venir discuter de nos projets, de l'intérêt qu'ils peuvent présenter et de l'accompagnement possible.

**M. Nicolas FUERTES** : Je rejoins les propos de la Première Vice-Présidente. Globalement, je pense que les nouveaux règlements offrent bien plus de souplesse que les anciens, ce qui est important. Nous regrettons que la Région communique beaucoup et que les petites communes et EPCI reçoivent peu. Certes, nous agissons d'abord et nous communiquons après, mais l'essentiel, pour les élus et les territoires concernés, est d'agir. Pour ceux qui ne sont pas convaincus de la pertinence des échelons de proximité, sachez que ce résultat est le fruit de la différence entre cet échelon de proximité qu'est le Conseil départemental – avec des élus et des services qui connaissent le terrain – et des échelons bien plus éloignés.

**M. André NOIROT** : Pourrons-nous toujours déposer nos demandes au FAL en les scindant en plusieurs phases ?

**M. le PRÉSIDENT** : Tout à fait. Le phasage est possible.

**M. André NOIROT** : Je suis choqué du fait que nous parlions de ruralité et désormais d'hyper ruralité. Nous avons l'impression de pénétrer dans des territoires vides.

**M. Stéphane MARTINELLI** : Je ne suis pas offensant en parlant d'hyper ruralité, car c'est une réalité, à l'instar de la métropolisation. Il suffit de consulter les densités de population pour constater que certaines zones sont dans l'hyper ruralité.

**M. le PRÉSIDENT** : Pour être clair, lorsque nous évoquons le Département, il s'agit de la ruralité dans son ensemble. Lorsque nous parlons de certains secteurs comme le BASSIGNY, il

s'agit d'hyper ruralité. Ce sont des termes géographiques relatifs à la densité et à l'activité. J'ai toujours affirmé que la ruralité est une force et non une faiblesse pour notre département. Ainsi, parler d'hyper ruralité n'est pas une offense.

**M. André NOIROT** : Je n'incrimine personne, mais j'estime que ces propos peuvent faire peur dans le cadre de la communication.

**M. le PRÉSIDENT** : Je l'entends, mais la ruralité représente une force pour notre département. Nous l'avons constaté au Salon de l'agriculture où nous avons présenté notre ruralité. Si vous le souhaitez, nous pouvons plutôt parler de territoires ruraux, mais la vérité est que nous sommes largement touchés par ces critères de ruralité au sein de notre département.

**Mme Marie-Claude LAVOCAT** : Ma communauté de communes enregistre une densité de 8 habitants au kilomètre carré, contre une moyenne de 30 habitants par kilomètre carré en Haute-Marne. Nous aimerions avoir le droit à la différenciation, notamment en matière de transport et de nombre d'élèves dans les écoles. Je suis d'avis qu'il est plus important de se battre en mettant en miroir ces différences. Il n'est pas concevable que les mêmes lois nous soient appliquées. Permettez-nous de vivre comme nous vivons et donnez-nous les moyens de vivre ainsi ou laissez-nous utiliser les moyens dont nous disposons. Toutefois, considérez qu'une densité comme la nôtre est problématique.

**M. Nicolas FUERTES** : Je vous rejoins, Madame LAVOCAT. Je pense que ces nouveaux règlements et cet effort financier sur trois ans, de l'ordre de 10 millions d'euros, répondent – du moins pour notre collectivité – à cette différenciation. Si d'autres collectivités pouvaient faire de même et l'État entendre ce droit à la différenciation et à l'expérimentation, ce serait encore mieux pour nos territoires. Effectivement, nous allons répondre aux besoins des EPCI ou des communes par des investissements très conséquents pour les pôles scolaires afin d'éviter certains drames de fermetures de classes ou d'écoles. Cet effort fera partie des outils que nous apportons pour aider ces EPCI qui n'auraient pas forcément les moyens d'agir. Nous renforçons ainsi cette aide importante pour l'aménagement équilibré de notre territoire, raison pour laquelle je tiens à saluer cette initiative.

Il avait été évoqué en commission le fait de réaliser un bilan sur les seuils entre le FAL et les fonds des travaux structurants – le plancher étant à 150 000 euros. Si nous constatons que les dossiers non éligibles aux fonds des travaux structurants sont nombreux – étant légèrement en deçà du plafond –, nous devrons probablement modifier le curseur, mais nous le verrons à l'expérience.

**M. le PRÉSIDENT** : L'Éducation nationale applique aujourd'hui les mêmes réflexions, qu'il s'agisse de quartiers urbains sensibles ou de zones rurales fragiles dans le cadre des fermetures de classes. Les dynamiques sont identiques, ce qui a permis de sauver un certain nombre de classes en milieu rural.

**Mme Anne-Marie NÉDÉLEC** : Le FDE augmente également les fonds de 20 %, ce qui nous permet de passer de 2 millions d'euros à 2,4 millions d'euros.

**M. le PRÉSIDENT** : Par conséquent, la totalité des aides aux communes s'élève à environ 20 millions d'euros par an.

**M. Michel ANDRÉ** : Nous comptabilisons sur notre canton de nombreuses commandes d'aides concernant les monuments non classés. Pourrons-nous les inclure facilement dans les dossiers de demandes de subventions ?

**Mme Anne-Marie NÉDÉLEC** : Ce seront des dossiers FAL. Nous avons ajouté les bâtiments inscrits hauts classés, car le fonds était auparavant dédié aux monuments classés. Le reste des monuments sera sous le FAL, sauf dans le cas de chantiers colossaux atteignant plusieurs centaines de milliers d'euros.

**M. Bruno SIDO** : Au-delà de cette excellente réforme des aides aux communes, je souhaite signaler que l'action du GIP est à souligner. Pour l'année 2018, sur 35 millions d'euros de subventions distribuées par le GIP – soit plus que sa dotation annuelle –, 11 millions d'euros étaient dédiés à l'économie. Le reste était ainsi à destination des collectivités, soit 25 millions d'euros.

**M. le PRÉSIDENT** : Y a-t-il des demandes d'intervention ? (Non)

**VOTE**

| | |
|---|---|
| Pour : | 34 |
| Contre : | 0 |
| Abstention : | 0 |

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

## Décision modificative n°1

## Extension de la participation du Département sur les programmes d'investissement Entente Marne à l'ensemble des opérations d'aménagement et d'entretien des milieux aquatiques sur le département et attribution de ces aides au titre de la politique départementale des espaces naturels sensibles

**Rapport n° V – 1**

**M. Laurent GOUVERNEUR** : En décidant, le 14 octobre 2011, d'instaurer la part départementale de la taxe d'aménagement (TAD) au taux de 2 %, avec date d'effet au 1er mars 2012, le Département de la Haute-Marne a pris la décision, conformément à l'article L.331-3 du Code de l'urbanisme :

- en premier lieu, de financer le fonctionnement du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE),

- en second lieu, de financer une politique départementale en faveur de la préservation et la valorisation des espaces naturels sensibles (ENS).

Dans ce rapport, il vous est proposé de financer à ce second titre les investissements portés par l'Entente Marne, sachant que ces derniers devront être soldés au plus tard le 31 août 2019.

Par ailleurs, il vous est proposé de dorénavant financer les aménagements relatifs à la gestion des milieux aquatiques et zones humides, à leur mise en valeur et à leur préservation, non plus sur l'enveloppe financière du FDE, mais sur celle dédiée aux espaces naturels sensibles.

D'où la proposition de règlement d'attribution jointe à ce rapport qui propose un financement des études et travaux à hauteur de 30 % de la dépense subventionnable.

Monsieur le PRÉSIDENT vous demande de bien vouloir vous prononcer sur ces deux propositions.

**M. le PRÉSIDENT** : Des élus souhaitent-ils s'exprimer ? (Non)

**VOTE**

| | |
|---|---|
| Pour : | 34 |
| Contre : | 0 |
| Abstention : | 0 |

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

## Décision modificative n°1

## Avenant à la convention de partenariat avec le CAUE

**Rapport n° V – 2**

**Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT** : Le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement *« a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement »*.

Suite à un échange avec les services préfectoraux sur les articles 4 et 9 de la convention financière 2019 conclue avec cette association, qui prévoyaient de conditionner le versement du produit de la taxe d'aménagement, ainsi que son éventuel reversement, il apparaît nécessaire d'adopter un avenant supprimant ces dispositions.

C'est l'objet de ce rapport sur lequel Monsieur le PRÉSIDENT vous demande de bien vouloir vous prononcer.

**M. le PRÉSIDENT** : Y a-t-il des demandes d'intervention ?

**Une intervenante [audio 1.22.12]** : Je ne prendrai pas part au vote.

**VOTE**

| | |
|---|---|
| Pour : | 33 (*Mme ROSSIGNEUX n'a pas pris part au vote*) |
| Contre : | 0 |
| Abstention : | 0 |

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

# Décision modificative n°1

## Soutien départemental à la réhabilitation du potentiel de production des élevages haut-marnais endommagés par la sécheresse 2018

**Rapport n° V – 3**

**M. le PRÉSIDENT** : Dans le prolongement des aides attribuées par la collectivité pilote qu'est la Région, nous avons souhaité intervenir pour accompagner les agriculteurs non éligibles à celle-ci. Ainsi, nous conservons l'esprit et l'instruction des dossiers de la Région, mais nous intervenons en complément pour aider un certain nombre d'éleveurs haut-marnais touchés par la sécheresse. Il s'agit d'un effort conséquent de la collectivité qui sera inscrit en dépenses d'investissement.

**M. Laurent GOUVERNEUR :** La reconnaissance en calamité agricole aux pertes de récolte provoquées par la sécheresse de 2018, pour l'intégralité du département de la Haute-Marne, a été actée par l'État en janvier dernier.

Aussi, il vous est proposé d'accompagner la région Grand Est et de soutenir les exploitations agricoles possédant un élevage et dont le siège social est situé en Haute-Marne pour la réhabilitation de leur potentiel de production endommagé par la sécheresse 2018 sous la forme d'un complément d'aide départementale au dispositif régional :

- un montant d'aide de 5 euros par UGB (Unité Gros Bétail) pour les élevages bovins, ovins et caprins,

- un minimum de l'aide de 200 euros par exploitation,

- un maximum de l'aide de 1 200 euros par exploitation.

Ce soutien départemental à la réhabilitation du potentiel de production des élevages haut-marnais endommagés par la sécheresse 2018 s'inscrit, d'une part, dans le cadre de la convention que nous avons signée avec la région Grand Est le 8 février 2018, et d'autre part, dans le cadre juridique d'un régime d'aide d'État (régime d'aide d'État notifié SA. 50388 2018/N, relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire, au titre de la prévention et la réhabilitation du potentiel de production endommagé des calamités naturelles).

Comme Monsieur le PRÉSIDENT l'a rappelé, une aide régionale a été décidée pour le

premier point, mais elle ne couvre pas la totalité des agriculteurs dans la difficulté. Ainsi, en concertation avec la Région, nous avons décidé de compléter le dispositif en procédant à une aide à l'UGB de manière à couvrir un plus large panel d'exploitants. L'aide régionale couvre près de 27 % des exploitations alors que notre aide forfaitaire permettra d'en couvrir environ 80 %. Pour le second point, nous nous sommes glissés dans une aide fléchée sur l'investissement.

À ce titre, Monsieur le PRÉSIDENT vous propose d'inscrire une enveloppe pluriannuelle d'investissement et des crédits de paiement correspondant pour 2019 à 620 000 euros.

Monsieur le PRÉSIDENT vous demande de bien vouloir vous prononcer sur cette proposition.

**M. Michel ANDRÉ** : Je remercie l'assemblée et votre initiative qui permet de compléter l'aide de la Région. Il est vrai que cette dernière impose des règles qu'il est difficile d'obtenir. Je félicite également Monsieur GOUVERNEUR qui est un bon porte-parole pour la défense de notre agriculture sur notre département. Je remercie chaleureusement cette initiative, car nous n'avions pas accès sur notre exploitation aux aides de la Région.

**Mme Mireille RAVENEL** : Il s'agit effectivement d'une bonne initiative du Département. Les agriculteurs ne peuvent que s'en satisfaire, car la bonne gestion était quelque peu pénalisée. Les UBG permettent de rétablir une égalité.

**M. le PRÉSIDENT** : Je vous propose de vous prononcer sur ce rapport.

**VOTE**

Pour : 33 (*M. Michel ANDRE n'a pas pris part au vote*)

Contre : 0

Abstention : 0

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

## Décision modificative n°1

## Décision budgétaire modificative n°1 de l'exercice 2019 du budget principal

**Rapport n° I – 3 – page 165**

**M. Stéphane MARTINELLI** : Il s'agit d'écrire les délibérations précédemment adoptées. Les modifications budgétaires nécessaires ne concernent que la section d'investissement. Les dépenses sont abondées de 2,620 millions d'euros (2 millions d'euros au titre des nouveaux règlements d'aides aux communes et 620 000 euros au titre du fonds sécheresse). Le tout s'équilibre en recettes par une augmentation de l'emprunt prévisionnel de 27,305 millions d'euros à 29,925 millions d'euros.

Par ailleurs, il vous est proposé la création de deux autorisations de programme « Contractualisation 2019-2021 » pour un montant total de 13,8 millions d'euros et « Fonds territoriaux et thématiques » d'un montant total de 7,15 millions d'euros. Les crédits de paiement 2019 sont arrêtés à 14,689 millions d'euros en hausse de 2 millions d'euros par rapport à ceux votés au budget primitif.

**M. le PRÉSIDENT** : Y a-t-il des demandes d'intervention ? (Non)

**VOTE**

Pour : 32
Contre : 0
Abstention : 2 (*M. Nicolas CONVOLTE et Mme Laurence ROBERT-DEHAULT*)

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

## Motion

**M. le PRÉSIDENT** : Le Grand Débat s'achève aujourd'hui. Il nous faut désormais analyser les propos discutés et échangés. Je souhaite vous proposer une motion, qui reprend la démarche d'organiser un Grand Débat départemental, et formuler quelques propositions en votre nom et au nom de l'assemblée.

« *À la suite de la mobilisation sociale et nationale dite des "Gilets jaunes" et afin*

*d'apporter une réponse à cette crise, le Président de la République et le Gouvernement ont souhaité l'organisation d'un Grand Débat national, ouvert depuis le 15 janvier 2019. Souhaitant inscrire la Haute-Marne dans cette démarche de démocratie participative et en partenariat avec l'Association des Maires de la Haute-Marne, le Conseil départemental de la Haute-Marne a organisé une soirée départementale le 21 février dernier. Une synthèse des trois heures de débats a été rédigée et est consultable sur le site du Grand Débat national (rubrique "réunions locales", onglet "consulter les comptes-rendus").*

*Alors que s'achève d'ici quelques jours la restitution des contributions de ce débat, les élus du Conseil départemental de la Haute-Marne souhaitent apporter leur contribution, ciblée sur l'organisation territoriale de la République et l'indispensable refondation de la relation entre l'État central et les collectivités territoriales, gage d'un exercice renouvelé de la démocratie.*

*À ce titre, ils souhaitent réaffirmer la place légitime du Conseil départemental et conforter son rôle de première collectivité de proximité dans le domaine des solidarités humaines et territoriales.*

*Ils demandent à l'État de garantir et respecter leur libre administration prévue à l'article 72 de la Constitution, en stoppant l'ingérence des institutions nationales dans leur fonctionnement, en assurant réellement l'autonomie fiscale et financière des collectivités et en adoptant une juste compensation des dépenses et des politiques conduites pour son compte par les collectivités.*

*Conscient de la nécessité d'adapter le droit aux réalités des territoires et à leurs spécificités, le Conseil départemental de la Haute-Marne est favorable à une revue des transferts de compétences, prenant en compte les possibilités d'intervention des Départements dans des domaines à fort enjeu local et la dimension de proximité de certaines politiques publiques.*

*Face à la fracture territoriale et à ce sentiment des élus et des citoyens d'appartenir à une France des "oubliés" et une France de "seconde zone", il est urgent d'agir et de sortir de l'uniformisation du droit : ainsi, les élus du Conseil départemental de la Haute-Marne souhaitent la mise en place du droit à la différenciation plaçant les collectivités au cœur du dispositif et permettant l'exercice d'actions expérimentales innovantes répondant au plus près aux attentes des habitants de chaque département.*

*De même, les élus de l'Assemblée départementale souhaitent une plus grande concertation et une plus grande implication des collectivités locales dans la construction des politiques publiques qui les concernent, notamment dans la mise en place de nouvelles*

*procédures ou nouveaux dispositifs relevant des politiques sociales.*

*L'ensemble de ces mesures vont dans le sens d'un nouvel élan de la décentralisation fondée sur une confiance réciproque entre l'État et les Départements. Ces propositions conjuguent les principes de responsabilité, d'efficacité et d'égalité et portent l'ambition de rapprocher les centres de décision des citoyens pour améliorer la lisibilité de l'action publique.* »

Je vous laisse la parole afin de connaître votre sentiment sur cette motion.

**M. Nicolas FUERTES** : Je salue l'initiative de cette motion et la qualité du débat organisé avec plus de 150 personnes à CHAUMONT à la fin du mois de février. Je vous remercie également de m'avoir associé en amont afin de me faire connaître le fond de cette motion qui me convient totalement.

**M. Bernard GENDROT** : Je propose de remplacer le terme de « revue » des transferts de compétences par « révision ».

**M. le PRÉSIDENT** : C'est entendu.

**Mme Laurence ROBERT-DEHAULT** : Je soutiens entièrement cette motion.

**M. le PRÉSIDENT** : Je vous propose de vous prononcer.

**VOTE**

| | |
|---|---|
| Pour : | 34 |
| Contre : | 0 |
| Abstention : | 0 |

*La motion est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**M. le PRÉSIDENT** : Je vous remercie. Nous allons transmettre cette motion aux élus et aux ministres en charge du Grand Débat, au Président de la République et au Premier Ministre.

Je suspends cette séance durant quelques minutes. Nous ouvrirons ensuite la commission permanente.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 heures 50.*

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL

___

**RAPPORTS ET PROCÈS-VERBAUX**

**Session du vendredi 5 avril 2019**

Article L 3121-13 du Code général des Collectivités Territoriales

Les membres du Conseil départemental de la Haute-Marne se sont réunis le vendredi 5 avril 2019, conformément à l'article L. 3121-9 du Code général des Collectivités Territoriales, sous la présidence de M. Nicolas Lacroix, Président du Conseil départemental de Haute-Marne.

**Étaient présents :** M. Michel ANDRE**,** Mme Rachel BLANC, Mme Céline BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMÉRION, M. Paul FOURNIÉ, M. Nicolas FUERTES, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Bernard GENDROT, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, Mme Astrid DI TULLIO, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NÉDÉLEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER

**Étaient absents (en début de séance) :** Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, M. Bruno SIDO

*La séance est ouverte à 10 heures.*

**M. le PRÉSIDENT** :

Mesdames, Messieurs les Vice-Présidents,

Mes chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

Au préalable, je voudrais saluer les élèves de l'EPIDE de LANGRES qui sont venus assister à une séance de notre assemblée avec leurs accompagnateurs. Nous aurons cet après-midi l'occasion de réaffirmer les liens forts entre nos deux institutions. J'en profite pour vous rappeler que nos séances sont non seulement filmées pour leurs propos introductifs, mais qu'elles sont également ouvertes au public. Il ne faut donc pas hésiter à faire découvrir la vie du Conseil départemental.

Je souhaite excuser Bruno SIDO qui nous rejoindra en fin de matinée ou au cours de l'après-midi. Il fait partie des nombreux naufragés de la Gare de l'Est et il n'a pas pu rejoindre Chaumont hier soir. Je souhaite également excuser notre collègue Elisabeth ROBERT-DEHAULT, retenue pour un comité de pilotage relatif à la sécurité du secteur de Perthes-Sapignicourt où elle représente d'ailleurs le Département. Elle a transmis son vote à Jean-Michel FEUILLET.

Notre collègue m'a indiqué qu'elle nous rejoindra dès que possible. En effet, à ma demande, elle nous présentera avec Philippe BOSSOIS, Président de l'Agglomération de Saint-Dizier/Der et Blaise, et François CORNUT-GENTILLE, Député, le projet « Saint-Dizier cœur de ville » qui s'intègre dans le dispositif national « Action Cœur de Ville » destiné à redynamiser les villes moyennes.

Retenue dans la première vague, la Ville de Saint-Dizier a su profiter de cette politique lancée par le Gouvernement. Toutefois, avant cela, elle a beaucoup travaillé, car il s'agit avant tout du prolongement de la stratégie Saint-Dizier 2020 planifiée par la municipalité dès 2011.

Cette démarche, engagée depuis presque 25 ans par la même équipe, illustre à la perfection le fait que nous ne devons pas avoir peur de l'image que nous renvoie notre miroir. Nous sommes capables d'initiatives fortes qui inspirent d'autres territoires et qui sont reconnues pour leur qualité au plus haut niveau. J'en veux d'ailleurs pour preuve que Chaumont a aussi été sélectionnée parmi les 222 collectivités d' « Action Cœur de Ville », en seconde vague. Nous inviterons ses élus à présenter leur ambition, le moment venu.

Sur ces deux initiatives, le Conseil départemental sera un partenaire actif. J'ai eu l'occasion de signer à Châlons-en-Champagne l'an dernier la convention de partenariat avec nos collègues. Nous l'intégrerons dans la contractualisation que nous avons votée le 15 mars dernier. Comme à l'accoutumée, ceci se fera dans la transparence et vous aurez l'occasion de juger et de voter chacune des contractualisations avec nos partenaires. Pour votre complète information, les dates des trois réunions publiques sont fixées et les cartons d'invitation partiront prochainement à l'attention de tous les élus :

- le 29 avril à la salle Niederberger à Chaumont ;
- le 2 mai à la salle Jean Favre de Langres ;
- et le 6 mai à la salle des fêtes d'Eurville-Bienville.

Je l'ai déjà dit ici devant vous, ce nouveau pacte départemental ne sera pas seulement financier. Il doit s'inscrire dans une ambition commune portée par le Département et ses partenaires, pour nos concitoyens et pour le rayonnement de notre territoire. En effet, nous devons toujours avoir notre objectif commun en tête, à savoir améliorer l'attractivité de notre département en cassant la spirale négative qui touche tous les territoires ruraux.

Pour cela, nous multiplions les initiatives en conservant une grande cohérence autour de nos savoir-faire et de nos territoires. C'était le sens de notre présence au salon international de l'agriculture, ce sont les voyages presse en cours d'organisation sur la gastronomie et l'aéronautique, ce sera l'affichage de la Haute-Marne à travers notre campagne de notoriété qui évolue, aux entrées de métro et surtout pendant un mois à la Gare de l'Est en novembre prochain avec une création sur 270 m².

La vérité, c'est que nous communiquons avec des moyens raisonnables quand nous comparons avec d'autres territoires, mais aussi en étant percutants, sur des supports, des sujets où on ne nous attend pas.

Être à l'endroit où nous ne l'attendons pas, c'est devenu la marque de fabrique du CVB 52. Après six finales en trois ans, le club phare de la Haute-Marne a été éliminé contre Pérouse il y a quelques jours. Ils auront réalisé une douzaine de matchs de plus que les autres équipes françaises dans un sport qui n'a pas les mêmes ressources que d'autres. Ils ont besoin à nouveau de notre soutien.

Le fond de ma pensée est simple. Nous avons besoin de locomotives pour le territoire. Les villes de Chaumont et Saint-Dizier en sont, le Mémorial en est une autre, le CVB en est également une. C'est pourquoi je vous ai transmis un rapport vous proposant une subvention exceptionnelle de 60 000 euros. Nous devons soutenir ce club qui représente l'esprit départemental, d'autant plus que faute de salle, ils sont obligés de jouer à Reims, ce qui représente un coût important en attendant le projet PALESTRA.

Tout cela renvoie à l'idée que nous devons prendre des risques, mais pas n'importe comment, pas à n'importe quel prix.

Quand Saint-Dizier et Chaumont portent un projet de rénovation sans précédent pour leurs centres-villes, ils le font en ayant inscrit leurs démarches dans le temps. Ils ont évalué les besoins et mesuré ce dont ils étaient capables.

Quand nous nous réinterrogeons sur Animal'Explora – et je veux saluer la commission qui travaille sur ce sujet – nous évaluons ce dont notre territoire a besoin, quelle ambition nous voulons lui donner. Lorsque cela sera défini, il faudra évaluer le risque financier et ensuite prendre ou non ce risque. Toutefois, soyez sûrs d'une chose. Lorsque nous parlons d'avenir, lorsque nous sommes ambitieux pour notre territoire, quand nous parions, bref lorsque nous créons ou lorsque nous faisons de la politique, il y a toujours un risque.

Nous avons de l'ambition, mais nous la réalisons avec un cap, ou plutôt deux idées directrices :

- une fiscalité équilibrée et lisible ;

- le sens des missions de solidarité qui incombent au Département.

En ce qui concerne la fiscalité, je l'avais annoncé lors du Débat d'orientations budgétaires, la majorité propose de maintenir le taux d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties à 23,94 %. Ce taux est le même qu'en 2010, soit une préservation du pouvoir d'achat et du pouvoir de vivre des ménages pour la neuvième année consécutive. Alors que le déficit et la dette de l'État flambent, que certaines collectivités redimensionnent leurs politiques, nous faisons le choix fort, malgré des bases faibles, de geler notre taux de fiscalité. Le contexte national laisse pourtant songeur avec une volonté de remettre à plat les dotations aux collectivités. Toutefois, nous ne pouvons pas attendre. En accompagnant massivement les collectivités et leurs groupements, nous agissons auprès de nos partenaires. En investissant fortement sur nos routes, dans nos collèges, nos centres d'exploitation, nous agissons pour nos populations. Ce sont des choix forts, des choix de solidarité que j'assume avec la majorité et une partie de l'opposition constructive que je souhaite saluer.

Je mentionnais la mission de solidarité, c'est ce sur quoi vous aurez à vous prononcer en adoptant – je l'espère – le nouveau schéma en faveur des personnes en situation de handicap pour 2019-2023, fruit d'un travail collaboratif intense avec l'ensemble des autres responsables et financeurs de la politique du handicap, les partenaires et les acteurs impliqués, notamment les associations représentatives.

Ce schéma concerne toutes les personnes handicapées, enfants et adultes, touchées dans leur parcours de vie. Il permet de favoriser leur autonomie et d'apporter, quand cela est nécessaire, de la fluidité par des réponses adaptées et personnalisées.

Cette feuille de route pour les cinq prochaines années permettra l'observation fine des besoins et des souhaits des personnes en situation de handicap, leur participation active à cette politique, l'accompagnement des parcours de vie, l'inclusion et l'anticipation des ruptures.

J'insiste sur le pouvoir d'agir des personnes, en partenariat étroit avec les acteurs du champ du handicap. Désormais, ce sont les orientations qui articulent notre action, et non pas les dispositifs, pour apporter la fluidité de nos réponses. Nous assumons une vision convergente des politiques publiques et de développer les coopérations locales des acteurs de proximité, bénéficiaires, aidants ou professionnels.

Ce schéma est la première étape puisqu'il servira de fondement à l'élaboration du futur schéma à destination des personnes âgées dans une perspective de schéma de l'autonomie. Je sais que je pourrai compter sur votre engagement à tous pour porter collégialement la réussite de la mise en œuvre de ce tout nouveau schéma, qui contribuera à faciliter le quotidien des Haut-Marnais.

Quand je vous associe aux décisions prises dans notre assemblée, c'est parce que chacune et chacun d'entre nous porte un peu de ce destin commun. Nous avons collectivement un devoir d'explication de nos missions et de nos actions. Personne ne peut se cacher longtemps derrière une abstention ou derrière une opposition facile. Il est sûr qu'il est plus facile de porter ce discours en présidant cette assemblée qu'en étant dans le rôle de l'opposant. Toutefois, je crois que le Conseil départemental est capable de dépasser les clivages politiciens au profit des Haut-Marnais. Nous le verrons sur de nombreux rapports cet après-midi en commission permanente :

- la nouvelle politique concernant les espaces naturels sensibles ;
- le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) ;
- la mutualisation et l'animation du Château du Grand Jardin ;
- la convention avec Arts vivants 52.

À propos de cette dernière, je suis très heureux, et je le dis en l'absence de sa présidente, Elisabeth ROBERT-DEHAULT, que nous arrivions à la signature d'un document juste et équilibré qui permet à notre association d'assurer l'entièreté de ses missions. Je sais que le recrutement de la directrice ou du directeur est sur le point d'aboutir. Je suis certain que cette convention saura placer notre ambition au plus haut niveau, en liens étroits avec la Région et la

DRAC Grand Est.

Je veux, nous voulons le meilleur pour notre population et notre territoire. Pour cela, nous sommes exigeants. Avec nous-mêmes, je crois que nous le prouverons encore aujourd'hui, mais aussi avec les autres. Nous défendons une vision globale à travers notre collectivité, afin que chacun d'entre nous, chaque Français, n'ait pas le sentiment que chaque jour s'éloigne un peu plus un service, une femme ou un homme qui le rendait.

Oui, nous avons besoin de réorganiser nos services. L'État, le Département et les collectivités dans leur ensemble ne peuvent passer à côté de cette nécessité de s'adapter vis-à-vis des besoins, de l'évolution et du progrès. Cependant, prenons garde à ne pas donner l'impression que nous nous éloignons pour faire des économies, car sinon nous distendrons encore davantage le lien avec nos concitoyens.

Chaque signal compte dans ce combat contre l'écume des choses. Vous aurez à vous prononcer sur un rapport remis sur table qui démontre cette volonté de se battre. Il concerne la possible dénavigation du Canal entre Champagne et Bourgogne qui irrigue du Nord au Sud notre département, préconisée dans le rapport DURON qui a orienté le projet de loi sur les mobilités en débat devant le Parlement en ce moment. Certains diront peut-être que se battre pour moins d'un bateau de plaisance et un bateau de fret par jour ne sert à rien. D'autres se demanderont s'il ne s'agit pas d'un nouveau coup de menton à destination de l'État. Cependant, pour détourner Edmond ROSTAND et « son » Cyrano, nous ne nous battons pas toujours dans l'espoir d'une victoire, mais nous nous battons parce que c'est utile, sans rien enlever à ce que cela peut avoir de panache. En effet, les conséquences de cette dénavigation, ce sont des camions en plus sur nos routes, celles entre Saint-Dizier et Chaumont, entre Chaumont et Langres, puis vers Dijon. Ce sont des ouvrages mobiles réalisés pour rien par le Département, des conventions de travail depuis des années passées avec VNF inutiles. Alors, non, je ne veux pas baisser les armes.

En politique, les paris ne sont pas toujours gagnants et l'optimisme de la volonté, cher au philosophe Alain, ne suffit pas toujours. J'en veux pour preuve la fusion des offices HLM. Vous le savez, j'avais demandé une étude pour permettre aux trois bailleurs sociaux dépendants des collectivités (Hamaris, Chaumont Habitat et l'OPHLM de Saint-Dizier) de se projeter vers la meilleure solution de rapprochement imposé par la loi ELAN.

Vous le savez également, je n'avais pas caché mon souhait de voir fusionner les trois offices, car je pensais que cette décision était cohérente, mais aussi parce que cela permettait de

conserver la main sur l'habitat et sa gouvernance pour notre territoire. Malheureusement, le dernier Comité de pilotage qui a eu lieu le mois dernier n'a pas permis de trouver un accord. Je le regrette vraiment, mais je ne peux que prendre acte de cette décision que chacun devra porter en son âme et conscience. Désormais, les offices vont réfléchir individuellement à leur avenir. En ce qui concerne Hamaris, la collectivité départementale poursuivra son soutien auprès de notre bailleur et l'accompagnera dans cette phase de transition.

On ne peut pas forcer les gens à travailler ensemble, du moins pas toujours.

Je veux terminer sur une réflexion plus générale. J'entends beaucoup parler de politique à l'approche des futures élections européennes. À nouveau, on nous promet le nouveau monde contre l'ancien monde, les progressistes contre les populistes.

Très sincèrement mes chers collègues, je rejette complètement cette façon étroite de voir les choses. Nous sommes progressistes en tant que collectivités expérimentant de nouveaux dispositifs, accompagnant les associations, l'insertion, l'agriculture dans leurs innovations. Mais nous sommes également populistes au sens où nous cherchons, parce que nous sommes ses représentants, à incarner la volonté du peuple, à satisfaire certains de ses besoins, certaines de ses demandes.

Je pense que nous ne sommes ni progressistes par idéologie, ni populistes par goût de plaire. Nous sommes là pour tracer une route pour l'avenir en ne laissant personne au bord du chemin, aider les premiers de cordée dans leurs paris comme ceux qui en ont le plus besoin. C'est le sens même de notre mission de solidarité : être un trait d'union entre les femmes et les hommes. Je forme le vœu que notre assemblée garde cette forme d'équilibre.

Je vous remercie et je vous laisse la parole, mais avant de commencer l'ordre du jour, je dois vous proposer l'ajout d'un nouveau rapport. Il s'agit du rapport concernant le CVB52 que j'ai évoqué précédemment et que vous avez reçu cette semaine. Formellement, je dois solliciter votre accord pour l'ajouter à l'ordre du jour de notre plénière.

*(L'ajout du rapport concernant le CVB52 à l'ordre du jour est approuvé à l'unanimité.)*

Vous savez que je ne suis pas coutumier du fait lorsque cela a des incidences budgétaires, mais j'ai reçu, le 22 mars avec Gérard GROSLAMBERT, Paul FLAMÉRION et Mokhtar KAHLAL, le Président du club avec des membres de son bureau qui nous ont expliqué l'urgence de leur situation. J'aurai l'occasion de le préciser tout à l'heure lors de l'examen de ce

rapport.

Je vous remercie de votre attention et je vous laisse la parole.

**M. Nicolas FUERTES** : Je vous remercie Monsieur le Président et je tiens à remercier également l'EPIDE, une institution présente à Langres qui se développe d'année en année. Nous souhaitons à ses participants et encadrants de la réussite et de l'épanouissement. Nous les remercions par ailleurs pour leurs travaux qui contribuent au rayonnement de notre territoire.

Je remercie également le soutien apporté au CVB52 et je me satisfais de l'ajout de ce rapport à l'ordre du jour. Nous le soutiendrons.

Nous vous remercions également de nous avoir associés à la motion que nous allons voter contre la menace de déclassement du canal de la Marne à la Saône. Nous le voterons avec plaisir, en espérant que l'État se préoccupe des intérêts et des réalités des terrains et qu'il ne se désengagera pas de nos territoires ruraux.

Je regrette également le fait que n'ayons pas réussi à nous entendre entre les trois offices HLM de Haute-Marne. La collectivité a une volonté forte de rétablir une identité avec une campagne de communication qui commence à porter ses fruits. Nous en remercions le Département. Toutefois, il est regrettable de ne pas avoir pu faire entendre raison à ces trois offices. Nous regrouper nous aurait permis de disposer de la décision en Haute-Marne. Les décideurs majoritaires risquent d'être extérieurs au département, ce qui est inquiétant pour le devenir de ces offices et un coup négatif porté à notre territoire.

Enfin, je souhaite revenir sur le sujet du contournement de Langres et du dédoublement attendu de la RN19. Le temps presse pour bénéficier des financements de l'État pour des études plus approfondies. Je salue l'initiative des parlementaires qui souhaitent rencontrer la ministre en charge des transports, dont M. SIDO. Je regrette l'absence de nos députés, notamment de la plus concernée. Son absence fréquente est problématique pour notre département et ne nous aide pas pour un sujet comme celui-ci ou celui du Parc national. Je suis d'avis qu'il serait temps que nos parlementaires se rendent compte qu'ils ont été élus en Haute-Marne et non à Paris.

Je remercie et je salue la méthodologie du comité de pilotage d'Animal'Explora. Je suis satisfait des travaux et je remercie les élus, les services et M. CORVASCE pour cette qualité.

**M. le PRÉSIDENT** : Je considère également que le non-rapprochement de nos trois offices HLM est un échec. L'idée était simple. Lorsque nous avons décidé de lancer l'étude, l'objectif principal était de pouvoir créer un office départemental qui aurait pu porter un projet à l'échelle de notre territoire. J'entends bien que pour certains et certaines, l'échelon départemental n'a pas d'avenir, mais ses politiques comprennent des politiques de l'habitat et des ambitions d'aménagement du territoire dans nos campagnes. Aujourd'hui, en réalisant des fusions avec d'autres, nous perdrons la main sur nos commissions d'appels d'offres et en matière de gouvernance. Je suis conscient qu'il existe des règles et que nous les respectons, mais cette perte n'envoie pas un bon geste envers nos artisans et le monde économique.

Je désire aujourd'hui travailler avec la Présidente pour trouver une issue et avec les offices qui souhaitent travailler avec nous. Nous aiderons également l'office HLM de Saint-Dizier qui nous a tendu la main et qui souhaite que nous réfléchissions et avancions ensemble dans la même direction. Nous ne pouvons pas réussir dans tous les domaines et je reconnais avoir échoué à rapprocher nos trois offices.

Concernant le contournement Sud, nous avons relancé la dynamique depuis plusieurs semaines avec les présidents de départements concernés (Haute-Saône et Territoire de Belfort). Nous avons également sollicité un rendez-vous auprès de la ministre il y a quelques jours, resté sans nouvelles. Toutefois, nous avons tous réalisé la même démarche pour avancer dans la même direction. Nous savons que le contournement Sud nous est nécessaire, mais il y a urgence pour ce territoire, pour Langres et le développement que nous essayons de mettre en place. Nous continuons donc à travailler sur ce projet.

Je remercie M. FUERTES pour ces propos. Je confirme que la commission d'Animal Explora travaille de manière constructive et que le projet avance bien. L'objectif de rendu d'une décision définitive au mois de juin sera tenu. Aujourd'hui, nous commençons à voir un projet intéressant. Encore faut-il le financer, ce qui représente la seconde étape à venir au cours des prochaines semaines. Nous aurons un produit, un projet économique et nous pourrons nous prononcer – je l'espère – favorablement. Dans le cas contraire, nous prendrons nos responsabilités et nous pourrons décider de cesser ce projet.

**M. Laurent GOUVERNEUR** : Je ne suis pas au fait de la problématique des offices HLM qui ne relève pas de mes délégations. En conséquence, je souhaite un éclaircissement. En effet, nous avons approuvé dans ce même hémicycle le pôle métropolitain qui réunissait Chaumont, Troyes et Sens. Je ne comprends pas pourquoi Chaumont se tourne aujourd'hui vers

les Vosges.

**M. le PRÉSIDENT** : Vous n'êtes pas au fait de cette politique, mais nous avons abordé ce sujet rapidement hier avec M. PICHERY, le Président du Conseil départemental de l'Aube, qui a répondu à votre invitation. M. PICHERY a effectivement évoqué le pôle métropolitain.

Aujourd'hui, nous savons qu'il existe des dynamiques différentes. Le pôle métropolitain crée des dynamiques entre Chaumont et Troyes, certaines se créent avec la Meuse dans le cadre du projet CIGEO, d'autres encore avec les Vosges. Je suis d'avis que la multiplication de ces dynamiques affaiblit le département. J'estime que la politique de l'habitat peut être rattachée à n'importe quelle politique. La question avait été posée à l'époque en présence de la Présidente de l'agglomération, du Maire de Troyes et de M. PICHERY en arguant d'une dynamique de pôle métropolitain. Or, ce n'est pas le choix effectué et je n'y reviendrai pas. Néanmoins, je suis d'avis qu'en matière de cohérence, nous devons suivre une même logique.

Certains pensent aujourd'hui que l'échelon départemental n'a plus d'avenir. Vous constaterez vous-mêmes aujourd'hui que nous avons encore beaucoup à réaliser et que les attentes sont importantes sur cet échelon. Je ne suis pas persuadé que toutes les dynamiques doivent s'inscrire à grande échelle. J'estime que la politique de l'habitat est une dynamique de proximité qui doit rester à l'échelon local et départemental.

Toutefois, les choix ont été formulés et nous ne reviendrons pas en arrière. Effectuer une étude était intéressant pour s'appuyer sur des chiffres, mais je reconnais qu'elle s'avère quelque peu décevante, même si elle nous a permis de disposer d'éléments pour formuler des choix. Au sein du comité de pilotage, je n'ai pas ressenti de volonté politique de porter un projet commun. Dès ce constat, il était inutile d'aller plus loin.

**M. Stéphane MARTINELLI** : Siégeant à l'Agglomération, je peux répondre à l'interrogation de M. GOUVERNEUR. En préambule, je souhaite affirmer que je crois en l'échelon départemental. Néanmoins, dans le même temps, je fais partie de ceux qui pensent que la politique des communes et des communautés de communes doit aujourd'hui également s'effectuer sans frontières administratives et de manière multidirectionnelle. Je peux citer l'exemple de Chaumont et de sa communauté d'agglomération, dont la géographie amène ces choix. Je ne suis pas choqué du fait que nous travaillons sur la santé avec le GHT 21-52, et que nous travaillons sur le pôle métropolitain avec Troyes et Sens dans le cadre de l'économie et de l'enseignement supérieur.

S'agissant des OPH, je ne fais partie d'aucun conseil d'administration, donc je ne me positionnerai pas à ce sujet. Nous pouvons penser qu'il est intéressant de travailler sur un office départemental, mais l'étude a démontré que cette configuration regroupant les trois offices aurait dû être revue rapidement dans son dimensionnement. La géographie de Saint-Dizier peut être plus homogène pour travailler l'ensemble des thématiques de manière groupée. Chaumont ne se positionne pas ainsi, mais il ne faut pas voir d'antinomie dans le fait de travailler des sujets comme la santé avec Dijon et d'autres thématiques avec Troyes ou les Vosges.

**M. le PRÉSIDENT** : Je partage vos propos concernant les dynamiques, étant conscient du fait que certaines logiques dépassent les limites départementales. Toutefois, je pense que nous avions la possibilité et la main politique pour une création départementale en matière d'habitat. Vous savez que cette politique de l'habitat doit se régler sur un tel périmètre et nous avons manqué cette occasion de création d'un outil départemental. Certes, nous aurions été contraints de réfléchir à une autre association à moyen terme, mais nous aurions pu commencer à nous unir au lieu de nous diviser. L'avenir nous le dira. Je pense également aux salariés qui manifestent une inquiétude sur cette question. J'aurais souhaité formuler des choix rassurants pour eux.

**M. Paul FOURNIÉ** : Je crois en l'échelon départemental. Il me semble pertinent pour plusieurs raisons, mais je suis d'avis de réfléchir avec des logiques en rapport avec cet échelon. Si les conseils d'administration des offices HLM ont estimé qu'il n'était pas pertinent de créer un office départemental, nous devons réfléchir aux solutions les meilleures pour les habitants de ces structures. La priorité n'est pas de faire de la politique uniquement au niveau départemental.

Le conseil départemental est vital, mais nous n'avons pas à nous prouver en permanence notre caractère indispensable, puisque nous le sommes en de multiples domaines. Il n'est pas utile de vouloir exister au niveau départemental à tous les niveaux, y compris lorsque cette logique n'est pas la plus adaptée. J'estime que si la logique des bassins d'habitation dépasse la frontière administrative du département, ce dernier ne perd pas son utilité ou sa légitimité pour autant. Je suis optimiste et je suis d'avis de faire confiance aux conseils d'administratifs des offices concernés. Je salue la volonté du département, mais force est de constater que les acteurs concernés n'ont pas cru à l'intérêt d'un office départemental.

**M. le PRÉSIDENT** : Je vous comprends M. FOURNIÉ, mais tous les offices ne sont pas dans cette dynamique. Hamaris et l'office HLM de Saint-Dizier souhaitaient entrer dans une démarche départementale, mais des engagements ont brisé cette dynamique dès le début avec

Vosgelis. J'aimerais connaître le projet de territoire lorsqu'une fusion Chaumont/Vosgelis est évoquée. Ce n'est pas défendable.

J'ai arrêté ce projet, car chacun sait que la volonté de travailler ensemble n'était pas présente dès le départ. Dans le conseil d'administration des trois offices, des administrateurs souhaitaient une fusion. Néanmoins, la Présidente de Chaumont Habitat ayant émis une vraie volonté de ne pas fusionner dès le départ, nous savions déjà que la démarche n'aboutirait pas.

L'habitat ne relève peut-être pas de notre compétence, mais l'aménagement du territoire passe par certains leviers, dont l'habitat. Je rencontrerai prochainement les professionnels du bâtiment pour leur expliquer ce qu'il s'est passé et les difficultés qui les attendent. J'ai suffisamment alerté sur la nécessité ne nous reprendre, mais nous avons échoué, car trop d'engagements avaient été pris avec Vosgelis. Certes, les conseils d'administration agissent à leur guise, mais nous en reparlerons lorsqu'ils viendront solliciter le cautionnement de leurs investissements. En effet, il nous est demandé de cautionner les investissements de ces trois offices, donc des liens existent. Or, je n'entends pas aider ni cautionner la société Vosgelis. J'aiderai davantage les communes qui se lanceront dans des politiques de logements et j'aiderai Hamaris qui se trouve aujourd'hui en difficulté et qui a besoin d'un autre partenaire. Il en va de même pour l'office HLM de Saint-Dizier.

**M. Paul FOURNIÉ** : Je l'entends bien, M. le PRÉSIDENT, mais pour qu'il existe des commissions d'appels d'offres et des marchés, nous avons besoin d'argent. Nous savons que le problème est avant tout financier. Si cette fusion départementale a démontré qu'elle n'était pas la plus efficace, la raison est également financière.

**M. le PRÉSIDENT** : Certes, mais combien d'administrateurs aurons-nous à la gouvernance de Vosgelis ? Je vous certifie que nous perdrons complètement la main, y compris sur les choix et les orientations en cas de projet immobilier. Nous savons que nos trois offices étaient dans une situation financière difficile, mais j'ai toujours combattu cette idée que trois pauvres réunis ne forment qu'un pauvre.

**M. Gérard GROSLAMBERT** : Bien avant la création du pôle métropolitain, Madame la Maire de Chaumont souhaitait un rapprochement entre Hamaris et Chaumont Habitat. Elle m'avait même demandé d'en parler et j'avais évoqué ce souhait auprès du président en place à l'époque, qui n'avait pas désiré y donner suite. Par la suite, un nouveau directeur est arrivé à Chaumont Habitat. Il était axé Vosgelis, ce qui a impulsé le dossier.

**M. le PRÉSIDENT** : Je ne suis pas comptable des décisions prises avant mon arrivée. Depuis un an, nous avons souhaité lancer une étude pour travailler sur ce sujet et la loi ELAN n'existait pas. Les tentatives de discussion n'avaient pas abouti et il est désormais trop tard.

**Mme Catherine PAZDZIOR** : Je siège au Conseil d'administration de Chaumont habitat et au bureau et je partage les propos de M. FOURNIÉ. Il me semble que Saint-Dizier ne souhaitait absolument pas nous rejoindre. Saint-Dizier est axé vers Bar-le-Duc et il semble que demain, 13 000 logements sur trois offices seront dépassés. Pour que les offices soient fiables, il faudrait un minimum de 18 000 à 20 000 logements.

**M. le PRÉSIDENT** : Je ne suis pas législateur et la question n'est pas là.

**Mme Yvette ROSSIGNEUX** : Je suis stupéfaite de ce monde d'hypocrites. Nous n'avons pas besoin d'être riches pour gérer des logements sociaux, il suffit d'atteindre un équilibre financier. Au cours de nos discussions, nous avions réussi à trouver des solutions pour la recapitalisation. Or, personne n'a souhaité nous écouter, car la décision était prise depuis longtemps et Chaumont Habitat ne souhaitait pas nous rejoindre en raison de son accord avec Vosgelis. Que va-t-il advenir de la gouvernance ? La seule solution proposée à Hamaris consiste à rejoindre Chaumont Habitat pour faire plus de poids dans la gouvernance. Je ne suis pas d'accord.

**M. HISPART**: Je comprends ce gâchis. Néanmoins, je m'interroge sur la possibilité de maintenir la limite du département pour la question du logement, étant donné que nous constatons que les communautés d'agglomérations s'agrandissent aux frontières en incluant des communes de la Meuse et de la Marne. Je ne vois pas comment nous pourrions encore mettre en place une politique du logement haut-marnaise dans ces conditions. Je comprends la position haut-marnaise et je défends l'idée que nous sommes plus forts en nous regroupant, mais je ne pense pas que nous pouvons cesser cette politique du logement à nos frontières.

**M. le PRÉSIDENT** : Je n'ai jamais émis l'idée de formuler une politique uniquement départementale. En revanche, au niveau du département, certaines collectivités portent des politiques en matière de logement, à l'instar des deux agglomérations et des communautés de communes dans le cadre de leur PLUI. Certaines communes ont également développé ces politiques et ont besoin de s'appuyer sur les offices départementaux pour les concrétiser.

Mon inquiétude porte sur la gouvernance, sur le fait de pouvoir décider et accompagner les projets issus des territoires, des agglomérations, des communautés de

communes et des communes.

**Mme Anne-Marie NÉDELLEC** : Je souhaite rappeler que lorsque l'étude a été lancée, il n'a jamais été question de la limiter au département. Elle a toujours été présentée comme une étude ouverte, car nous étions conscients du fait que le nombre de logements risquait d'être rapidement trop juste. L'idée était de se présenter unis, donc théoriquement plus nombreux et plus forts, pour discuter avec d'autres partenaires. Tous les EPCI ont aujourd'hui dans leurs compétences une politique du logement, sociale ou non. Il me semble également que le Département a su montrer sa capacité à intervenir pour consolider la situation d'un office. En effet, le protocole de consolidation développé vis-à-vis d'Hamaris a permis à ce dernier de retrouver une situation plus solide. Nous pouvons donc supposer que le Département aurait eu la même attitude vis-à-vis d'une structure plus importante.

Nous avons voulu un pôle métropolitain au niveau de l'agglomération de Chaumont, avec pour support principal la mobilité et les transports, mais également le développement économique et l'enseignement supérieur. Lors de la dernière réunion du pôle métropolitain, le Maire de Troyes a rappelé que la ville de Troyes avait trouvé un nouveau dynamisme grâce à l'arrivée d'étudiants et à l'enseignement supérieur. Or, l'enseignement supérieur implique des logements et un développement économique. Avec l'Aube et la Côte d'Or, nous franchissons une double frontière, mais j'accepte difficilement les Vosges.

**M. Jean-Michel FEUILLET** : Je souhaite témoigner pour le bureau et le Conseil d'administration de l'OPHLM de Saint-Dizier. Malgré certains avis divergents, notre position était de nous engager dans l'étude sollicitée et de ne pas agir avant d'avoir reçu les conclusions.

**M. Nicolas FUERTES** : Nous ne sommes pas issus de la majorité, mais nous partageons votre analyse et votre sentiment, M. le PRÉSIDENT. Avant de nous ouvrir au-delà de nos frontières, il aurait été plus judicieux de nous entendre. Nous avons connu un échec pour la question des offices HLM, mais la même problématique se pose pour la santé qui rencontre la même absence de cohésion et d'entente, bloquant le bon développement des projets. Finalement, ce sont toujours les Haut-Marnais qui en pâtissent.

J'attire votre attention sur ces sujets pour lesquels nous agissons tous individuellement. Il faudrait davantage de solidarité à l'échelon départemental, sans nous interdire une ouverture vers la Côte d'Or, l'Aube ou la Meuse. Néanmoins, si nous poursuivons ainsi la gestion de nos projets, nous scions la branche sur laquelle nous sommes posés. Or, l'État ne se

montrera pas clément sur la disparition d'un département manquant d'une forte identité. Nous avons donc une double responsabilité et nous savons qu'une structure départementale est vitale et indispensable.

**M. Jean-Michel RABIET** : L'agglomération de Chaumont s'est associée avec celle de Troyes pour son développement économique, évitant soigneusement le Sud haut-marnais et l'arrondissement de Langres. Ce dernier, méprisé, se retrouve seul pour son développement économique, ce qui est regrettable. Si le Département avait conservé la compétence économique, je suis d'avis que cette situation ne se serait pas produite. Nous nous sentons exclus.

**M. le PRÉSIDENT** : Je vous rappelle, M. RABIET que vous disposez dans le sud de l'outil PETR, censé accompagner les intercommunalités dans leur développement économique. Le fait que le Sud haut-marnais ne soit pas à ce jour associé à une dynamique de pôle métropolitain n'est pas fermé. Des extensions sont possibles, à l'instar de l'autre extrémité. Je vous laisserai engager les discussions entre élus respectifs, mais je suis d'avis que rien ne s'oppose au rattachement du sud à une dynamique de pôle métropolitain.

**M. Stéphane MARTINELLI** : Je confirme vos propos. Auxerre nous rejoint et Bar-sur-Aube l'envisage. Langres peut également y réfléchir. Toutefois, certains ont émis très tôt une forte volonté de s'associer. Il est bien que d'autres les rejoignent, mais ces précurseurs ont bien été contraints de se lancer. Il n'est pas possible d'attendre plusieurs années que chacun soit d'accord.

**M. Jean-Michel RABIET** : Le PETR a pris rendez-vous avec l'agglomération de Chaumont il y a trois ou quatre mois. Nous étions en demande d'intégrer ce pôle Troyes-Chaumont, mais la porte ne nous a pas été ouverte.

**Mme Rachel BLANC** : Je souhaite revenir sur l'un de vos propos liminaires, M. le PRÉSIDENT. Ma collègue, Mme LAVOCAT, présentera ci-après le schéma départemental en faveur des personnes handicapées. Ces travaux ont été menés depuis un an, à l'issue du séminaire du mois de mars 2018. Nous avions indiqué être très mobilisés sur le thème du handicap.

Le travail mené autour de la solidarité est une nouvelle organisation qui prend son essence et sa forme. Ce pôle des solidarités est aujourd'hui organisé avec une direction Autonomie, insertion, culture, sport et monde associatif. Ce schéma est le début d'un travail mené autour du service à la personne et qui sera poursuivi par un schéma dédié aux personnes âgées puis à l'autonomie. Cette démarche signifie que le Conseil départemental, dans ses politiques

publiques, est chef de file de la solidarité et rend un service majeur. Il est important de s'affirmer comme un porteur capital du territoire autour des solidarités.

**M. le PRÉSIDENT** : Je vous remercie. Je salue la présence des Ms. PROST et DELAUNAY à notre séance, avec qui nous travaillons de manière constructive. Je me réjouis des relations que nous entretenons et que nous allons continuer d'entretenir pour l'intérêt de nos aînés et de toute personne en situation de handicap.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? (Non). Je vous propose donc de prendre le premier point à l'ordre du jour.

## Information sur les dossiers contentieux en cours

**Rapport n° I – 1 – page 1 - 3**

**M. Gérard GROSLAMBERT** : En application de l'article L.3221-10-1 du code général des collectivités territoriales et par délibération du 6 novembre 2017, nous avons délégué au Président pouvoir pour tous les contentieux relevant des ordres administratif et judiciaire et quel que soit le niveau d'instance (première instance, appel et cassation).

À ce titre, le Président peut intenter, au nom du Département, les actions en justice, et défendre le Département dans les actions intentées contre lui.

L'exercice de cette compétence doit faire l'objet d'une information de l'assemblée départementale.

Aussi, vous sont présentées dans ce rapport les listes des dossiers contentieux en cours ou ayant fait l'objet d'une décision de justice.

Les tableaux annexés distinguent les contentieux portés devant la juridiction administrative, d'une part, et les contentieux portés devant les juridictions civiles et pénales, d'autre part. Ces contentieux sont essentiellement liés aux compétences sociales du Département.

Ce rapport d'information ne donne pas lieu à vote.

**M. le PRÉSIDENT** : Souhaitez-vous apporter des compléments d'information ? (Non).

# Décision modificative n°2

# Modification du tableau des effectifs

**Rapport n° I – 2 – page 1 - 9**

**M. Gérard GROSLAMBERT** : J'ai l'honneur de vous présenter le rapport relatif aux modifications apportées au tableau des effectifs.

Le tableau des effectifs actualisé qui vous est ici présenté intègre l'ensemble des mouvements ayant eu lieu depuis sa dernière modification votée lors de la séance du 14 décembre 2018.

Sont ainsi comptabilisés huit arrivées de nouveaux agents dans la collectivité et deux départs en retraite qui ont été intégrés au tableau des effectifs.

Le changement de catégorie (passage en catégorie A) des personnels des cadres d'emploi des assistants socio-éducatif effectif depuis le 1er février 2019, conformément au décret du 21 août 2018, est également repris. Ce mouvement qui nous est imposé par l'évolution du cadre statutaire national concerne 98 postes de travailleurs sociaux au sein de la collectivité dont le surcoût a été provisionné au budget 2019 à hauteur de 50 000 euros.

Il convient malheureusement de prendre en compte deux décès d'agents intervenus depuis la fin d'année 2018.

Le tableau des effectifs avant et après ces actualisations est, pour votre parfaite information, présenté en annexe 1.

Il reprend la liste intégrale des postes sur emplois permanents, soit un total de 905 postes, dont 40 sont vacants à la date de cette assemblée plénière.

Sont mentionnés enfin à titre indicatif, le nombre d'assistants familiaux (207) et de contrats parcours emplois compétences (6) [ex Contrats Uniques d'Insertion] en annexe 2 qui restent stables (chiffres prévus au 1er mai 2019).

Monsieur le Président vous demande de bien vouloir vous prononcer sur ces

propositions qui ont fait l'objet d'un examen lors de la réunion de la I$^{e}$ commission qui s'est tenue le 18 mars 2019.

**M. le PRÉSIDENT** : Souhaitez-vous intervenir à ce sujet ? (Non) Je vous propose de vous prononcer.

**VOTE**

| | |
|---|---|
| Pour : | 33 |
| Contre : | 0 |
| Abstention : | 0 |

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

## Vote du produit de la fiscalité directe locale de l'année 2019

**Rapport n° I – 3 – page 1 - 15**

**M. le PRÉSIDENT** : Au vu de la stabilité, nous vous proposons de maintenir les taux dans ce contexte actuel où nous ignorons le devenir de notre fiscalité départementale.

**M. Stéphane MARTINELLI** : J'ai l'honneur de vous présenter le rapport sur le vote du produit fiscal attendu pour l'année 2019, au vu de la notification fiscale transmise par la direction départementale des finances publiques en date du 12 mars 2019.

Le but de ce rapport est de déterminer, en fonction du produit fiscal voté de l'année, le niveau de taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui permettra d'atteindre l'équilibre budgétaire réel du Département.

Le rapport qui vous a été transmis détaille quelques éléments statistiques et comparatifs de la fiscalité directe départementale, et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- un taux d'imposition de la taxe foncière de 23,94 % supérieur à la moyenne nationale (16,38 %) mais proche de la moyenne de la strate des départements de moins de 250 000 habitants qui ressort à 22,96 % ;

- la faiblesse des bases d'imposition en Haute-Marne, mesurée par le montant de la

valeur locative du bien soumis à taxation (888 euros par habitant pour une moyenne nationale de 1 334 euros par habitant), a pour corollaire un effort contributif demandé légèrement inférieur à la moyenne des autres départements (213 euros par habitant contre 218 euros) ;

- le taux d'imposition est inchangé depuis 2011 ;

- le produit de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) représente en moyenne 45 euros par habitant pour une moyenne nationale de 63 euros, mais une moyenne de la strate démographique de seulement 39 euros. Le produit de la CVAE est concentré sur quelques principaux établissements, 2,4 % des sociétés générant 50 % du produit fiscal de CVAE.

Lors du vote du budget primitif 2019, la fiscalité directe a été estimée à 57,626 millions d'euros en fonction des éléments connus et prévisibles à cet instant de l'année. La notification définitive transmise établit un montant de ressources de 58,284 millions d'euros, soit une hausse de 0,919 million d'euros par rapport au produit encaissé de l'année 2018 et une régularisation de + 0,658 million d'euros par rapport à l'estimation du budget primitif.

La hausse se concentre sur les deux principales taxes directes, le foncier bâti et la CVAE. La CVAE progresse de 4,15 % notamment sous l'effet d'une progression significative de la valeur ajoutée taxable de la société d'autoroute APRR.

L'équilibre budgétaire est assuré à un niveau satisfaisant avec le produit fiscal de base. Dans ces conditions, et comme le Président vous l'avait annoncé à l'occasion de son discours introductif lors du vote du budget primitif 2019, il vous est proposé de maintenir le taux d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties à son niveau de l'année 2010, soit 23,94 % pour la neuvième année consécutive.

Enfin, il vous est proposé d'étendre le dispositif d'exonération à la fraction départementale de la CVAE à l'ensemble des librairies de Haute-Marne (au lieu des seuls établissements disposant du label « librairie indépendante de référence ») remplissant les conditions d'éligibilité fixées par la loi afin de maintenir une offre culturelle diversifiée sur le territoire et encourager la lecture, notamment auprès des publics qui en sont le plus éloigné.

Monsieur le PRÉSIDENT vous demande de bien vouloir vous prononcer sur cette proposition, qui a recueilli l'avis favorable de la 1e commission le 18 mars 2019, et de fixer par

conséquent le produit fiscal au montant de base ressortant de la notification fiscale sans variation du taux de la taxe foncière.

**M. le PRÉSIDENT** : Je vous remercie Monsieur le Vice-Président. Souhaitez-vous intervenir sur ce rapport ?

**M. Nicolas CONVOLTE** : Ne pas augmenter le taux est bien, mais une diminution aurait été préférable, car ce genre d'imposition impacte directement le pouvoir d'achat des propriétaires haut-marnais.

Par ailleurs, il aurait été souhaitable d'ajouter au tableau le montant payé par les personnes réglant cette taxe foncière, car nous savons que de nombreux bâtiments en sont exonérés, notamment les logements HLM.

**M. Nicolas FUERTES** : Dans un monde idéal, nous aurions tous souhaité une diminution, mais nous savons que les dotations de l'État s'amenuisent depuis des années. Nous demeurons largement en deçà de la moyenne de notre strate et de la moyenne nationale. Maintenir les taux est bien et nous approuverons cette décision, car nous ne sommes pas maîtres d'une décision étatique et nous devons disposer de ressources. L'équilibre est satisfaisant, ce qui nous convient.

**M. le PRÉSIDENT** : Vous savez que nous ignorons le devenir de cette taxe sur le foncier bâti. Je pense donc qu'il ne serait pas judicieux de la réduire dès à présent. Nous attendons les conclusions du Grand débat et nous risquons d'être quelque peu déçus et surtout surpris, raison pour laquelle nous ne pouvons nous permettre de revoir dès à présent notre fiscalité à la baisse.

D'une manière générale, l'effort consistant à maintenir une fiscalité est conséquent, sachant que nous appliquons une politique volontariste dans l'ensemble de nos domaines de compétences. Je ne suis pas favorable à une baisse de la fiscalité. Certes, cette mesure satisferait tout le monde, mais elle n'est pas favorable à nos projets. En effet, nous devons tenir notre ambition pour le département.

**M. Stéphane MARTINELLI** : Je m'étonne des questions de M. CONVOLTE, car les réponses ont été apportées avant même qu'elles soient posées, dans le discours de M. le PRÉSIDENT et dans la présentation du rapport.

**VOTE**

Pour : 31

Contre : 0

Abstention : 2 (*M. Nicolas CONVOLTE et Mme Laurence ROBERT-DEHAULT*)

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

**M. le PRÉSIDENT** : Je tiens à saluer la présence du député François CORNUT-GENTILLE, du Président de l'agglomération de Saint-Dizier et leurs collaborateurs.

## Décision modificative n°2

## Schéma d'organisation sociale et médicosociale en faveur des personnes en situation de handicap

**Rapport n° VII – 1 page 3**

**Mme Marie-Claude LAVOCAT** : Il y a quelques années, nous avons rédigé le schéma concernant les personnes âgées et, à la suite de ce schéma concernant les personnes en situation de handicap, nous travaillerons à la rédaction d'un schéma de l'autonomie.

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport relatif au schéma d'organisation sociale et médicosociale en faveur des personnes en situation de handicap.

Les mots pouvant définir ce schéma sont la prévention, l'anticipation, la fluidité, le pouvoir d'agir et l'inclusion.

Les travaux d'élaboration du schéma se sont déroulés de mai à décembre 2018 avec trois phases, à savoir le diagnostic, les groupes de travail et la rédaction.

La consultation a été large, notamment avec l'association d'usagers et les professionnels intervenants dans le champ du handicap.

Le schéma s'articule autour de quatre grandes orientations. Vingt fiches actions sont rédigées. Pour chacune, un pilote est désigné. Des indicateurs d'évaluation et une feuille de route sont proposés.

***<u>Orientation 1</u> : Renforcer l'observation des besoins pour une information plus accessible, un accès aux droits facilité et un pouvoir d'agir renforcé***

Il s'agit d'observer la situation et les besoins des personnes en situation de handicap avec les personnes concernées et leurs proches aidants et de « faire avec eux », en les associant notamment à travers le conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie. Informer les usagers sur leurs droits, s'appuyer sur leur savoir expérientiel, former les aidants, mobiliser la pair-aidance seront des axes de travail.

Trois fiches actions sont détaillées dans le document.

Les partenaires associés seront les représentants des usagers et le CDCA.

***<u>Orientation 2</u> : Assurer la fluidité du parcours des personnes en proposant des accompagnements plus personnalisés pour mieux anticiper les risques de rupture***

Cette orientation vise :

- l'évolution de l'offre de service vers une logique de réponse aux besoins et non plus une réponse en termes de place ;
- le travail sur le parcours de la personne en fonction de ses différentes étapes de vie avec l'anticipation sur les transitions d'âge : le passage de l'enfance à l'âge adulte et le vieillissement de la personne en situation de handicap ;
- une meilleure connaissance de chaque professionnel à travers des temps d'échanges et de formation commune ;
- la valorisation de l'accueil familial et l'externalisation de places d'établissement en accueil familial social ;
- le renforcement du travail en coordination de tous pour prévenir les ruptures.

Ce sera l'occasion de travailler aussi sur les troubles du spectre autistique avec la création de places de FAM.

Sept fiches actions sont détaillées dans le document.

Les partenaires concernés seront les établissements et services médico-sociaux

(ESMS), l'éducation nationale, l'ARS, les services coordonnateurs de l'accueil à domicile, les Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes.

Je tiens à ajouter que chaque fiche action disposera d'une date de mise en place et qu'elle sera surveillée. En outre, nous effectuerons un suivi pour évaluer ce qui a été mis en œuvre.

***<u>Orientation 3</u> : Améliorer la réponse aux besoins des personnes et de leurs aidants en favorisant l'inclusion des personnes dans la société***

Dans cette orientation, il s'agit de favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la société à travers le logement, le transport, l'emploi, les loisirs et la culture.

Il conviendra également de sensibiliser les acteurs de ces champs sur l'accueil du public en situation de handicap, mais aussi les personnes fréquentant ces structures. Pour accompagner cette inclusion, un travail de coordination des interventions et de communication sur les dispositifs d'accompagnement sera à renforcer. Cela passera également par la formation des professionnels.

Sept fiches actions sont détaillées dans le document.

Les partenaires pour cette orientation seront les acteurs du transport, des loisirs, de la culture, du logement, notamment les offices, la DIRECCTE, Pôle emploi, mais aussi les ESMS et les services d'aide à domicile.

***<u>Orientation 4</u> : Conforter l'accompagnement des parcours les plus complexes en renforçant la coordination des interventions et des acteurs***

Il s'agit de travailler l'accompagnement des personnes dites en situation complexe en favorisant les échanges, en soutenant les équipes dans ces prises en charge complexes, en formant les professionnels et en renforçant la coordination des interventions notamment avec le secteur sanitaire.

Trois fiches actions sont détaillées dans le document.

Les partenaires associés à ces travaux seront les ESMS, les services mandataires, le Centre Hospitalier de la Haute-Marne et les hôpitaux généraux.

Ce schéma sera mis en œuvre avec les personnes en situation de handicap et avec les professionnels de ce champ.

En conclusion, ce nouveau schéma qui se veut ambitieux va préfigurer nos travaux autour de la personne âgée pour aller vers un schéma global de l'autonomie qui constitue une déclinaison des 52 actions arrêtées par les élus lors du séminaire qui s'est déroulé les 29 et 30 mars 2018.

Monsieur le PRÉSIDENT vous demande de bien vouloir vous prononcer sur ce schéma d'organisation sociale et médicosociale en faveur des personnes en situation de handicap qui a fait l'objet d'un examen lors de la réunion de la VII$^{e}$ commission qui s'est tenue le 5 mars 2019.

Je tiens à ajouter que les services et le cabinet ont travaillé à la mise en œuvre de ce schéma ambitieux, mais réaliste. Nous avons rédigé des fiches actions réalisables afin de réussir notre objectif et nous effectuerons une évaluation à mi-parcours.

**M. le PRÉSIDENT** : Merci, Madame LAVOCAT. Je salue l'arrivée du sénateur SIDO, naufragé de la gare de l'Est. Je m'associe aux remerciements qui ont été exprimés.

Je tiens à saluer les élèves de l'EPIDE, qui nous quittent. La porte est grande ouverte, revenez quand vous voulez.

Je soulignerais l'efficacité du travail de coopération mené, non pas dans le cercle restreint du Conseil départemental, mais avec toutes les associations et les organismes du monde du handicap. J'avais, au moment de mon élection en novembre 2017, placé en priorité la question du handicap. Je me réjouis d'avoir, avec vous et grâce à vous, pu répondre à cette proposition essentielle pour moi-même et pour vous tous. Le schéma sera, je pense, adopté dans quelques minutes, puis nous entamerons la phase opérationnelle. Un schéma crée des attentes, des espoirs. Il convient de réfléchir à aller plus loin pour le rendre exécutoire et créer toutes les conditions nécessaires pour ces personnes en situation de handicap.

Madame BLANC, vous souhaitez, je crois, intervenir sur ce sujet ? Je vous laisse la parole pour conclure ce dossier.

**Mme Rachel BLANC** : Merci Président. La VIIe commission et l'ensemble des partenaires se sont fortement impliqués sur ce dossier. Je résumerais en trois mots ce que

Madame Marie-Claude LAVOCAT a indiqué en une demi-heure : vis-à-vis de la personne au cœur du processus, nous mettons en place une logique de parcours. Ce travail de collaboration, majeur, prend encore plus de sens grâce à l'écriture de ce schéma, fil rouge d'un travail effectué sans être écrit.

Madame LAVOCAT l'a souligné : des indicateurs, des évaluations à mi-parcours, nous permettront d'apporter des corrections, le cas échéant. Son appropriation par l'ensemble des partenaires fait de ce schéma une base de travail très solide et sérieuse, ambitieuse, mais pas irréaliste, ce qui constitue, me semble-t-il, un gage de réussite. Nous aurons à revenir vers vous pour objectiver le travail mené.

Je remercie l'ensemble des partenaires et notamment ces messieurs assis derrière vous, qui se sont tout particulièrement investis et dont nous devons saluer l'implication. Merci à tous.

**M. le PRÉSIDENT** : Merci Madame BLANC. Des demandes d'intervention sur ce schéma ? Je n'en vois pas. Je vous propose donc de vous prononcer.

**VOTE**

| | |
|---|---|
| Pour : | 34 |
| Contre : | 0 |
| Abstention : | 0 |

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

**M. le PRÉSIDENT** : Unanimité sur ce rapport.

Je vous propose à présent de suspendre nos travaux pour accueillir l'équipe de Saint-Dizier et de son agglomération. Monsieur BOSSOIS, Madame Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Monsieur CORNUT-GENTILLE, je vous propose de nous rejoindre pour nous présenter *Action Cœur de ville*, résultat de vingt-cinq ans de travail sur l'organisation et la stratégie de Saint-Dizier, dont je m'inspire bien souvent pour mettre en œuvre mes ambitions pour le département. Les visions à courte vue ne fonctionnent pas. Cette présentation ne constitue pas la fin d'une histoire, mais l'une des histoires qu'a écrit l'équipe, aujourd'hui renouvelée, autour de François CORNUT-GENTILLE. Menée sur différents leviers à activer pour développer une ville, votre réflexion fait figure d'exemple au-delà du département.

Saint-Dizier est souvent mentionnée au travers de la réussite de vos actions et je suis très fier et très heureux de vous accueillir pour nous présenter votre stratégie. Soyez d'ores et déjà assurés que le conseil départemental vous accompagnera dans ce beau projet.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : Merci Monsieur le Président. Bonjour à tous ceux que je n'ai pas vus ce matin.

Nous sommes très heureux d'être là, François CORNUT-GENTILLE, Philippe BOSSOIS, Monsieur le Directeur de cabinet Quentin BRIERE et moi-même. Je mentionnerai également Pierre-François GITTON, qui a énormément travaillé à ce projet *Cœur de ville*. Le dossier de candidature a dû être monté en peu de temps, ce qui s'est révélé une épreuve de force pour nous tous.

*Saint-Dizier Cœur de ville* n'est pas dû à la volonté soudaine de l'État d'accompagner les villes moyennes. Pour nous, Ville de Saint-Dizier, ce projet s'inscrit dans le prolongement d'une politique de renaissance de la ville.

François CORNUT-GENTILLE a succédé, en 1995, à un mandat socialiste, trois mandats communistes et un mandat socialo-communiste qui ont extrêmement dégradé la ville de Saint-Dizier. En effet, leur priorité n'était ni l'économie ni le développement, mais l'habitat social du Vert-Bois. Si nous ne contestons pas la réalité de cette priorité, liée aux problématiques du logement et de main d'œuvre dans les entreprises dans l'après-guerre, nous regrettons qu'elle en ait fait oublier toutes les autres. Or nous constatons qu'une ville peut se dégrader extrêmement rapidement.

Nous nous trouvons donc dans un territoire détendu, tant en matière de démographie que d'économie, de services, de médecine. Saint-Dizier et son agglomération se trouvent au cœur d'un territoire de 150 000 habitants ayant un rôle centripète à jouer, du fait de l'éloignement de Reims, Troyes, Nancy et Metz. Notre rôle est de faire de Saint-Dizier une ville de référence, d'attractivité et de services pour cette population qui en a besoin.

Le projet de Saint-Dizier repose sur une ambition autour d'un projet pluriannuel d'investissement à trois piliers :

- *Saint-Dizier Cœur de ville ;*

- poursuite de la rénovation urbaine du Vert-Bois à travers l'ANRU 2. L'ANRU 1,

programme très important de 170 millions d'euros, concernait les démolitions/reconstructions de bâtiments, avec une vraie réflexion sur l'avenir de ce quartier (conçu pour 15 000 habitants, mais qui en compte trois fois moins) et la déviation de la Nationale 4, coupant la ville en deux ;

- mise en œuvre du schéma directeur des équipements sportifs. Nous avons obtenu un label trois lauriers de *Ville active et sportive,* recensons diverses associations comptant de nombreux adhérents, dans un contexte d'équipements vieillissants et insuffisants ne permettant pas d'accueillir des compétitions de qualité.

*Saint-Dizier Cœur de ville* n'est pas intervenu brutalement par décision de l'État. Ce projet est le fruit d'une vision stratégique développée par François CORNUT-GENTILLE (et son équipe) dès 2011, au travers d'un concours qu'il a lancé et qu'a gagné Carme PINÓS, architecte espagnole qui a accompagné, formalisé, rendu attractive et possible la vision qui était la nôtre. Cette vision portait sur les loisirs, le commerce, le patrimoine, l'habitat, la culture, les aménagements paysagers et bien d'autres.

Pour rendre possible cette ambition patiemment partagée, nous avons réalisé des études de faisabilité, ajusté les projets en fonction de ce qui nous semblait essentiel ou non, utile ou non à la population. Grâce aux acquisitions réalisées entre 2011 et 2018, nous détenons 80 % des terrains nécessaires à *Cœur de ville*.

Récemment, j'ai participé à une grand-messe *Cœur de ville* à Poitiers, dont j'ai animé un atelier dédié à la maîtrise foncière. La plupart des villes labellisées *Cœur de ville* ayant participé à cet atelier (le plus fréquenté de tous du fait de l'importance de la problématique) se sont déclarées extrêmement surprises par, d'une part, le degré d'anticipation de notre projet par une politique patiente d'acquisition et d'autre part, par la réalisation d'acquisitions en direct, hors SEM ou SEMOP. Nous avons pu non seulement faire la promotion de la ville de Saint-Dizier et de ses services, mais également démontrer que les solutions les plus simples sont parfois les meilleures.

La convention de mise en œuvre de *Saint-Dizier Cœur de ville* a été signée en juin 2018 par l'Agglomération, le Département, la Région, tous les partenaires institutionnels (Caisse des Dépôts, Action Logement, etc.) sur la période 2018-2024. Nous devons donc agir très rapidement. Compte tenu du fait que l'ANRU 2 se situe sur un calendrier similaire, la masse de

chantiers à démarrer et à réussir est donc, pour Saint-Dizier, inédite.

Voici une représentation de *Cœur de ville*. Vous constatez que la ville est ceinturée d'eau : en haut le canal, en bas la Marne. Le périmètre entouré de beige correspond à celui de *Cœur de ville*. Dans Saint-Dizier, ville couloir bâtie d'est en ouest, l'objectif est d'épaissir le cœur de ville du nord au sud, afin de permettre l'implantation d'un certain nombre d'équipements concernant à la fois le loisir, le commerce, la culture, le patrimoine.

Tout en haut, en violet, apparaissent les équipements de loisirs, situés en bord de canal, mais également entre les deux villes. Rassembler la ville nouvelle (le Vert-Bois) et la ville historique, dont les populations ne se fréquentaient pas, constituait une gageure au sein de ce grand projet de ville. Bien que les deux villes portent le même nom, elles se distinguaient du tout au tout en matière de population, d'activité, de culture. Installer les équipements de loisirs à cet endroit stratégique qu'était la coupure urbaine permettait de recoudre la ville. L'acte sociologique est donc extrêmement fort.

Tout en haut, vous voyez Décathlon et dans le U que forme le canal, apparaît le centre nautique, équipement construit par la Ville de Saint-Dizier puis reversé à la Communauté de communes.

En bas, c'est le cinéma, propriété privée dont nous avons accompagné la réhabilitation de la friche Miko. Ce cinéma comprend sept salles ; nous souhaiterions qu'il en intègre davantage, de manière à rebooster l'offre cinématographique de la ville de Saint-Dizier.

Les rectangles violets figurent les futurs bowling et brasserie, équipements de loisirs dont l'un appartient à l'Agglomération. Je laisse donc à Philippe BOSSOIS le soin de développer ces quatre chapitres.

**M. Philippe BOSSOIS** : Merci. Bonjour à tous. Comme indiqué par Elisabeth ROBERT-DEHAULT, le projet *Cœur de ville* se compose d'un ensemble de thématiques que nous allons vous présenter. Ce projet n'est pas totalement finalisé, vous le verrez. Le projet final diffère de celui figurant sur le document qui vous a été distribué.

Nous avons déposé une candidature *Cœur de ville* comprenant un certain nombre d'atouts, d'éléments forts et notamment d'acquisition, de réflexion, dont beaucoup doivent encore être travaillés, dossier par dossier.

Le centre nautique, qui était géré par la Communauté d'agglomérations, fait l'objet d'un projet à la fois d'extension et de rénovation afin de préserver son attractivité. Des études d'attractivité de ce centre au regard de l'offre environnante ont été réalisées.

Les équipements futurs intègrent notamment un pôle extérieur avec solarium et bassin nordique, équipement exceptionnel – car rare – qui contribue fortement à l'attractivité du territoire. Plus globalement, nous développerons les espaces de forme et de bien-être.

Au total, le coût de ces aménagements atteindra 4,9 millions d'euros hors taxe. Les travaux démarreront prochainement, pour finalisation du projet à l'été 2020, sauf aléas de chantier.

Dans beaucoup de cités en France, les cinémas, centres nautiques, patinoires sont installés dans les zones, situation sans conséquence sur la fréquentation de ces lieux. Toutefois, notre volonté de créer un cœur de ville fréquenté, vivant et pratique d'accès, ambition constamment revendiquée par François CORNUT-GENTILLE, suppose de conserver le loisir, et donc le centre nautique, en cœur de ville.

Voilà pour le loisir. Mokhtar a évoqué le pôle sportif. Dans nos territoires, vivre sans voiture est difficile. Afin de permettre la fréquentation de ces équipements, tous les projets s'accompagnent de la création de stationnements ou d'aménagements offrant des capacités de stationnement.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : Les gens viennent à Saint-Dizier et nous réclamons sans arrêt des parkings. Celui de Lamartine, parking paysager de qualité, est situé en bord de canal. Le traitement des bords de canal en promenade à la fois pédestre et cyclable fait partie des projets d'attractivité définis.

Comment amplifier l'attractivité de la ville de Saint-Dizier ? En épaississant son centre-ville. Ici est représentée une acquisition foncière majeure : les collèges de l'Ascension et de la Doctrine chrétienne, périmètre essentiel pour pouvoir développer, en plein centre-ville, ce cœur commercial.

Si la ville interviendra sur les espaces publics, notre force est de pouvoir travailler avec des promoteurs, comme pour le bowling ou la brasserie. S'agissant du développement commercial évoqué par Philippe BOSSOIS, nous collaborerons avec un promoteur commercial. Parallèlement, nous travaillons à définir l'implantation, la surface nécessaire. Nous réaliserons l'ensemble des espaces publics paysagers avec une double contrainte : la proximité de bâtiments classés et la

présence, au sein de cet important périmètre, d'éléments de remparts.

**M. Philippe BOSSOIS** : Je vous conseillais, plus tôt, d'observer attentivement ce plan, car il n'est pas certain que le projet finalisé lui ressemble. L'aspect commercial a fait l'objet d'une réflexion menée par différents bureaux d'études et de cabinets. Pourquoi créer des surfaces commerciales supplémentaires ? A la suite de contacts, depuis plusieurs années (soit par le biais de promoteurs, soit par le biais d'enseignes en direct) avec des commerces qui ont cherché à s'installer sans jamais trouver d'espace adapté, notamment en termes de surfaces, Saint-Dizier, comme de nombreuses villes en France, souffre d'un morcellement très important des cellules commerciales en centre-ville, avec des espaces de 80 à 100 $m^2$ en moyenne, quand les enseignes recherchent des surfaces de 200 à 500 $m^2$ en cœur de ville. Cette situation est d'autant plus regrettable qu'elle éloigne de notre territoire un moteur d'attractivité de la ville et un pourvoyeur d'emplois. Cette réflexion émane par ailleurs d'études sur l'appareil commercial réalisées à plusieurs reprises et sur plusieurs années, de façon à cerner les différentes problématiques.

Avec ce projet, l'idée est d'offrir des cellules modulables. Les rectangles que vous voyez pourront être construits à la taille souhaitée par les commerces. Au total, nous proposons entre 4 000 et 5 000 $m^2$ de surface commerciale au sens large, y compris bars, restaurants, boutiques, voire services et santé.

Souvent, les centre-villes mélangent commerces et habitations, schéma que nous avions décidé de reproduire afin de garantir la présence d'habitat en centre-ville. Toutefois, ce choix génère des problématiques, communes à tous les centre-villes de France, de gestion des équipements, de coûts de construction et par là, de prix des loyers.

Notre objectif primordial et qui doit être atteint, sous peine de mettre en péril le projet, est de garantir des prix de loyers attractifs. L'un des éléments permettant d'éviter une flambée des prix est de ne pas construire de logements ou d'activités au-dessus des commerces en dédiant l'ensemble d'un bâtiment à une activité commerciale. C'est le principe que nous avons retenu.

Par ailleurs, du fait de notre situation en cœur de ville, proche du patrimoine, les bâtis sont soumis à des critères de qualité. Premier élément sur lequel nous sommes bien avancés ? Le marché couvert, élément commercial principal.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : Ce sujet a généré quelques polémiques au niveau de Saint-Dizier. Le marché couvert actuel, qui date de 1920, souffre de faiblesses

structurelles évidentes, de problèmes d'hygiène. Il est très laid (c'est un hangar), mais accueille tous les matchs de boxe depuis l'avant-guerre, ce qui explique l'attachement de la population à ce lieu. La Ville a lancé un concours, qui a été remporté par une agence d'architecture nancéienne au projet surprenant. Non, il ne s'agit pas de la Koutoubia, mais bien d'un bâtiment particulièrement intéressant du fait de son architecture de qualité. Construit en pierre de taille, il intègre des arches en sapin des Vosges et de grands espaces facilitant la circulation des clients. Les étals seront fixes avec une devanture en fonte, idée de l'architecte. Pour rendre ce marché attractif, son aménagement intérieur permettra une ouverture partielle ou totale et le développement de circuits courts. L'ouverture de commerces permanents permettra de travailler avec les producteurs locaux et de garantir l'animation du marché.

La mobilité sous toutes ses formes suppose, bien sûr, la création de parkings. Au-delà du parking Lamartine évoqué par Philippe, un certain nombre de parkings se trouveront à proximité immédiate du cœur de ville, qui verra également la réhabilitation d'une jolie place du XVI$^{ème}$ siècle avec maisons à pans de bois. Le parking qui dessert la circonscription d'action sociale est quasiment achevé. Par ailleurs, nous avons réalisé les acquisitions nécessaires à faire de la gare, actuellement située au milieu de nulle part, un pôle multimodal.

S'agissant de l'habitat, thème essentiel rappelé par Philippe BOSSOIS, nous n'installerons pas de logements au-dessus des commerces, mais travaillerons sur les dents creuses et appartements/maisons d'hyper centre-ville inhabités à rénover. La convention que nous avons signée avec Action Logement concerne cinq premiers dossiers (d'autres pourraient s'ajouter) parmi lesquels l'ancienne clinique François I$^{er}$ du centre-ville, chantier important qui sera confié à un bailleur social.

Le patrimoine naturel comprend les berges du canal et les berges de Marne, auxquelles la ville, ceinturée de verdure, tourne le dos. Nous travaillons donc à la réhabilitation et à l'aménagement des berges du canal et de la Marne, de façon à ouvrir aux Bragards un circuit pédestre/cyclable, dont certaines tranches sont d'ores et déjà extrêmement fréquentées.

Le patrimoine historique intègre le château, devenu sous-préfecture lors de la dernière guerre. Ancienne propriété privée, il appartient désormais au conseil départemental, qui a notamment, vis-à-vis de l'Etat, l'obligation d'héberger le sous-préfet. Lieu d'attractivité aux vocations multiples et au positionnement idéal, ce château constitue l'un des atouts majeurs du patrimoine de la ville de Saint-Dizier. La Ville, François CORNUT-GENTILLE et ses successeurs souhaitent y développer un projet patrimonial d'envergure et de grande qualité au travers de

projets bénéficiant à tous. Ce projet est à co-construire avec le conseil départemental.

Le patrimoine compte également le musée, qui réécrit actuellement son projet scientifique et culturel, les tombes de chefs francs, trésor archéologique connu dans toute l'Europe, ainsi que la fonte d'art, vis-à-vis de laquelle le musée de Saint-Dizier est le seul en France à développer une politique d'acquisition.

La Ville ayant commencé à racheter les bâtiments situés à droite du château, nous pourrions imaginer des tiers lieux, des séminaires, une brasserie, de la restauration de qualité, une hôtellerie, infrastructures qui permettraient l'appropriation de cet espace par le plus grand nombre et feraient de ce lieu, vis-à-vis du conseil départemental et de la ville de Saint-Dizier, un totem du département.

Les phases de réalisation seraient mises en œuvre de 2018 à 2024, quand la convention que nous pourrions signer avec le conseil départemental s'étendrait de 2019 à 2022. Le calendrier des travaux se déroulerait comme suit :

- 2019 : réalisation des berges de Marne, du canal, du parking Godard Jeanson ;
- jonction 2019/2020 : mise en œuvre du centre nautique et, s'agissant du cœur commercial, choix crucial du promoteur (en vue de l'appel à projets, le cahier des charges est en cours de rédaction) ;
- 2020 : début des travaux du marché couvert, qui devraient s'avérer rapides du fait de l'utilisation de préfabriqué. Signalons néanmoins un problème important : les caves abritent des chauves-souris, espèce protégée.
- Réalisation du parking de Lamartine, avec une pénétrante (rue Ortiz) qui permettra de réorganiser les sorties scolaires de deux établissements, l'un public, l'autre privé ;
- jonction 2020/2021 : déménagement de la sous-préfecture, installation de la brasserie du canal et du bowling et démarrage du pôle sportif et du pôle d'échanges multimodal (projet Ville géré par l'Agglomération au titre de la compétence mobilité) ;
- 2021 : investissement du château ;

- 2022 : ouverture des commerces.

Propriétaire d'une grande partie des remparts situés au pied du château, la Ville a acheté une propriété à droite qui comprend le cavalier, élément stratégique de la fortification. Nous souhaitons désormais acquérir une autre propriété, à Fauche afin de remonter jusqu'aux remparts et jusqu'à la ville, de façon à créer un vrai jardin public en connexion avec le château et avec la ville.

**M. François CORNUT-GENTILLE** : J'insisterai sur trois idées. La première est que ce projet est réfléchi depuis très longtemps. Au niveau local comme au national, agir au coup par coup ne fonctionne pas. Bâtir solide impose de s'inscrire dans une réflexion de fond.

Ce projet n'est que le développement des premières transformations de Saint-Dizier réalisées il y a vingt ans, avec l'idée qu'un centre-ville rural doit remplir un certain nombre de fonctionnalités, pas uniquement pour la ville, mais pour toute une zone. C'est pourquoi nous avons voulu faire du centre-ville un centre réellement commercial, ce que Saint-Dizier n'était pas il y a vingt ans, quand les Bragards allaient faire leurs courses à Bar-le-Duc ou à Vitry.

Si la ville est le loisir, elle n'est pas nécessairement l'habitat. Notre idée n'est pas de prendre des habitants aux communes voisines, mais d'offrir aux habitants de ces communes ce qu'ils trouvent actuellement à Nancy ou à Reims.

Remettre des fonctions dans le centre-ville est ce à quoi nous nous astreignons depuis vingt ans avec succès, mais au vu des vents contraires soufflant sur le territoire, il convient de rester proactifs, sous peine de voir le système décliner. L'idée est de créer, sur la base de nos fondamentaux de long terme, un choc encore plus puissant dans la même direction. Par rapport à d'autres villes, l'originalité de ce projet est qu'il ne consiste pas en un réaménagement, mais bien en la création d'une ville nouvelle. Nous allons changer Saint-Dizier du tout au tout.

Aujourd'hui, pour ceux qui connaissent Saint-Dizier, la ville se limite à la rue Gambetta, à une ville étirée sans cœur de ville. La création d'un cœur de ville nouveau changera la commercialité, créera l'opportunité, pour les commerçants, de déménager pour toucher de nouvelles clientèles. Les gens y trouveront les facilités d'un centre commercial avec le charme d'un cœur de ville.

L'e-commerce menace l'avenir des zones commerciales. En revanche, en famille ou avec sa petite-amie, on peut avoir envie de se promener en ville le samedi, le dimanche.

Comment répondre à ces besoins ? Se contenter d'agir au jour le jour ne permet pas de générer un désir de ville. Ce que nous créons, c'est un choc très fort.

Ce choc repose sur le commerce, avec l'idée d'aller chercher les gens plus loin. Nous ne nous posons pas en concurrents des maires de Vitry ou de Bar-le-Duc. Les services que Saint-Dizier n'offre pas, les gens iront les chercher à Nancy ou à Reims. Nous ne prenons donc rien au territoire.

Ce territoire, que nous aimons, est une sorte de sucre sur lequel de l'eau est versée depuis des années et dont nous essayons de sécher une toute petite partie pour réagglomérer des projets autour. La première rénovation fut un choc très fort. De la même façon, j'espère que ce projet créera une onde de choc à même d'irriguer le territoire, et ce au-delà des frontières du département, sur quinze, vingt, trente ans.

Saint-Dizier doit acquérir, grâce à la qualité du château et à l'originalité de ce qu'il s'y fera, une visibilité nationale. C'est l'enjeu. Avec ce projet, nous apportons au potentiel dont nous disposions l'aménagement nécessaire à donner de la force à Saint-Dizier.

Je conclurai par ce dernier point : nous sommes très heureux d'avoir travaillé avec l'ancien conseil général, de travailler très efficacement avec Nicolas, dans l'esprit d'un réel partenariat. Car l'enjeu n'est pas urbain, mais rural. Comment créer une agglomération rurale ? Ce sujet intéresse chacun des conseillers départementaux présents ici. Si nous revendiquons une certaine expérience, nous avons besoin de votre expérience pour affiner le projet. Nous sollicitons donc non seulement de l'argent, mais également des idées. Merci à tous.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : Y a-t-il des questions ?

**Mme Karine COLOMBO** : Témoin du changement flagrant de la ville de Saint-Dizier, je souhaitais vous en féliciter. Dans la mesure où j'apprécie votre façon de travailler, en parallèle avec d'autres villes du département, j'aimerais savoir comment vous gérez des friches commerciales quand vous créez une ville nouvelle.

Quand vous avez créé votre cinéma, qu'avez-vous fait de l'actuel Cyrano ? Quand vous déplacez un Décathlon quartier gare, que devient l'espace rendu vacant ? J'ai compris que vous achetiez des biens immobiliers, mais j'imagine que vous ne pouvez pas tout acheter et que des friches restent à gérer.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : La Ville n'est pas propriétaire de tous ces lieux. S'agissant du Cyrano, il a été racheté par un bailleur social, dont le projet a soulevé les foudres des habitants de ce quartier constitué de maisons bourgeoises du XIX$^{ème}$ siècle. Nous avons mis du temps à boucher la dent creuse, mais nous l'avons fait.

Quant à Décathlon, commerce ayant effectivement déménagé sur la zone commerciale, il est longtemps resté une friche, avant d'être racheté par la Ville. Le schéma des équipements sportifs a mis du temps à émerger. Cette maturation de la réflexion a abouti à l'achat.

**M. François CORNUT-GENTILLE** : S'agissant du Décathlon, nous n'avions pas préempté dans un objectif précis, mais pour éviter l'érection d'un centre commercial qui aurait mis un terme à notre rénovation du centre-ville. Nous avons donc acheté sans savoir ce que nous allions y faire, mais en sachant ce que nous ne voulions pas y voir. Il faut savoir être réactif et opportuniste dans tous les sens du terme : si des choses imprévues s'insèrent dans votre stratégie, vous les prenez. Si des choses risquent de gêner votre stratégie, vous les prenez aussi. S'agissant du Décathlon, l'idée était simplement de sauver le cœur commercial.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : Certaines acquisitions visent effectivement à préserver des espaces stratégiques. Y a-t-il d'autres questions ?

**M. HISPART** : Je serai bref. Nous constatons que Saint-Dizier a changé, ce qui est une bonne chose, d'autant qu'à écouter vos propos d'introduction concernant l'inaction des anciennes municipalités, la tâche semble avoir été difficile.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : J'ai dit que ces municipalités ne s'étaient pas occupées du centre-ville.

**M. HISPART** : Je souhaiterais que vous travailliez à redonner du pouvoir d'achat à tous les Bragards, afin de leur permettre de fréquenter ce centre-ville avec de l'argent en poche.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : En tant que maire, vous savez que le pouvoir d'achat ne relève pas de la compétence du maire ou de l'Agglomération.

**M. HISPART** : Je comprends. Toutefois, vos propos d'introduction m'ont gêné. Le passé, c'est le passé.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : Monsieur HISPART, sachez que la Ville de Saint-Dizier n'a pas augmenté ses impôts depuis douze ans.

**M. HISPART** : Je sais, Madame le Maire.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : D'autre part, notre politique culturelle offre les tarifs les plus bas à 150 kilomètres à la ronde.

**M. HISPART** : Je ne l'ai pas contesté, ne vous sentez pas à ce point offusquée.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : En matière de pouvoir d'achat, nous ne sommes maîtres de rien. En revanche, François CORNUT-GENTILLE a réalisé une zone de référence extrêmement importante, aujourd'hui dans le giron de l'agglomération et destinée à accueillir des entreprises.

**M. Nicolas FUERTES** : Merci pour cette présentation. Pour reconquérir nos centre-villes, il est très intéressant d'y remettre des fonctions culturelles, commerciales, donc économiques, et de se soucier de la mobilité, des déplacements.

Au niveau de l'agglomération, vous avez, je pense, réfléchi à des mobilités vis-à-vis de la zone plus rurale et des autres bourgs-centres de l'agglomération, pour faire de Saint-Dizier ce que cette ville est censée être : le pôle urbain central de tout un territoire allant, bien entendu, au-delà de la Haute-Marne.

De par son exceptionnelle durée, votre réflexion est susceptible de profiter à d'autres villes ayant chacune leurs spécificités et particularités. Je salue tout ce travail. Ceci dit, Elisabeth, il conviendrait de ne pas charger les anciennes municipalités. Certes, beaucoup d'erreurs ont été commises dans l'urbanisme, dans les aménagements, ainsi que certaines mauvaises habitudes.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : Surtout au niveau des centre-villes. Nous déplorons également un non-accompagnement économique.

**M. Nicolas FUERTES** : Nous en sommes d'accord, mais c'était une autre époque. Il convient de faire attention à ce point.

S'agissant de Saint-Dizier, sa faiblesse, et j'espère que nous inverserons la tendance, réside dans la baisse démographique et dans une paupérisation supérieure au reste de la Haute-Marne.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : Si la baisse démographique se stabilise, le niveau de paupérisation est effectivement alarmant, comme l'est la problématique du handicap,

notamment dans les établissements scolaires.

**M. le PRÉSIDENT** : Monsieur SIDO ?

**M. Bruno SIDO** : Je vous propose de jeter un voile sur le passé glorieux de Saint-Dizier et d'évoquer l'avenir. Je me souviendrai toujours de Madame ALLAIRE me lisant, en Préfecture, un article du *Monde* qui expliquait que les villes étaient là pour dominer les campagnes. Ce n'est pas faux, même si les villes sont là pour faire vivre et non pour dominer.

Comme je l'ai toujours dit lorsque j'étais à la manœuvre, développer nos trois villes, quatre avec Joinville, ou cinq avec Nogent, était essentiel et nous avons fait beaucoup. Je connaissais le projet pour avoir été invité, il y a quinze jours, à réfléchir avec le GIP et Monsieur MASSON. Je le trouve excellent. Ce projet est exceptionnel, car soutenu par une volonté politique continue depuis de longues années. J'ai toujours dit, et c'est le sénateur qui parle, que le changement de municipalité à chaque élection est catastrophique pour un village ou une ville.

**M. François CORNUT-GENTILLE** : (*INAUDIBLE : prononcé hors micro)*

**M. Bruno SIDO** : Cette continuité a d'ores et déjà permis une belle transformation de Saint-Dizier, qu'il convient de poursuivre. Personnellement, je soutiens tout à fait ce projet, qui réclamera d'importants moyens tant nationaux que départementaux, mais dont les retombées bénéficieront à toute la Haute-Marne ainsi qu'à la Région Grand Est. Il s'agit d'un projet ambitieux, mais réaliste qui mettra du temps à se mettre en œuvre, avec ses difficultés et ses échecs (que je ne vous souhaite pas).

**Mme Anne-Marie NEDELEC** : Je suis, personnellement, très admirative et fière d'être associée, à travers le conseil départemental, à cette œuvre qui s'inscrit dans la durée. Certes, anticiper est possible, mais les priorités, la vie, les attentes changent et peuvent rendre les plans caducs. De plus en plus, les centres commerciaux développés à l'extérieur des villes pour permettre le stationnement sont remis en cause, ce qui n'était pas le cas il y a vingt ans.

Il convient de mener une politique d'anticipation en se montrant tantôt très réactif, tantôt patient, afin d'aboutir à un projet parfaitement adapté, voire anticipant les attentes et le futur du développement des villes. Chapeau ! J'espère que ce projet en inspirera de nombreux autres.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : Il convient d'insister sur une donnée

particulièrement importante : ce projet cadre avec le potentiel fiscal de la ville. La nécessité d'avoir les moyens de ses ambitions influe sur le redimensionnement du projet et sur le choix des partenaires.

**M. le PRÉSIDENT** : D'autres demandes d'interventions ? (Non).

Je tiens à vous remercier à nouveau. Tous l'ont dit : cette stratégie s'inscrit sur plus de vingt ans de réflexion, dont nous voyons aujourd'hui la concrétisation. Lorsqu'*Action Cœur de ville* est arrivé, vous étiez prêts, d'où votre entrée immédiate dans ce dispositif, lequel sera bien sûr intégré à la nouvelle contractualisation votée ici.

Vous êtes venus en début de semaine me présenter vos projets, démarche que nous allons à présent formaliser pour contractualiser ces actions. Je soulignerai simplement la vocation de ce plan à s'inscrire dans une démarche patrimoniale, commerciale, liée aux services et aux loisirs, afin de créer une *ville idéale* que je vous souhaite de réussir et que nous accompagnerons.

S'agissant du château, je souhaite que nous co-construisions ce projet. Vous avez évoqué un *totem* du département ; installer ce totem, cette lisibilité à Saint-Dizier, rassérénera ceux qui doutent de l'efficacité des collaborations entre collectivités. Nous sommes en mesure de travailler ensemble à un projet commun, coconstruit puis cogéré, pour assurer la présence du département partout sur le territoire.

*La séance est suspendue le temps du déjeuner.*

**M. le PRÉSIDENT** : Nous reprenons le rapport n°1 de la VIII$^{e}$ commission relatif à notre politique sportive départementale. Je vous propose un avenant à la convention du partenariat avec Chaumont Volley Ball 52.

## Politique sportive départementale
## Avenant n°3 à la convention de partenariat avec le Chaumont Volley Ball 52 – saison 2018-2019

Rapport n° VIII – 1

**M. le PRÉSIDENT** : J'ai l'honneur de vous présenter le rapport sur l'avenant n°3 à la convention de partenariat avec le « Chaumont Volley Ball 52 Haute-Marne » pour la saison 2018-2019.

Dans le cadre d'une politique de développement du sport en Haute-Marne, l'assemblée départementale a inscrit, lors du vote du budget primitif 2019, un crédit de 310 000 euros pour le CVB 52 Haute-Marne, dont 90 000 euros pour le volet sportif.

Le CVB 52 Haute-Marne obtient des résultats remarquables dans des compétitions nationales et internationales. Au terme de la saison 2017-2018, le club a obtenu la seconde place du championnat de France et s'est ainsi vu versé au troisième tour préliminaire de la « Ligue des champions » pour la saison 2018-2019.

Au cours de l'intersaison, le club a perdu ses meilleurs joueurs, dont ses internationaux, et l'effectif a presque totalement été remanié.

Finaliste de la coupe de France et jouant les premiers rôles en championnat, le collectif chaumontais a atteint les quarts de finale de la ligue des champions et s'invite ainsi parmi les huit meilleurs clubs européens.

De plus, avec près de 230 licenciés en 2018, un encadrement qualifié et une formation efficiente des jeunes joueurs, le club s'affiche comme le premier de la région Grand-Est. Ce sont ainsi autant d'atouts qui font du CVB 52 Haute-Marne un club de très haut niveau international.

Pour la saison 2018-2019, compte tenu de ces brillants résultats et des frais engagés lors de la dernière campagne européenne, Monsieur le Président vous propose d'accorder une subvention exceptionnelle de 60 000 euros au CVB 52 Haute-Marne pour l'année 2019, qui s'ajoutera aux différentes aides déjà attribuées par ailleurs, d'inscrire les crédits correspondants, d'approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention triennale de partenariat à intervenir avec le CVB 52 Haute-Marne et de l'autoriser à le signer.

**M. le PRÉSIDENT** : Nous sommes arrivés au terme de la programmation de trois ans, objet de notre engagement avec le CVB 52, dont les résultats exceptionnels cette année créent un besoin financier supplémentaire.

Les dirigeants du club, que nous avons rencontrés avec le Vice-Président et le Président de la Commission, Gérard GROSLAMBERT, ont sollicité de notre part un coup de pouce exceptionnel et rapide. Je vous propose donc de les accompagner à hauteur de 60 000 euros.

Puis la Commission travaillera sur une nouvelle convention classique triennale en vue de la saison à venir avec un double objectif : irriguer ce sport sur l'ensemble du département et établir une subvention-socle évolutive en fonction des résultats, sur le modèle du partenariat liant le CVB et la Région. Ce sujet suscite-t-il des commentaires ?

**M. Nicolas CONVOLTE** : Monsieur le Président, vous connaissez ma position concernant les crédits publics à l'attention des clubs professionnels. Je voterai donc contre ce rapport.

**M. Nicolas FUERTES** : Nous voterons évidemment pour ce rapport. Nous vous remercions de prendre en compte ces résultats et saluons votre souci de faire rayonner le CVB 52 dans tout le département.

Je tenais également à remercier le pôle Mokhtar à Saint-Dizier et le pôle FLAMERION à Chaumont. Peut-être conviendrait-il de renommer PALESTRA ?

**M. Mokhtar KAHLAL** : La VIII$^{e}$ commission s'est engagée à travailler sur la méthodologie que vous avez proposée tout à l'heure, soit une convention-socle, avec des paliers et objectifs à atteindre dans le cadre d'une convention triennale.

Pour répondre à Monsieur CONVOLTE : l'ensemble des élus ici fait bien la différence entre le sport de haut niveau et le sport professionnel. Le sport de haut niveau correspond, sur notre territoire, à l'haltérophilie, au judo, que nous accompagnons. La Haute-Marne, et c'est notre fierté, accompagne toutes les composantes du sport, du sport de masse au sport loisir, le sport éducatif. C'est notre engagement.

N'oublions pas que le sport professionnel est également un vecteur d'image, de notoriété, d'attractivité de notre territoire. Au fil d'un parcours exceptionnel, cette équipe, dotée d'un des plus petits budgets du championnat, réalise des exploits.

Comme l'a indiqué le Président, du fait de ces résultats exceptionnels, 180 000 euros manquent pour équilibrer le budget du club. Là encore, saluons le travail du conseil départemental, institution ou collectivité de proximité et de réactivité, puisqu'immédiatement, le Président s'est engagé, sous réserve du vote d'aujourd'hui, à accompagner le club à hauteur d'un tiers de l'enveloppe. La Région s'est engagée verbalement à hauteur de 30 000 euros. Il subsiste donc un delta, vis-à-vis duquel je me tourne vers mes amis de la Ville et de l'Agglomération de Chaumont, qui vont certainement faire l'effort d'accompagner le Club.

Sur ce territoire, j'ai le sentiment qu'il est toujours plus facile de travailler avec son voisin qu'avec ses frères et sœurs. Nos valeurs éducatives et familiales devraient nous amener à nous inscrire dans la méthodologie qui est proposée.

Nous avons défini la politique culturelle départementale il y a quelques mois. Ce sujet pose le sujet de la politique sportive départementale, avec le Schéma directeur des équipements sportifs du Département à développer. L'idée est que chacun puisse contribuer à construire, collectivement, une politique sportive départementale à l'image du CVB 52.

**M. le PRÉSIDENT** : Monsieur CONVOLTE, par une présence plus assidue en Commission, vous pourriez suivre ce qu'il s'y fait en matière de sport.

Une fois de plus, je m'aperçois que vous votez toujours contre les projets ou la réussite du Département. J'ignore ce qui vous motive, mais je constate que quand un dispositif qui a réussi doit être mis en avant ou soutenu, notamment au travers de campagnes d'attractivité, vous votez contre. Vis-à-vis d'un dispositif qui a fonctionné et que nous devons soutenir, vous votez contre. Nous avons compris votre logique : plus les choses vont mal, plus vous vous réjouissez. Ce n'est pas notre esprit. Une fois de plus, vous montrez le vrai visage du Rassemblement national. Nous n'avions pas de doutes sur vos intentions.

**M. Stéphane MARTINELLI** : Pour compléter les propos de Mokhtar : effectivement, le bloc communal (Ville de Chaumont et Agglomération de Chaumont) abondera à hauteur de 33 %, soit environ 60 000 euros. Nous espérons que le CVB obtiendra la même somme de la Région, ce qui permettrait d'atteindre les 180 000 euros manquants.

**M. Gérard GROSLAMBERT** : La Région soutient le club *via* une subvention de base équivalente à la nôtre, à laquelle s'ajoutent 25 000 euros en cas de participation à une coupe d'Europe et 5 000 euros en fonction des résultats dans ce championnat. Au total, l'apport financier potentiel offert par la Région atteint 60 000 euros.

D'un coût de 65 000 euros environ chacun, les sept tours de Coupe d'Europe reviennent à 380 000 euros au total. Je précise qu'en tant que membre du COPIL du CVB 52, je ne participerai pas au vote.

**M. le PRÉSIDENT** : Merci Monsieur GROSLAMBERT. Sans autre demande d'intervention, je vous propose de vous prononcer sur ce rapport.

**VOTE**

Pour : 31 (*M. Gérard GROSLAMBERT n'a pas participé au vote*)

Contre : 2

Abstention : 0

*Le rapport est adopté à la majorité des voix exprimées.*

## Décision modificative n°2 du budget 2019

## Décision budgétaire modificative n°2 de l'exercice 2019 du budget principal et du budget annexe Haute-Marne Numérique

**Rapport n° I – 4 – page 31**

**M. Jean-Michel RABIET** : J'ai l'honneur de vous présenter le rapport sur la décision budgétaire modificative n°2 de l'exercice 2019 se rapportant au budget principal et au budget annexe Haute-Marne Numérique.

Cette deuxième décision budgétaire modificative du budget principal est principalement consacrée au vote du produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget en fonction de la notification définitive transmise par la DDFiP et à la réintégration du budget annexe Haute-Marne Numérique dans le budget principal.

En section de fonctionnement, les crédits sont abondés de 920 470 euros.

690 800 euros sont liés à la réintégration du budget annexe Haute-Marne Numérique dans le budget principal dans l'attente de la création d'une SEM, outil juridique plus adapté à la gestion de ce type d'activité.

S'ajoute une demande complémentaire de 197 670 euros dans le secteur social. Ainsi 50 000 euros sont prévus pour lancer un nouveau schéma d'organisation sociale et médicosociale en faveur des personnes âgées, sur le modèle de celui adopté en faveur des personnes en situation de handicap, le schéma relatif aux personnes âgées prenant fin en décembre 2019. 137 670 euros supplémentaires sont également demandés au titre de la conférence des financeurs pour enrichir le programme d'actions et l'ajuster au montant de la recette CNSA allouée. Enfin, 10 000 euros de crédits nouveaux sont inscrits pour participer à la prise en charge du coût de confection des cartes mobilités inclusion (CMI) délivrées par l'Imprimerie nationale et

supportées par la MDPH52.

Des inscriptions complémentaires vous sont également proposées pour le versement de participations et subventions dans le domaine de la promotion du sport et du tourisme. 60 000 euros de subvention exceptionnelle sont prévus pour le « Chaumont Volley-Ball 52 Haute-Marne » compte tenu de ses brillants résultats sur la saison 2018-2019 et des frais engagés lors de la dernière campagne européenne. 2 000 euros sont inscrits pour l'adhésion à la Fédération thermale du Grand Est dont l'objectif principal est la mise en œuvre d'un plan de développement du thermalisme régional.

Concernant les recettes de fonctionnement, elles augmentent de 1 693 447 euros.

La régularisation des ressources fiscales, récemment notifiées, permet une inscription à la hausse des recettes à hauteur de 0,658 million d'euros. Le détail de ces recettes vient de vous être présenté dans un rapport particulier. Par ailleurs, 344 960 euros sont à inscrire au titre du fonds de péréquation de la CVAE en fonction des éléments estimatifs reçus.

Enfin, suite à l'annulation du budget annexe Haute-Marne Numérique, il convient de réintégrer l'intégralité des crédits votés en recettes dans le budget principal, pour un montant de 690 800 euros.

Au final, l'autofinancement augmente de 0,773 million d'euros, passant ainsi de 23,739 millions d'euros à 24,512 millions d'euros. Il permet de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement.

Au niveau de la section d'investissement, les principaux ajustements concernent la voirie départementale pour un montant de 700 000 euros. La réalisation des études définitives a permis d'affiner le coût financier de plusieurs programmes, notamment pour les ouvrages d'art sur la RD20 et la RD139. Il est également prévu le démarrage de trois nouvelles opérations de réhabilitation d'ouvrages d'art à Bayard sur Marne, Louze et Aujeurres.

103 427 euros d'inscriptions supplémentaires vous sont également proposées pour le secteur social : 85 000 euros de subventions à l'EHPAD La Croix l'Albin à Bourbonne-les-Bains suite à la création d'une unité d'hébergement renforcée, pour la réalisation de divers travaux de sécurisation pour les résidents et 18 427 euros de subventions à l'EHPAD de Bourmont pour l'aménagement d'un minibus.

Il est également proposé d'accorder une subvention de 9 600 euros à la Ville de Langres pour la réalisation d'une étude de flux sur l'ensemble de la parcelle qui accueillera le futur collège.

Enfin, un ajustement de 20 000 euros est sollicité pour renouveler quatorze équipements informatiques des élus.

Quant aux recettes d'investissement, elles affichent une hausse de 60 050 euros liée notamment à la signature de conventions pour les travaux à Pont la Ville suite à la réfection de la voirie après la construction du parc éolien et sur l'ouvrage d'art franchissant l'A31 sur le territoire d'Aujeurres et Ormancey.

A l'issue de ces ajustements budgétaires, le besoin de financement de la section d'investissement est assuré par l'autofinancement complémentaire généré principalement par la régularisation des ressources fiscales. Le montant de l'emprunt prévisionnel d'équilibre est maintenu à 29,925 millions d'euros.

En disposition diverse, il vous est proposé de renoncer partiellement à une créance sur succession de 46 640 euros en matière d'aide sociale à l'hébergement en Ehpad, et d'accepter un remboursement à hauteur de 18 225 euros, afin de pouvoir prétendre à un règlement immédiat et garanti de l'actif net successoral estimé par le notaire.

Monsieur le Président vous demande de bien vouloir vous prononcer sur ces propositions qui ont recueilli l'avis favorable de la commission le 18 mars 2019.

**M. le PRÉSIDENT** : Merci Monsieur le Président. Qui souhaite prendre la parole ? Monsieur SIDO.

**M. Bruno SIDO** : Sur l'aspect Haute-Marne Numérique, je signalerai deux points. A la lecture du rapport, tout le monde comprendra qu'il y a, aujourd'hui, trop de fonctionnaires. Qu'il faille utiliser la M4 et non la M52, certes, mais tout le monde s'en fiche. Finalement, nous sommes contraints de remettre sur le budget principal ce que nous avions réservé au budget numérique. Tout ça n'a aucun intérêt. Certains fonctionnaires travaillent sans doute beaucoup, mais ne servent à rien.

Le deuxième point, plus important, est que nous avons créé, au Sénat, un groupe Ruralité, où les sénateurs des milieux ruraux, voire hyper-ruraux, suivent les questions qui les

concernent de près. Lors de la réunion qui s'est tenue cette semaine, nous avons discuté, avec TDF, du passage de tous nos pylônes à la quatrième génération.

Sur ce sujet, vous connaissez ma méfiance. Je m'étais en effet aperçu, il y a vingt ans, que la Haute-Marne était le département le plus mal couvert en téléphonie mobile, ce qui m'avait incité, dès mon élection en tant que sénateur, à proposer une loi sur l'itinérance locale, votée à l'unanimité. Cette loi nous a permis à nous, Haut-Marnais, grâce aux maires qui se sont intéressés au sujet, à trouver des terrains, des chemins, à implanter des pylônes, etc. Nous avons obtenu la 2G assez rapidement et tous ceux qui passent en Haute-Marne constatent que le système, même s'il n'est pas parfait, fonctionne beaucoup mieux que dans les départements dont les ex-conseils généraux avaient estimé que le sujet ne les concernait pas.

Toujours est-il que les départements tels que le nôtre n'intéressent pas le niveau national, ce qu'en tant que membre de l'ADF, vous n'êtes pas sans savoir. Actuellement, nous migrons sur la 4ème génération – bien différente de la 5ème, laquelle soulèvera de toutes autres problématiques – or je me suis aperçu, à l'occasion de la venue des spécialistes sollicités par nos soins pour travailler sur la question, que le passage de pylônes de la 3ème à la 4ème génération n'avance pas en Haute-Marne.

Madame la Préfète étant à la manœuvre, je vous propose donc, Monsieur le Président, que nous allions la trouver ensemble pour lui signifier que cette immobilité ne peut perdurer. Il est hors de question que nous perdions notre avance vis-à-vis de départements passifs n'ayant pas investi sur le sujet.

Mes propos se rapportent bien à la téléphonie mobile et non la fibre optique. J'ignore si la politique que nous avons menée en matière de fibre optique sera pertinente à vingt ou trente ans. Peut-être le très haut débit transitera-t-il davantage par les ondes que par la lumière dans la fibre ? Toujours est-il qu'il convient de s'occuper du passage de la 3ème à la 4ème génération, puis à la 5ème ultérieurement. Voilà, Monsieur le Président, quelles sont mes propositions.

**M. le PRÉSIDENT** : Merci Monsieur le Sénateur. S'agissant de la téléphonie mobile, vous avez raison : le sujet est entre les mains de Madame la Préfète. Nous lui avons remonté nos besoins et nos priorités, en nous appuyant sur l'enquête que vous avez menée début 2017 auprès de toutes les communes pour refaire le point sur la couverture en téléphonie mobile.

Dans le cadre du redéploiement national des pylônes, nous pourrions obtenir un complément pour couvrir les quelques zones blanches de notre département. J'accepte donc

votre proposition d'aller trouver Madame la Préfète afin de faire valoir qu'alors que nous étions très en avance sur le sujet, nous stagnons.

S'agissant de la M4 et de la M52, ce sujet n'est pas de notre ressort, mais de celui du législateur. A ce propos, je suppose que vous évoquiez les fonctionnaires de l'Etat et non ceux du Conseil départemental, dont aucun n'est en trop.

**M. Stéphane MARTINELLI** : Cette réflexion vaut aussi bien pour les fonctionnaires de l'Etat que pour ceux de notre collectivité : personne ne s'amuse, il faut respecter la loi. Je ne pense pas que les fonctionnaires s'amusent à s'inventer du travail, comme je serais de ceux qui défendraient les sénateurs s'ils étaient accusés de créer des groupes de travail pour s'occuper. La remarque est aussi offensante d'un côté comme de l'autre. Il existait une anomalie qu'il convenait de régler, ce qui a été fait par dix lignes dans un rapport.

**M. le PRÉSIDENT** : Concernant le budget annexe que nous souhaitions mettre en place pour le Numérique, nous nous sommes fait mal conseiller. L'idée de la création d'une SEM pour gérer les questions du numérique et de la téléphonie mobile reste en suspens. Cette DM appelle-t-elle d'autres questions ? Non. Je vous propose donc de vous prononcer.

**VOTE**

Pour : 32
Contre : 0
Abstention : 2 (*M. Nicolas CONVOLTE et Mme Laurence ROBERT-DEHAULT*)

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

## Motion du Conseil départemental de la Haute-Marne visant à soutenir et garantir l'avenir du Canal « Entre Champagne et Bourgogne »

**M. le PRÉSIDENT** : En dernier point de notre session, je vous propose une motion sur un sujet qu'il convient d'anticiper pour ne pas le subir. Cette motion concerne l'avenir du canal entre Champagne et Bourgogne. Vous savez que Philippe DURON a présidé une commission et rendu un rapport en février 2018 à la Ministre BORNE concernant les questions de mobilité, en préfiguration du projet de loi d'orientation des mobilités (LOM) actuellement en discussion devant le Parlement. Ce rapport pose notamment la question de l'avenir du réseau des canaux, avec des problématiques économiques et d'économies. Pour avoir rencontré les responsables de VNF, je sais quelles sont les inquiétudes actuelles. Les décisions pourraient être prises rapidement.

Pour être clair, nous parlons aujourd'hui de *« dénavigation du canal entre Champagne en Bourgogne »*, ce qui entraînerait la disparition du canal des bateaux navigants. Cette décision, qui impacterait le Département, n'est pas actée. Le Département doit donc se battre vite et fort, d'où cette motion qui vous est proposée.

Cette dénavigation remet en cause ce que nous, communes et communautés de communes, avons mis en place au bord de ce canal, ainsi que notre politique en matière de tourisme. Peut-être sommes-nous en retard, mais notre potentiel sur ce canal est réel.

Je vous proposerai en commission permanente une Convention de superposition d'occupation du canal, outil de tourisme que nous devons développer en tant qu'infrastructure traversant le département du sud au nord, colonne vertébrale de notre département. La dénavigation entraînera le désengagement progressif et, à terme, la dégradation du canal. Elle remet en cause les investissements sur les ponts, les ouvrages. L'inquiétude, bien que prématurée, est bien réelle et nous demande d'agir vite et fort.

Je vous propose donc de débattre de cette motion, que j'inviterai les communes et communautés de communes concernées à soutenir. Je proposerai aux parlementaires une action forte auprès de Madame BORNE, à qui nous avons décidément beaucoup à dire, pour lui expliquer que la situation n'est pas acceptable par le territoire.

Plusieurs canaux sont visés : celui de la Meuse, celui des Vosges et le nôtre. Si notre canal ne représente que 700 bateaux par an (moitié fret/moitié tourisme), nous sommes nombreux à travailler au développement de son potentiel. Les projets existent, les collectivités s'y

intéressent. Nous devons donc réagir vite et fort. Voilà, en quelques mots, le message porté par cette motion.

Je vous propose d'ouvrir les débats, puis de vous prononcer sur le maintien de la qualité de services actuelle, dont la dégradation affecterait l'attractivité du département. Qui souhaite intervenir ? Oui Monsieur FOURNIE.

**M. Paul FOURNIE** : Merci Président. Mettre en avant l'avantage que représente le canal pour le département tout en alertant l'Etat m'apparaît pertinent, ce qui m'amène à valider la formulation proposée.

Toutefois, un passage situé en début de cinquième paragraphe me semble potentiellement problématique. Il précise qu'*« en effet, s'il est peu utilisé pour le fret… »,* avant de détailler l'ensemble des avantages du point de vue touristique. N'est-il pas gênant d'acter que, grosso modo, le fret est fini ? Certes, le canal fait actuellement partie des 20 % du réseau fluvial les moins fréquentés, mais nous ignorons de quoi l'avenir sera fait, en particulier à l'heure où le développement durable est devenu un mantra auquel nous ne pouvons échapper. Concentrer l'argumentation sur le tourisme et l'argent que les collectivités ont dépensé ne risque-t-il pas de conforter l'Etat dans une décision qui n'irait pas dans le sens de cette motion ? N'a-t-on pas, au contraire, intérêt à démontrer que, même si le fret fluvial n'est effectivement pas très utilisé, il convient de ne pas abandonner un moyen de transport ? Je n'ai pas de certitudes, ce n'est qu'une réflexion.

**M. le PRÉSIDENT** : Nous faisons simplement le constat de l'état du fret aujourd'hui. Le développement du tourisme nous concerne plus directement, d'où sa mise en avant. Quoi qu'il en soit, cette motion sera accompagnée d'un courrier sollicitant un rendez-vous avec la Ministre, entretien au cours duquel nous évoquerons tous les sujets. Effectivement, moins de fret équivaut à davantage de camions sur la route et, par conséquent, à une dégradation de nos routes, point qui sera développé dans notre courrier.

Je l'affirme devant le Sénateur SIDO : nous devons monter au créneau rapidement pour évoquer ces questions de façon ferme et signifier à la Ministre que nous ne laisserons pas ce projet, aux conséquences dramatiques sur l'image de notre territoire, être mis en œuvre.

**M. Bruno SIDO** : Je suis éminemment d'accord avec notre éminent collègue Paul FOURNIE sur le fait qu'en tout état de cause, la CCI doit être associée à notre démarche.

Vous avez parfaitement raison, l'état du fret est ce qu'il est. Mise à part la CEPAC à Vologne, je ne vois pas bien quelle entreprise est susceptible de continuer à utiliser le canal pour le fret.

Par ailleurs, ce canal est beaucoup utilisé pour la navigation touristique, mais pas seulement. Beaucoup de bateaux, pour aller du nord au sud, préfèrent passer chez nous que de traverser le golfe de Gascogne, Gibraltar et remonter vers les Baléares et la Corse. Ils préféreraient payer pour passer par le canal plutôt qu'emprunter ce second parcours, plus dangereux.

Enfin, dans le cadre du plan mobilité, écotourisme, nous proposer de supprimer la navigation sur un axe de transport qui, pour une tonne/kilomètre transportée, consomme dix fois moins de carburant qu'un transport *via* le réseau routier ou aérien est simplement impensable.

Nous disposons donc d'arguments importants à faire valoir auprès de Madame BORNE, qui nous entendra, si tant est que nous lui demandions un rendez-vous. Je vous y accompagnerai, Monsieur le Président.

**M. le PRÉSIDENT** : Merci Monsieur le Sénateur. La vérité est que le canal n'accueille que peu de bateaux de tourisme, autour de 350 par an. Cette situation s'explique par le manque d'entretien du canal, ce dont atteste VNF.

**M. Bruno SIDO** : J'ajouterais que le réseau des canaux se situe essentiellement dans le nord et l'est de la France. Le canal de Nantes à Brest, développé par l'Empereur Napoléon, qui maîtrisait les terres, mais pas les mers, a été supprimé par le barrage de Brocéliande. Après le déclassement du canal de Bourgogne, et celui à venir du canal des Vosges, par manque d'eau sur le niveau haut, notre canal, de la Marne à la Saône ou de la Champagne à la Bourgogne, constitue le seul canal opérationnel nord-sud intégré au réseau magistral. C'est, à mon sens, le meilleur argument en faveur de sa préservation.

**M. le PRÉSIDENT** : Sa force est qu'il permet de naviguer toute l'année. Sa faiblesse réside dans sa fréquentation. Les élus doivent montrer leur attachement à ce canal et leur volonté de le développer, ce qui n'a jamais été une grande priorité des collectivités du département. Le vote de la convention de superposition constitue une preuve supplémentaire de l'intérêt du conseil départemental pour ce canal, atout essentiel pour notre territoire. Oui Monsieur RABIET ?

**M. Jean-Michel RABIET** : Peut-être serait-il opportun d'associer à notre demande nos

voisins de Côte d'Or et de Haute-Saône, qui profitent également du canal ?

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : J'étais cette semaine à Bar-le-Duc pour assister à une réunion organisée par la Région, dont le thème était le SRADDET. Les canaux ont été évoqués en tant qu'atout de développement du Grand Est, Région dont il conviendrait de se rapprocher au titre de nos intérêts communs et de nos objectifs partagés en matière de valorisation.

**M. le PRÉSIDENT** : Nous pouvons multiplier les rapprochements, reste qu'une fois de plus, le conseil départemental agira le premier et c'est tant mieux.

**Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT** : Le SRADDET est un document important.

**M. le PRÉSIDENT** : J'en conviens et nous allons nous rapprocher, car il s'agit aussi d'une affaire régionale. Nous avons évoqué le canal de la Meuse, celui des Vosges et celui de Bourgogne-Champagne, mais à ce jour, nous ignorons lequel sera sacrifié. Si nous disposons d'arguments en faveur du nôtre, c'est aussi à nous d'aller les défendre, tout en nous appuyant sur la Région et les départements limitrophes. Oui, Monsieur FUERTES ?

**M. Nicolas FUERTES** : Même s'il s'agit sans doute d'un vœu pieu, pourquoi ne pas demander à notre député de la première circonscription, également président de la commission mobilité, d'adresser cette motion à la Ministre en sollicitant son soutien ? La transition écologique constitue, soi-disant, une ambition gouvernementale et étatique. Dans ce contexte, se fermer une possibilité, pour les décennies à venir, de revaloriser le fret et ce, alors même que le canal constitue l'une des rares connexions entre réseau du nord et réseau rhodanien, constitue une aberration géographique. Il convient donc, pour la politique étatique, de faire preuve de cohérence en matière de mobilité du XXI$^{ème}$ siècle.

**M. le PRÉSIDENT** : Il me semble que nous avons cité l'ensemble des interlocuteurs à interpeller. Effectivement, plus nous serons nombreux, plus nous serons forts. Avons-nous oublié quelqu'un ? Le député du Nord-Haute-Marne sera sollicité également, je l'en ai informé. En l'absence de questions, je vous propose de vous prononcer sur cette motion.

**VOTE**

| | |
|---|---|
| Pour : | 34 |
| Contre : | 0 |
| Abstention : | 0 |

*Le rapport est adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

**M. le PRÉSIDENT** : Je vous remercie pour cette unanimité. La séance est levée. Je vous propose de nous arrêter pour cinq minutes, puis nous reprendrons avec la commission permanente.

*La séance est suspendue.*

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:38:03
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_3_A-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

# CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE

| CONSEIL DÉPARTEMENTAL<br>Réunion du 28 juin 2019 | |
|---|---|
| Direction des Ressources Humaines<br>**Pôle Recrutement, Mobilité, Formations et Relations Sociales** | **N° I - 3.A** |
| **OBJET :**<br>**Modification du tableau des effectifs** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriales, publique territoriale et notamment son article 3 – 3 2,

Vu l'avis favorable de la Ire commission, réunie le 6 juin 2019,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental et après avoir entendu les conclusions de Monsieur Gérard Groslambert, rapporteur au nom de la Ire commission,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 34 voix Pour**

**DECIDE**

- d'approuver le tableau des effectifs modifié, joint à la présente délibération.

**<u>RÉSULTAT DU VOTE</u> : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:38:03
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_3_A-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

# Annexe 1 - Tableau des effectifs sur emplois permanents du conseil départemental

Postes créés par délibération de l'assemblée départementale du 5 avril 2019
Tableau prévisionnel des effectifs au 1er mai 2019

| | Postes créés | Postes pourvus | Postes vacants |
|---|---|---|---|
| **Cabinet et élus** | **3** | **3** | **0** |
| Collaborateur de cabinet | 3 | 3 | 0 |
| **Emplois fonctionnels** | **4** | **3** | **1** |
| Directeur général des services | 1 | 1 | 0 |
| Directeur général adjoint | 3 | 2 | 1 |
| **CATEGORIE A (Cadre d'emploi) :** | **211** | **196** | **15** |
| Administrateurs territoriaux | 3 | 1 | 2 |
| Attachés territoriaux | 41 | 38 | 3 |
| Ingénieurs territoriaux | 23 | 18 | 5 |
| Conservateurs territoriaux de bibliothèques | 0 | 0 | 0 |
| Bibliothécaires territoriaux | 2 | 2 | 0 |
| Conservateurs territoriaux en patrimoine | 1 | 1 | 0 |
| Attaché de conservation territoriaux du patrimoine | 2 | 2 | 0 |
| Psychologues territoriaux | 5 | 5 | 0 |
| Médecins territoriaux | 5 | 3 | 2 |
| Sages femmes territoriaux | 1 | 0 | 1 |
| Conseillers territoriaux socio-éducatifs | 3 | 3 | 0 |
| Puéricultrices territoriaux | 7 | 7 | 0 |
| Cadres territoriaux de santé infirmiers et techniciens paramédicaux | 1 | 1 | 0 |
| Infirmiers territoriaux en soins généraux | 19 | 19 | 0 |
| Assistants socio-éducatifs territoriaux | 98 | 96 | 2 |
| **CATEGORIE B** | **164** | **154** | **10** |
| Animateurs territoriaux | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteurs territoriaux | 72 | 70 | 2 |
| Techniciens paramédicaux territoriaux | 4 | 4 | 0 |
| Techniciens territoriaux | 78 | 70 | 8 |
| Assistants territoriaux de conservation | 9 | 9 | 0 |
| **CATEGORIE C** | **523** | **509** | **14** |
| Adjoints administratifs territoriaux | 84 | 83 | 1 |
| Agents de maitrise territoriaux | 71 | 69 | 2 |
| Adjoints techniques territoriaux | 174 | 167 | 7 |
| Adjoints techniques territoriaux - Contrat à durée indéterminée | 1 | 1 | 0 |
| Adjoints territoriaux du patrimoine | 4 | 4 | 0 |
| Adjoints techniques territoriaux des EE | 189 | 185 | 4 |
| **SOUS-TOTAL 1** | **905** | **865** | **40** |

Postes créés par délibération de l'assemblée départementale du 28 juin 2019
Tableau prévisionnel des effectifs au 1er juillet 2019

| | Postes créés | Postes pourvus | Postes vacants | Dont TNC* |
|---|---|---|---|---|
| **Cabinet et élus** | **3** | **2** | **1** | **0** |
| Collaborateur de cabinet | 3 | 2 | 1 | 0 |
| **Emplois fonctionnels** | **4** | **3** | **1** | **0** |
| Directeur général des services | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Directeur général adjoint | 3 | 2 | 1 | 0 |
| **CATEGORIE A (Cadre d'emploi) :** | **212** | **196** | **16** | **0** |
| Administrateurs territoriaux | 2 | 1 | 1 | 0 |
| Attachés territoriaux | 43 | 38 | 5 | 0 |
| Ingénieurs territoriaux | 22 | 18 | 4 | 0 |
| Conservateurs territoriaux de bibliothèques | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bibliothécaires territoriaux | 2 | 2 | 0 | 0 |
| Conservateurs territoriaux en patrimoine | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Attaché de conservation du patrimoine | 2 | 2 | 0 | 0 |
| Psychologues territoriaux | 5 | 5 | 0 | 0 |
| Médecins territoriaux | 5 | 3 | 2 | 0 |
| Sages femmes territoriaux | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Conseillers territoriaux socio-éducatifs | 3 | 3 | 0 | 0 |
| Puéricultrices territoriaux | 7 | 7 | 0 | 0 |
| Cadres territoriaux de santé infirmiers et techniciens paramédicaux | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Infirmiers territoriaux en soins généraux | 19 | 19 | 0 | 0 |
| Assistants socio-éducatifs territoriaux | 100 | 96 | 4 | 0 |
| **CATEGORIE B** | **164** | **158** | **6** | **0** |
| Animateurs territoriaux | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Rédacteurs territoriaux | 69 | 69 | 0 | 0 |
| Techniciens paramédicaux territoriaux | 4 | 4 | 0 | 0 |
| Techniciens territoriaux | 81 | 75 | 6 | 0 |
| Assistants territoriaux de conservation | 9 | 9 | 0 | 0 |
| **CATEGORIE C** | **522** | **508** | **14** | **1** |
| Adjoints administratifs territoriaux | 85 | 83 | 2 | 0 |
| Agents de maitrise territoriaux | 69 | 69 | 0 | 0 |
| Adjoints techniques territoriaux | 173 | 167 | 6 | 0 |
| Adjoints techniques territoriaux - Contrat à durée indéterminée | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Adjoints territoriaux du patrimoine | 4 | 4 | 0 | 0 |
| Adjoints techniques territoriaux des EE | 190 | 184 | 6 | 0 |
| **SOUS-TOTAL 1** | **905** | **867** | **38** | **1** |

Ne figurent pas sur ce tableau : **6 personnes en contrat aidé (contrat parcours emploi compétences), 202 assistants familiaux et 2 apprentis** qui travaillent au sein du conseil départemental

* TNC = Temps Non Complet

Réception au contrôle de légalité le 18/07/2019 à 16:00:05
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_3B-DE
Affiché le 18/07/2019 - Certifié exécutoire le 18/07/2019

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE**

| **CONSEIL DÉPARTEMENTAL**<br>**Réunion du 28 juin 2019** | |
|---|---|
| Direction des Ressources Humaines<br>**Pôle Recrutement, Mobilité, Formation et Relations Sociales** | **N° I - 3.B** |
| **OBJET :**<br>**Recrutements d'agents de catégorie A en qualité d'agents contractuels - Assistants(es) de service social et référent(e) revenu de solidarité active (RSA)** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriales, publique territoriale et notamment son article 3 – 3 2,

Vu les déclarations de vacances de postes toutes trois en date du 10 mai 2019,

Vu l'avis favorable de la Ire commission, réunie le 6 juin 2019,

Considérant que les besoins des services nécessitent le recrutement de cadres dotés de compétences et d'une expérience confirmées dans les domaines recherchés,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental et après avoir entendu les conclusions de Monsieur Gérard Groslambert, rapporteur au nom de la Ire commission,

Considérant que malgré les déclarations de vacances de postes, il n'a pas été possible de recruter des fonctionnaires,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 34 voix Pour**

**DECIDE**

**I –** d'autoriser le recrutement d'un agent contractuel pour le poste **d'assistant(e) de service social**, au sein de la circonscription d'action sociale de Chaumont du pôle Solidarités avec comme résidence administrative le bâtiment Issartel du Conseil départemental de la Haute-Marne à Chaumont.

**Motif du recrutement :**

Sauf dérogation prévue par la législation, les emplois permanents des collectivités territoriales sont occupés par des fonctionnaires. Par dérogation à ce principe, ces emplois peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels notamment pour les emplois du niveau de la catégorie A, lorsque les besoins des services ou que la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Malgré la déclaration de vacance de poste, ce poste n'a pu être pourvu dans les conditions habituelles. Par conséquent, le recrutement d'un agent non titulaire est aujourd'hui justifié par les besoins du service nécessitant obligatoirement des compétences et une expérience confirmée dans le secteur social et dans les domaines développés ci-dessous.

**Nature des fonctions :**

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du responsable de circonscription, l'assistant(e) de service social intervient, au sein de l'équipe cohésion sociale sur une aire géographique déterminée. Il/elle accompagne les personnes en difficulté à retrouver ou à développer leur autonomie. Il/elle a en charge les missions suivantes :

- Accueillir le public en entretien individuel, dans le cadre de visites à domicile ou de permanence,
- Conseiller et évaluer la situation,
- Orienter si nécessaire vers les professionnels de la circonscription d'action sociale ou vers les partenaires,
- Procéder à l'accompagnement social des familles (accès aux droits et aux dispositifs médico-sociaux), et piloter le plan d'action, en complémentarité avec les professionnels de la circonscription d'action sociale et des partenaires,
- Recueillir et évaluer des informations préoccupantes relatives aux mineurs, réaliser des enquêtes sociales,
- Intervenir auprès des familles, dans le cadre des missions de prévention et de protection de l'enfance, en collaboration avec les professionnels de la circonscription d'action sociale (responsable, référents ASE, PMI) et les partenaires,
- Elaborer et participer aux projets d'actions collectives,
- Analyser les besoins sociaux de son secteur et participer au développement du travail pluridisciplinaire et du partenariat local.

**Niveau de recrutement :**

Catégorie A. Il sera fait référence au cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs.

**Niveau de rémunération :**

Au regard de l'expérience et des qualifications souhaitées, l'agent sera rémunéré sur la base de l'indice majoré 327 avec indexation sur l'augmentation du traitement des fonctionnaires et assorti du régime indemnitaire y afférant.

**Durée** :
Trois ans.

**II -** d'autoriser le recrutement d'un agent contractuel pour le poste **d'assistant(e) de service social**, au sein de la circonscription d'action sociale de Chaumont du pôle Solidarités avec comme résidence administrative le bâtiment Issartel du Conseil départemental de la Haute-Marne à Chaumont.

**Motif du recrutement :**

Sauf dérogation prévue par la législation, les emplois permanents des collectivités territoriales sont occupés par des fonctionnaires. Par dérogation à ce principe, ces emplois peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels notamment pour les emplois du niveau de la catégorie A, lorsque les besoins des services ou que la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Malgré la déclaration de vacance de poste, ce poste n'a pu être pourvu dans les conditions habituelles. Par conséquent, le recrutement d'un agent non titulaire est aujourd'hui justifié par les besoins du service nécessitant obligatoirement des compétences et une expérience confirmée dans le secteur social et dans les domaines développés ci-dessous.

**Nature des fonctions :**

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du responsable de circonscription, l'assistant(e) de service social intervient, au sein de l'équipe cohésion sociale sur une aire géographique déterminée. Il/elle accompagne les personnes en difficulté à retrouver ou à développer leur autonomie. Il/elle a en charge les missions suivantes :

- Accueillir le public en entretien individuel, dans le cadre de visites à domicile ou de permanence,
- Conseiller et évaluer la situation,
- Orienter si nécessaire vers les professionnels de la circonscription d'action sociale ou vers les partenaires,
- Procéder à l'accompagnement social des familles (accès aux droits et aux dispositifs médico-sociaux), et piloter le plan d'action, en complémentarité avec les professionnels de la circonscription d'action sociale et des partenaires,
- Recueillir et évaluer des informations préoccupantes relatives aux mineurs, réaliser des enquêtes sociales,
- Intervenir auprès des familles, dans le cadre des missions de prévention et de protection de l'enfance, en collaboration avec les professionnels de la circonscription d'action sociale (responsable, référents ASE, PMI) et les partenaires,
- Elaborer et participer aux projets d'actions collectives,
- Analyser les besoins sociaux de son secteur et participer au développement du travail pluridisciplinaire et du partenariat local.

**Niveau de recrutement :**

Catégorie A. Il sera fait référence au cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs.

**Niveau de rémunération :**

Au regard de l'expérience et des qualifications souhaitées, l'agent sera rémunéré sur la base de l'indice majoré 347 avec indexation sur l'augmentation du traitement des fonctionnaires et assorti du régime indemnitaire y afférant.

**III -** d'autoriser le recrutement d'un agent contractuel pour le poste de **référent(e) RSA**, au sein de la circonscription d'action sociale de Chaumont du pôle Solidarités avec comme résidence administrative le bâtiment Issartel du Conseil départemental de la Haute-Marne à Chaumont.

**Motif du recrutement :**

Sauf dérogation prévue par la législation, les emplois permanents des collectivités territoriales sont occupés par des fonctionnaires. Par dérogation à ce principe, ces emplois peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels notamment pour les emplois du niveau de la catégorie A, lorsque les besoins des services ou que la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Malgré la déclaration de vacance de poste, ce poste n'a pu être pourvu dans les conditions habituelles. Par conséquent, le recrutement d'un agent non titulaire est aujourd'hui justifié par les besoins du service nécessitant obligatoirement des compétences et une expérience confirmée dans le secteur social et dans les domaines développés ci-dessous.

**Nature des fonctions :**

Au sein de l'unité « RSA spécialisé » du pôle « cohésion sociale » et sous l'autorité hiérarchique du responsable de circonscription d'action sociale ou son adjoint, mais également du responsable du service insertion sur un plan fonctionnel, le/la référent(e) RSA a pour mission l'accompagnement des bénéficiaires du RSA dans le but de lever les freins à leur insertion sociale et professionnelle dans le cadre des dispositifs d'insertion. Il/elle a en charge les missions suivantes :

- accueillir et instruire des demandes de RSA,
- évaluer et orienter des bénéficiaires du RSA,
- réaliser un accompagnement renforcé des bénéficiaires ayant vocation à court terme à bénéficier d'un suivi professionnel par Pôle Emploi,
- réaliser un accompagnement spécifique des bénéficiaires du RSA visant à améliorer leur autonomisation sociale, afin d'envisager par la suite un projet professionnel ;
- développer un partenariat et des projets au regard des différents profils des bénéficiaires,
- élaborer et participer aux projets d'actions collectives innovantes.

**Niveau de recrutement :**

Catégorie A. Il sera fait référence au cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs.

**Niveau de rémunération :**

Au regard de l'expérience et des qualifications souhaitées, l'agent sera rémunéré sur la base de l'indice majoré 327 avec indexation sur l'augmentation du traitement des fonctionnaires et assorti du régime indemnitaire y afférant.

**Durée** :

Trois ans.

**RÉSULTAT DU VOTE : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:38:03
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_4-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

# CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE

| CONSEIL DÉPARTEMENTAL<br>Réunion du 28 juin 2019 | |
|---|---|
| Direction des Finances et du Secrétariat Général<br>**Service Finances** | **N° I - 4** |
| **OBJET :**<br>**Approbation des comptes de gestion de l'exercice 2018 du budget principal et des budgets annexes** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

Vu les articles L.1612-12, L1612-13, L.3312-5 et L. 3313-1 du code générale des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M52 applicable au 1er janvier 2018,

Vu les délibérations du conseil départemental en date du 9 février 2018 adoptant le budget primitif 2018 du budget principal et des budgets annexes,

Vu les délibérations du conseil départemental relatives aux décisions budgétaires modificatives du budget 2018 en date des 6 avril, 29 juin, 19 octobre et 23 novembre 2018,

Vu l'avis favorable de la Ire commission du 6 juin 2019,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental et après avoir entendu les conclusions de Monsieur Stéphane Martinelli, rapporteur au nom de la Ire commission,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 34 voix Pour**

**DECIDE**

- d'approuver les comptes de gestion de l'exercice 2018 établis par Monsieur le Payeur départemental, relatifs au budget principal et aux budgets annexes du conseil départemental (laboratoire départemental d'analyse, SDAT et Animal'Explora).
Les écritures et les résultats sont conformes en tout point à ceux des comptes administratifs de la collectivité pour le même exercice.

**RÉSULTAT DU VOTE : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:38:03
Référence technique : 052-225200013-20190628-I 4-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

| BUDGET PRINCIPAL | Recettes | | | | Dépenses | | | | Résultats gestion 2018 | | Report résultats antérieurs | | Résultats 2018 en attente d'affectation | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prévisions budgétaires totales | Titre de recettes émis | Réductions de titres | Recettes nettes | Autorisations budgétaires totales | Mandats émis | Annulations de mandats | Dépenses nettes | Excédent | Déficit | Report excédentaire | Report déficitaire | Solde excédentaire | Solde déficitaire |
| Section d'investissement | 85 835 144,51€ | 59 025 669,38€ | 11 173,93€ | 59 014 495,45€ | 85 835 144,51€ | 57 399 770,05€ | 297 958,49€ | 57 101 811,56€ | 1 912 683,89€ | | | - 17 077 154,24€ | | - 15 164 470,35€ |
| Section de fonctionnement | 207 319 616,91€ | 209 322 767,65€ | 3 428 928,38€ | 205 893 839,27€ | 207 319 616,91€ | 194 929 190,53€ | 5 952 845,87€ | 188 976 344,66€ | 16 917 494,61€ | | 22 273 112,34€ | | 22 113 452,71€ | |
| Total des sections | 293 154 761,42€ | 268 348 437,03€ | 3 440 102,31€ | 264 908 334,72€ | 293 154 761,42€ | 252 328 960,58€ | 6 250 804,36€ | 246 078 156,22€ | **18 830 178,50€** | | **5 195 958,10€** | | **6 948 982,36€** | |

| LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSE | Recettes | | | | Dépenses | | | | Résultats gestion 2018 | | Report résultats antérieurs | | Résultat 2018 en attente d'affectation | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prévisions budgétaires totales | Titre de recettes émis | Réductions de titres | Recettes nettes | Autorisations budgétaires totales | Mandats émis | Annulations de mandats | Dépenses nettes | Excédent | Déficit | Report excédentaire | Report déficitaire | Excédent | Déficit |
| Section d'investissement | 68 164,15€ | 26 534,21€ | - € | 26 534,21€ | 68 164,15€ | 25 159,55€ | - € | 25 159,55€ | 1 374,66€ | | | - 27 564,15€ | | - 26 189,49€ |
| Section de fonctionnement | 948 517,73€ | 870 779,87€ | - € | 870 779,87€ | 948 517,73€ | 771 689,23€ | - € | 771 689,23€ | 99 090,64€ | | | - 51 403,58€ | 47 687,06€ | |
| Total des sections | 1 016 681,88€ | 897 314,08€ | - € | 897 314,08€ | 1 016 681,88€ | 796 848,78€ | - € | 796 848,78€ | **100 465,30€** | | | **- 78 967,73€** | **21 497,57€** | |

| SDAT | Recettes | | | | Dépenses | | | | Résultats gestion 2018 | | Report résultats antérieurs | | Résultat 2018 en attente d'affectation | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prévisions budgétaires totales | Titre de recettes émis | Réductions de titres | Recettes nettes | Autorisations budgétaires totales | Mandats émis | Annulations de mandats | Dépenses nettes | Excédent | Déficit | Report excédentaire | Report déficitaire | Excédent | Déficit |
| Section d'investissement | 49 900,00€ | 13 884,12€ | - € | 13 884,12€ | 49 900,00€ | 19 541,49€ | - € | 19 541,49€ | | - 5 657,37€ | 21 982,98€ | | 16 325,61€ | |
| Section de fonctionnement | 985 509,92€ | 724 144,08€ | 2 749,53€ | 721 394,55€ | 985 509,92€ | 646 179,39€ | - € | 646 179,39€ | 75 215,16€ | | | -72 492,90€ | 2 722,26€ | |
| Total des sections | 1 035 409,92€ | 738 028,20€ | 2 749,53€ | 735 278,67€ | 1 035 409,92€ | 665 720,88€ | - € | 665 720,88€ | **69 557,79€** | | | **- 50 509,92€** | **19 047,87€** | |

| ANIMAL'EXPLORA | Recettes | | | | Dépenses | | | | Résultats gestion 2018 | | Report résultats antérieurs | | Résultat 2018 en attente d'affectation | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prévisions budgétaires totales | Titre de recettes émis | Réductions de titres | Recettes nettes | Autorisations budgétaires totales | Mandats émis | Annulations de mandats | Dépenses nettes | Excédent | Déficit | Report excédentaire | Report déficitaire | Excédent | Déficit |
| Section d'investissement | 155 000,00€ | 66 396,09€ | - € | 66 396,09€ | 155 000,00€ | 66 396,09€ | - € | 66 396,09€ | - € | | - € | | - € | |
| Section de fonctionnement | 34 000,00€ | 10 760,08€ | - € | 10 760,08€ | 34 000,00€ | 10 760,08€ | - € | 10 760,08€ | - € | | - € | | - € | |
| Total des sections | 189 000,00€ | 77 156,17€ | - € | 77 156,17€ | 189 000,00€ | 77 156,17€ | - € | 77 156,17€ | **- €** | | **- €** | | **- €** | |

# Résultats des comptes de gestion 2018 (budget principal et budgets annexes)

| BUDGET PRINCIPAL | Recettes | | Dépenses | | Résultats de l'exécution budgétaire 2018 | | Report résultats antérieurs | | Résultats de clôture 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prévisions budgétaires totales | Réalisations | Autorisations budgétaires totales | Réalisations | Excédent | Déficit | Report excédentaire | Report déficitaire | Excédent | Déficit |
| Section d'investissement | 85 835 144,51 € | 59 014 495,45 € | 85 835 144,51 € | 57 101 811,56 € | 1 912 683,89 € | | | - 17 077 154,24 € | | - 15 164 470,35 € |
| Section de fonctionnement | 207 319 616,91 € | 205 893 839,27 € | 207 319 616,91 € | 188 976 344,66 € | 16 917 494,61 € | | 22 273 112,34 € | | 22 113 452,71 € | |
| **Total des sections** | 293 154 761,42 € | 264 908 334,72 € | 293 154 761,42 € | 246 078 156,22 € | **18 830 178,50 €** | | **5 195 958,10 €** | | **6 948 982,36 €** | |

| LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSE | Recettes | | Dépenses | | Résultats de l'exécution budgétaire 2018 | | Report résultats antérieurs | | Résultats de clôture 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prévisions budgétaires totales | Réalisations | Autorisations budgétaires totales | Réalisations | Excédent | Déficit | Report excédentaire | Report déficitaire | Excédent | Déficit |
| Section d'investissement | 68 164,15 € | 26 534,21 € | 68 164,15 € | 25 159,55 € | 1 374,66 € | | | - 27 564,15 € | | - 26 189,49 € |
| Section de fonctionnement | 948 517,73 € | 870 779,87 € | 948 517,73 € | 771 689,23 € | 99 090,64 € | | | - 51 403,58 € | 47 687,06 € | |
| **Total des sections** | 1 016 681,88 € | 897 314,08 € | 1 016 681,88 € | 796 848,78 € | **100 465,30 €** | | | **- 78 967,73 €** | **21 497,57 €** | |

| SDAT | Recettes | | Dépenses | | Résultats de l'exécution budgétaire 2018 | | Report résultats antérieurs | | Résultats de clôture 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prévisions budgétaires totales | Réalisations | Autorisations budgétaires totales | Réalisations | Excédent | Déficit | Report excédentaire | Report déficitaire | Excédent | Déficit |
| Section d'investissement | 49 900,00 € | 13 884,12 € | 49 900,00 € | 19 541,49 € | | - 5 657,37 € | 21 982,98 € | | 16 325,61 € | |
| Section de fonctionnement | 985 509,92 € | 721 394,55 € | 985 509,92 € | 646 179,39 € | 75 215,16 € | | | -72 492,90 € | 2 722,26 € | |
| **Total des sections** | 1 035 409,92 € | 735 278,67 € | 1 035 409,92 € | 665 720,88 € | **69 557,79 €** | | | **- 50 509,92 €** | **19 047,87 €** | |

| ANIMAL'EXPLORA | Recettes | | Dépenses | | Résultats de l'exécution budgétaire 2018 | | Report résultats antérieurs | | Résultats de clôture 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prévisions budgétaires totales | Réalisations | Autorisations budgétaires totales | Réalisations | Excédent | Déficit | Report excédentaire | Report déficitaire | Excédent | Déficit |
| Section d'investissement | 155 000,00 € | 66 396,09 € | 155 000,00 € | 66 396,09 € | 0,00 € | | 0,00 € | | 0,00 € | |
| Section de fonctionnement | 34 000,00 € | 10 760,08 € | 34 000,00 € | 10 760,08 € | 0,00 € | | 0,00 € | | 0,00 € | |
| **Total des sections** | 189 000,00 € | 77 156,17 € | 189 000,00 € | 77 156,17 € | **0,00 €** | | **0,00 €** | | **0,00 €** | |

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:56:03
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_5-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE**

| **CONSEIL DÉPARTEMENTAL**<br>**Réunion du 28 juin 2019** | |
|---|---|
| Direction des Finances et du Secrétariat Général<br>**Service Finances** | **N° I - 5** |
| **OBJET :**<br>**Approbation du compte administratif de l'exercice 2018 du budget principal et des budgets annexes** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

**N'a pas participé au vote :**
M. Nicolas LACROIX

Vu les articles L.1612-12, L. 1612-13, L.3312-5 et L. 3313-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M52 applicable au 1er janvier 2018,

Vu la délibération du conseil départemental en date du 9 février 2018 adoptant le budget primitif 2018 du budget principal et des budgets annexes,

Vu les délibérations du conseil départemental relatives aux décisions budgétaires modificatives du budget 2018 en date des 6 avril, 29 juin, 19 octobre et 23 novembre 2018,

Vu l'avis favorable de la Ire commission émis le 6 juin 2019,

Vu le rapport de Monsieur le Président et après avoir entendu les conclusions de Monsieur Stéphane Martinelli, rapporteur au nom de la Ire commission,

Considérant que le Monsieur le Président du conseil départemental a quitté la séance pour les votes du compte administratif du budget principal et des trois budgets annexes et que l'assemblée départementale a siégé sous la présidence de Monsieur Gérard Groslambert, conformément à l'article L.3312-5 du code général des collectivités territoriales,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 33 voix Pour**

**DECIDE**

**Pour le budget principal :**

- d'adopter le compte administratif 2018 du budget principal conformément au document budgétaire, issu de la maquette comptable règlementaire, qui présente les résultats suivants :

| **Section de fonctionnement** | |
|---|---|
| Résultat de fonctionnement 2018 | 16 917 494,61 € |
| Report du résultat de fonctionnement antérieur | 5 195 958,10 € |
| Résultat de fonctionnement cumulé 2018 | 22 113 452,71 € |

| **Section d'investissement** | |
|---|---|
| Solde d'exécution 2018 de la section d'investissement | 1 912 683,89 € |
| Report du solde d'exécution antérieur | - 17 077 154,24 € |
| Solde d'exécution cumulé 2018 de la section d'investissement | - 15 164 470,35 € |

- d'arrêter, en conséquence, l'excédent de fonctionnement 2018 du budget principal, en attente d'affectation à **22 113 452,71 €** et le solde d'exécution de la section d'investissement à – **15 164 470,35 €**.

Le résultat global 2018 du budget principal du Conseil départemental est un excédent de **6 948 982,36 €**.

**Pour les budgets annexes :**

Laboratoire départemental d'analyse

- d'adopter le compte administratif 2018 du budget annexe du laboratoire départemental d'analyse conformément au document budgétaire, issu de la maquette comptable règlementaire, qui présente les résultats suivants :

| **Section de fonctionnement** | |
|---|---|
| Résultat de fonctionnement 2018 | 99 090,64 € |
| Report du résultat de fonctionnement antérieur | - 51 403,58 € |
| Résultat de fonctionnement cumulé 2018 | 47 687,06 € |

| Section d'investissement | |
|---|---|
| Solde d'exécution 2018 de la section d'investissement | 1 374,66 € |
| Report du solde d'exécution antérieur | - 27 564,15 € |
| Solde d'exécution cumulé 2018 de la section d'investissement | -26 189,49 € |

- d'arrêter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe du laboratoire départemental d'analyse à **47 687,06 €** et le solde d'exécution de la section d'investissement à **– 26 189,49 €**.

Le résultat global 2018 du budget annexe du laboratoire départemental d'analyse est un excédent de **21 497,57 €**.

SDAT

- d'adopter le compte administratif 2018 du budget annexe du SDAT conformément au document budgétaire, issu de la maquette comptable règlementaire, qui présente les résultats suivants :

| Section de fonctionnement | |
|---|---|
| Résultat de fonctionnement 2018 | 75 215,16 € |
| Report du résultat de fonctionnement antérieur | -72 492,90 € |
| Résultat de fonctionnement cumulé 2018 | 2 722,26 € |

| Section d'investissement | |
|---|---|
| Solde d'exécution 2018 de la section d'investissement | -5 657,37 € |
| Report du solde d'exécution antérieur | 21 982,98 € |
| Solde d'exécution cumulé 2018 de la section d'investissement | 16 325,61 € |

- d'arrêter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe du SDAT à **2 722,26 €** et le solde d'exécution de la section d'investissement à **16 325,61 €**.

Le résultat global 2018 du budget annexe du SDAT est un excédent de **19 047,87 €**.

Animal'Explora

- d'adopter le compte administratif 2018 du budget annexe Animal'Explora conformément au document budgétaire, issu de la maquette comptable règlementaire, qui présente les résultats suivants :

| Section de fonctionnement | |
|---|---|
| Résultat de fonctionnement 2018 | 0,00 € |
| Report du résultat de fonctionnement antérieur | 0,00 € |
| Résultat de fonctionnement cumulé 2018 | 0,00 € |

| Section d'investissement | |
|---|---|
| Solde d'exécution 2018 de la section d'investissement | 0,00 € |
| Report du solde d'exécution antérieur | 0,00 € |
| Solde d'exécution cumulé 2018 de la section d'investissement | 0,00 € |

- d’arrêter le résultat de fonctionnement 2018 du budget annexe Animal’Explora à **0,00 €** et le solde d’exécution de la section d’investissement à **0,00 €**.

Le résultat global 2018 du budget annexe Animal’Explora est nul, aucun report ne sera à opérer sur le budget supplémentaire 2019.

**RÉSULTAT DU VOTE : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:56:04
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_6-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE**

| | |
|---|---|
| **CONSEIL DÉPARTEMENTAL**<br>**Réunion du 28 juin 2019** | |
| Direction des Finances et du Secrétariat Général<br>**Service Finances** | **N° I - 6** |
| **OBJET :**<br>**Procédure d'affectation des résultats issus de la gestion 2018 du budget principal et des budgets annexes** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M52 applicable au 1er janvier 2018,

Vu la délibération du conseil départemental en date du 9 février 2018 adoptant le budget primitif 2018 du budget principal et des budgets annexes,

Vu les délibérations du conseil départemental relatives aux décisions budgétaires modificatives du budget 2018 en date des 6 avril, 29 juin, 19 octobre et 23 novembre 2018,

Vu l'avis favorable de la Ire commission émis le 6 juin 2019,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental et après avoir entendu les conclusions de Monsieur Stéphane Martinelli, rapporteur de la Ire commission,

Considérant l'arrêté des résultats 2018 consécutifs à l'approbation du compte administratif de l'exercice 2018,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 34 voix Pour**

**DECIDE**

**Pour le budget principal :**

- d'affecter une fraction du résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice 2018 du budget principal soit 15 164 470,35 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement sur le compte budgétaire « 1068//01 » et d'inscrire au budget supplémentaire 2019, en recettes d'investissement, les crédits correspondants,

- de reprendre le solde déficitaire d'exécution 2018 de la section d'investissement dans les écritures de la gestion 2019 par report sur la ligne D001 pour 15 164 470,35 €,

- de reporter dans le budget supplémentaire 2019, le solde résiduel du résultat de fonctionnement 2018 sur la ligne budgétaire codifiée R002 pour un montant de 6 948 982,36 €.

L'écriture d'affectation du résultat est une opération semi-budgétaire se traduisant par l'émission d'un titre de recettes sur le compte 1068, la contrepartie étant comptabilisée dans le compte de gestion du payeur départemental (compte 110 « report à nouveau »).

**Pour les budgets annexes :**

Laboratoire départemental d'analyse

- d'affecter une fraction du résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice 2018 du budget annexe du laboratoire départemental d'analyse soit 26 189,49 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement sur le compte budgétaire « 1068//01 » et d'inscrire au budget supplémentaire 2019, en recettes d'investissement, les crédits correspondants,

- de reprendre le solde déficitaire d'exécution 2018 de la section d'investissement dans les écritures de la gestion 2019 par report sur la ligne D001 pour 26 189,49 €,

- de reporter dans le budget supplémentaire 2019, le solde résiduel du résultat de fonctionnement 2018 sur la ligne budgétaire codifiée R002 pour un montant de 21 497,57 €.

L'écriture d'affectation du résultat est une opération semi-budgétaire se traduisant par l'émission d'un titre de recettes sur le compte 1068, la contrepartie étant comptabilisée dans le compte de gestion du payeur départemental (compte 110 « report à nouveau »).

- d'ajuster à la baisse les recettes de fonctionnement pour un montant de 21 497,57 € (imputation budgétaire 7061//921), afin d'assurer l'équilibre de chacune des sections après affectation des résultats 2018.

SDAT

- de constater qu'aucune affectation du résultat 2018 du budget annexe du SDAT n'est à effectuer en l'absence de déficit d'investissement à couvrir,

- de reporter, en conséquence, dans le budget supplémentaire 2019 :

- 16 325,61 € sur la ligne budgétaire codifiée R001 au titre du solde d'exécution excédentaire 2018 de la section d'investissement,

- 2 722,26 € sur la ligne budgétaire codifiée R002 au titre du résultat de fonctionnement cumulé 2018.

- d'inscrire 16 325,61 € de dépenses nouvelles en section d'investissement sur le chapitre 21 afin d'assurer l'équilibre entre les sections après affectation des résultats 2018 (imputation budgétaire : 2157//61) ;

- d'ajuster à la baisse les recettes de fonctionnement pour un montant de 2 722,26 € (imputation budgétaire 7068//61), afin d'assurer l'équilibre de chacune des sections après affectation des résultats 2018.

Animal'Explora

- de constater qu'aucune affectation du résultat 2018 du budget annexe Animal'Explora n'est à effectuer, le résultat de fonctionnement cumulé 2018 étant nul. Le solde de l'exécution d'investissement étant également nul, aucun report de résultat n'est à opérer dans le budget supplémentaire 2019 du budget annexe Animal'Explora.

**RÉSULTAT DU VOTE : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:56:03
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_7-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

# CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE

| CONSEIL DÉPARTEMENTAL<br>Réunion du 28 juin 2019 | |
|---|---|
| Direction des Finances et du Secrétariat Général<br>**Service Finances** | **N° I - 7** |
| **OBJET :**<br>**Etat des amortissements et des dotations 2019** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du conseil général en date du 11 décembre 2003 concernant la gestion du patrimoine,

Vu l'état des amortissements et des dotations des acquisitions avant le 1er janvier 2004 dressé par la paierie départementale,

Vu la délibération du conseil général en date du 15 avril 2011 modifiant les règles d'amortissements votées en 2003,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 14 décembre 2018 relative au vote du budget primitif 2019,

Vu l'avis favorable de la Ire commission en date du 6 juin 2019,

Vu le rapport de Monsieur le Président et après avoir entendu les conclusions de Monsieur Jean-Michel Rabiet, rapporteur au nom de la Ire commission,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 34 voix Pour**

**DECIDE**

- d'arrêter les montants définitifs de la dotation aux amortissements pour l'exercice 2019 à 22 591 397,38 € pour le budget principal, à 28 234,55 € pour le budget annexe du Laboratoire Départemental d'Analyse et 12 437,93 € pour le budget annexe du SDAT.

- d'arrêter les montants définitifs de la quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat pour l'exercice 2019 à 3 226 334,52 € pour le budget principal.

- d'approuver les nouveaux tableaux d'amortissements de l'exercice 2019 concernant les biens acquis en 2018 pour les trois budgets concernés, ci-joints,

- de procéder à des inscriptions modificatives des crédits votés au budget primitif comme indiquées dans le tableau ci-dessous pour le budget principal :

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PRINCIPAL Dépenses** | | |
| Imputation budgétaire : 6811//01 fonctionnement | Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | **300 000,00 €** |
| **BUDGET PRINCIPAL Recettes** | | |
| Imputation budgétaire : 28//01 investissement | Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles | **300 000,00 €** |

**<u>RÉSULTAT DU VOTE</u> : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:56:03
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_7-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019



**BUDGET PRI**

| N° inventaire | Libellé | Nature Comptable | Valeur initiale | Montant de la dotation | Durée |
|---|---|---|---|---|---|
| **2017S00030** | Subv GIP plateau sportif collège de Nogent | **13918** | 37 656,08 | 2 510,00 | **15** |
| **2016S00045** | Subv GIP collège Nogent réha demi pension | **13918** | 196 748,00 | 13 116,00 | **15** |
| **2015S00018** | Subv CertiNergy Prime énergétique collège Nogent | **13918** | 6 006,00 | 400,00 | **15** |
| | | **3 tableaux d'amortissement au compte 13918** | | | |
| **2018S00036** | DDEC 2018 | **13932** | 1 175 983,00 | 1 175 983,00 | **1** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 13932** | | | |
| **2018O00058** | CHALINDREY Gendarmerie diags règlt renouv.bail | **28031** | 1 445,20 | 289,00 | **5** |
| **2018O00053** | PT Langres-études géotechniques à Torcenay | **28031** | 2 316,00 | 463,00 | **5** |
| **2018O00052** | PT Joinville-études géotechniques diverses RD. | **28031** | 20 374,20 | 4 074,00 | **5** |
| **2018O00051** | PT Joinville-études géotechniques RD.427 | **28031** | 1 669,92 | 333,00 | **5** |
| **2018O00050** | PT Langres- études Géot.site de Heuilley-Cotton | **28031** | 6 318,00 | 1 263,00 | **5** |
| **2018O00049** | PT Montigny-glissement RD.172 à Celles | **28031** | 7 440,00 | 1 488,00 | **5** |
| **2018O00048** | PT Langres études géot. site de CHALINDREY | **28031** | 1 080,00 | 216,00 | **5** |
| **2018O00021** | Emprise du calvaire St-Loup/Aujon Trvx Topo | **28031** | 1 607,66 | 321,00 | **5** |
| **2018O00019** | CE DOULEVANT relevé topographique bornage&DMPC | **28031** | 3 746,63 | 749,00 | **5** |
| **2018O00018** | CHAUMONT Etudes sécurité carrefour RD619/65A | **28031** | 9 304,80 | 1 860,00 | **5** |
| **2018O00017** | FLAGEY traverse Etudes de sécurité (lot2) RD6 | **28031** | 9 919,20 | 1 983,00 | **5** |
| **2018O00016** | BALESMES Etudes sécurité carrefour RD17/RD193 | **28031** | 9 535,20 | 1 907,00 | **5** |
| **2018O00014** | CELLES-EN-BY/MARCILLY-EN-BY Levé topo RD172 | **28031** | 5 306,40 | 1 061,00 | **5** |
| **2018O00013** | GEND.BOLOGNE Diagnostic DPE avt renouv.bail-loc | **28031** | 3 190,40 | 638,00 | **5** |
| **2018O00012** | HEUILLEY-COTTON affaisst route-plan topo RD122 | **28031** | 6 015,91 | 1 203,00 | **5** |
| **2018O00008** | CAMPING LA LIEZ diagnostics réglement. avt vente | **28031** | 4 335,20 | 867,00 | **5** |
| **2018O00003** | COL.NOGENT Etudes géotechniques | **28031** | 14 647,80 | 2 929,00 | **5** |
| **2017O00017** | Col.St Saëns étu.géotechniques conception cour n°3 | **28031** | 3 102,86 | 620,00 | **5** |
| **2016O00029** | CTD Etude d'un projet stratégique des activités | **28031** | 5 760,00 | 1 152,00 | **5** |
| **2016O00024** | Col.St-Saens CHAUMONT Etudes sols-cour n° 3 | **28031** | 6 002,35 | 1 200,00 | **5** |
| **2016O00019** | COL. ST SAENS sondages sols cour 3 | **28031** | 2 541,07 | 508,00 | **5** |
| | | **21 tableaux d'amortissement au compte 28031** | | | |
| **2018S00001** | Subv d'équipement 2018 (204132) | **2804132** | 87 239,96 | 5 815,00 | **15** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 2804132** | | | |
| **2018S00008** | Subv d'équipement 2018 (204141) | **2804141** | 374 574,30 | 74 914,00 | **5** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 2804141** | | | |
| **2018S00002** | Subv d'équipement 2018 (204142) | **2804142** | 8 279 972,66 | 551 998,00 | |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 2804142** | | | |
| **2018S00003** | Subv d'équipement 2018 (204152) | **2804152** | 8 301,45 | 553,00 | **15** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 2804152** | | | |
| **2018S00005** | Subv d'équipement 2018 (2041782) | **28041782** | 1 355 409,04 | 90 360,00 | **15** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 28041782** | | | |
| **2018S00009** | Subv d'équipement 2018 (204181) | **2804181** | 56 000,00 | 11 200,00 | **5** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 2804181** | | | |
| **2018S00014** | Subv d'équipement 2018 (204182) | **2804182** | 200 000,00 | 13 333,00 | **15** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 2804182** | | | |
| **2018S00022** | Subv d'équipement FSL 20421-2018 | **280421** | 52 330,64 | 10 466,00 | **5** |
| **2018S00006** | Subv d'équipement 2018 (20421) | **280421** | 16 612,00 | 3 322,00 | **5** |
| | | **2 tableaux d'amortissement au compte 280421** | | | |
| **2018S00028** | Subvention lutte contre insalubrité (20422) | **280422** | 5 000,00 | 333,00 | **15** |
| **2018S00007** | Subv d'équipement 2018 (20422) | **280422** | 149 420,70 | 9 961,00 | **15** |
| | | **2 tableaux d'amortissement au compte 280422** | | | |
| **2018S00012** | Subv d'équipement ets scolaire 2018 (20431) | **280431** | 32 800,00 | 6 560,00 | **5** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 280431** | | | |
| **2018S00011** | Subv d'équipement ets scolaires 2018 (20432) | **280432** | 103 931,77 | 6 928,00 | **15** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 280432** | | | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **2018O00005** | Numérisation de documents 2018 | **28051** | 19 511,98 | 3 902,00 | **5** |
| **I006438** | Log W220 / W250 | **28051** | 14 017,44 | 2 803,00 | **5** |
| **I006437** | Log Sharepoint | **28051** | 12 960,00 | 2 592,00 | **5** |
| **I006436** | Lic Solution WIFI | **28051** | 27 000,00 | 5 400,00 | **5** |
| **I006435** | Log Veeam Backup | **28051** | 3 906,50 | 781,00 | **5** |
| **I006410** | Lic AUTODATA | **28051** | 1 512,00 | 302,00 | **5** |
| **I006401** | Log VMware WORKSPACE ONE | **28051** | 25 099,20 | 5 019,00 | **5** |
| **I006400** | Log module SOLIS | **28051** | 9 384,00 | 1 876,00 | **5** |
| **I006399** | Log module FME | **28051** | 30 967,20 | 6 193,00 | **5** |
| **I006398** | Lic BUSINESS OBJECTS | **28051** | 6 148,80 | 1 229,00 | **5** |
| **I006397** | Lic Exchange CAL | **28051** | 33 020,86 | 6 604,00 | **5** |
| **I006396** | Log ADOBE Acrobat | **28051** | 837,00 | 167,00 | **5** |
| **I006395** | Log VISUAL STUDIO | **28051** | 1 577,95 | 315,00 | **5** |
| **I006394** | Log MICROSOFT OFFICE | **28051** | 41 788,47 | 8 357,00 | **5** |
| **I006393** | Log MICROSOFT OFFICE | **28051** | 24 989,84 | 4 997,00 | **5** |
| **I006392** | Log Veeam Backup | **28051** | 1 033,56 | 206,00 | **5** |
| **I006391** | Lic VMware | **28051** | 2 873,50 | 574,00 | **5** |
| **I006390** | Log GEO5 | **28051** | 22 633,80 | 4 526,00 | **5** |
| **I006388** | Log Mail in Black | **28051** | 1 480,80 | 296,00 | **5** |
| **I006387** | Log SAGE PAIE | **28051** | 3 532,50 | 706,00 | **5** |
| **I006386** | Log Cartable électronique | **28051** | 26 716,80 | 5 343,00 | **5** |
| **I006385** | Log Web Geo Services (SIG) | **28051** | 11 988,00 | 2 397,00 | **5** |
| **I006377** | Lic WINDOWS server | **28051** | 3 747,07 | 749,00 | **5** |
| **I006348** | Log ADOBE | **28051** | 6 939,07 | 1 387,00 | **5** |
| **I006341** | Log PORTAIL CAPTIF | **28051** | 3 396,00 | 679,00 | **5** |
| **I006338** | Log ADOBE | **28051** | 1 641,02 | 328,00 | **5** |
| **I006334** | Lic WINDOWS server | **28051** | 11 138,69 | 2 227,00 | **5** |
| **I006333** | Log fichiers fonciers (SIG) | **28051** | 1 255,00 | 251,00 | **5** |
| **I006332** | Log CAPTAGE et DIFFUSION VIDEO | **28051** | 9 600,00 | 1 920,00 | **5** |
| **I006326** | Lic VMware | **28051** | 4 509,19 | 901,00 | **5** |
| **I006325** | Log module GdA | **28051** | 23 500,08 | 4 700,00 | **5** |
| **I006321** | Log MICOLLAB | **28051** | 12 230,40 | 2 446,00 | **5** |
| **I006320** | Log MIVOICE | **28051** | 7 825,80 | 1 565,00 | **5** |
| **I006319** | Log MIVOICE | **28051** | 3 264,00 | 652,00 | **5** |
| **I006318** | Log Sharepoint | **28051** | 29 784,00 | 5 956,00 | **5** |
| **I006316** | Log module ASTRE RH | **28051** | 14 175,60 | 2 835,00 | **5** |
| **I006315** | Lic Antivirus KASPERSKY | **28051** | 9 175,68 | 1 835,00 | **5** |
| **I006298** | Lic TeamViewer | **28051** | 1 413,60 | 282,00 | **5** |
| **I006297** | Lic Exchange | **28051** | 12 480,00 | 2 496,00 | **5** |
| **I006285** | Log module GdA | **28051** | 12 600,00 | 2 520,00 | **5** |
| **I006284** | Log Sharepoint | **28051** | 7 140,00 | 1 428,00 | **5** |
| **I006283** | Log NUMERISATION CADASTRE | **28051** | 5 070,96 | 1 014,00 | **5** |
| **I006282** | Lic MICROSOFT SQL SERVER | **28051** | 1 176,00 | 235,00 | **5** |
| **I006277** | Lic VMware | **28051** | 1 997,14 | 399,00 | **5** |
| **I006274** | Log Adobe Connect Meeting | **28051** | 827,99 | 827,99 | **1** |
| **I006268** | Log module MARCO | **28051** | 5 574,34 | 1 114,00 | **5** |
| **I006266** | Log module GdA | **28051** | 19 927,21 | 3 985,00 | **5** |
| **I006264** | Log OMNISCAN (Archives) | **28051** | 3 597,60 | 719,00 | **5** |
| **I006261** | Lic. certificat secure site | **28051** | 765,72 | 153,00 | **5** |
| **I006260** | Log ADOBE PHOTOSHOP | **28051** | 468,38 | 468,38 | **1** |
| **I006258** | Log module ASTRE RH | **28051** | 8 513,78 | 1 702,00 | **5** |
| **I006257** | Log module SOLIS | **28051** | 10 490,08 | 2 098,00 | **5** |
| **I006256** | Log Cartable électronique | **28051** | 25 260,90 | 5 052,00 | **5** |
| | | **53 tableaux d'amortissement au compte 28051** | | | |
| | | | | | |
| **I006402** | Aménagement Câblage informatique 21312 | **281312** | 20 414,97 | 1 360,00 | **15** |
| **I006339** | Aménagement Câblage informatique 21312 | **281312** | 13 376,16 | 891,00 | **15** |
| **I006331** | Aménagement Câblage informatique 21312 | **281312** | 13 368,96 | 891,00 | **15** |
| **I006329** | Aménagement Câblage informatique 21312 | **281312** | 1 468,80 | 97,00 | **15** |
| **I006328** | Aménagement Câblage informatique 21312 | **281312** | 1 468,80 | 97,00 | **15** |
| **I006288** | Aménagement Câblage informatique 21312 | **281312** | 7 574,99 | 504,00 | **15** |
| | | **6 tableaux d'amortissement au compte 281312** | | | |
| | | | | | |
| **B000550** | Nouveau CER NOGENT | **281318** | 253 863,21 | 8 462,00 | **30** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 281318** | | | |
| | | | | | |
| **M050714** | Aménag d'une échelle à crinoline | **281351** | 6 840,00 | 456,00 | **15** |
| **C113003** | LANGRES Pôle Rénovation station saumure | **281351** | 51 960,00 | 3 464,00 | **15** |
| | | **2 tableaux d'amortissement au compte 281351** | | | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **M051771** | Lot matériels HMN-DIT 12/18 | **28157** | 2 110,37 | 2 110,37 | **1** |
| **M051770** | TRONCONNEUSE | **28157** | 690,00 | 138,00 | **5** |
| **M051747** | Lot 20 bacs de culture Château 12/18 | **28157** | 6 156,00 | 6 156,00 | **1** |
| **M051746** | BATTERIE | **28157** | 2 008,80 | 401,00 | **5** |
| **M051745** | MOTOPOMPE | **28157** | 1 419,91 | 283,00 | **5** |
| **M051744** | DESHERBEUR THERMIQUE | **28157** | 2 981,35 | 596,00 | **5** |
| **M051743** | SCARIFICATEUR | **28157** | 1 042,33 | 208,00 | **5** |
| **M051457** | Lot outillage PT Chaumont 11/18 | **28157** | 991,66 | 991,66 | **1** |
| **M050696** | TONDEUSE THERMIQUE | **28157** | 720,00 | 144,00 | **5** |
| **M050695** | REMORQUE | **28157** | 2 242,80 | 448,00 | **5** |
| **M050694** | TONDEUSE DEBROUSSAILLEUSE | **28157** | 10 920,00 | 2 184,00 | **5** |
| **M050656** | DEBROUSSAILLEUSE | **28157** | 1 149,90 | 229,00 | **5** |
| **M050648** | Lot 4 compteurs routier DIT 11/18 | **28157** | 7 314,00 | 1 462,00 | **5** |
| **M050647** | VITRINE REFRIGEREE | **28157** | 15 780,00 | 1 052,00 | **15** |
| **M050628** | Lot outillage PT Montigny 11/18 | **28157** | 5 807,84 | 1 161,00 | **5** |
| **M050625** | Lot 2 aiguilles vibrantes PT Montigny 11/18 | **28157** | 709,01 | 709,01 | **1** |
| **M050624** | FEUX DE CHANTIER | **28157** | 3 001,20 | 600,00 | **5** |
| **M050613** | Lot 10 mats CCHM Base de la Liez 11/18 | **28157** | 1 494,00 | 1 494,00 | **1** |
| **M050577** | Lot de 7 conteneurs PT JOINV 10/18 | **28157** | 946,18 | 946,18 | **1** |
| **M049427** | NETTOYEUR | **28157** | 3 321,60 | 664,00 | **5** |
| **M049426** | AUTOLAVEUSE | **28157** | 3 420,00 | 228,00 | **15** |
| **M049425** | NETTOYEUR HAUTE PRESSION | **28157** | 3 714,00 | 742,00 | **5** |
| **M049418** | DEBROUSSAILLEUSE | **28157** | 271,20 | 271,20 | **1** |
| **M049412** | Lot 5 Focs CCHM Base de la Liez 08/18 | **28157** | 1 334,94 | 1 334,94 | **1** |
| **M049411** | TRACTO CHARGEUR | **28157** | 105 547,20 | 10 554,00 | **10** |
| **M049410** | TRACTO CHARGEUR | **28157** | 105 547,20 | 10 554,00 | **10** |
| **M049406** | TRACTEUR | **28157** | 127 200,00 | 12 720,00 | **10** |
| **M049402** | Lot 2 stations comptages routier DIT 08/18 | **28157** | 11 220,00 | 2 244,00 | **5** |
| **M049362** | Lot 2 rotofaucheuses CTD 07/18 | **28157** | 28 098,12 | 2 809,00 | **10** |
| **M049348** | Lot outillage Col.Bourbonne 07/18 | **28157** | 1 571,77 | 1 571,77 | **1** |
| **M049284** | BATTEUR-MELANGEUR | **28157** | 6 607,80 | 440,00 | **15** |
| **M049188** | Lot plateaux self Col.La Noue 07/18 | **28157** | 4 903,20 | 4 903,20 | **1** |
| **M049187** | DISPOSITIF BIONETTOYAGE | **28157** | 4 862,40 | 324,00 | **15** |
| **M049186** | CHARIOT CHAUFFANT | **28157** | 2 178,53 | 145,00 | **15** |
| **M049152** | MONOBROSSE | **28157** | 1 035,78 | 69,00 | **15** |
| **M049130** | AUTOLAVEUSE | **28157** | 3 565,80 | 237,00 | **15** |
| **M049103** | Lot outillage PT LANGRES 11/18 | **28157** | 5 243,25 | 1 048,00 | **5** |
| **M049102** | CRIC HYDROPNEUMATIQUE | **28157** | 169,80 | 169,80 | **1** |
| **M049100** | MEULEUSE | **28157** | 155,21 | 155,21 | **1** |
| **M049099** | ATOMISEUR | **28157** | 708,00 | 141,00 | **5** |
| **M049098** | PLAQUE VIBRANTE | **28157** | 1 320,00 | 264,00 | **5** |
| **M049094** | Lot outillage PT Joinville 10/18 | **28157** | 627,53 | 627,53 | **1** |
| **M049093** | CRYOPEDOMETRE | **28157** | 5 136,00 | 1 027,00 | **5** |
| **M049092** | GRUE PLIANTE | **28157** | 348,00 | 348,00 | **1** |
| **M049079** | Lot outillage CE Montier 09/18 | **28157** | 667,73 | 667,73 | **1** |
| **M049078** | COFFRET CLE A CHOCS | **28157** | 372,00 | 372,00 | **1** |
| **M049072** | Lot 1 tronç 2débrous2 perche. PT Join 09/18 | **28157** | 2 964,00 | 592,00 | **5** |
| **M049069** | Lot 2 transpalettes PT Joinville 09/18 | **28157** | 592,80 | 592,80 | **1** |
| **M049052** | Lot matériel atelier Col.La Rochotte 09/18 | **28157** | 2 056,72 | 2 056,72 | **1** |
| **M049051** | COMPTEUR ROUTIER TEMPORAIRE | **28157** | 8 969,70 | 1 793,00 | **5** |
| **M049046** | TAILLE HAIE | **28157** | 300,00 | 300,00 | **1** |
| **M048926** | PLATE FORME | **28157** | 738,00 | 147,00 | **5** |
| **M048925** | AUTOLAVEUSE | **28157** | 3 565,80 | 237,00 | **15** |
| **M048890** | AUTOLAVEUSE | **28157** | 12 465,60 | 831,00 | **15** |
| **M048807** | AUTOLAVEUSE | **28157** | 4 798,20 | 319,00 | **15** |
| **M048529** | ATOMISEUR | **28157** | 708,00 | 141,00 | **5** |
| **M048517** | Lot outillage PT Joinville 06/18 | **28157** | 2 677,27 | 2 677,27 | **1** |
| **M048491** | LAME DE DENEIGEMENT | **28157** | 9 896,96 | 989,00 | **10** |
| **M048490** | BRAS DE DEBROUSSAILLEUSE | **28157** | 3 000,00 | 600,00 | **5** |
| **M048487** | Lot de 2 balayeuses CTD 06/18 | **28157** | 19 195,36 | 1 919,00 | **10** |
| **M048485** | TRACTEUR-TONDEUSE | **28157** | 3 429,00 | 685,00 | **5** |
| **M048484** | CATAMARAN | **28157** | 4 905,35 | 327,00 | **15** |
| **M048476** | Lot outillage PT Joinville 05/18 | **28157** | 2 199,96 | 439,00 | **5** |
| **M046987** | Lot 3 tipis base Der CCHM 07/18 | **28157** | 12 100,51 | 806,00 | **15** |
| **M046971** | GRAPPIN A TUYAU | **28157** | 852,00 | 170,00 | **5** |
| **M046961** | LAVE-LINGE | **28157** | 1 869,00 | 124,00 | **15** |
| **M046960** | LAVE-LINGE | **28157** | 1 869,00 | 124,00 | **15** |
| **M046951** | ARMOIRE FROIDE POSITIVE | **28157** | 2 923,70 | 194,00 | **15** |
| **M046934** | Lot outillage PT CHAUMONT 03/18 | **28157** | 5 142,68 | 5 142,68 | **1** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **M046933** | LAVE-LINGE | **28157** | 1 869,00 | 124,00 | **15** |
| **M046931** | LAVE-LINGE | **28157** | 1 998,00 | 133,00 | **15** |
| **M046905** | CUVE AUTONOME DE TRANSPORT | **28157** | 1 354,80 | 270,00 | **5** |
| **M046522** | ARMOIRE FROIDE POSITIVE | **28157** | 1 800,00 | 120,00 | **15** |
| **M048473** | CAMION | **28157** | 164 022,49 | 16 402,00 | **10** |
| **M048472** | CAMION | **28157** | 164 022,49 | 16 402,00 | **10** |
| **M048471** | CAMION | **28157** | 189 386,64 | 18 938,00 | **10** |
| | | **76 tableaux d'amortissement au compte 28157** | | | |
| | | | | | |
| **I006273** | Aménagement Câblage informatique 2181 | **28181** | 918,00 | 61,00 | **15** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 28181** | | | |
| | | | | | |
| **M051768** | VOITURE | **28182** | 15 455,24 | 3 091,00 | **5** |
| **M049424** | VOITURE | **28182** | 12 260,26 | 2 452,00 | **5** |
| **M049423** | VOITURE | **28182** | 12 260,27 | 2 452,00 | **5** |
| **M049422** | VOITURE | **28182** | 12 260,27 | 2 452,00 | **5** |
| **M049421** | VOITURE | **28182** | 12 260,27 | 2 452,00 | **5** |
| **M049420** | VOITURE | **28182** | 12 260,27 | 2 452,00 | **5** |
| **M049419** | VOITURE | **28182** | 13 176,96 | 2 635,00 | **5** |
| **M046899** | VOITURE HYBRIDE | **28182** | 48 426,24 | 9 685,00 | **5** |
| | | **8 tableaux d'amortissement au compte 28182** | | | |
| | | | | | |
| **I006357** | Lot 5 switchs + 3 bornes ARUBA, ACCES 08_18 | **281831** | 10 944,00 | 2 188,00 | **5** |
| **I015119** | VIDEOPROJECTEUR | **281831** | 2 878,80 | 575,00 | **5** |
| **I015047** | SERVEUR | **281831** | 22 578,35 | 7 526,00 | **3** |
| **I014646** | SWITCH | **281831** | 1 716,00 | 343,00 | **5** |
| **I006427** | Lot Périphériques coll, Acces Bur, 10_12 | **281831** | 4 346,40 | 4 346,40 | **1** |
| **I006421** | Lot 2 portables DELL 3590, ESI 11_18 | **281831** | 1 903,70 | 380,00 | **5** |
| **I006420** | Lot 7+2+1 TBI, ESI 11_18 | **281831** | 32 611,13 | 6 522,00 | **5** |
| **I006419** | Lot 1 chariot+30 tab Froncles, ESI 11_18 | **281831** | 20 322,79 | 4 064,00 | **5** |
| **I006376** | Lot 5 projecteurs TI-CONCEPT, 10_18 | **281831** | 10 428,00 | 2 085,00 | **5** |
| **I006349** | EQUIPEMENTS ACTIFS (FO) | **281831** | 324,00 | 324,00 | **1** |
| **I006330** | ARMOIRE RACK | **281831** | 1 799,50 | 359,00 | **5** |
| **I006327** | BORNE WIFI | **281831** | 3 224,76 | 644,00 | **5** |
| **I006313** | Lot 16 switchs HP 24 et 48p, Cegil 06_18 | **281831** | 8 520,00 | 1 704,00 | **5** |
| **I006311** | Lot 9 switchs ARUBA 2530-48-PoE+, RCI 05_18 | **281831** | 7 047,60 | 1 409,00 | **5** |
| **I006296** | Lot 3 vidéoproj Ti-Concept, 04_18 | **281831** | 3 060,00 | 612,00 | **5** |
| **I006292** | ECRAN PLAT | **281831** | 5 006,40 | 1 001,00 | **5** |
| **I006291** | Lot 15 TBI+ 10 Portables, Cegil-Lor 04_18 | **281831** | 60 048,00 | 12 009,00 | **5** |
| **I006290** | Lot 4 chariots mobiles+120 tablettes, ESI 03_18 | **281831** | 83 252,10 | 16 650,00 | **5** |
| **I006289** | Equipements actifs (FO) | **281831** | 3 175,20 | 635,00 | **5** |
| **I006287** | Lot 105 PC + 30 PORT, ESI 03_18 | **281831** | 106 407,72 | 21 281,00 | **5** |
| **I006286** | Lot Periph Coll ESI 03_18 | **281831** | 12 281,45 | 12 281,45 | **1** |
| **I006280** | Lot 2 TV + Stick Intel, Impact 04_18 | **281831** | 1 520,50 | 304,00 | **5** |
| **I006276** | Lot Malle + 10+4 Ipads, ACCES BUR 03_18 | **281831** | 9 823,20 | 1 964,00 | **5** |
| **I006271** | ECRAN PLAT | **281831** | 190,80 | 190,80 | **1** |
| **I006270** | VIDEOPROJECTEUR | **281831** | 770,64 | 154,00 | **5** |
| **I006267** | SCANNER | **281831** | 146,60 | 146,60 | **1** |
| | | **26 tableaux d'amortissement au compte 281831** | | | |
| | | | | | |
| **I015048** | SERVEUR | **281838** | 22 578,35 | 7 526,00 | **3** |
| **I006430** | Lot 12 switchs Aruba, ESI 12_18 | **281838** | 5 808,50 | 5 808,50 | **1** |
| **I006429** | Lot Périphériques JCD 12_18 | **281838** | 15 946,24 | 15 946,24 | **1** |
| **I006428** | Lot 10 PC, 5 Port Lenovo, 5+1 Surface, ESI 12_18 | **281838** | 37 018,50 | 7 403,00 | **5** |
| **I006418** | Lot 5 switchs ARUBA, RCI 11_18 | **281838** | 23 655,98 | 4 731,00 | **5** |
| **I006411** | IMPRIMANTE DE BUREAU | **281838** | 1 037,22 | 207,00 | **5** |
| **I006409** | Lot 2 iPads MDHM + 1 Port Acces Bur, 11_18 | **281838** | 2 169,60 | 433,00 | **5** |
| **I006406** | IMPRIMANTE RESEAU | **281838** | 8 022,18 | 1 604,00 | **5** |
| **I006405** | CONTROLEUR | **281838** | 3 896,39 | 779,00 | **5** |
| **I006404** | EXTENSION MEMOIRE SERVEUR | **281838** | 13 186,80 | 4 395,00 | **3** |
| **I006389** | IMPRIMANTE RESEAU | **281838** | 354,00 | 354,00 | **1** |
| **I006384** | Lot 25 PC et 15 PORTABLES DELL, ESI 09_18 | **281838** | 28 406,76 | 5 681,00 | **5** |
| **I006383** | Lot 2 écrans HP 24'', Acces bur 10_18 | **281838** | 429,60 | 429,60 | **1** |
| **I006380** | PC PORTABLE | **281838** | 1 798,80 | 359,00 | **5** |
| **I006378** | IMPRIMANTE RESEAU | **281838** | 619,20 | 123,00 | **5** |
| **I006369** | Lot Webcam,micro, Elgato Game MDHM, ESI 09_18 | **281838** | 510,42 | 510,42 | **1** |
| **I006365** | Lot Imp 3D, Videoproj, Ipads MDHM, Acces 09_18 | **281838** | 5 743,80 | 1 148,00 | **5** |
| **I006344** | Lot 2 Imp HP 7110, Acces 07_18 | **281838** | 549,60 | 549,60 | **1** |
| **I006340** | SERVEUR | **281838** | 8 376,00 | 2 792,00 | **3** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **I006337** | EXTENSION MEMOIRE SERVEUR | **281838** | 19 332,91 | 6 444,00 | **3** |
| **I006336** | Transmetteur SFP | **281838** | 7 491,60 | 1 498,00 | **5** |
| **I006335** | GPS | **281838** | 16 152,00 | 3 230,00 | **5** |
| **I006324** | Lot 10 Portables + 3 Tab A, Acces 06_18 | **281838** | 16 260,00 | 3 252,00 | **5** |
| **I006323** | Lot 16 Samsung Tab S2 MDHM, Acces 06_18 | **281838** | 9 004,80 | 1 800,00 | **5** |
| **I006322** | TABLETTE | **281838** | 1 764,00 | 352,00 | **5** |
| **I006312** | Lot 13 Imprimantes HP, Cegil-Lorinfo, 06_18 | **281838** | 5 814,00 | 5 814,00 | **1** |
| **I006301** | IMPRIMANTE RESEAU | **281838** | 360,00 | 360,00 | **1** |
| **I006275** | IMPRIMANTE RESEAU | **281838** | 3 492,00 | 698,00 | **5** |
| **I006272** | TERMINAL SIP | **281838** | 486,12 | 486,12 | **1** |
| **I006269** | CAISSE ENREGISTREUSE | **281838** | 3 771,60 | 754,00 | **5** |
| **I006265** | PC DE BUREAU | **281838** | 3 727,80 | 745,00 | **5** |
| **I006263** | SPIROLYSER | **281838** | 1 868,40 | 373,00 | **5** |
| **I006262** | AUDIOLYSER | **281838** | 1 860,00 | 372,00 | **5** |
| **I006259** | Lot 2 PORT LENOVO YOGA, ESI 02_18 | **281838** | 4 086,89 | 817,00 | **5** |
| | | **34 tableaux d'amortissement au compte 281838** | | | |
| | | | | | |
| **M050657** | Lot 32 chaises Col.Prauthoy 11/18 | **281841** | 1 304,19 | 1 304,19 | **1** |
| **M049470** | Lot mobilier Col.Prauthoy 09/18 | **281841** | 3 749,53 | 3 749,53 | **1** |
| **M049405** | Lot mobilier Col.Prauhoy 08/18 | **281841** | 100 839,18 | 100 839,18 | **1** |
| **M049359** | Lot 2 tablettes rangements Col.Montigny 07/18 | **281841** | 1 016,08 | 101,00 | **10** |
| **M049322** | Lot mobilier Col.Doulaincourt 07/18 | **281841** | 7 049,77 | 7 049,77 | **1** |
| **M049244** | Lot mobilier Col.St-Saens 07/18 | **281841** | 3 781,04 | 3 781,04 | **1** |
| **M049170** | Lot mobilier Col.Châteauvillain 07/18 | **281841** | 2 295,61 | 2 295,61 | **1** |
| **M049161** | Lot 3 bancs Col.Doulaincourt 07/18 | **281841** | 1 404,91 | 1 404,91 | **1** |
| **M049131** | Lot mobilier Col.Doulaincourt 07/18 | **281841** | 6 193,58 | 6 193,58 | **1** |
| **M049123** | Lot mobilier Col.Joinville 07/18 | **281841** | 1 861,89 | 1 861,89 | **1** |
| **M049091** | FAUTEUIL | **281841** | 166,91 | 166,91 | **1** |
| **M049090** | FAUTEUIL | **281841** | 166,91 | 166,91 | **1** |
| **M049047** | Lot Mob.Col.Bourmont Sivos 09/18 | **281841** | 778,44 | 778,44 | **1** |
| **M048932** | Lot mobilier Col.La Rochotte 07/18 | **281841** | 4 200,20 | 4 200,20 | **1** |
| **M048835** | Lot Mobilier Col.MontIgny 07/18 | **281841** | 3 263,52 | 3 263,52 | **1** |
| **M048808** | Lot mobilier Col.Froncles 07/18 | **281841** | 1 718,30 | 1 718,30 | **1** |
| **M048790** | Lot mobilier Col.Louise Michel 07/18 | **281841** | 2 455,16 | 2 455,16 | **1** |
| **M048782** | Lot mobilier Col.Chevillon 07/18 | **281841** | 138,40 | 138,40 | **1** |
| **M048767** | Lot mobilier Col.Chevillon 07/18 | **281841** | 1 448,33 | 1 448,33 | **1** |
| **M048585** | Lot mobilier Col.Nogent 07/18 | **281841** | 7 217,66 | 7 217,66 | **1** |
| **M048570** | Lot mobilier Col.Fayl-Billot 07/18 | **281841** | 1 329,40 | 1 329,40 | **1** |
| **M048537** | Lot mobilier Col.Anne-Franck 07/18 | **281841** | 1 656,55 | 1 656,55 | **1** |
| **M048452** | Lot mobilier Col.Chalindrey 02/18 | **281841** | 2 031,38 | 2 031,38 | **1** |
| **M048450** | Lot mobilier Col.St-Saëns 02/18 | **281841** | 5 869,36 | 5 869,36 | **1** |
| **M048448** | Lot mobilier Col.La Rochotte 02/18 | **281841** | 447,70 | 447,70 | **1** |
| **M048447** | MEUBLE BAS | **281841** | 304,43 | 304,43 | **1** |
| **M048443** | Lot mobilier Col.Châteauvillain 01/18 | **281841** | 293,89 | 293,89 | **1** |
| **M047001** | Lot 4 chauffeuses Col.BOURMONT 07/18 | **281841** | 1 149,78 | 1 149,78 | **1** |
| **M046894** | Lot 14 tables infos Col. AFrank 01/18 | **281841** | 2 399,24 | 2 399,24 | **1** |
| | | **29 tableaux d'amortissement au compte 281841** | | | |
| | | | | | |
| **M050752** | MACHINE DECOUPE ADHESIF | **281848** | 478,80 | 478,80 | **1** |
| **M050742** | DESTRUCTEUR | **281848** | 1 980,00 | 396,00 | **5** |
| **M050735** | PHOTOCOPIEUR | **281848** | 3 597,65 | 719,00 | **5** |
| **M050734** | PHOTOCOPIEUR | **281848** | 3 177,22 | 635,00 | **5** |
| **M050733** | PHOTOCOPIEUR | **281848** | 3 177,22 | 635,00 | **5** |
| **M050732** | PHOTOCOPIEUR | **281848** | 3 177,22 | 635,00 | **5** |
| **M050718** | Lot matelas-banquette appt jeunes majeurs 12/18 | **281848** | 535,42 | 535,42 | **1** |
| **M050715** | Lot 2 chaises de bureau MDHM 12/18 | **281848** | 327,91 | 327,91 | **1** |
| **M050636** | Lot mobilier d'accueil CAS Chaumont 11/18 | **281848** | 4 389,58 | 4 389,58 | **1** |
| **M050612** | ETABLI MOBILE | **281848** | 402,00 | 402,00 | **1** |
| **M050592** | TABLEAU BLANC | **281848** | 335,40 | 335,40 | **1** |
| **M050591** | THERMORELIEUR | **281848** | 11 784,00 | 2 356,00 | **5** |
| **M050569** | Lot de 3 armoires SDAT-DEA 10/18 | **281848** | 1 066,32 | 1 066,32 | **1** |
| **M050567** | BAC A ALBUMS | **281848** | 163,00 | 163,00 | **1** |
| **M050566** | MACHINE A REPARER CD ET DVD | **281848** | 1 544,59 | 308,00 | **5** |
| **M050565** | ARMOIRE D'ATELIER | **281848** | 233,08 | 233,08 | **1** |
| **M050564** | CAISSON | **281848** | 265,42 | 265,42 | **1** |
| **M050563** | VESTIAIRE | **281848** | 209,17 | 209,17 | **1** |
| **M050558** | Lot 4 rayonnages COMMUNICATION 10/18 | **281848** | 603,78 | 603,78 | **1** |
| **M050557** | TABLE DE REUNION | **281848** | 141,60 | 141,60 | **1** |
| **M050015** | Lot mobiliers psy adj CAS JOINVILLE 08/18 | **281848** | 2 193,49 | 2 193,49 | **1** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **M050004** | Lot 8fauteuils 2chaises de bureau INTENDANCE08/18 | **281848** | 1 953,96 | 1 953,96 | **1** |
| **M050002** | TABLE DE REUNION | **281848** | 194,04 | 194,04 | **1** |
| **M049466** | Lot mobilier CE Juzennecourt 09/18 | **281848** | 938,22 | 938,22 | **1** |
| **M049465** | ARMOIRE | **281848** | 324,14 | 324,14 | **1** |
| **M049464** | FAUTEUIL | **281848** | 203,26 | 203,26 | **1** |
| **M049463** | CAISSON | **281848** | 265,42 | 265,42 | **1** |
| **M049436** | Lot mob.accueil CMSNogent /CAS CHT 09/18 | **281848** | 1 836,94 | 1 836,94 | **1** |
| **M049276** | Lot 5 tables ext.Hôtel 07/18 | **281848** | 675,00 | 675,00 | **1** |
| **M049119** | Lot 2 fauteuils bureau PT Montigny 11/18 | **281848** | 406,51 | 406,51 | **1** |
| **M049118** | Lot 10 fauteuils et 8 chaises stock int.11/18 | **281848** | 3 344,23 | 3 344,23 | **1** |
| **M049117** | CIMAISE | **281848** | 515,65 | 103,00 | **5** |
| **M049116** | CHAISE DE BUREAU | **281848** | 163,96 | 163,96 | **1** |
| **M049111** | Lot 2 plastifieuses Châte+PT Joinville 11/18 | **281848** | 959,52 | 959,52 | **1** |
| **M049085** | Lot 4 chaises visiteurs CAS Chaumont 09/18 | **281848** | 202,61 | 202,61 | **1** |
| **M049084** | MEUBLE CLASSEUR | **281848** | 308,87 | 308,87 | **1** |
| **M048536** | MODULE DE RANGEMENT A PLAT | **281848** | 245,32 | 245,32 | **1** |
| **M048486** | VITRINE EXPOSITION | **281848** | 450,00 | 450,00 | **1** |
| **M048465** | Lot mobilier Cabinet présidence 02/18 | **281848** | 1 343,73 | 1 343,73 | **1** |
| **M048453** | Lot mobilier Présidence 02/18 | **281848** | 1 268,71 | 1 268,71 | **1** |
| **M046992** | ARMOIRE | **281848** | 324,14 | 324,14 | **1** |
| **M046986** | FAUTEUIL | **281848** | 1 189,79 | 118,00 | **10** |
| **M046985** | CANAPE | **281848** | 449,00 | 449,00 | **1** |
| **M046981** | Lot 3 chaises de bureau CHATEAU JOINV 06/18 | **281848** | 491,88 | 491,88 | **1** |
| **M046980** | FAUTEUIL | **281848** | 1 189,79 | 118,00 | **10** |
| **M046976** | TABLEAU BLANC | **281848** | 335,40 | 335,40 | **1** |
| **M046967** | Lot 1table 2présentoirs bus autonomie DSD 04/18 | **281848** | 581,28 | 581,28 | **1** |
| **M046964** | Lot 2 bancs vestiaires CE CHT 04/18 | **281848** | 829,20 | 829,20 | **1** |
| **M046963** | CHAUFFEUSE | **281848** | 337,37 | 337,37 | **1** |
| **M046953** | Lot 3 vestiaires DEA-Présid/Cabinet 04/18 | **281848** | 523,81 | 523,81 | **1** |
| **M046952** | CHARIOT A LIVRES | **281848** | 2 001,98 | 200,00 | **10** |
| **M046914** | Lot 8chaises visit.5fauteuils 3chaisesINTEND03/18 | **281848** | 1 884,22 | 1 884,22 | **1** |
| **M046913** | MEUBLE DE RANGEMENT | **281848** | 2 641,64 | 264,00 | **10** |
| **M046912** | ARMOIRE | **281848** | 324,14 | 324,14 | **1** |
| **M046901** | SIEGE ASSIS-DEBOUT | **281848** | 495,50 | 495,50 | **1** |
| | | **55 tableaux d'amortissement au compte 281848** | | | |
| | | | | | |
| **M050726** | Lot 4 casques téléphoniques sans fil DRH 12/18 | **28185** | 575,76 | 575,76 | **1** |
| **M050593** | SMARTPHONE | **28185** | 821,88 | 164,00 | **5** |
| | | **2 tableaux d'amortissement au compte 28185** | | | |
| | | | | | |
| **M049165** | Lot 4 grilles d'expo.Col.Colombey 07/18 | **28188** | 1 014,52 | 1 014,52 | **1** |
| **2018M00052** | Lot 180bacs transports de livres+couvercles MDHM | **28188** | 3 657,48 | 3 657,48 | **1** |
| **2018D00003** | Acquisition livres, CD,DVD,CD roms 2018 | **28188** | 184 178,27 | 184 178,27 | **1** |
| **2018D00001** | Restauration de documents 2018 | **28188** | 14 454,00 | 963,00 | **15** |
| **M050745** | Lot 5 aspirateurs jeunes médecins-INTEND 12/18 | **28188** | 843,28 | 843,28 | **1** |
| **M050744** | TELEVISEUR | **28188** | 215,97 | 215,97 | **1** |
| **M050736** | MICRO PORTABLE | **28188** | 322,20 | 322,20 | **1** |
| **M050731** | Lot 5 appareils photos numériques 12/18 | **28188** | 2 325,00 | 2 325,00 | **1** |
| **M050722** | Lot cafetière-bouilloire Appt jeunes majeurs12/18 | **28188** | 69,96 | 69,96 | **1** |
| **M050713** | FAUTEUIL D'EXAMEN | **28188** | 1 778,00 | 355,00 | **5** |
| **M050700** | Lot équip.Appt.Jeunes médecins int.11/18 | **28188** | 1 568,90 | 1 568,90 | **1** |
| **M050697** | Lot matériel scénographie Mémorial 11/18 | **28188** | 5 220,00 | 1 044,00 | **5** |
| **M050691** | Lot 2 vidéoprojecteurs Mémorial 11/18 | **28188** | 11 131,20 | 2 226,00 | **5** |
| **M050658** | COFFRE DE SECURITE | **28188** | 511,57 | 34,00 | **15** |
| **M050653** | Lot 2 lecteurs vidéo Mémorial Colombey 11/18 | **28188** | 1 546,80 | 309,00 | **5** |
| **M050585** | Lot 4microcravates Schwab-Niederberg INTEND10/18 | **28188** | 2 412,00 | 482,00 | **5** |
| **M050573** | Lot 3 aspirateurs ROBOT CHATEAU&INTEND 10/18 | **28188** | 3 770,57 | 251,00 | **15** |
| **M050264** | Lot matériel médical Col.Prauthoy 10/18 | **28188** | 1 129,84 | 1 129,84 | **1** |
| **M049444** | Lot 15 poteaux à sangles Hôtel 09/18 | **28188** | 2 377,20 | 2 377,20 | **1** |
| **M049435** | PIANO | **28188** | 1 725,00 | 345,00 | **5** |
| **M049428** | Lot tapis gym.Col La Noue 09/18 | **28188** | 2 627,99 | 2 627,99 | **1** |
| **M049365** | Lot équipements sportif Col Chevillon 07/18 | **28188** | 15 946,10 | 15 946,10 | **1** |
| **M049353** | Lot 5 vidéoprojecteurs Mémorial 07/18 | **28188** | 48 278,93 | 9 655,00 | **5** |
| **M049321** | TABLE DE PREPARATION | **28188** | 402,00 | 402,00 | **1** |
| **M049283** | HACHOIR | **28188** | 281,76 | 281,76 | **1** |
| **M049282** | Lot 36 tapis gymnastique Col.Montigny 07/18 | **28188** | 4 049,64 | 4 049,64 | **1** |
| **M049153** | Lot équipement Col.Bourbonne 07/18 | **28188** | 2 511,52 | 2 511,52 | **1** |
| **M049115** | TABLE MIXAGE | **28188** | 508,00 | 101,00 | **5** |
| **M049114** | CHARIOT CUVIER | **28188** | 777,77 | 51,00 | **15** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **M049003** | Lot 10 tapis gymnastique Col.Prauthoy 07/18 | **28188** | 3 583,92 | 3 583,92 | **1** |
| **M048927** | Lot équipement Col.La Rochotte 07/18 | **28188** | 2 475,80 | 165,00 | **15** |
| **M048924** | CHARIOT DE MENAGE | **28188** | 331,20 | 331,20 | **1** |
| **M048883** | Lot équipements Col.Prauthoy 07/18 | **28188** | 3 031,45 | 202,00 | **15** |
| **M048825** | CHARIOT DE SERVICE | **28188** | 240,26 | 240,26 | **1** |
| **M048766** | ASPIRATEUR | **28188** | 181,92 | 181,92 | **1** |
| **M048538** | CHARIOT DE MENAGE | **28188** | 218,10 | 218,10 | **1** |
| **M048492** | Lot 24 audiophones ANDILLY 06/18 | **28188** | 4 584,24 | 4 584,24 | **1** |
| **M048481** | Lot 2 panneaux basket Col. Luis Ortiz 05/18 | **28188** | 2 769,60 | 184,00 | **15** |
| **M048470** | FONTAINE A EAU | **28188** | 1 159,20 | 77,00 | **15** |
| **M048451** | Lot équipement Col.Chalindrey 02/18 | **28188** | 765,18 | 765,18 | **1** |
| **M048449** | CHARIOT DE MENAGE | **28188** | 327,90 | 327,90 | **1** |
| **M048445** | BALANCE | **28188** | 795,30 | 53,00 | **15** |
| **M048442** | Lot équipement Col.Montier 01/18 | **28188** | 1 328,04 | 88,00 | **15** |
| **M048437** | Lot 4 norvégiennes Col.Nogent 01/18 | **28188** | 3 693,60 | 246,00 | **15** |
| **M047772** | COUPE TOMATES | **28188** | 416,40 | 416,40 | **1** |
| **M047753** | CHARIOT PORTE SACS | **28188** | 786,24 | 52,00 | **15** |
| **M046993** | Lot 1mixer-1chariot lavage Col.BOURMONT07/18 | **28188** | 858,90 | 858,90 | **1** |
| **M046909** | Lot 2groupes filtrants cuisine Villa Schneid03/18 | **28188** | 836,00 | 836,00 | **1** |
| **M046903** | OUTIL PEDAGOGIQUE ECONOVIE | **28188** | 498,00 | 498,00 | **1** |
| **M046902** | OUTIL PEDAGOGIQUE ECONOVIE | **28188** | 498,00 | 498,00 | **1** |
| **M046900** | VIDEOPROJECTEUR | **28188** | 923,28 | 184,00 | **5** |
| | | **51 tableaux d'amortissement au compte 28188** | | | |
| | | | | | |
| **C118069** | CHAUMONT Ex Conciergerie HOTEL Trvx2018 15ans | **281311** | 6 241,20 | 416,00 | **15** |
| **C118068** | CHAUMONT CAD Travaux 2018 15 ans | **281311** | 15 191,94 | 1 012,00 | **15** |
| **C118067** | CHAUMONT HOTEL CD Travaux 2018 15 ans | **281311** | 87 483,62 | 5 832,00 | **15** |
| **C118066** | CHAUMONT Salle Niederberger Trvx 2018 15ans | **281311** | 21 931,85 | 1 462,00 | **15** |
| **C118064** | CHAUMONT Immeuble Sirot Trvx 2018 15 ans | **281311** | 10 106,27 | 673,00 | **15** |
| **C118063** | CHOIGNES Laboratoire Trav 2018 15 ans | **281311** | 33 049,05 | 2 203,00 | **15** |
| **C118059** | CHAUMONT 32 r Cdt Hugueny Trvx 2017 15 ans | **281311** | 467,81 | 31,00 | **15** |
| | | **7 tableaux d'amortissement au compte 281311** | | | |
| | | | | | |
| **C111036** | CHAUMONT ESPE Travaux 2018 15 ans | **281312** | 4 264,80 | 284,00 | **15** |
| **C111035** | CANOPE SYSTEME ANTI INTRUSION SITE 2018 | **281312** | 28 456,34 | 1 897,00 | **15** |
| **C111034** | Réhab. Col.LMichel Ecole 2è chance 2017-2018 15ans | **281312** | 11 672,98 | 778,00 | **15** |
| | | **3 tableaux d'amortissement au compte 281312** | | | |
| | | | | | |
| **C119050** | CHAUMONT MECS Trav. 2018 15 ans | **281313** | 7 378,82 | 491,00 | **15** |
| **C119049** | JOINVILLE CAS Trav. 2018 15 ans | **281313** | 393 212,35 | 26 214,00 | **15** |
| **C119048** | ST-BLIN Foyer de vie Trav. 2018 15 ans | **281313** | 13 318,49 | 887,00 | **15** |
| **C119047** | CHAUMONT CAS Trav. 2018 15 ans | **281313** | 28 377,47 | 1 891,00 | **15** |
| | | **4 tableaux d'amortissement au compte 281313** | | | |
| | | | | | |
| **C120056** | CHOIGNES ARCHIVES Trvx 2018 15 ans | **281314** | 6 405,92 | 427,00 | **15** |
| **C120055** | CHOIGNES MDHM Trvx 2018 15 ans | **281314** | 16 020,90 | 1 068,00 | **15** |
| **C120053** | CHATEAUVILLAIN Parc daims Trvx 2018 15 ans | **281314** | 721,10 | 48,00 | **15** |
| **C120048** | COLOMBEY MEMORIAL Trvx 2017 15 ans | **281314** | 26 322,54 | 1 754,00 | **15** |
| **C120036** | CHAUMONT Donjon Trvx 2015 15 ans | **281314** | 404 134,63 | 26 942,00 | **15** |
| **C120035** | Réhab. LA MAZERIE Trvx 2015 15 ans | **281314** | 71 648,81 | 4 776,00 | **15** |
| | | **6 tableaux d'amortissement au compte 281314** | | | |
| | | | | | |
| **C112141** | CHAUMONT CTD Réhabilitation 2ème phase | **281318** | 1 368,46 | 91,00 | **15** |
| **C112140** | JOINVILLE GEND. Travx 2018 15 ans | **281318** | 3 364,82 | 224,00 | **15** |
| **C112139** | CHALINDREY GEND. Travx 2018 15 ans | **281318** | 8 686,32 | 579,00 | **15** |
| **C112138** | ST DIZIER GEND. Travaux 2018 15 ans | **281318** | 4 807,96 | 320,00 | **15** |
| **C112137** | NOGENT GEND. Travaux 2018 15 ans | **281318** | 4 504,79 | 300,00 | **15** |
| **C112136** | CHATEAUVILLAIN GEND. Travx 2018 15 ans | **281318** | 5 681,92 | 378,00 | **15** |
| **C112135** | ANDELOT CER Travaux 2018 15 ans | **281318** | 661,20 | 44,00 | **15** |
| **C112134** | BOLOGNE GEND. Travaux 2018 15 ans | **281318** | 16 417,42 | 1 094,00 | **15** |
| **C112129** | CHATEAUVILLAIN CE Travx 2018 15 ans | **281318** | 9 960,95 | 664,00 | **15** |
| **C112126** | JOINVILLE Pôle Travx 2017 15 ans | **281318** | 25 092,00 | 1 672,00 | **15** |
| **C112124** | CHEVILLON GEND. Travx 2017 15 ans | **281318** | 6 576,30 | 438,00 | **15** |
| **C112115** | MONTIGNY Pôle Travx 2017 15 ans | **281318** | 1 333,38 | 88,00 | **15** |
| **C112103** | AUBERIVE CER Travx 2016 15 ans | **281318** | 11 406,00 | 760,00 | **15** |
| **C112097** | PRAUTHOY CER Travaux 2016 15 ans | **281318** | 1 492,21 | 99,00 | **15** |
| **C112089** | MONTIER-CEFFONDS CER Travx 2015 15 ans | **281318** | 16 085,43 | 1 072,00 | **15** |
| **C112071** | CE BOURMONT Travaux 2014 15 ans | **281318** | 3 180,00 | 212,00 | **15** |
| **B000516** | Construction bâtiment CE Prauthoy | **281318** | 1 896 553,47 | 63 218,00 | **30** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | **17 tableaux d'amortissement au compte 281318** | | | |
| | | | | | |
| **C322002** | MEMORIAL COLOMBEY Aménagt hall entrée | **2814** | 1 908,00 | 127,00 | **15** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 2814** | | | |
| | | | | | |
| **2018R00003** | Panneaux de signalisation 2018 (23152) | **28152** | 394 810,70 | 19 740,00 | **20** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 28152** | | | |
| | | | | | |
| **C216211** | Col.BOURBONNE Chaufferie Travx 2018 15 ans | **2817312** | 8 202,28 | 546,00 | **15** |
| **C216210** | Col.DOULAINCOURT Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 129 738,60 | 8 649,00 | **15** |
| **C216209** | Col.WASSY Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 8 994,15 | 599,00 | **15** |
| **C216207** | Col.CHAUMONT L.MICHEL Trvx 2018 15 ans | **2817312** | 12 961,12 | 864,00 | **15** |
| **C216205** | Col.JOINVILLE Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 33 566,41 | 2 237,00 | **15** |
| **C216204** | Col.CHAUMONT ROCHOTTE Trv 2018 15 ans | **2817312** | 19 258,33 | 1 283,00 | **15** |
| **C216203** | Col.BOURMONT Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 42 885,23 | 2 859,00 | **15** |
| **C216202** | Col.CHAUMONT ST SAENS Trvx 2018 15 ans | **2817312** | 5 110,05 | 340,00 | **15** |
| **C216201** | Col.LANGRES FRANCHISES Trvx 2018 15 ans | **2817312** | 14 251,65 | 950,00 | **15** |
| **C216200** | Col.CHEVILLON Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 5 331,60 | 355,00 | **15** |
| **C216199** | Col.CHATEAUVILLAIN Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 19 630,79 | 1 308,00 | **15** |
| **C216198** | Col.FRONCLES Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 4 201,07 | 280,00 | **15** |
| **C216197** | Col.ST-DIZIER L.Ortiz Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 10 193,12 | 679,00 | **15** |
| **C216196** | Col.FAYL-BILLOT Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 43 428,72 | 2 895,00 | **15** |
| **C216195** | Col.MONTIGNY Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 1 110,42 | 74,00 | **15** |
| **C216194** | Col.NOGENT Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 62 399,08 | 4 159,00 | **15** |
| **C216193** | Col.LANGRES DIDEROT Travaux 2018 15ans | **2817312** | 26 190,58 | 1 746,00 | **15** |
| **C216191** | Col.COLOMBEY Travaux 2018 15 ans | **2817312** | 49 762,22 | 3 317,00 | **15** |
| **C216188** | Col.FAYL-BILLOT Chaufferie Travx 2017 15 ans | **2817312** | 8 719,61 | 581,00 | **15** |
| **C216156** | Col.PRAUTHOY Travaux 2016 15 ans | **2817312** | 6 151,54 | 410,00 | **15** |
| **C216145** | Col.CHALINDREY Réhab. 15 ans | **2817312** | 2 487,95 | 165,00 | **15** |
| **C216142** | Col.NOGENT plateau sportif Tr.2015 15 ans | **2817312** | 285 024,59 | 19 001,00 | **15** |
| **C216141** | Réhab. Col.NOGENT 15 ans | **2817312** | 2 278 101,94 | 151 873,00 | **15** |
| **C216201** | Col.LANGRES FRANCHISES Trvx 2018 15 ans | **2817312** | 14 251,65 | 950,00 | **15** |
| **C216141** | Réhab. Col.NOGENT 15 ans | **2817312** | 2 278 101,94 | 151 873,00 | **15** |
| | | **27 tableaux d'amortissement au compte 2817312** | | | |

**BUDGET ANNEXE DU LABORATOIRE DEPARTEMENTAL 5 nouveaux tableaux d'amortissement au 1er janvier 2019**

| N° inventaire | Libellé | Nature Comptable | Valeur initiale | Montant de la dotation | Durée |
|---|---|---|---|---|---|
| **I006281** | Log DIPLABO (Dipole) | **28051** | 4 582,03 | 916,00 | **5** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 28051** | | | |
| | | | | | |
| **M050712** | LAVE-VERRERIE | **28157** | 9 029,52 | 1 805,00 | **5** |
| **M046904** | EXTRACTEUR D'ADN | **28157** | 10 800,00 | 2 160,00 | **5** |
| | | **2 tableaux d'amortissement au compte 28157** | | | |
| | | | | | |
| **I006347** | Lot 2 écrans 24'' HP, Acces 08_18 | **281838** | 298,00 | 298,00 | **1** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 281838** | | | |
| | | | | | |
| **M049460** | Lot 2 sièges LABO 09/18 | **281848** | 450,00 | 450,00 | **1** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 281848** | | | |

**BUDGET ANNEXE DU SDAT 3 nouveaux tableaux d'amortissement au 1er janvier 2019**

| N° inventaire | Libellé | Nature Comptable | Valeur initiale | Montant de la dotation | Durée |
|---|---|---|---|---|---|
| **I006350** | Log Neptune | **28051** | 7 467,36 | 1 493,00 | **5** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 28051** | | | |
| | | | | | |
| **M046895** | Lot 2 préleveurs et 1 module SATE 02/18 | **28157** | 11 612,76 | 2 322,00 | **5** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 28157** | | | |
| | | | | | |
| **I006434** | Lot 3 écrans Philips 24'', ESI 11_18 | **281838** | 461,37 | 461,37 | **1** |
| | | **1 tableau d'amortissement au compte 281838** | | | |

**Annexe 2**

## BUDGET PRINCIPAL CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE MARNE

| AMORTISSEMENTS ANNEE 2019 EN RECETTES | IMPUTATION | CREDITS PREVUS AU BP | MONTANTS DEFINITIFS | CREDITS MODIFIES |
|---|---|---|---|---|
| Amortissements des frais d'études | 28031.01 | 94 318,41 | 94 318,41 | 0,00 |
| Amort des subv d'équipement versées biens mobiliers, matériel, études | 2804111.01 | 851,46 | 851,46 | 0,00 |
| Etat, amort. des subventions d'équipement versées | 2804113.01 | 1 460,00 | 1 460,00 | 0,00 |
| Région, amort. des subventions d'équipement versées | 2804122.01 | 116 861,00 | 116 861,00 | 0,00 |
| Département, amortissement des subventions d'équip. | 2804132.01 | 654 650,85 | 654 650,85 | 0,00 |
| Projets d'infrastructures d'intérêt national amort subv d'équip versées | 2804133.01 | 85 548,00 | 85 548,00 | 0,00 |
| Communes et structures interco, amort subv d'équip versées | 2804141.01 | 166 578,82 | 166 578,82 | 0,00 |
| Communes et structures interco, amort. des subv. Equip versées | 2804142.01 | 4 433 029,96 | 4 433 029,96 | 0,00 |
| Autres groupt collectivités Biens immobiliers, amort des subv d'équip versées | 2804151.01 | 3 600,00 | 3 600,00 | 0,00 |
| Autres group collectivités, amort. des subv. d'équip. versées | 2804152.01 | 123 671,08 | 123 671,08 | 0,00 |
| SPIC, amort. des subventions d'équipement versées | 2804162.01 | 468 586,00 | 468 586,00 | 0,00 |
| Autres Ets publics locaux, amort. subv. d'équip. versées | 28041782.01 | 649 040,00 | 649 040,00 | 0,00 |
| Org publics divers, amort des subv d'équipement versées | 2804181.01 | 72 600,00 | 72 600,00 | 0,00 |
| Org publics divers – Amort des subv d'équip versées | 2804182.01 | 56 136,00 | 56 136,00 | 0,00 |
| Personnes de droit privé, amort des subv d'équipement versées | 280421.01 | 53 490,00 | 53 490,00 | 0,00 |
| Personnes de droits privés, amort. des subv. d'équip. | 280422.01 | 75 735,00 | 75 735,00 | 0,00 |
| Ets scolaires dépenese d'équipement, amort des subv d'équip versées | 280431.01 | 27 981,54 | 27 981,54 | 0,00 |
| Amort. Ets scolaires dépenses d'équip., amort. des subv. | 280432.01 | 54 787,00 | 54 787,00 | 0,00 |
| Org publics – amort des subv d'équip versées | 2804411.01 | 156 444,00 | 156 444,00 | 0,00 |
| Org publics – Amort des subv d'équip en nature | 2804412.01 | 21 593,00 | 21 593,00 | 0,00 |
| Amortissements des concessions et droits similaires (logiciel) | 28051.01 | 490 113,09 | 490 113,09 | 0,00 |
| Amortissements des autres agencem. et aménag de terrains | 28128.01 | 3 608,00 | 3 608,00 | 0,00 |
| Amortissements des bâtiments administratifs | 281311.01 | 449 862,57 | 449 862,57 | 0,00 |
| Amortissements des bâtiments scolaires | 281312.01 | 109 325,15 | 109 325,15 | 0,00 |
| Amortissements des bâtiments sociaux et médico-sociaux | 281313.01 | 530 041,58 | 530 041,58 | 0,00 |
| Amortissements des bâtiments culturels et sportifs | 281314.01 | 604 793,04 | 604 793,04 | 0,00 |
| Amortissements des autres bâtiments publics | 281318.01 | 941 595,31 | 941 595,31 | 0,00 |
| Amortissements des immeubles de rapport | 281321.01 | 1 605,00 | 1 605,00 | 0,00 |
| Amortissements des autres bâtiments privés | 281328.01 | 1 350,31 | 1 350,31 | 0,00 |
| Amortissements instal générales, agencement et aménagement | 281351.01 | 7 221,00 | 7 221,00 | 0,00 |
| Amortissements installations générales, agencements privés | 281352-01 | 612,00 | 612,00 | 0,00 |
| Amortissements des constructions sur sol d'autrui | 2814.01 | 721 115,00 | 721 115,00 | 0,00 |
| Amortissements des installations de voiries | 28152.01 | 533 358,00 | 533 358,00 | 0,00 |
| Amortissements des réseaux divers | 28153.01 | 424 805,00 | 424 805,00 | 0,00 |
| Amortissements du matériel et outillage techniques | 28157.01 | 1 066 633,16 | 1 358 030,54 | 300 00,00 |
| Amortissements des bâtiments scolaires mise à disposition | 2817312.01 | 7 285 745,62 | 7 285 745,62 | 0,00 |
| Amortissements installations générales diverses | 28181.01 | 28 380,55 | 28 380,55 | 0,00 |
| Amortissements du matériel de transport | 28182.01 | 164 833,98 | 164 833,98 | 0,00 |
| Amortissements du matériel informatique scolaire | 281831.01 | 440 114,66 | 440 114,66 | 0,00 |
| Amortissements autre matériel informatique | 281838.01 | 280 443,74 | 280 443,74 | 0,00 |
| Amortissements matériel de bureau et mobilier scolaires | 281841.01 | 224 787,22 | 224 787,22 | 0,00 |
| Amortissements autres matériels de bureau et mobiliers | 281848.01 | 131 586,46 | 131 586,46 | 0,00 |
| Amortissements du matériel de téléphonie | 28185.01 | 16 433,34 | 16 433,34 | 0,00 |
| Amortissements autres immobilisations corporelles | 28188.01 | 524 674,10 | 524 674,10 | 0,00 |
| **Total des recettes en section d'investissement** | | **22 300 000,00** | **22 591 397,38** | **300 00000** |
| **QUOTE-PART DES SUBV TRANSFEREES AU CPTE RESULTAT** | **IMPUTATION** | **CREDITS PREVUS AU BP** | **MONTANTS DEFINITIFS** | **CREDITS MODIFIES** |
| Quote-part des subv. d'investissement transférée au résultat | 777.01 | 3 279 295,00 | 3 226 334,52 | 0,00 |
| **Total des recettes en section de fonctionnement** | | **3 279 295,00** | **3 226 334,52** | **0,00** |

# BUDGET PRINCIPAL CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE MARNE

| DOTATIONS ANNEE 2019 EN DEPENSES | IMPUTATION | CREDITS PREVUS AU BP | MONTANTS DEFINITIFS | CREDITS MODIFIES |
|---|---|---|---|---|
| Dotation aux amort. des immobilisations corporelles et incorpo | 6811.01 | 22 300 000,00 | 22 591 397,38 | 300 000,00 |
| **Total des dépenses en section de fonctionnement** | | **22 300 000,00** | **22 591 397,38** | **300 000,00** |
| **SUBVENTIONS TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT** | **IMPUTATION** | **CREDITS PREVUS AU BP** | **MONTANTS DEFINITIFS** | *** CREDITS MODIFIES** |
| Subventions d'équipement transférées au résultat Etat | 13911.01 | 705 542,86 | 652 582,38 | 0,00 |
| Subventions d'équipement transférées au résultat Région | 13912.01 | 254 805,00 | 254 805,00 | 0,00 |
| Subventions d'équip. transférées au résultat Communes et interco | 13914.01 | 123 372,39 | 123 372,39 | 0,00 |
| Subventions d'équip. transférées Autres groupes de collectivités | 13915.01 | 173 774,00 | 173 774,00 | 0,00 |
| Subventions d'équip transférés FEDER | 139172.01 | 260 502,92 | 260 502,92 | 0,00 |
| Subventions d'équip. transférées au résultat autres | 13918.01 | 585 314,83 | 585 314,83 | 0,00 |
| DDEC transférée au cpte de résultat | 13932.01 | 1 175 983,00 | 1 175 983,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses en section d'investissement** | | **3 279 295,00** | **3 226 334,52** | **0,00** |

| LABORATOIRE BUDGET ANNEXE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE MARNE | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **DOTATIONS ANNEE 2019 EN DEPENSES** | **IMPUTATION** | **CREDITS PREVUS AU BP** | **MONTANTS DEFINITIFS** | **CREITS MODIFIES** |
| Dotation aux amort. des immobilisations corporelles et incorpo. | 6811 | 30 000,00 | 28 234,55 | 0,00 |
| **Total des dépenses en section de fonctionnement** | | **30 000,00** | **28 234,55** | **0,00** |
| **AMORTISSEMENTS ANNEE 2019 EN RECETTES** | **IMPUTATION** | **CREDITS PREVUS AU BP** | **MONTANTS DEFINITIFS** | **CREDITS MODIFIES** |
| Amortissements des frais d'études | 28031 | 3 012,00 | 3 012,00 | 0,00 |
| Amortissements des concessions et droits similaires (logiciel) | 28051 | 7 619,08 | 7 619,08 | 0,00 |
| Amortissements du matériel et outillage techniques | 28157 | 17 328.71 | 15 563,26 | 0,00 |
| Amortissements des installations générales diverses | 28181 | 535,21 | 535,21 | 0,00 |
| Amortissements autres matériels informatiques | 281838 | 1 055,00 | 1 055,00 | 0,00 |
| Amortissements mobilier et matériel de bureau | 281848 | 450,00 | 450,00 | 0,00 |
| **Total des recettes en section d'investissement** | | **30 000,00** | **28 234,55** | **0,00** |

| SDAT BUDGET ANNEXE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE MARNE | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **DOTATIONS ANNEE 2019 EN DEPENSES** | **IMPUTATION** | **CREDITS PREVUS AU BP** | **MONTANTS DEFINITIFS** | **CREDITS MODIFIES** |
| Dotation aux amort. des immobilisations corporelles et incorpo. | 6811 | 15 000,00 | 12 437,93 | 0,00 |
| **Total des dépenses en section de fonctionnement** | | **15 000,00** | **12 437,93** | **0,00** |
| | | | | |
| **AMORTISSEMENTS ANNEE 2019 EN RECETTES** | **IMPUTATION** | **CREDITS PREVUS AU BP** | **MONTANTS DEFINITIFS** | **CREDITS MODIFIES** |
| Amortissements des concessions et droits similaires (logiciel) | 28051 | 3 297,00 | 3 297,00 | 0,00 |
| Amortissements du matériel et outillage techniques | 28157 | 10 807,07 | 8 245,00 | 0,00 |
| Amortissement autres matériels informatiques | 281838 | 895,93 | 895,93 | 0,00 |
| **Total des recettes en section d'investissement** | | **15 000,00** | **12 437,93** | **0,00** |

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:56:02
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_8-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

# CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE

| CONSEIL DÉPARTEMENTAL<br>Réunion du 28 juin 2019 | |
|---|---|
| Direction des Finances et du Secrétariat Général<br>**Service Finances** | **N° I - 8** |
| **OBJET :**<br>**Budget supplémentaire de l'exercice 2019 du budget principal** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

**Absent ayant donné procuration :**
Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON à M. Paul FLAMERION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2331-1 et L.3332-1(a),

Vu la délibération n°I-9 du Conseil départemental du 14 décembre 2018 adoptant le budget primitif 2019,

Vu la délibération du Conseil départemental du 15 mars 2019 relative à la décision modificative n°1 de l'exercice 2019 du budget principal,

Vu la délibération du Conseil départemental du 5 avril 2019 relative à la décision modificative n°2 de l'exercice 2019 du budget principal,

Vu l'avis favorable de la Ire commission réunie le 6 juin 2019,

Vu le rapport de Monsieur le Président et après avoir entendu les conclusions de Monsieur Jean-Michel Rabiet, rapporteur au nom de la Ire commission,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 32 voix Pour et 2 Abstentions**

**DECIDE**

**1) de voter le budget supplémentaire (DM3) de l'exercice 2019 du budget principal** du conseil départemental de la Haute-Marne conformément aux documents budgétaires réglementaires établis.

Les décisions s'y rapportant sont résumées ci-après :

## a. Les opérations en mouvements réels

# SECTION DE FONCTIONNEMENT

### LES DÉPENSES : + 191 800,00 €

***Crédits modifiés :***

| Chapitre | Imputation | Montant | Objet |
|---|---|---|---|
| Chap. 011 | 611//538 | 30 000,00 € | Mission d'accompagnement à la réalisation de CPOM |
| Chap. 011 | 61521//94 | 26 000,00 € | Ajustement des crédits relatifs aux frais d'entretien du Parc aux daims |
| Chap. 011 | 6188//0202 | 30 000,00 € | Mission d'accompagnement à la mise en conformité au RGPD |
| Chap. 011 | 6188//94 | 5 000,00 € | Surveillance sanitaire des daims au Parc aux daims |
| **Total chapitre 011** | | **91 000,00 €** | |

| Chapitre | Imputation | Montant | Objet |
|---|---|---|---|
| Chap. 65 | 652413//51 | **100 800,00 €** | Places d'hébergement supplémentaires pour les MNA |

### LES RECETTES : + 617 662,00 € (*hors affectation du résultat 2018)*

***Crédits modifiés :***

| Chapitre | Imputation | Montant | Objet |
|---|---|---|---|
| Chap. 731 | 73125//01 | **56 490,00 €** | Ajustement de la DCP |

| Chapitre | Imputation | Montant | Objet |
|---|---|---|---|
| Chap. 74 | 7411//01 | 62 532,00 € | Ajustement de la part de dotation forfaitaire de la DGF |
| Chap.74 | 74121//01 | 498 640,00 € | Ajustement de la part de dotation de fonctionnement minimale de la DGF |
| **Total chapitre 74** | | **561 172,00 €** | |

# SECTION D'INVESTISSEMENT

## LES DÉPENSES : + 1 175 103,34 €

### ***Crédits modifiés :***

| Chapitre | Imputation | Montant | Objet |
|---|---|---|---|
| Chap. 18 | 2031//68 | 80 000,00 € | Mission d'accompagnement pour la création d'une SEM HMN |
| Chap. 18 | 2051//28 | 500 000,00 € | Travaux de fibrage de 40 sites clients SFR |
| **Total chapitre 18** | | **580 000,00 €** | |

| Chapitre | Imputation | Montant | Objet |
|---|---|---|---|
| Chap. 204 | 204142//74 | 436 855,34 € | Solde de dossiers d'aménagements de lotissements communaux |
| Chap. 204 | 204181//538 | 159 000,00 € | Subvention d'investissement pour l'amélioration des conditions d'accueil dans les EHPAD |
| Chap. 204 | 20422//51 | 50 000,00 € | Investissement dans les OPH pour l'accueil des MNA |
| **Total chapitre 204** | | **645 855,34 €** | |

| Chapitre | Imputation | Montant | Objet |
|---|---|---|---|
| Chap. 21 | 2151//621 | 35 000,00 € | Ajustement des crédits relatifs aux acquisitions foncières |
| Chap. 21 | 2157//621 | -659 000,00 € | Ajustement des crédits d'achat de véhicules, engins et matériels |
| Chap.21 | 21848//94 | 180 000,00 € | Renouvellement du matériel de scénographie obsolète |
| **Total chapitre 21** | | **-444 000,00 €** | |

| Chapitre | Imputation | Montant | Objet |
|---|---|---|---|
| Chap. 23 | 231312//28 | -100 000,00 € | Report des travaux à l'Ecole de la 2nde chance |
| Chap. 23 | 231313//50 | -100 000,00 € | Report des travaux à l'Ecole Jean Moulin |
| Chap.23 | 23151//621 | 680 000,00 € | Ajustement des crédits relatifs à la voirie départementale |
| Chap. 23 | 23152//621 | 50 000,00 € | Acquisition de panneaux de signalisation suite au passage à 90 km/h |
| **Total chapitre 23** | | **530 000,00 €** | |

| Chapitre | Imputation | Montant | Objet |
|---|---|---|---|
| Chap. 27 | 27634//01 | **43 248,00 €** | Versement 1ère partie avance remboursable à la Commune de Vouécourt pour la réalisation d'un pôle multiservices |

| Chapitre | Imputation | Montant | Objet |
|---|---|---|---|
| Compte 458112 | 458112//31 | **20 000,00 €** | Travaux pour compte de tiers - Rimaucourt |

| Chapitre | Imputation | Montant | Objet |
|---|---|---|---|
| Compte 458135 | 458135//35 | **-200 000,00 €** | Travaux pour compte de tiers – Thonnance-les-Joinville |

***Transferts de crédits de dépenses à l'intérieur de la section d'investissement :***

| Direction | Libellé de l'opération | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|---|
| DPB | Aménagement de la parcelle Salin | 2128//312 | Chap. 21 | -400 000 € |
| DPB | Dépenses diverses hors plan collèges | 2317312//221 | Chap. 23 | 400 000 € |
| DPB | Construction | 2317312//221 | Chap. 23 | -100 000 € |
| DPB | Frais d'études spécifiques | 2031//0202 | Chap. 20 | **100 000 €** |
| DSI | Acquisition de logiciels | 2051//221 | Chap. 20 | -30 000 € |
| DSI | Travaux dans les collèges | 21312//221 | Chap. 21 | **30 000 €** |
| DIT | Acquisition de matériel | 2157//621 | Chap. 21 | -10 000 € |
| DAT | Avenue de Turenne | 458111//30 | Compte 458111 | **10 000 €** |

**LES RECETTES : 992 165,00 €**

***Crédits modifiés :***

| **Chapitre** | **Imputation** | **Montant** | **Objet** |
|---|---|---|---|
| Chap. 13 | 1311//621 | 510 665,00 € | Recettes de l'Etat et de la SNCF |
| Chap. 13 | 1324//621 | -11 000,00 € | Report des travaux à Andilly |
| Chap. 13 | 1328//621 | 172 500,00 € | Subvention du GIP dans le cadre des travaux d'aménagement sur la RD147 entre la RD25 et la RD67A |
| **Total chapitre 13** | | **672 165,00 €** | |

| **Chapitre** | **Imputation** | **Montant** | **Objet** |
|---|---|---|---|
| Chap. 23 | 23153//68 | **500 000,00 €** | Recettes SFR pour travaux de fibrage |
| **Chapitre** | **Imputation** | **Montant** | **Objet** |
| Compte 458112 | 458112//31 | **20 000,00 €** | Recette de la Commune de Rimaucourt – travaux RD147 |

| **Chapitre** | **Imputation** | **Montant** | **Objet** |
|---|---|---|---|
| Compte 458235 | 458235//35 | **-200 000,00 €** | RD60 Thonnance-les-Joinville- report des travaux |

## b. Les opérations en mouvement d'ordre

**⟶ Ajustement du montant de la dotation aux amortissements**

| | Montant inscrit BP 2019 | Ajustement des crédits inscrits | Nouveau montant |
|---|---|---|---|
| Chapitre 042 – Dotations aux amortissements (DF) | 22 300 000,00 € | + 300 000,00 € | 22 600 000,00 € |
| Chapitre 040 – Amortissement (RI) | 22 300 000,00 € | + 300 000,00 € | 22 600 000,00 € |

## c. Les opérations réalisées sur enveloppes de crédits pluriannuels

- ***Création d'autorisations de programme :***

| Direction | Intitulé de l'enveloppe à créer | Référence grand angle | Montant de l'enveloppe |
|---|---|---|---|
| DAT | Meubles labellisés 2019 | P058 E186 | 9 900,00 € |
| DAT | Avances remboursables actions économiques 2019 | P045 E121 | 86 496,00 € |
| DAT | Avances remboursables 2019 (Recettes) | P045 E122 | 86 496,00 € |

- ***Mouvements sur autorisations de programme :***

| Direction | Libellé des enveloppes | Référence grand angle | Montant de l'enveloppe initial | Mouvement | Nouveau montant |
|---|---|---|---|---|---|
| DAT | FTI 2007 | P015 E30 | 894 635,98 € | 14 216,23 € | 908 852,21 € |
| DAT | FTIEU 2017 | P177 E05 | 4 966 342,00 € | -22 070,00 € | 4 944 272,00 € |
| DAT | SCOT | P015 E90 | 200 000,00 € | -48 400,00 € | 151 600,00 € |
| DAT | Aménagement avenue de Turenne à Langres | P015 E88 | 1 360 000,00 € | 10 000,00 € | 1 370 000,00 € |
| DAT | FGTR 2018 | P177 E06 | 5 264 316,00 € | 100 804,00 € | 5 365 120,00 € |
| DAT | FMHC | P185 E02 | 7 150 000,00 € | 10 272,00 € | 7 160 272,00 € |

- ***Création d'autorisation d'engagement :***

| Direction | Intitulé de l'enveloppe à créer | Référence grand angle | Montant de l'enveloppe |
|---|---|---|---|
| DFSG | Mise en conformité RGPD | P071 E13 | 76 000,00 € |

- ***Mouvements sur autorisation d'engagement:***

| Direction | Libellé de l'opération | Référence grand angle | Montant de l'enveloppe | Mouvement proposé | Nouveau montant |
|---|---|---|---|---|---|
| DRH | Formation conduite d'engins 2017-2019 | P066 E25 | 150 000,00 € | -19 000,00 € | 131 000,00 € |

- ***Propositions de clôture d'autorisations de programme :***

| Direction | Libellé des enveloppes | Référence grand angle | Montant de l'enveloppe | Mouvement | Montant à la clôture |
|---|---|---|---|---|---|
| DAT | Avance remboursable maison de santé Joinville | P015 E92 | 162 800,00 € | 0,00 € | 162 800,00 € |
| DAT | Hamaris Plan stratégique de réhabilitation | P119 E02 | 8 000 000,00 € | 0,00 € | 8 000 000,00 € |
| DAT | Pôle technologique de Nogent (3ème tranche) | P045 E104 | 660 000,00 € | -1 698,55 € | 658 301,45 € |
| DAT | Parc d'activité de Damblain | P045 E45 | 6 477 160,00 € | -372 507,00 € | 6 104 653,00 € |
| DAT | Avance remboursable Chalindrey | P015 E80 | 173 182,00 € | 0,00 € | 173 182,00 € |
| DAT | Réhabilitation bâtiment SDEHM | P015 E87 | 500 000,00 € | 0,00 € | 500 000,00 € |
| DAT | Aménagement quartier gare Chaumont | P015 E64 | 5 621 200,00 € | 0,00 € | 5 621 200,00 € |
| DAT | Syndicat mixte 4 Lacs 2009 | P058 E85 | 400 000,00 € | -66 352,00 € | 333 648,00 € |
| DAT | Syndicat mixte 4 Lacs 2010 | P058 E87 | 400 000,00 € | -80 096,00 € | 319 904,00 € |
| DAT | PDIPR 2018 | P058 E176 | 16 400,00 € | -16 400,00 € | 0,00 € |
| DAT | Hôtellerie de plein air 2018 subventions | P058 E179 | 15 000,00 € | -15 000,00 € | 0,00 € |
| DAT | Hôtellerie de plein air 2018 avance remboursable | P058 E180 | 50 000,00 € | -50 000,00 € | 0,00 € |
| DAT | Restaurant 2015 | P058 E155 | 30 000,00 € | -24 678,00 € | 5 322,00 € |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| DAT | Hôtellerie 2015 avance remboursable | P058 E154 | 236 000,00 € | -200 942,00 € | 35 058,00 € |
| DAT | Hôtellerie 2015 | P058 E153 | 75 000,00 € | -38 853,00 € | 36 147,00 € |
| DAT | Mobilier culturel subventions 2015 | P019 E73 | 40 000,00 € | -36 877,50 € | 3 122,50 € |
| DAT | Mobilier culturel subventions 2016 | P019 E77 | 41 183,00 € | -36 772,00 € | 4 411,00 € |
| DAT | Mobilier culturel subventions 2017 | P019 E80 | 20 000,00 € | -16 266,75 € | 3 733,25 € |
| DAT | Avances remboursables actions économiques 2018 | P045 E119 | 300 000,00 € | -300 000,00 € | 0,00 € |
| DAT | Avances remboursables communes 2017 | P045 E118 | 300 000,00 € | -111 564,00 € | 188 436,00 € |
| DAT | Aides aux vanniers 2015 | P045 E112 | 3 820,00 € | 0,00 € | 3 820,00 € |
| DAT | Aides aux communes 2019 | P177 E09 | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| DPB | MECS quartier Foch | P053 E16 | 4 000 000,00 € | -296 687,13 € | 3 703 312,87 € |
| DPB | Travaux site archéologique Andilly | P115 E44 | 650 000,00 € | -555 436,06 € | 94 563,94 € |
| DPB | Colline du Mémorial Charles-de-Gaulle | P115 E57 | 150 000,00 € | -24 449,69 € | 125 550,31 € |
| DPB | Scénographie Mémorial Charles de Gaulle | P115 E61 | 200 000,00 € | -4 792,59 € | 195 207,41 € |
| DEIT | FDE 2011 | P030 E60 | 2 000 000,00 € | -455 773,39 € | 1 544 226,61 € |
| DEIT | Protection captage eau potable 2015 | P030 E75 | 10 000,00 € | -5 105,00 € | 4 895,00 € |
| DEIT | Protection captage eau potable 2017 | P030 E79 | 10 000,00 € | -5 792,00 € | 4 208,00 € |
| DEIT | FDE 2019 | P030 E83 | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| DEIT | Aides agricoles invt 2018 | P047 E62 | 65 000,00 € | -65 000,00 € | 0,00 € |
| DIT | Etudes, levés topo et acquisitions foncières 2014/2018 | P027 E80 | 1 000 000,00 € | -439 456,66 € | 560 543,34 € |
| DIT | Acquisition de matériel 2014/2018 | P027 E81 | 380 000,00 € | -29 961,69 € | 350 038,31 € |
| DIT | Travaux d'aménagement et de sécurité Prauthoy | P027 E90 | 1 500 000,00 € | -353 366,98 € | 1 146 633,02 € |
| DIT | Chaussées 2014/2018 | P027 E78 | 38 500 000,00 € | -28 884,82 € | 38 471 115,18 € |
| DIT | Equipement de la route 2014/2018 | P027 E79 | 3 500 000,00 € | -862 403,28 € | 2 637 596,72 € |
| DIT | Aménagement RD175 entre RD60 et massif boisé Saudron | P027 E74 | 2 500 000,00 € | -732 533,31 € | 1 767 466,69 € |
| DIT | Suppression passage à niveau Villegusien | P027 E73 | 4 186 000,00 € | -1 361 276,05 € | 2 824 723,95 € |
| DIT | Contrat 2010/2013 Canal entre Champagne et Bourgogne | P027 E69 | 2 202 250,00 € | -173 220,77 € | 2 029 029,23 € |
| DIT | Desserte optique de sites clients 2014/2018 | P141 E41 | 900 000,00 € | -121 701,18 € | 778 298,82 € |
| DIT | Plan Haute-Marne Numérique 2010/2015 | P141 E27 | 56 575 000,00 € | -5 398 921,39 € | 51 176 078,61 € |
| DIT | HMN - programme complémentaire 2014/2018 | P141 E57 | 6 900 000,00 € | -926 893,48 € | 5 973 106,52 € |
| DIT | HMN - sécurisation réseaux et enseignes | P141 E51 | 3 500 000,00 € | -132 220,09 € | 3 367 779,91 € |
| DIT | Raccordement complémentaire au réseau HMN | P141 E60 | 7 200 000,00 € | -13 272,17 € | 7 186 727,83 € |
| DIT | Réalisation de sites de montée en débit | P141 E58 | 1 200 000,00 € | -401 485,95 € | 798 514,05 € |
| DGAPS | Sédentarisation des gens du voyage | P056 E08 | 30 000,00 € | -30 000,00 € | 0,00 € |
| DGAPS | ESAT Bourbonne-les-Bains 2ème tranche | P050 E22 | 82 230,00 € | -10 123,00 € | 72 107,00 € |
| DGAPS | Maison de retraite Joinville | P024 E02 | 560 000,00 € | -1 018,30 € | 558 981,70 € |
| DGAPS | Maison de retraite Langres | P024 E04 | 5 000 000,00 € | 0,00 € | 5 000 000,00 € |
| DGAPS | Avance remboursable maison de retraite Wassy | P024 E06 | 500 000,00 € | 0,00 € | 500 000,00 € |
| DGAPS | Avance remboursable EHPAD Percey-le-Pautel | P024 E09 | 1 500 000,00 € | 0,00 € | 1 500 000,00 € |
| DE | Cartable électronique 2010/2015 | P150 E03 | 411 000,00 € | -16 134,63 € | 394 865,37 € |
| DE | CFAI de l'Industrie | P017 E15 | 75 348,00 € | -5 113,81 € | 70 234,19 € |
| DFSG | CPI Equipement | P048 E05 | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| DFSG | CPI Casernement Illoud | P048 E06 | 421 353,00 € | 0,00 € | 421 353,00 € |
| DFSG | Caserne de Chaumont | P048 E12 | 5 500 000,00 € | 0,00 € | 5 500 000,00 € |
| DSI | Web Grand Angle | P113 E07 | 193 993,00 € | -10,76 € | 193 982,24 € |
| DSI | Remplacement des autocomms | P113 E08 | 150 038,00 € | -17,01 € | 150 020,99 € |
| DSI | Dématérialisation des actes | P113 E11 | 39 455,00 € | -10,92 € | 39 444,08 € |
| DAT | Recettes sur avances aux communes et interco | P015 E61 | 64 247,00 € | 0,00 € | 64 247,00 € |
| DAT | Remboursement avance maison médicale Bourmont | P015 E75 | 162 800,00 € | 0,00 € | 162 800,00 € |
| DAT | Avances remboursables (Rongeant et Parc Energie) | P009 E12 | 456 982,00 € | 0,00 € | 456 982,00 € |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| DAT | Remboursement prêts commerçants | P009 E13 | 7 600,00 € | 0,00 € | 7 600,00 € |
| DAT | Remboursement avance remboursable Symtec | P045 E98 | 1 600 000,00 € | 0,00 € | 1 600 000,00 € |
| DAT | Remboursement prêts artisans 2012 | P009 E26 | 58 622,00 € | -9 460,25 € | 49 161,75 € |
| DAT | Remboursement prêts artisans 2013 | P009 E32 | 33 429,00 € | -12 683,00 € | 20 746,00 € |
| DAT | Camping 2011 avance remboursable recettes | P058 E113 | 6 865,00 € | -1 373,00 € | 5 492,00 € |
| DAT | Recettes hôtellerie de plein air 2013 avance remboursable | P058 E126 | 10 000,00 € | -5 000,00 € | 5 000,00 € |
| DAT | Remboursement hôtellerie de plein air 2018 | P058 E178 | 50 000,00 € | -50 000,00 € | 0,00 € |
| DIT | Recettes HMN programme complémentaire sécurisation réseau | P141 E52 | 1 458 000,00 € | -444 379,30 € | 1 013 620,70 € |

- ***Propositions de clôture d'autorisations d'engagement :***

| Direction | Libellé des enveloppes | Référence grand angle | Montant de l'enveloppe | Mouvement proposé | Montant à la clôture |
|---|---|---|---|---|---|
| DIT | Plan de prévention des sites de téléphonie mobile | P140 E15 | 60 000,00 € | -24 145,40 € | 35 854,60 € |
| DRH | Formation conduite d'engins | P066 E16 | 100 000,00 € | -16 900,00 € | 83 100,00 € |
| DRH | Formation conduite d'engins 2014/2016 | P066 E17 | 45 000,00 € | -3 600,00 € | 41 400,00 € |

**2) de prendre les dispositions particulières suivantes liées à l'intégration du résultat 2018 au sein du budget principal et à l'équilibre de la présente décision modificative :**

- report en dépenses de la section d'investissement du solde d'exécution déficitaire sur la ligne codifiée D001 pour 15 164 470,35 €,

- inscription d'un crédit en recettes d'investissement sur le compte 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés en couverture du solde d'exécution déficitaire de la section d'investissement) pour 15 164 470,35 €,

- report en recettes de la section de fonctionnement du solde résiduel de l'excédent de fonctionnement sur la ligne budgétaire codifiée R002 pour 6 948 982,36 € contribuant à l'augmentation de l'autofinancement,

- diminution du montant de l'emprunt prévisionnel d'équilibre de 7 191 906,02 € qui passe de 29 924 588,88 € à 22 732 682,86 €.

**3) d'ajuster le niveau d'autofinancement par opérations d'ordre budgétaire pour le montant indiqué dans le tableau synthétique ci-dessous et d'inscrire les crédits (sans exécution) correspondants:**

| | Dépenses de fonctionnement | Recettes d'investissement |
|---|---|---|
| Virement à la section d'investissement (chap. 023) | + 7 074 844,36 € | |
| Virement de la section de fonctionnement (chap. 021) | | + 7 074 844,36 € |

**4) de prendre les décisions suivantes :**

- **d'attribuer une subvention d'investissement de 100 804 €** à la communauté d'agglomération Saint-Dizier Blaise et Der pour l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal ;
- **d'autoriser** Monsieur le Président du conseil départemental de Haute-Marne à solliciter une subvention auprès du GIP Haute-Marne pour la réalisation des travaux d'aménagement de la RD147 entre la RD25 et la RD67A ;
- **d'autoriser** Monsieur le Président du conseil départemental de Haute-Marne à déroger au règlement des aides aux communes applicable aux dossiers relatifs aux opérations d'aménagements des lotissements communaux et permettre le versement des aides sur présentation des factures acquittées ;
- **de modifier** le règlement des modalités d'intervention financières du Département auprès des communes et des EPCI à fiscalité propre et de permettre le versement d'aides également aux syndicats de communes.

## SYNTHESE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019 DU BUDGET PRINCIPAL PAR CHAPITRES BUDGETAIRES SECTION FONCTIONNEMENT

Dépenses

| Chapitre budgétaire | Montant | Libellé |
|---|---|---|
| Chapitre 011 | 91 000,00 € | Charges à caractère général |
| Chapitre 023 | 7 074 844,36 € | Virement à la section d'investissement |
| Chapitre 042 | 300 000,00 € | Opérations d'ordre de transfert entre sections |
| Chapitre 65 | 100 800,00 € | Autres charges de gestion courante |
| **Total :** | **7 566 644,36 €** | |

Recettes

| Chapitre budgétaire | Montant | Libellé |
|---|---|---|
| Ligne budgétaire R002 | 6 948 982,36 € | Résultat de fonctionnement 2018 reporté |
| Chapitre 731 | 56 490,00 € | Impositions directes |
| Chapitre 74 | 561 172,00 € | Dotations, subventions et participations |
| **Total :** | **7 566 644,36 €** | |

## SYNTHESE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019 DU BUDGET PRINCIPAL PAR CHAPITRES BUDGETAIRES SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

| Chapitre budgétaire | Montant | Libellé |
|---|---|---|
| Ligne budgétaire D001 | 15 164 470,35 € | Report du solde d'exécution déficitaire de la section d'investissement issu de la clôture des comptes de 2018 |
| Chapitre 18 | 580 000,00 € | Plan Haute-Marne Numérique |
| Chapitre 20 | 70 000,00 € | Immobilisations incorporelles |
| Chapitre 204 | 645 855,34 € | Subventions d'équipement versées |
| Chapitre 21 | -824 000,00 € | Immobilisations corporelles |
| Chapitre 23 | 830 000,00 € | Immobilisations en cours |
| Chapitre 27 | 43 248,00 € | Autres immobilisations financières |
| Compte 458111 | 10 000,00 € | Dépenses pour opérations d'investissement sous mandat - Langres |
| Compte 458112 | 20 000,00 € | Dépenses pour opérations d'investissement sous mandat - Rimaucourt |

| | | |
|---|---|---|
| Compte 458135 | -200 000,00 € | Dépenses pour opérations d'investissement sous mandat Thonnance-les-Joinville |
| **Total :** | **16 339 573,69 €** | |

Recettes

| Chapitre budgétaire | Montant | Libellé |
|---|---|---|
| Chapitre 021 | 7 074 844,36 € | Virement de la section de fonctionnement (recettes) |
| Chapitre 040 | 300 000,00 € | Opérations d'ordre de transfert entre sections |
| Chapitre 10 | 15 164 470,35 € | couverture du solde d'exécution déficitaire de la section d'investissement (compte 1068) |
| Chapitre 13 | 672 165,00 € | Subventions d'investissement |
| Chapitre 16 | - 7 191 906,02 € | Emprunts et dettes assimilées |
| Chapitre 23 | 500 000,00 € | Immobilisations en cours |
| Compte 458212 | 20 000,00 € | Travaux pour compte de tiers voirie - Rimaucourt |
| Compte 458235 | -200 000,00 € | Recettes pour opération sous mandat – Thonnance-les-Joinville |
| **Total :** | **16 339 573,69 €** | |

**RÉSULTAT DU VOTE : Adopté à l'unanimité**

2 abstentions : M. Nicolas CONVOLTE, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:56:02
Référence technique : 052-225200013-20190628-I_8-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

# Annexe : présentation du compte administratif 2018

Cette annexe a pour but de présenter une synthèse des conditions d'exécution du budget de l'exercice 2018 et de l'équilibre final apparaissant au compte administratif. Quelques focus rétrospectifs permettront d'inclure l'année 2018 dans une trajectoire rétrospective pluriannuelle dégageant des tendances de fond de l'action du Département. Cette présentation ne constitue pas une analyse financière au sens strict du terme mais une synthèse descriptive des conditions d'emploi et d'utilisation des ressources et charges votées par l'assemblée départementale au cours de l'année 2018.

## Sommaire

| | |
|---|---|
| **Les grands équilibres financiers des comptes administratifs 2013 à 2018** | **page 1** |
| **La structure financière synthétique de l'exécution financière 2018** | **page 2** |
| **Un autofinancement brut dégagé par la section de fonctionnement en hausse, atteignant 37,7 M€ en 2018** | **page 3** |
| **Des dépenses de fonctionnement maîtrisées et d'un niveau inférieur au plafond de dépenses de fonctionnement notifié par l'Etat :** | **page 4** |
| Le bilan 2018 de la tenue de la trajectoire de l'évolution des dépenses de fonctionnement : un taux d'évolution constaté de + 0,8 %, inférieur au taux notifié de 1,10% | page 6 |
| Analyse de la variation et de la structure des principales dépenses de fonctionnement en 2018 | page 7 |
| **Des recettes de fonctionnement dynamiques en 2018** | **page 13** |
| **Un niveau récurrent d'investissement supérieur à 50 M€** | **page 16** |
| **Un financement des investissements 2018 par mobilisation de ressources internes** | **page 24** |
| **Un encours de dette réduit offrant une réelle capacité d'intervention future du Département** | **page 27** |

# Les grands équilibres financiers des comptes administratifs 2013 à 2018

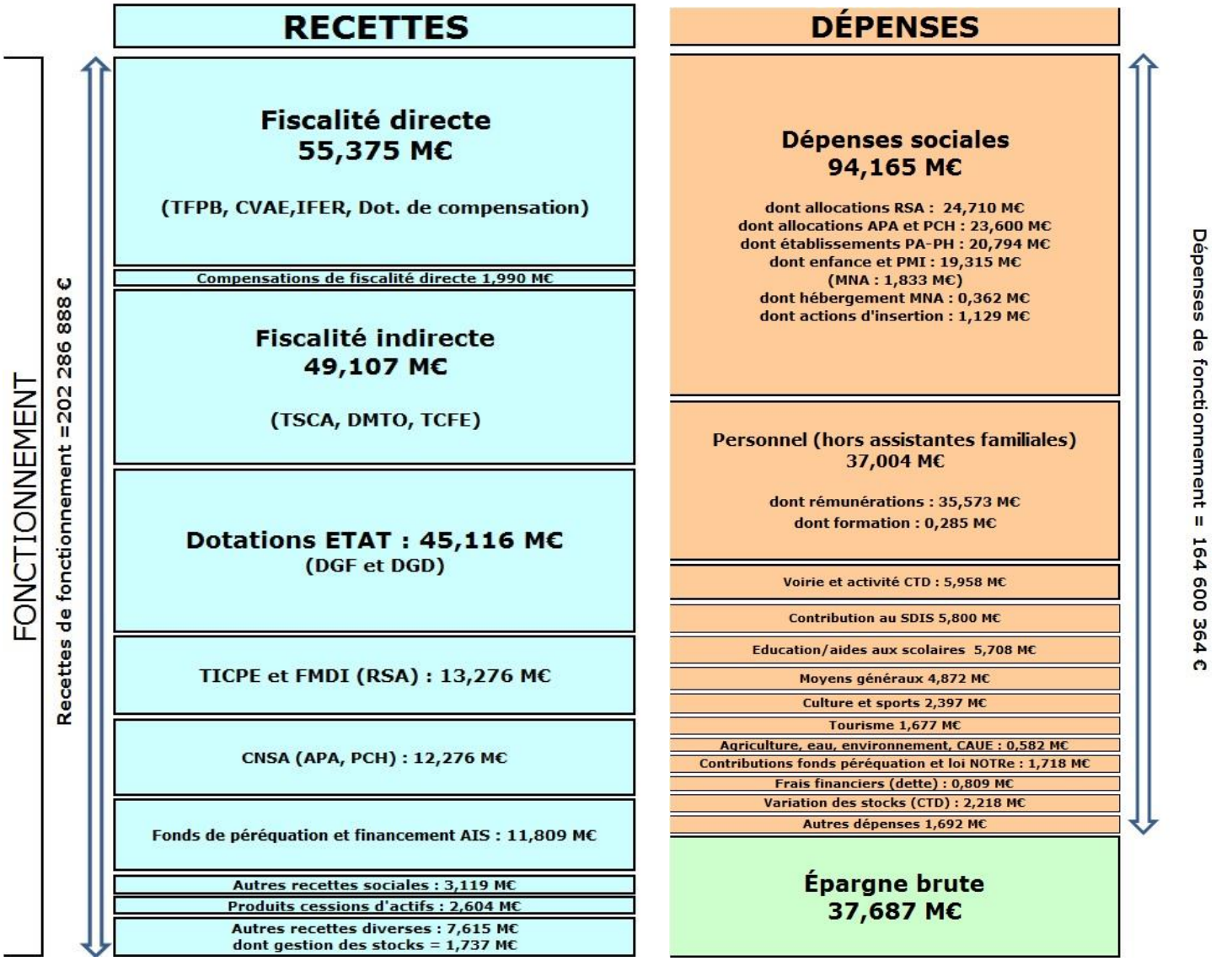
| | | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT** | | | | | | | | |
| **Recettes réelles de fonctionnement** | | [1] | **191 708 304** | **197 874 804** | **198 679 431** | **200 869 595** | **197 987 138** | **202 286 888** |
| **Dépenses réelles de fonctionnement** | | [2] | **161 127 473** | **164 576 048** | **168 607 566** | **172 253 407** | **162 979 231** | **164 600 364** |
| dont dépenses hors dette | | | 159 863 369 | 163 151 256 | 167 295 257 | 171 078 773 | 161 980 331 | 163 795 675 |
| dont intérêts de la dette | | [3] | 1 264 104 | 1 424 792 | 1 312 309 | 1 174 634 | 998 900 | 804 689 |
| **SECTION D'INVESTISSEMENT** | | | | | | | | |
| **Recettes réelles d'investissement** | | [4] | **42 355 799** | **26 663 462** | **26 832 314** | **24 360 544** | **18 003 401** | **16 416 885** |
| dont recettes hors emprunts | | | 25 355 799 | 21 663 462 | 26 832 314 | 19 360 544 | 18 003 401 | 16 416 885 |
| dont emprunts souscrits | | [5] | 17 000 000 | 5 000 000 | 0 | 5 000 000 | 0 | 0 |
| **Dépenses réelles d'investissement** | | [6] | **73 201 810** | **61 691 855** | **54 461 089** | **51 496 462** | **53 118 585** | **52 350 374** |
| dont remboursement du capital de la dette | | [7] | 5 865 908 | 6 302 051 | 6 714 475 | 7 003 222 | 6 918 342 | 6 959 882 |
| dont remboursement avance FCTVA | | | 0 | 0 | 0 | 1 596 000 | 1 596 000 | 0 |
| dont dépenses d'investissement | | | 67 335 902 | 55 389 804 | 47 746 614 | 42 897 240 | 44 604 243 | 45 390 492 |
| **SOLDES FINANCIERS :** | | | | | | | | |
| **Épargne brute** | A = | [1]- [2] | **30 580 831** | **33 298 756** | **30 071 865** | **28 616 188** | **35 007 907** | **37 686 524** |
| **Épargne nette** | B = | A - [7] | **24 714 923** | **26 996 705** | **23 357 390** | **21 612 966** | **28 089 565** | **30 726 642** |
| **Épargne de gestion** | C = | A + [3] | **31 844 935** | **34 723 548** | **31 384 174** | **29 790 822** | **36 006 807** | **38 491 213** |
| **Investissements à financer** | D = | [6] - [7] | **67 335 902** | **55 389 804** | **47 746 614** | **44 493 240** | **46 200 243** | **45 390 492** |
| **Capacité d'investissement** | E = | A + [4] – [7] | **50 070 022** | **48 660 167** | **50 189 704** | **40 973 510** | **46 092 966** | **47 143 527** |
| Recours à l'emprunt | F | | 17 000 000 | 5 000 000 | 0 | 5 000 000 | 0 | 0 |
| Variation du fonds roulement | G = | E+F-D | - 265 180 | - 1 729 637 | + 2 443 090 | + 1 480 270 | - 107 277 | + 1 753 035 |
| Fonds de roulement au 31 décembre | H = | H (N-1) + G | 1 638 345 | 23 340 | 3 822 965* | 5 303 235 | 5 195 958 | 6 948 993 |
| **Encours dette au 31 décembre** | | | **49 146 875** | **47 844 824** | **41 130 349** | **39 127 127** | **32 208 785** | **25 248 903** |
| Capacité de désendettement | | | 1 an 7 mois | 1 an 5 mois | 1 an 4 mois | 1 an 4 mois | 11 mois | 9 mois |

***2015 : dont reprise résultat issu de la réintégration du budget annexe CTD**

**Eléments essentiels de l'exécution budgétaire 2018**

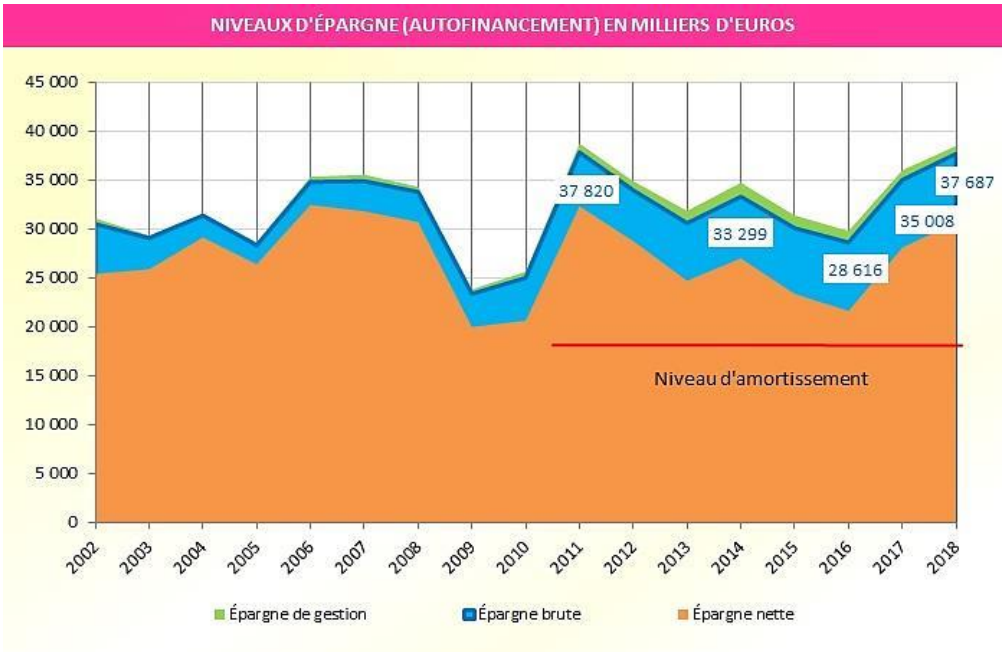
- ⇨ L'épargne brute s'établit à 37,7 M€, plus haut niveau constaté depuis 2011. Après retraitement de recettes exceptionnelles liées à la cession d'actifs (vente d'actions SEM Immo bail et du camping de la Liez) du total des recettes de fonctionnement (202,3 M€), le niveau d'autofinancement est stabilisé de 35 M€, niveau équivalent à celui de 2017
- ⇨ Les dépenses de fonctionnement ne varient que de 1% et s'établissent à 164,6 M€ (+1,6 M€/2017).De plus, après retraitements comptables au sens du pacte de Cahors (hausse maximum limitée à +1,10 %), l'évolution des dépenses de fonctionnement est ramenée seulement à + 0,77 %. Cette faible variation des dépenses de fonctionnement, conséquence de cette pression opérée par l'Etat, consolide le niveau d'épargne affecté au financement de la section d'investissement.
- ⇨ Les dépenses d'investissement hors dette sont en légère hausse par rapport à 2017 : 45,4 M€ en 2018 contre 44,6 M€ en 2017 (hors remboursement de la seconde moitié de l'avance FCTVA perçue en 2015 et hors remboursement du capital de la dette)
- ⇨ La capacité d'investissement est élevée (47,1 M€). La hausse de l'épargne nette (+2,7 M€/2017 - 30,7 M€) compense la baisse des recettes d'investissement (-1,6 M€/2017 - 16,4M€). La CAF est mobilisée à 96% (45,4 M€/47,1M€) : le fonds de roulement est par conséquent augmenté de 1,8 M€, et sera affecté au financement des investissements 2019. Le financement des dépenses d'investissement 2018 est au final assuré sans recours à l'emprunt
- ⇨ Le Département poursuit son désendettement (il s'agit non d'un choix politique mais une conséquence d'un autofinancement durablement élevé) : l'encours de dette s'établit à 25,249 M€ au 31 décembre 2018. En cinq ans, le Département a réduit de moitié son stock de dette, lui permettant dorénavant d'enclencher un cycle d'investissement plus intensif et ambitieux pour doter le territoire des infrastructures essentielles à une meilleure attractivité mais aussi pour accompagner les autres collectivités dans leur stratégie de développement.

# La structure synthétique de l'exécution financière 2018 :

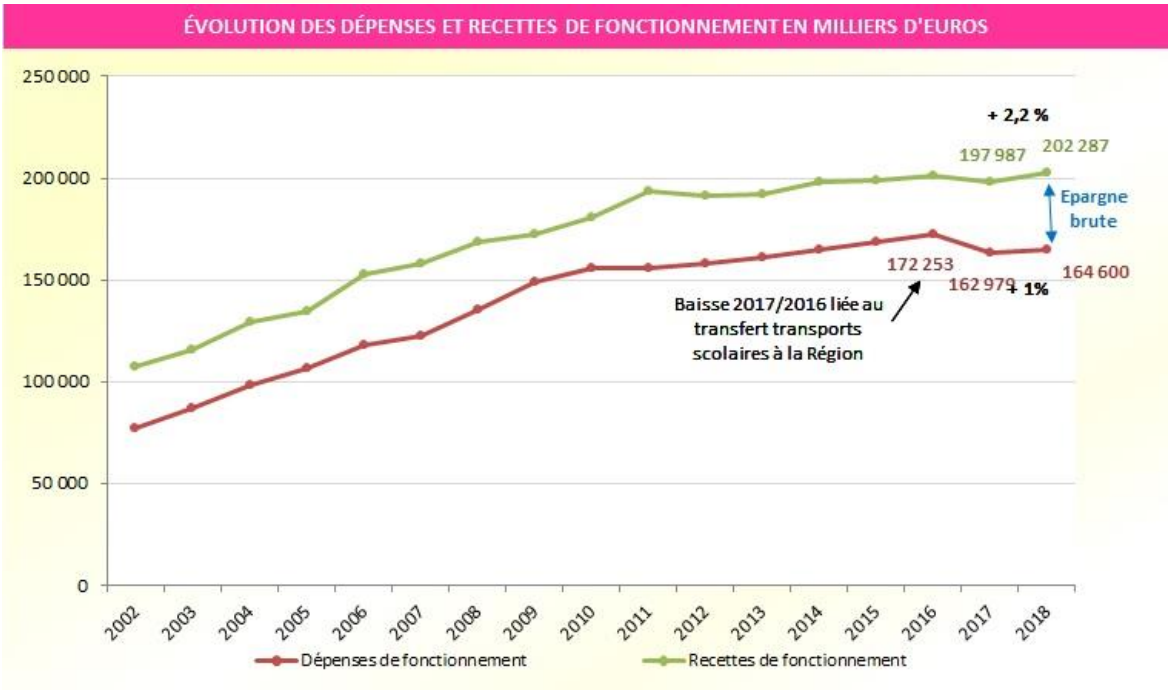


# Un autofinancement brut dégagé par la section de fonctionnement en hausse, atteignant 37,7 M€ en 2018 :

Le niveau élevé de l'autofinancement 2018 permet de financer une stratégie dynamique d'investissements :




Épargne de gestion : Épargne brute + intérêts de la dette (niveau d'épargne hors incidence coût de la dette)
Épargne brute : recettes de fonctionnement – dépenses de fonctionnement (ou nommé autofinancement brut)
Épargne nette : Épargne brute – remboursement du capital de la dette (autofinancement net affecté à l'investissement)
Les soldes d'épargne correspondent à l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement pouvant être affecté au financement des investissements et/ou contribuer à l'augmentation du fonds de roulement de la collectivité afin de faire face à

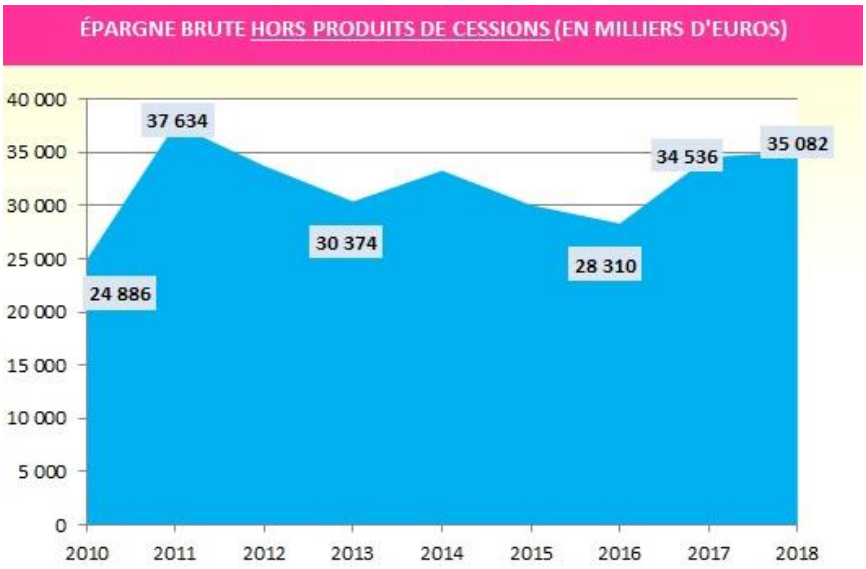



Ce niveau élevé d'autofinancement s'explique, en premier lieu, par des efforts de maîtrise des dépenses de fonctionnement qui s'établissent en 2018 **à 164,6 M€ et ne varient que de 1 % entre 2017 et 2018 (+ 1,6 M€).** Ces efforts, déjà engagés depuis de nombreuses années, ont dû être renforcés en 2018 pour répondre à la contrainte d'évolution des dépenses imposée par l'Etat (+1,10 %) tout en absorbant la hausse des dépenses obligatoires dont le département a la charge. L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement a ainsi été mécaniquement consolidé par le mécanisme de contrainte budgétaire imposé par l'Etat.

Le haut niveau d'épargne s'explique également par la progression plutôt dynamique des recettes de fonctionnement qui sont en hausse de **2,2 % (+ 4,3 M€)**, mais il s'agit d'une augmentation à nuancer en raison de la perception de recettes exceptionnelles liées à la cession d'actifs pour un montant de 2,6 M€ (principalement : cession des actions

SEM Immo Bail à la Région et l'Agglomération de Chaumont pour 1,7 M€ et vente du camping de la Liez à son gestionnaire à hauteur de 0,750 M€).

Ainsi, après retraitement de ces écritures comptables spécifiques traitées en section de fonctionnement, mais assimilables à des recettes d'investissement, les recettes de fonctionnement progressent de **1,10 % (+ 2,2 M€)** ramenant à un montant d'épargne brute d'environ 35 M€. Ce niveau est équivalent à celui de l'exercice 2017 et couvre largement la dépense obligatoire de dotation aux amortissements nette (18,5 M€).



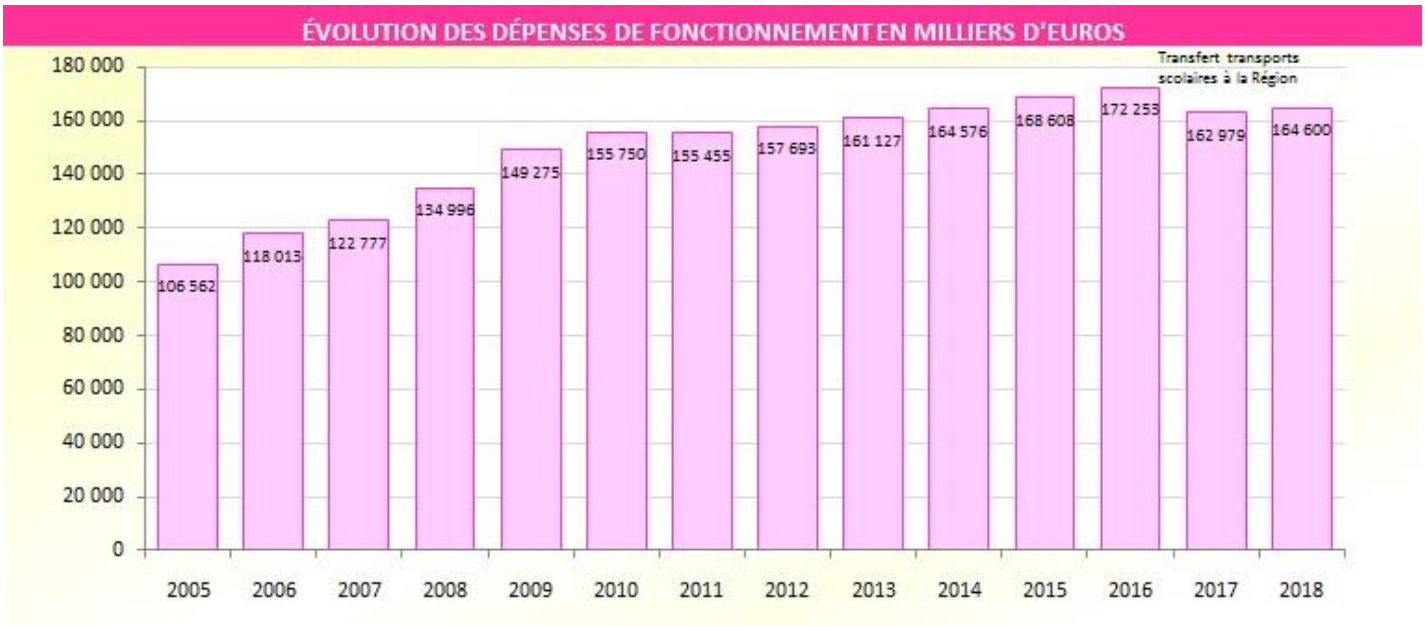

## Des dépenses de fonctionnement maîtrisées et d'un niveau inférieur au plafond de dépenses de fonctionnement notifié par l'Etat

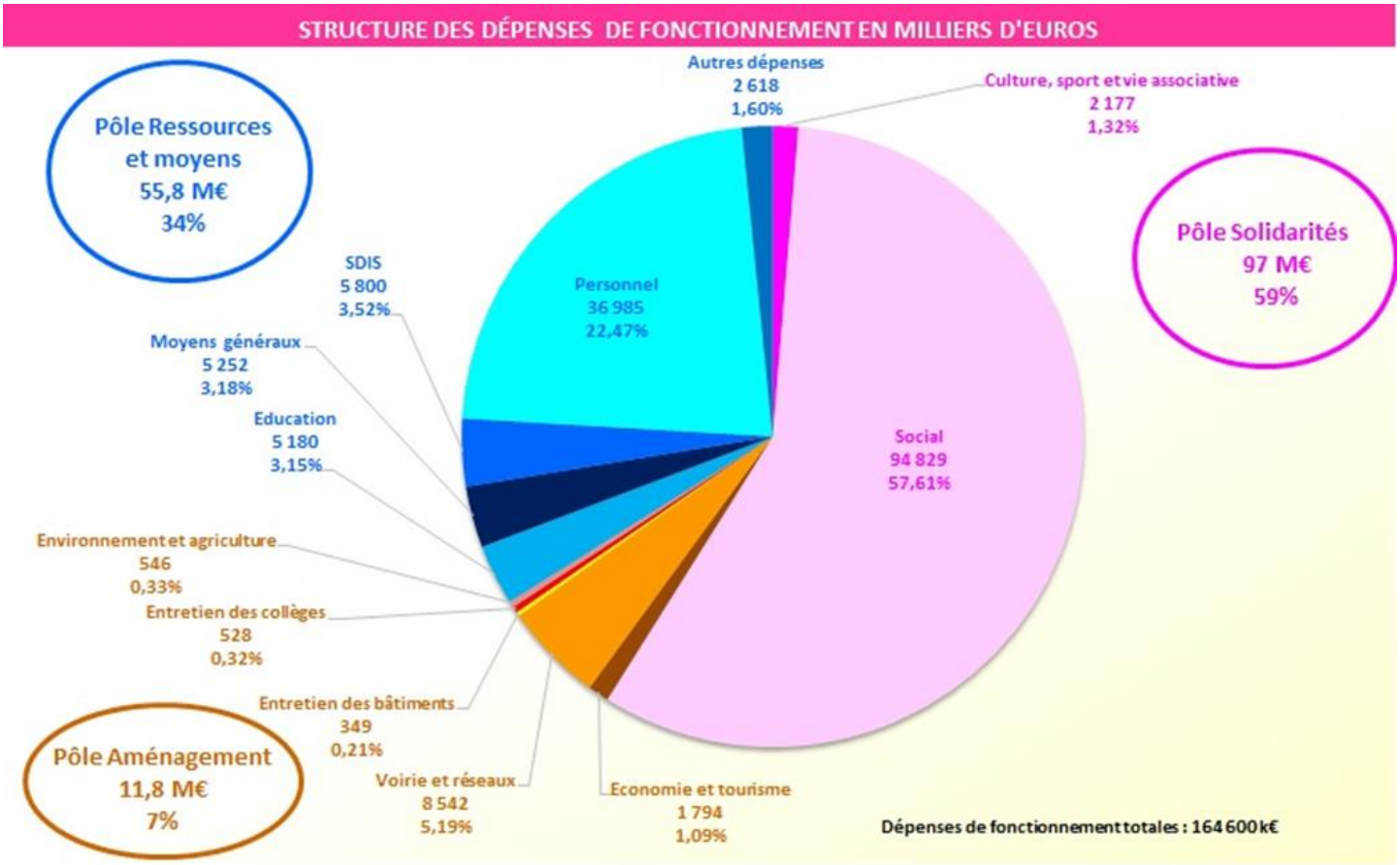
Bien qu'ayant refusé de contractualiser avec l'Etat (motion de la séance du conseil départemental du 29 juin 2018), le Département de la Haute-Marne s'est néanmoins efforcé de respecter la logique d'encadrement de la variation des dépenses de fonctionnement notifiée par arrêté préfectoral du 12 octobre 2018, et ce en poursuivant ses efforts de maîtrise et de pilotage de ses dépenses de fonctionnement, efforts engagés depuis de nombreuses années.

En conséquence, le Département, qui dispose de moyens d'action en section de fonctionnement sans recours au levier fiscal, s'est vu, et se verra contraint au moins jusqu'en 2020 (dernière année de mise en œuvre du pacte financier tel que défini dans l'arrêté préfectoral) à contenir ses dépenses de fonctionnement :

- même si celles-ci comprennent une part importante de charges dont il n'a aucune ou très peu de maîtrise (notamment les dépenses sociales et plus spécifiquement les allocations individuelles de solidarité) et sachant que seule la variation de +2% est exclue du périmètre du pacte financier de Cahors. Toute variation des AIS en deça de ce pourcentage oblige donc la collectivité à dégager des économies sur d'autres secteurs de dépenses.
- alors même que ces dépenses de fonctionnement auraient été nécessaires à la vitalité du territoire : certes le Département a besoin d'investir davantage mais les dépenses de fonctionnement créatices de lien social, culturel ou sportif s'avèrent tout aussi indispensables dans des territoires ruraux en déclin démographique. Le pacte de Cahors exerce incontestablement un frein à la volonté et aux possibilités d'action du Département.

Ainsi, les dépenses de fonctionnement s'établissent **à 164,6 M€** et ne varient finalement que de 1 % entre 2017 et 2018 :



⇨ **Bilan de la première année de mise en œuvre du Pacte de Cahors : un taux d'évolution des dépenses de fonctionnement s'établissant à + 0,8 %, inférieur au taux plafond notifié (+ 1,10 %)**

L'objectif de dépenses 2018 a été calculé sur la base d'un coefficient de 1,10 % appliqué sur une assiette de dépenses nettes du compte administratif 2017, c'est à dire retraitées des atténuations de charges et de produits (principalement : fonds de solidarité des départements, variation de stocks, divers remboursements sur personnel et fonds départemental de rémunération du personnel d'internat). Cette mécanique de plafonnement des dépenses de fonctionnement, appliquée aux 322 collectivités locales les plus importantes, a vocation à s'appliquer, au moins, jusqu'en 2020 :

Rappel des plafonds de dépenses de fonctionnement notifiés par arrêté préfectoral du 12 octobre 2018 :

| Base CA 2017* | Plafond 2018 | Plafond 2019 | Plafond 2020 |
|---|---|---|---|
| 158,528 M€ | 160,272 M€ | 162,035 M€ | 163, 817 M€ |

* périmètre retenu par l'Etat, hors FSD et autres atténuations de produits (chap. 014) et de charges (chap. 013)

Examen de la trajectoire des dépenses de fonctionnement du Département en 2018 :

| | CA 2017 | Plafond 2018 notifié (base 2017 + objectif 1,10 %) | Variation maximum autorisée | CA 2018 | **Variation CA 2018/CA 2017** | **Différence Variation autorisée/ Variation constatée** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses réelles de fonctionnement totales | 162 979 231 € | 164 772 002 € | **+ 1 792 771 €** | 164 600 364 € | **+ 1 621 133 € (+1 %)** | - 171 638 € |
| - atténuations de charges et produits et retraitement de la prise en charge MNA en 2018 (A) | - 4 451 415 € | - 4 500 380 € | | - 4 847 945 € | | |
| Dépenses de fonctionnement retraitées | 158 527 816 € | 160 271 622 € | **+ 1 743 806 €** | 159 752 419 € | **+ 1 224 603 € (+0,8 %)** | - 519 203 € |

(A) FOCUS : la neutralisation des dépenses de prise en charge des mineurs non accompagnés dans le périmètre de dépenses :

Pour tenir compte du poids grandissant des dépenses liées à la prise en charge des mineurs étrangers non accompagnés par les Départements, et sous la pression de l'Assemblée des Départements de France à l'encontre du Gouvernement, la neutralisation de ces dépenses été actée par l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques (exclusion du périmètre de la variation constatée entre 2017 et 2018).

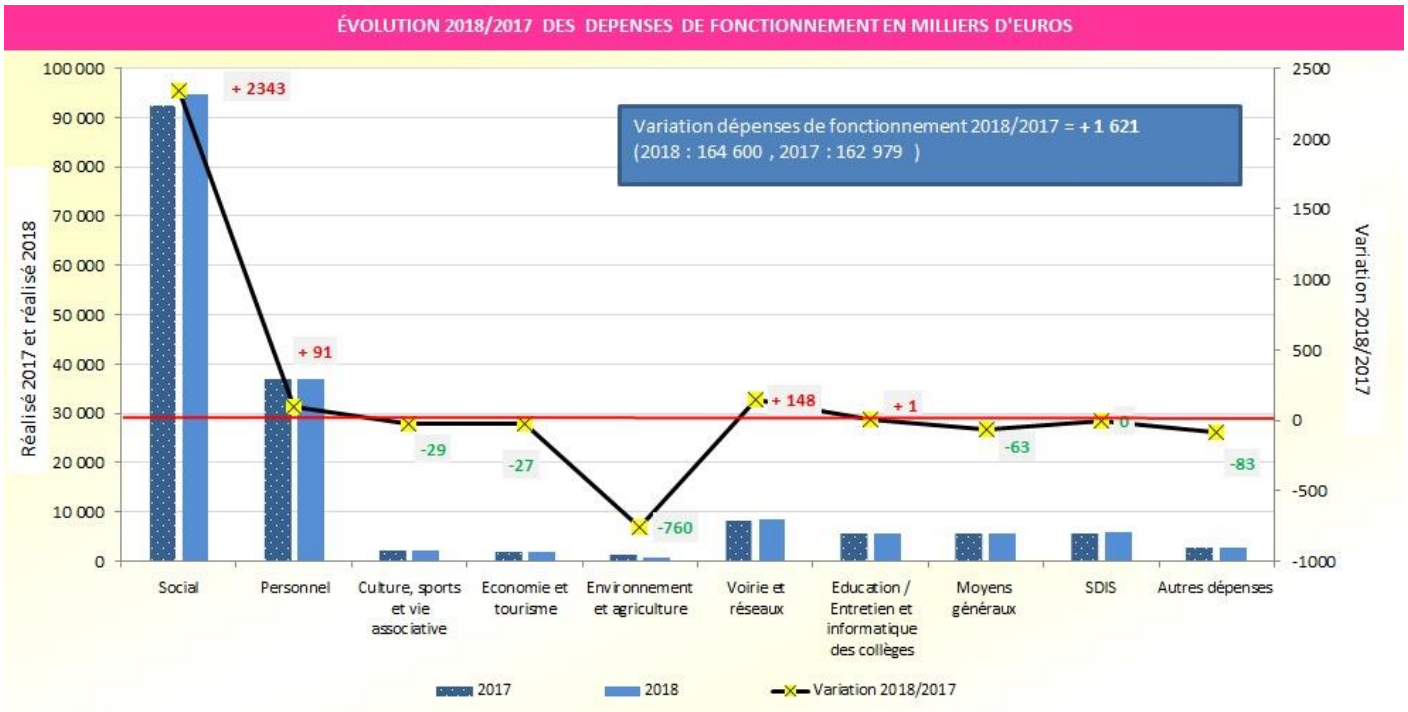
En effet, dans chaque département, le nombre d'enfants mineurs non accompagnés a fortement progressé ces trois dernières années. Pour partie, Il s'agit d'enfants orientés par l'Etat en fonction d'une répartition nationale (pour pallier à la disparité du nombre d'arrivées entre départements), mais également d'enfants venus par eux même sur le territoire départemental. Le Président du Conseil Départemental a l'obligation de leur assurer protection et prise en charge.

Ainsi, afin de faire face à ces nouvelle mission imposée par l'Etat, le Département a conventionné avec trois établissements haut-marnais : la Fondation Lucy Lebon (Chaumont), Relais 52 (Saint-Dizier) et l'APAJH (MECS de Wassy). A ces dépenses de prise en charge en établissement (missions d'hébergement, d'évaluation et d'accompagnement), s'ajoutent des factures d'hôtel et des frais de personnel départemental (budget de la direction des ressources humaines) :

| | Base 2017 | Base 2017 + 1,10% | CA 2018 | Montant de la neutralisation (CA 2018 – Base 2017 +1,10%) |
|---|---|---|---|---|
| Fondation Lucy Lebon (Chaumont) | 0 € | 0 € | 344 500 € | + 344 500 € |
| Association Relais 52 (Saint-Dizier) | 357 394 € | 361 325 € | 711 573 € | + 350 248 € |
| APAJH (MECS Wassy) | 432 371 € | 437 127 € | 770 187 € | + 333 060 € |
| Frais d'hôtel (accueil temporaire) | 4 183 € | 4 229 € | 6 728 € | + 2 499 € |
| Dépenses de personnel | 27 179 € | 27 478 € | 44 876 € | + 17 398 € |
| **TOTAL** | **821 127 €** | **830 159 €** | **1 877 864 €** | **+ 1 047 705 €** |

L'hypothèse de la neutralisation des dépenses de prise en charge des mineurs non accompagnés avait été anticipée lors du vote du budget primitif 2018 et prise en compte dans le dimensionnement du volume de dépenses. Un montant de 1 047 705 € est exclu du périmètre d'étude du pacte financier et donc déduit du total des dépenses de fonctionnement.

**En 2018, la variation des dépenses de fonctionnement (périmètre du Pacte de Cahors) ressort à + 0,8 % et est donc inférieure à la trajectoire de dépenses de +1,10 % (-0,520 M€ par rapport à l'objectif notifié de 160,271 M€).**



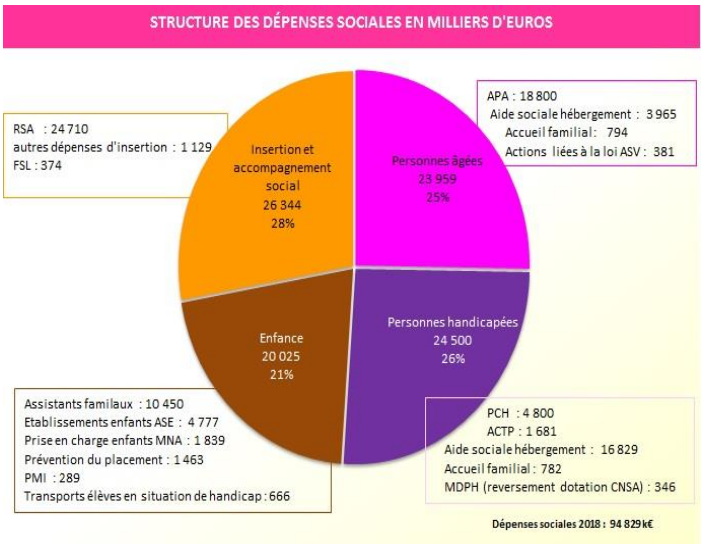

La tenue de cet objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement (**hausse contenue à + 1,621 M€ par rapport à 2017)** a été rendue possible, d'une part, par des éléments conjoncturels favorables au respect du pacte de Cahors :

- une variation modérée des **dépenses sociales** favorisée par une stagnation du nombre de bénéficiaires d'AIS (le total des dépenses sociales augmentent de **+ 2,343 M€/2017** dont 1,04 M€ de charges MNA déduit du périmètre du pacte financier, soit + 2,5 %/2017)
- une diminution exceptionnelle des dépenses liées au **secteur environnemental et agricole (- 0,760 M€/2017)** en raison de l'absence de déficits des budgets annexes du Laboratoire Départemental et du SDAT (pas de versement de subventions d'équilibre à opérer soit – 0,5 M€/2017) . Concernant cette même politique, le versement des aides agricoles a été provisoirement freiné en 2018 sous l'effet de la loi NOTRe entrainant une baisse de -0,260 M€/2017.

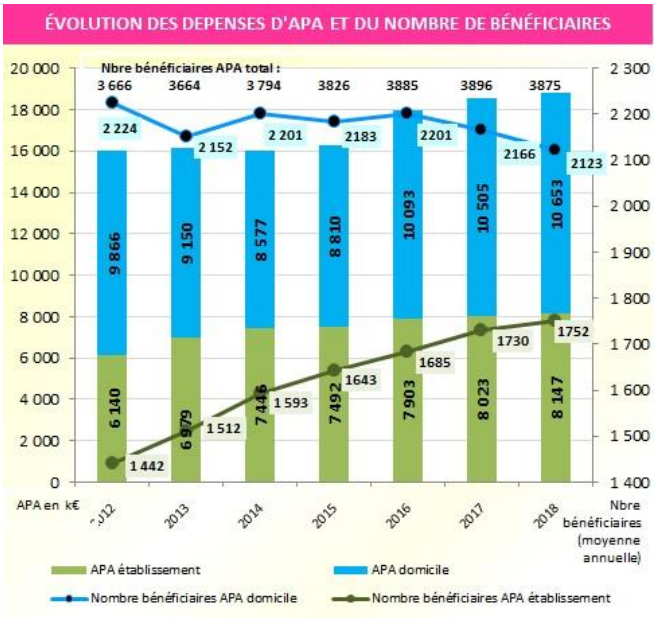
**D'autre part, sur les autres politiques, les dépenses de fonctionnement** restent globalement stables entre 2017 et 2018 (même si des hausses sont compensées par des baisses dans d'autres secteurs) en raison d'une bonne évaluation des crédits opérée au budget primitif 2018 (le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement s'établit finalement à 98,43%).

⇨ **Analyse de la variation et de la structure des principales dépenses de fonctionnement en 2018 :**

**1 les dépenses d'aide sociale s'établissent à 94,829 M€ et affichent une hausse de 2,343 M€ par rapport à 2017 :**



❖ Les dépenses relatives aux **allocations individuelles de solidarité** (APA, PCH, RSA) augmentent modérément de 1,1 % **(soit + 0,5 M€)** en comparaison de la variation moyenne annuelle depuis 2014 (+3,2 %). Elles passent de 47,782 M€ à 48,309 M€.




**APA :**

En 2018, le nombre total de bénéficiaires affiche une légère diminution par rapport à 2017 (- 0,5 %), évolution que l'on peut donc qualifier de stable. Deux tendances se dégagent :

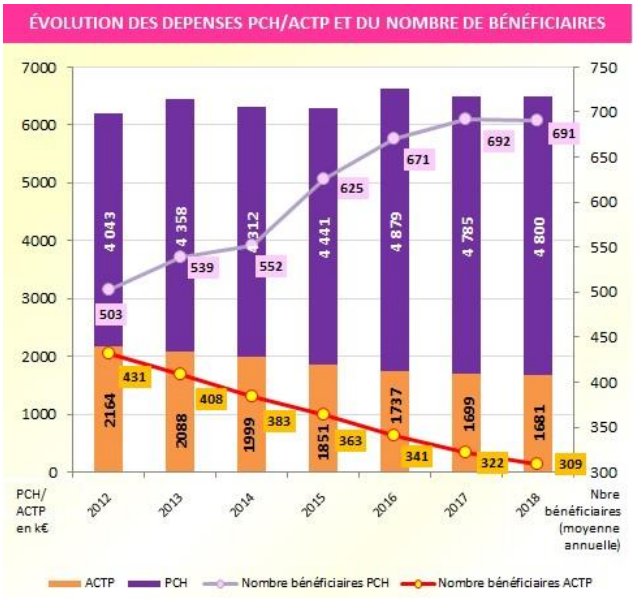
- une baisse du nombre de bénéficiaires à domicile (-2 %) mais corrélée à une augmentation du degré de dépendance pris en charge par les prestataires à domicile (entrainant la progression du montant des plans d'aide, phénomène accru par la loi ASV). L'APA à domicile varie donc + 148 k€.
- une hausse des bénéficiaires en établissement (+1,3 %). L'APA versée en établissement progresse de 124 k€.

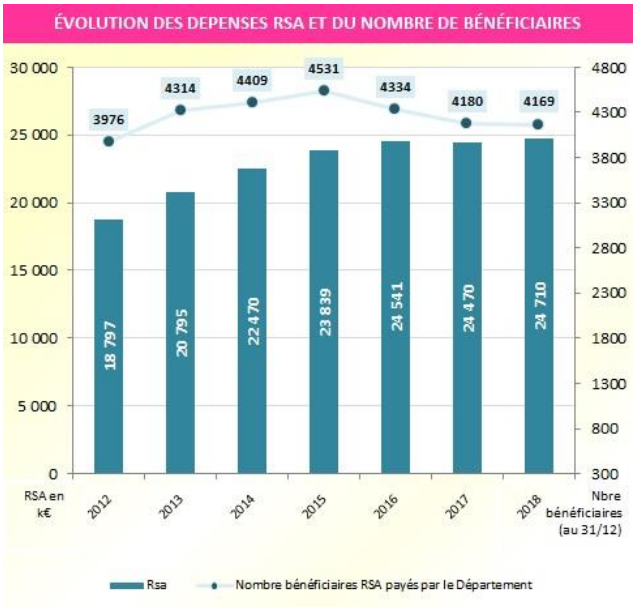
Les dépenses d'APA augmentent au global de 1,6 % entre 2017 et 2018 (+ 0,272 M€) passant de 18,5 M€ à 18,8 M€, c'est à dire sur le même rythme qu'entre 2016 et 2017.

**PCH/ACTP :**

**Seule la PCH entre dans le champ des AIS.** Le nombre de bénéficiaires PCH est là-aussi stable entre 2017 et 2018 (691 bénéficiaires en moyenne sur l'année)**.** Ainsi le montant total de PCH versée se maintient à 4,8 M€.

Pour mémoire, la PCH remplace l'ACTP depuis le 1er janvier 2006. En conséquence, le nombre de bénéficiaires de l'ACTP diminue lentement (en 2018, 309 personnes avaient toutefois fait le choix de rester dans l'ancien dispositif, plus favorable financièrement)



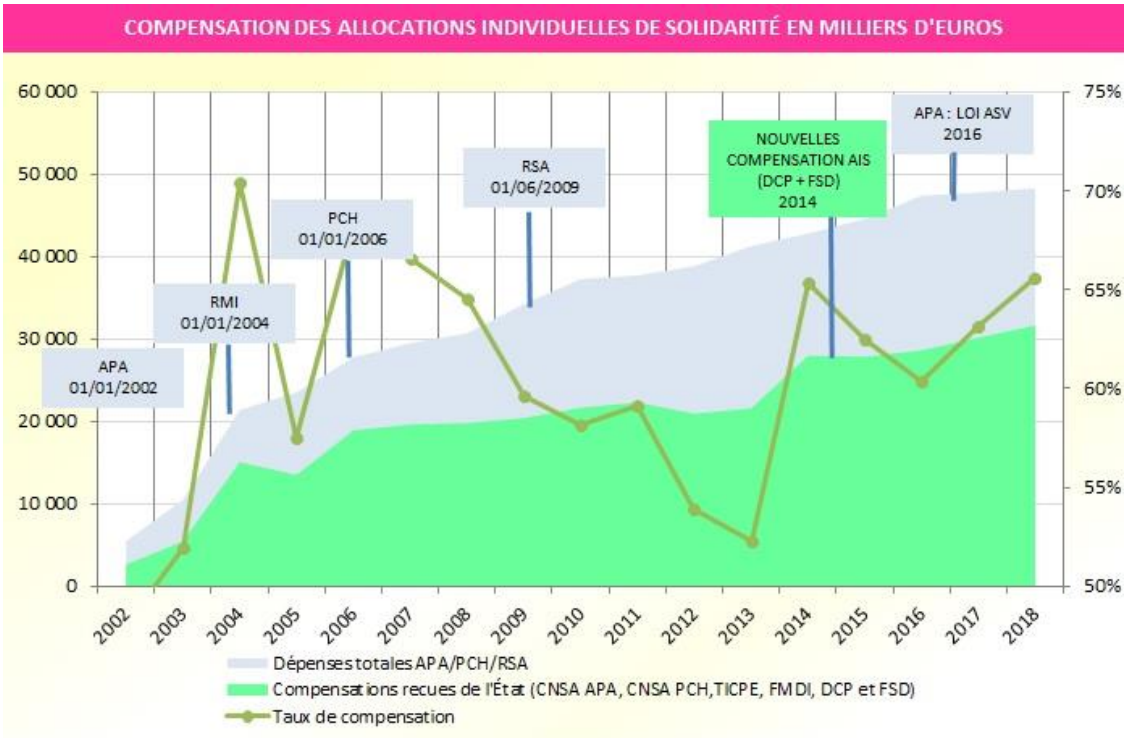

**RSA :**

Le nombre de bénéficiaires est en légère diminution entre 2017 et 2018, même si cette tendance est moins prononcée que les variations constatées depuis 2015.

Les dépenses de RSA varient, entre 2017 et 2018, de + 0,239 M€.

Mais après retraitement de différents reports sur N+1, le montant versé entre 2017 et 2018 s'avère en définitive quasi stable. Sous toutes réserves, il peut être avancé que la revalorisation légale de l'allocation de +1% appliquée au 1er avril 2018 (et qui représente une hausse d'environ 0,200 M€ sur l'année) a été compensée par la tendance baissière, observée depuis 2015, du nombre d'allocataires.

Cette variation modérée des dépenses d'AIS amène à formuler deux conclusions : premièrement, **elle a permis d'améliorer le taux de compensation des AIS par l'État (passant de 63 % à 66 % entre 2017 et 2018) :**




Depuis 2016, les dépenses d'AIS augmentent donc plus faiblement que les ressources de compensation. En 2018, ces dernières poursuivent leur progression à hauteur de 1,5 M€ supplémentaires par rapport à 2017 (2018 : 31,7 M€, +5 %/2017). Cette hausse est principalement liée à l'augmentation de 1,3 M€ de la dotation la CNSA APA (la compensation de la 2e part de l'APA mise en place par la loi ASV s'avérant au moins équivalent au niveau de dépenses) et à la progression des fonds « péréqués » de compensation affectées aux Départements depuis 2014 (fonds de soutien aux départements et dotation de compensation péréquée : + 0,3 M€/2017).

**Deuxièmement, cette variation modérée des AIS s'analyse également comme un élément conjoncturel favorable à la tenue du pacte de Cahors :**
Ainsi, même si l'enjeu du reste à charge des AIS dans les budgets départementaux reste d'actualité, la préoccupation actuelle des départements reste la variation de leurs dépenses de fonctionnement et notamment le poids des dépenses d'AIS dans leur marge de manœuvre autorisée. Le respect de l'objectif du pacte de Cahors est fortement corrélé à la variation des AIS sur laquelle le Département a peu d'emprise (variation liée au nombre de bénéficiaires et/ou aux dispositifs de revalorisation décidés à l'échelle nationale), **sachant que seul le dépassement des dépenses d'AIS au-delà de 2% est exclu de droit du périmètre de dépenses du pacte financier.**
Si pour 2018, la variation du niveau de dépenses d'AIS s'est établit à +1,1 %, une hausse de 2 % des dépenses d'AIS entre 2017 et 2018 (représentant +1 M€), aurait rendu la tâche du respect de l'objectif de dépenses beaucoup plus complexe.

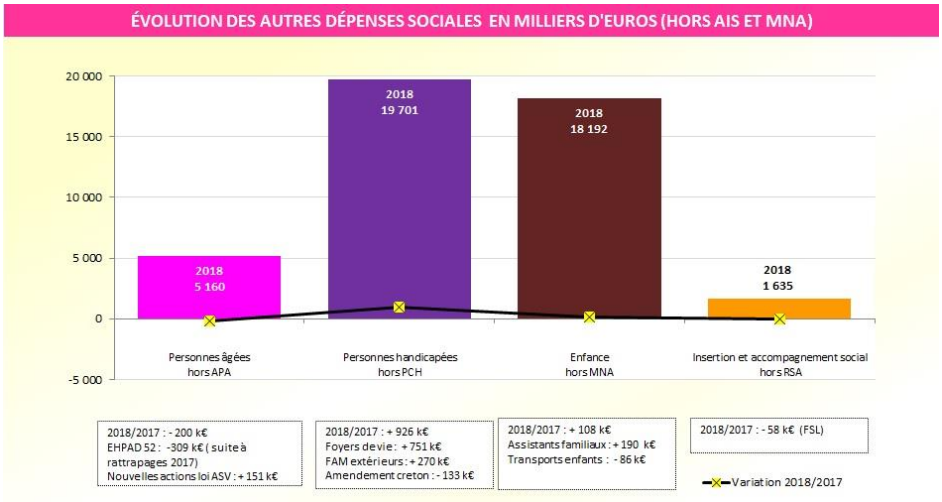
**<u>Que retenir pour le respect de l'objectif d'évolution des dépenses en 2019 et 2020 ?</u>**

- les **dépenses de RSA** semblent afficher un léger rebond sur les premiers mois de l'année 2019. Leur variation est donc à étudier avec vigilance. Deux tendances contradictoires semblent se dégager : une tendance structurelle sous-jacente d'un nombre de bénéficiaires du RSA plutôt en légère baisse dans un contexte économique positif à neutre et une tendance conjoncturelle (élargissement des conditions d'attribution et revalorisation de la prime d'activité) d'un flux de nouveaux bénéficiaires du RSA qui, sans cette incitation, n'auraient, pour un certain nombre, pas sollicité l'ouverture de droits au RSA.
- la variation des **dépenses d'APA** est également à étudier par la mise en place d'un observatoire social permettant d'évaluer les futurs besoins en matière de prise en charge des personnes âgées en lien avec la future loi « Grand Âge et Autonomie » prévue pour l'automne 2019 (trois ans après la loi ASV). Cette loi sera établie sur la base des conclusions du rapport Libault présenté en mars 2019 qui admet, d'ailleurs, les effets non désirés liés à l'intégration des dépenses d'APA dans le pacte de Cahors et les incitations induites à diminuer la dépense à destination des personnes âgées par des artifices comptables. Ce rapport propose donc, que dans la mesure où

les dépenses relatives au risque de perte d'autonomie sont encadrées par un vote en Projet de loi de financement de la Sécurité sociale, de sortir simplement les dépenses d'APA du champ des dépenses de fonctionnement encadrées des départements…

❖ la variation de +2,343 M€ des dépenses sociales par rapport à 2017 comprend par ailleurs **1 M€** de charges supplémentaires liées à la prise en charge des mineurs non accompagnés mais neutralisées dans le périmètre du Pacte de Cahors (explicitée précédemment)

❖ le reste de la variation des dépenses d'aide sociale en 2018, hors AIS et charges MNA, s'établit à **+ 0,8 M€.**

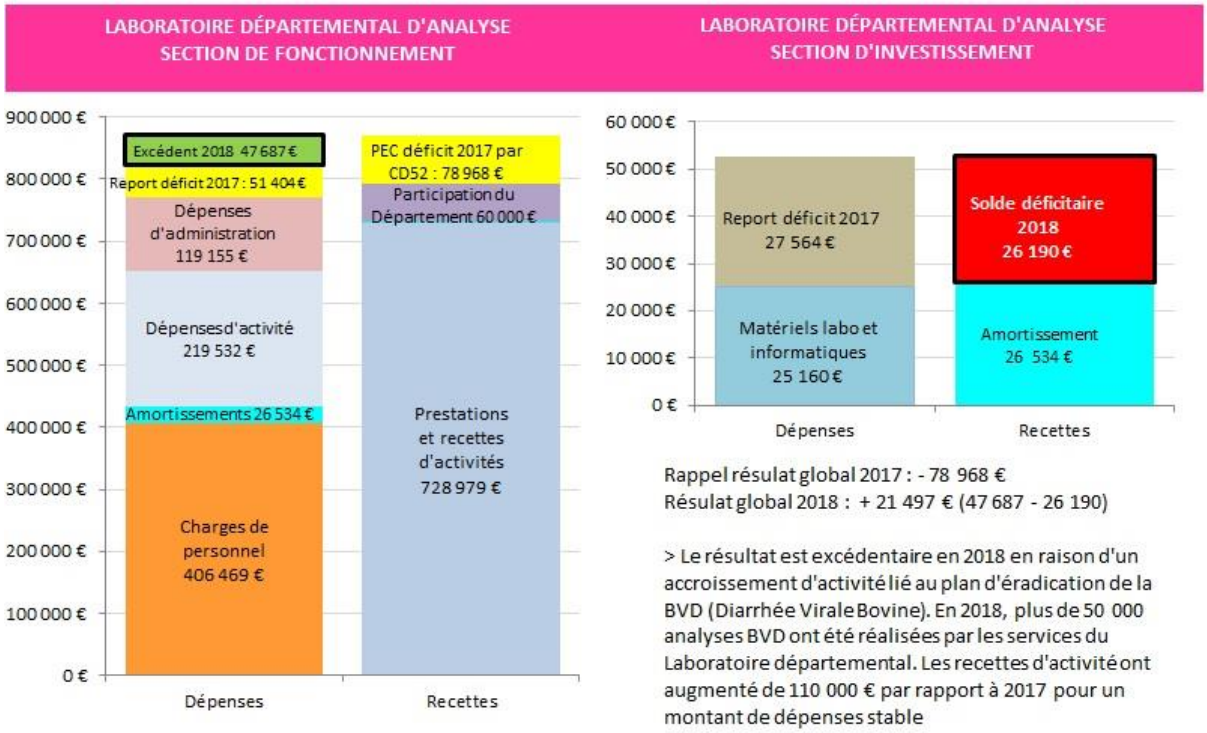



Les principales variations porte sur les nouvelles actions menées dans le cadre de la loi ASV (+0,150 M€), les dépenses consacrées aux assistants familiaux (+0,190 M€). Les dépenses d'hébergement en établissement des personnes âgées et handicapées varient globalement de +0,5 M€ (conséquence du rattrapage d'un demi mois de factures de foyers de vie et application des taux directeurs appliqués aux établissements médico-sociaux)

2 les dépenses liées au secteur environnemental et agricoles diminuent conjoncturellement de 0,8 M€ : **0,546 M€ en 2018 contre 1,305 M€ en 2017**

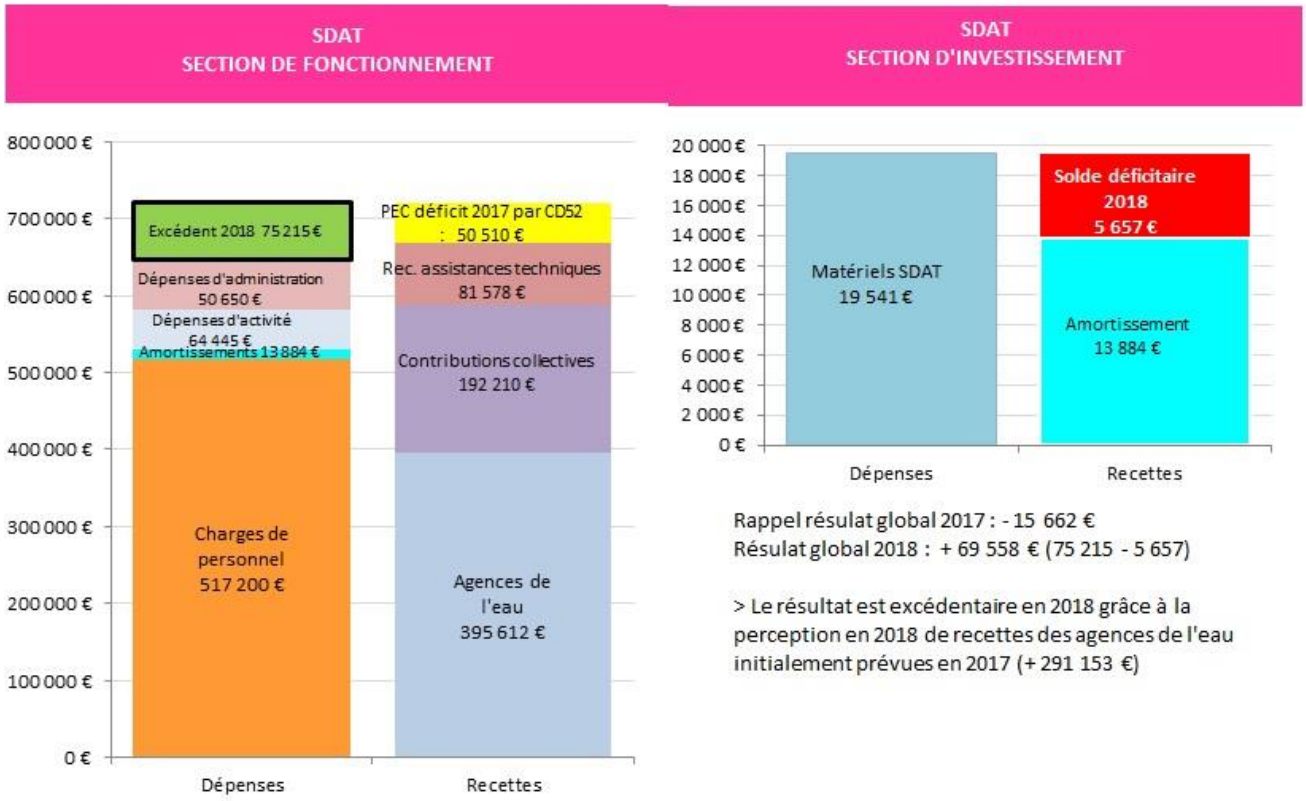
Les budgets annexes du Laboratoire et du SDAT, sont excédentaires en 2018, allégeant ainsi le budget principal de **0,485 M€** par rapport à 2017 :

**FOCUS SUR L'EXÉCUTION 2018 DES BUDGETS ANNEXES :**
**(hors budget Animal'Explora dont les résultats 2018 sont nuls et sans activité notable)**




Rappel résulat global 2017 : - 78 968 €
Résulat global 2018 : + 21 497 € (47 687 - 26 190)

> Le résultat est excédentaire en 2018 en raison d'un accroissement d'activité lié au plan d'éradication de la BVD (Diarrhée Virale Bovine). En 2018, plus de 50 000 analyses BVD ont été réalisées par les services du Laboratoire départemental. Les recettes d'activité ont augmenté de 110 000 € par rapport à 2017 pour un montant de dépenses stable



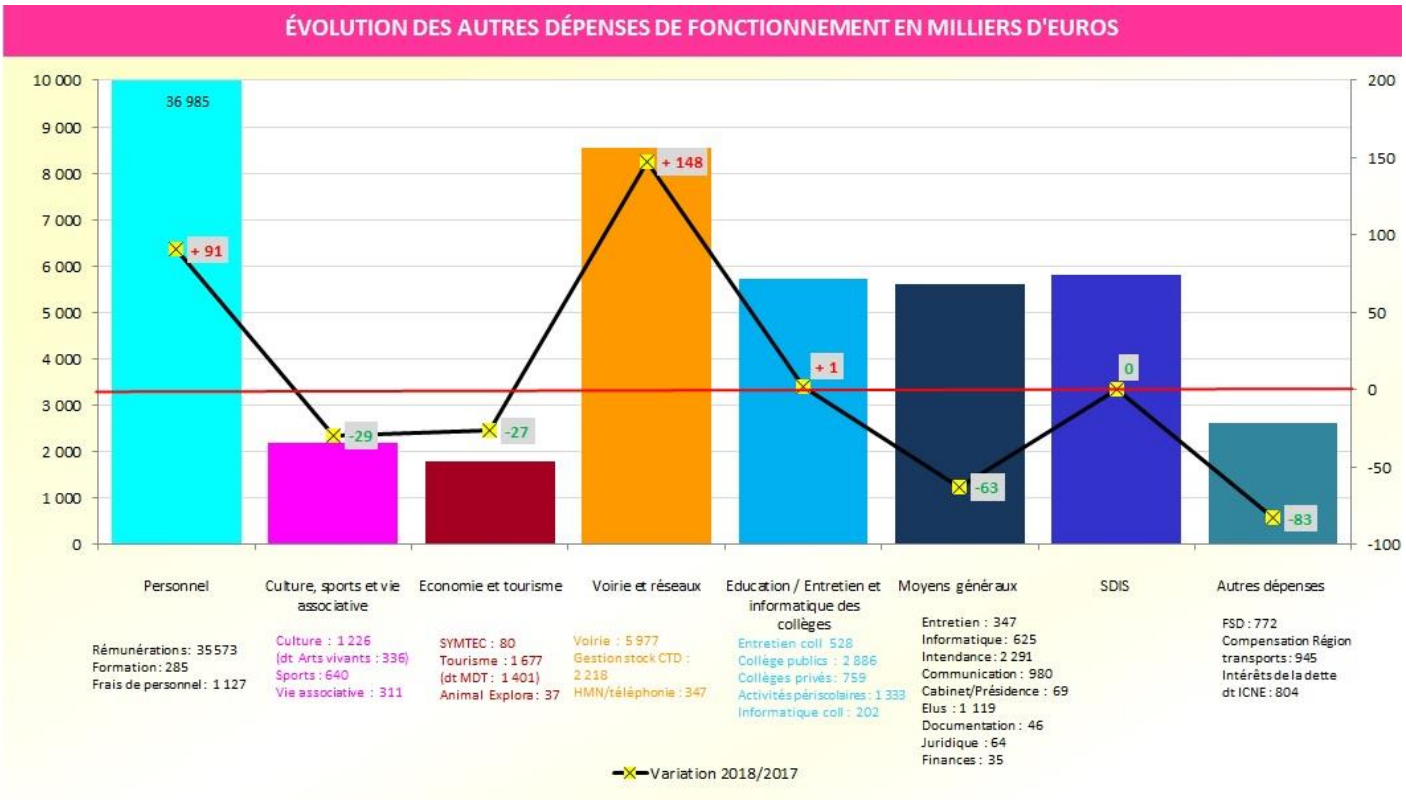

**<u>Que retenir pour le respect de l'objectif d'évolution des dépenses en 2019 et 2020 ?</u>**

Laboratoire d'analyse départemental : anticiper la baisse des recettes d'activité liée à la fin du plan national d'éradication de la BVD

SDAT : examiner la perception des recettes des agences de l'eau en baisse régulière et dont les dates de versements restent fortement aléatoires. Etudier les conséquences d'une potentielle délégation de l'Agglomération de Chaumont des compétences eau et assainissement aux communes membres souhaitant continuer à exercer à leur niveau cette compétence.

La diminution constatée de -0,8 M€ des dépenses environnementales et agricoles porte également **sur les subventions agricoles** qui diminuent de 0,264 M€ par rapport à 2017 suite aux restrictions posées par la loi Notre. L'année 2018 fut donc une année de transition dédiée à la redéfinition du champ d'action du Département par conventionnement avec la Région Grand Est, devenue chef de file de la politique agricole et forestière.

3 les autres dépenses de fonctionnement affichent un niveau stabilisé en 2018 : **69,2 M€**

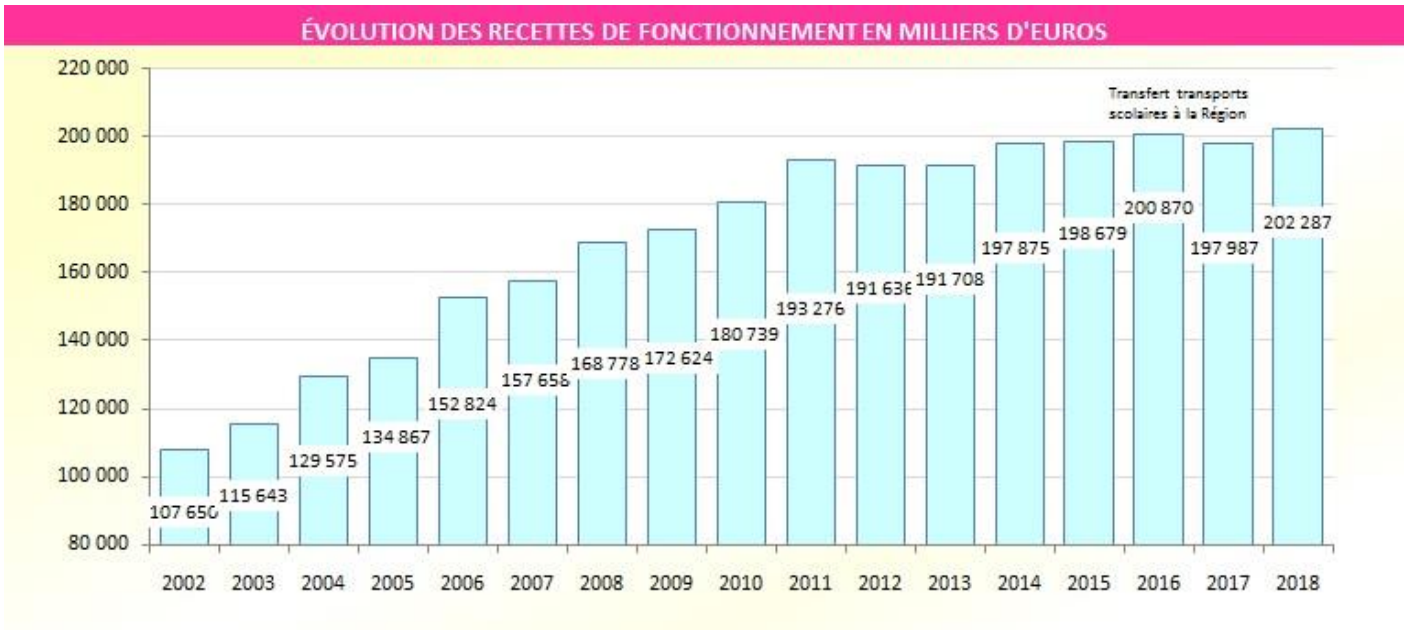


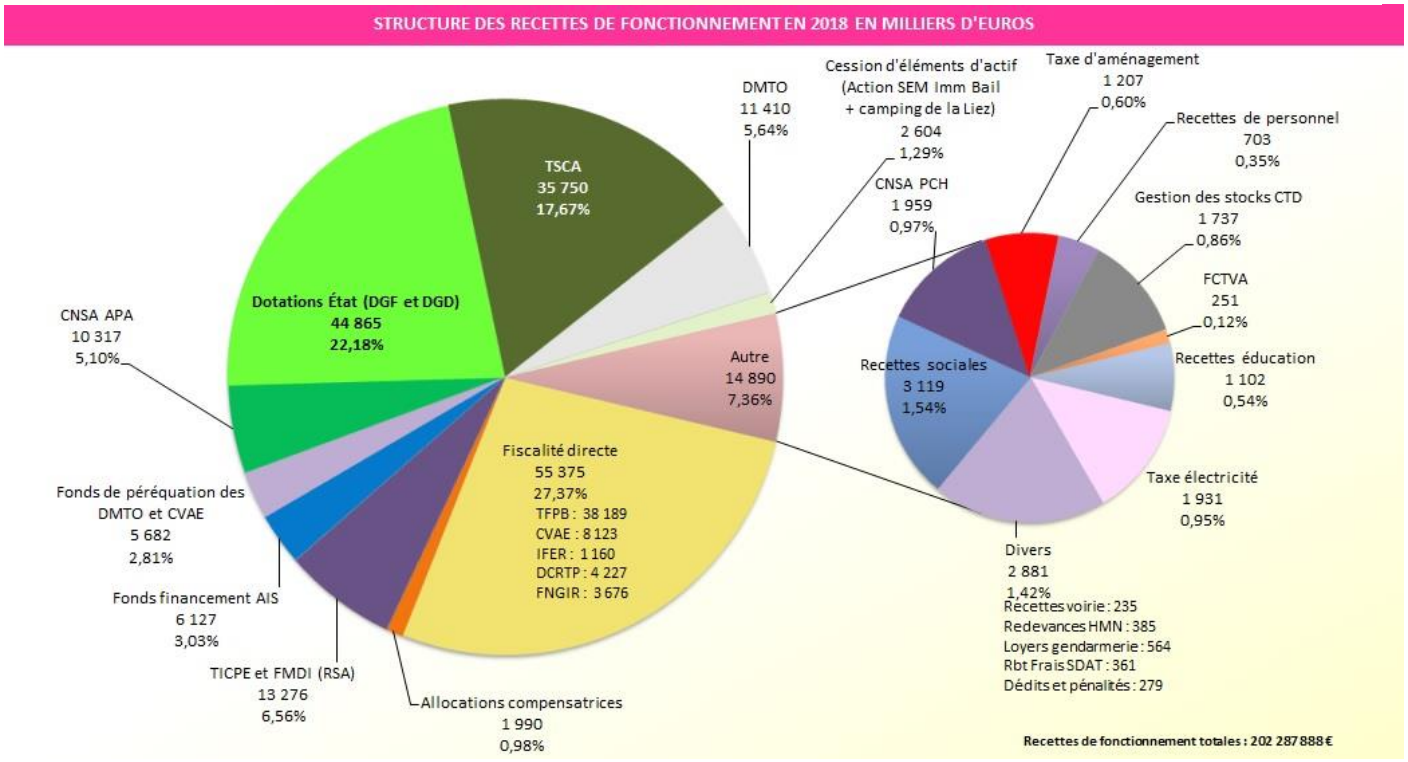

L'ensemble des autres dépenses reste globalement stable en raison d'un strict cadrage opéré lors du vote du budget primitif 2018 (des hausses compensent des baisses).

- les dépenses de personnel affichent une hausse limitée de 91 k€, soit + 0,25 %. La diminution progressive du volume élevé de postes permanents non pourvus amorcé sur l'année 2018 ne commencera à produire des effets financiers plus marqués qu'à compter de l'exercice 2019 ;
- les subventions et participations versées au secteur associatif sont stables (culture, sports, tourisme) ;
- les dépenses liées à l'entretien de la voirie et des réseaux HMN sont en hausse de + 148 k€ (principalement en raison de l'augmentation temporaire de 271 k€ de la variation des stocks du CTD (qui s'établit à 2 218 k€ au 31/12/2017 contre 1,947 M€ au 31/12/2016) ;
- les dépenses liées à l'éducation (dotation de fonctionnement, aides aux scolaires et informatique des collèges) restent au total stables. A noter, un montant de 270 k€ de participations exceptionnelles a été versé au CCHM dans le cadre de l'aide apportée à la structure pour le licenciement du personnel (travaux de réhabilitation du chalet La Mazerie) ;
- les dépenses relevant des moyens généraux (fonctionnement général de la collectivité) sont maitrisées affichant une baisse de 63 k€ ;
- les intérêts de la dette diminuent de 194 k€ entre 2017 et 2018 (conséquence logique de la baisse de l'encours de la dette) et contribuent positivement à la maîtrise de la section de fonctionnement ;
- la contribution obligatoire aux dépenses de fonctionnement du SDIS a été maintenue à 5,8 M€ (montant inchangé depuis 2016).

**Des recettes de fonctionnement dynamiques en 2018**

Les recettes de fonctionnement s'établissent à 202,3 M€ et varient de +2,2 % par rapport à 2017 :

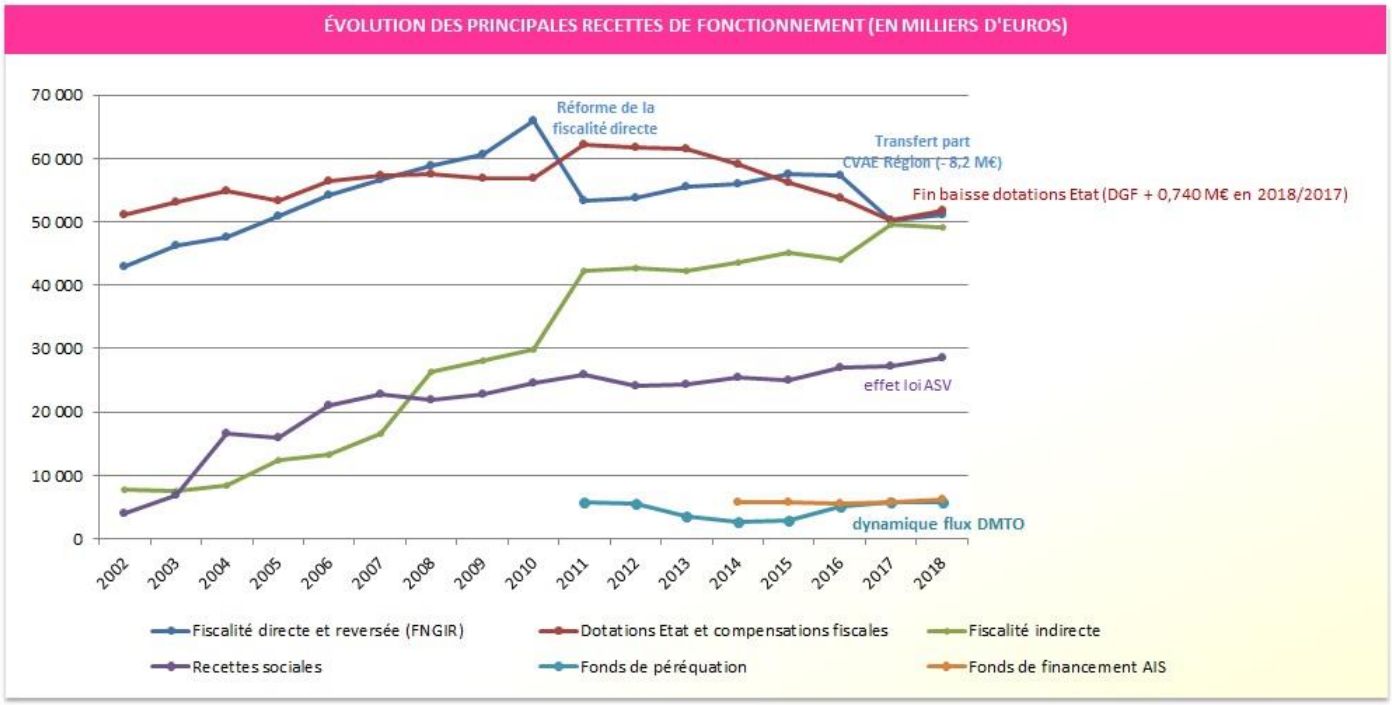



Afin de ne pas introduire de biais comparatif dans la dynamique des recettes de fonctionnement, il convient d'opérer un retraitement des écritures comptables liées à des mouvements exceptionnels s'assimilant à des ressources d'investissement (2,6 M€ en 2018). Ces mouvements particuliers correspondent :

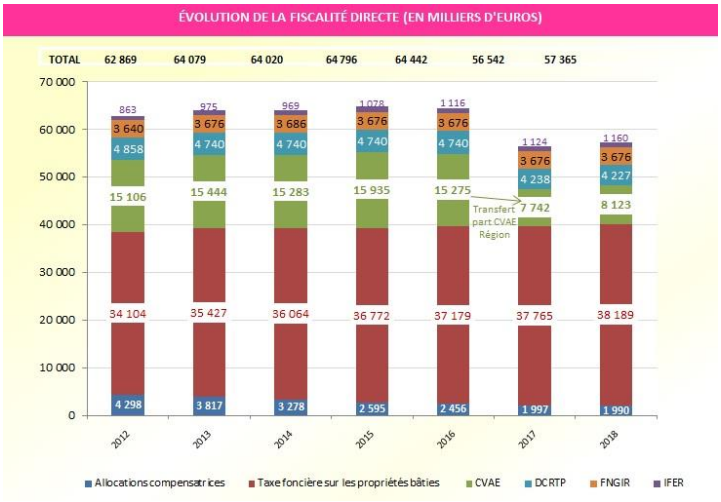
- à la cession des actions de la SEM Immo Bail à la Région et l'Agglomération de Chaumont pour 1,7 M€ en application de la loi NOTRe (qui a introduit l'obligation pour les Départements détenant des participations dans des sociétés d'économie mixte d'en céder plus des deux tiers),
- à la vente du camping de La Liez à son gestionnaire à hauteur de 0,750 M€.

Ainsi, après neutralisation de ces écritures spécifiques, les recettes de fonctionnement s'établissent à 199,7 M€ progressant de 1,1 % par rapport à 2017 (+ 2,2 M€).




Cette augmentation s'explique principalement par :

⇨ la hausse **de la DGF (+ 0,740 M€)** après quatre années de baisse de cette dotation par l'Etat. Cette reprise fait suite à l'augmentation de la part péréquation votée en loi de finances 2018 (la dotation de fonctionnement minimale du Département, dotation de péréquation en faveur des départements ruraux, est majorée de 7%). Le total des dotations d'Etat (**DGF et DGD)** s'élève **à 44,9 M€ en 2018 (soit 22 % des recettes de fonctionnement totales).**



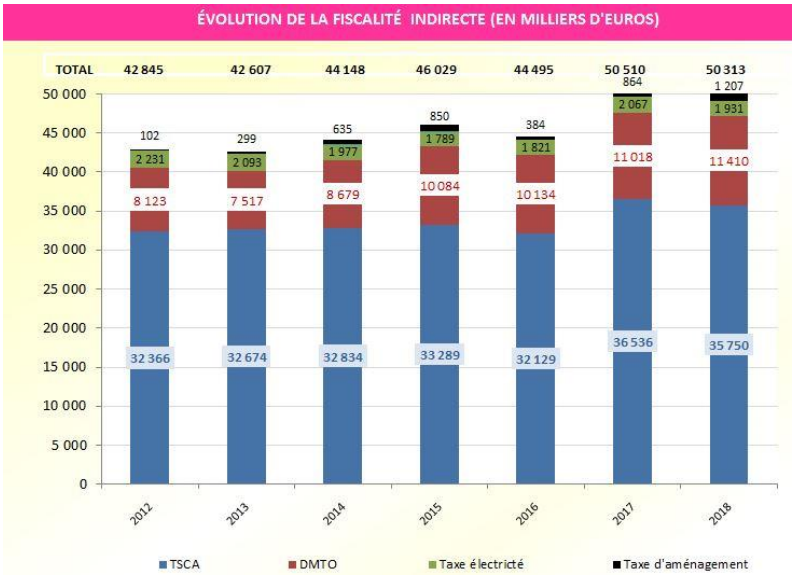

⇨ **la hausse de la fiscalité directe** (y compris allocations compensatrices) qui s'établit à **57,4 M€** (56,5 M€ en 2017, soit **+ 0,8 M€**) Cette progression s'explique par le dynamisme des bases fiscales de taxe foncière qui varie de +1,6 % (hausse légèrement supérieure à celle constatée en 2017). Ce dynamisme des bases provient essentiellement de la revalorisation annuelle votée en LFI par l'Etat. La taxe foncière progresse ainsi de 0,424 M€.

Le produit de la CVAE perçu par le Département de la Haute-Marne s'élève à 8,124 M€ (7,743 M€ en 2017), en hausse de 4,92%. Depuis trois ans, le produit de la CVAE augmente sur un rythme annuel supérieur à 4%. Concentré sur un nombre restreint d'entreprises (50% du produit de CVAE provient de 71 entreprises représentant 2,4 % du total des entreprises contributrices), il reste fortement corrélé à la conjoncture économique, et est donc potentiellement fluctuant.

Enfin, la loi de finances pour 2018 a prolongé le mécanisme, initié en 2017, de minoration des deux dotations de compensation (DCRTP et allocations compensatrices). Elles ne varient que de -0,3 % (au lieu de – 10 % les années précédentes), le gouvernement ayant fait le choix, contrairement aux années antérieures, d'imputer à chaque niveau de collectivité le montant du financement de la péréquation (et d'autres dispositifs exceptionnels). La fiscalité directe représente 29% des recettes de fonctionnement (57,365 M€).

⇨ **l'augmentation des compensations AIS (+ 1,516 M€)** résulte principalement de la dotation CNSA qui est en progression de + 1,191 M€ par rapport à 2017 dans le cadre de la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement. Le FSD (fonds de solidarité départemental) et la DCP (dotation de compensation péréquée) progressent quant à eux de 0,317 M€. Au total, les compensations AIS s'établissent à 31,678 M€ (16% des recettes). Par ailleurs une participation de **367 000 €** a été versée par l'Etat pour la prise en charge des mineurs non accompagnés (34 875 € en 2017).

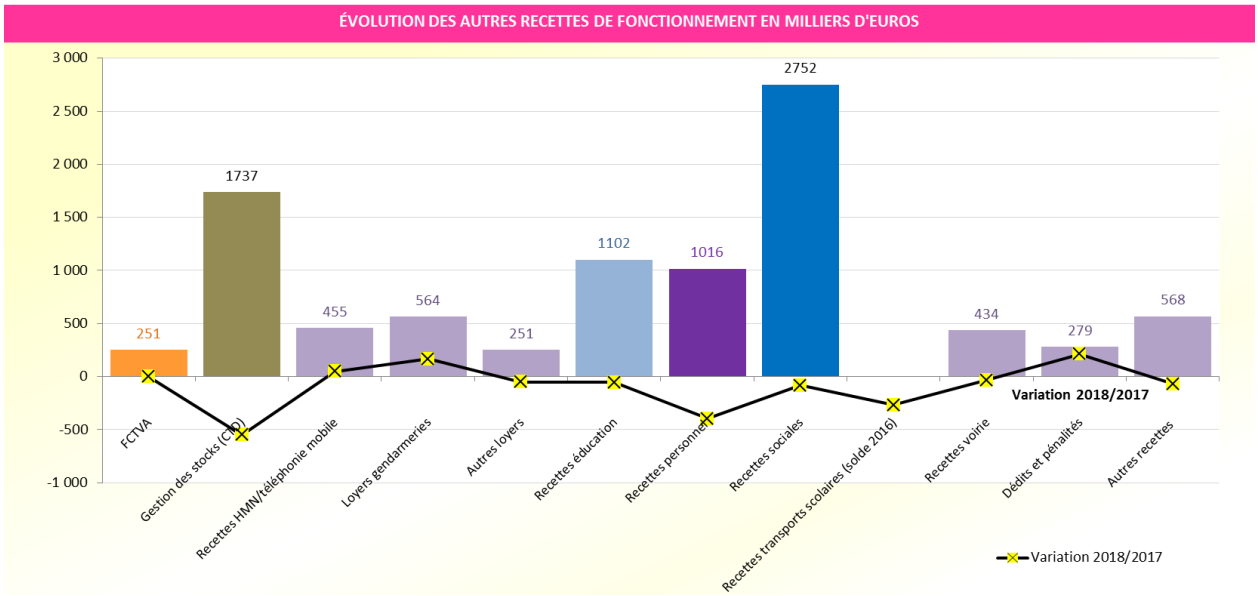
Au niveau de la **fiscalité indirecte**, on soulignera la nouvelle hausse du produit **des DMTO** (+ 0,392 M€) atteignant un plus haut point en 2018 (11,4 M€) suivant naturellement la tendance générale d'un marché immobilier porteur, tant sur le prix des transactions que leur nombre. Néanmoins, la hausse observée en Haute-Marne reste plus mesurée que dans les autres départements.
Cette augmentation vient atténuer la **diminution de produit de TSCA en 2018** de 0,786 M€ par rapport à 2017 où d'importants rattrapages avaient été perçus suite à des retards de versements de l'Etat sur l'année 2016. Après retraitements de ces régularisations perçues en 2017, la TSCA poursuit sur une hausse dynamique de 1 M€ passant de 34,8 M€ à 35,8 M€.




Concernant la taxe d'aménagement, elle progresse de 0,343 M€ en raison de la poursuite du rattrapage de l'année 2015 où la taxe n'avait pas été mise en recouvrement par l'administration fiscale suite à une erreur d'interprétation de la validité juridique de la délibération du Département.
Au final les contributions liées à la fiscalité indirecte s'élèvent à 50,313 M€ (en légère baisse de 0,2 M€) représentant 25% des ressources de fonctionnement.

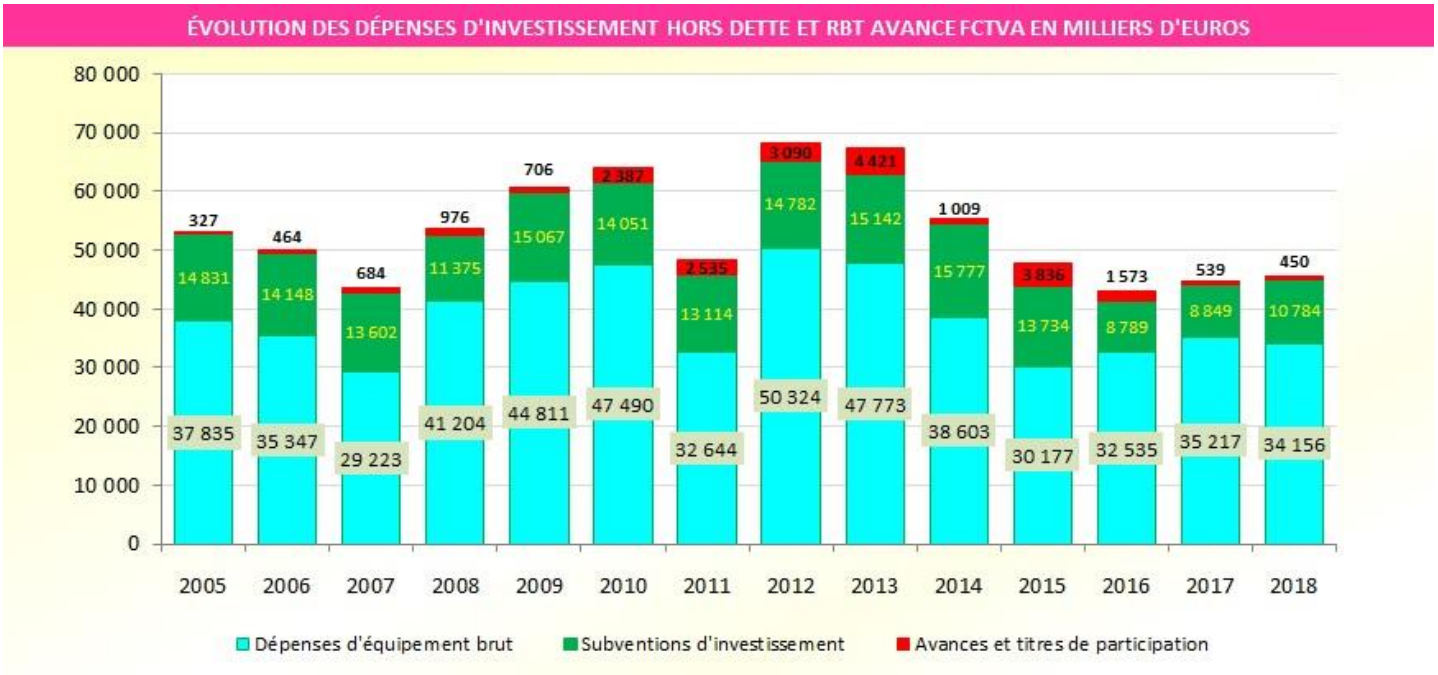
Les **fonds de péréquation** sont globalement stables en 2018 (5,682 M€ soit 3 % des recettes) :
**- le fonds de péréquation des DMTO** est en hausse (en raison de la dynamique de progression des recettes de DMTO au niveau national) et s'élève à **5,262 M**€ (+ 0,246 M€/2017). Ce montant aurait pu potentiellement être supérieur en raison de la mise en réserve par le comité des finances locales de 120 M€ sur 380 M€ collectés en 2018 (cette mise en réserve permettra d'amortir une dynamique attendue à la baisse du produit des DMTO les prochaines années)
- le **fonds de péréquation de la CVAE** affiche une baisse (419 715 € perçus en 2018 contre 650 710 € en 2017) liée au transfert de la compétence des transports scolaires à la Région. L'article 163 de la loi de finances pour 2018 a adapté les modalités de fonctionnement du fonds CVAE perçu par les départements. En effet, 25 points de la CVAE, attribués aux départements jusque 2016, ont été transférés aux régions en 2017. Ainsi, les départements perçoivent désormais 23,5 % de la CVAE (au lieu de 48,5% jusqu'en 2016) et les régions en perçoivent désormais 50 % (au lieu de 25 %). Les ressources du fonds CVAE perçues par les départements ont donc été ramenées de 60 millions d'euros en 2017 à 30 millions d'euros en 2018. Les plafonnements des prélèvements ont donc également été adaptés.

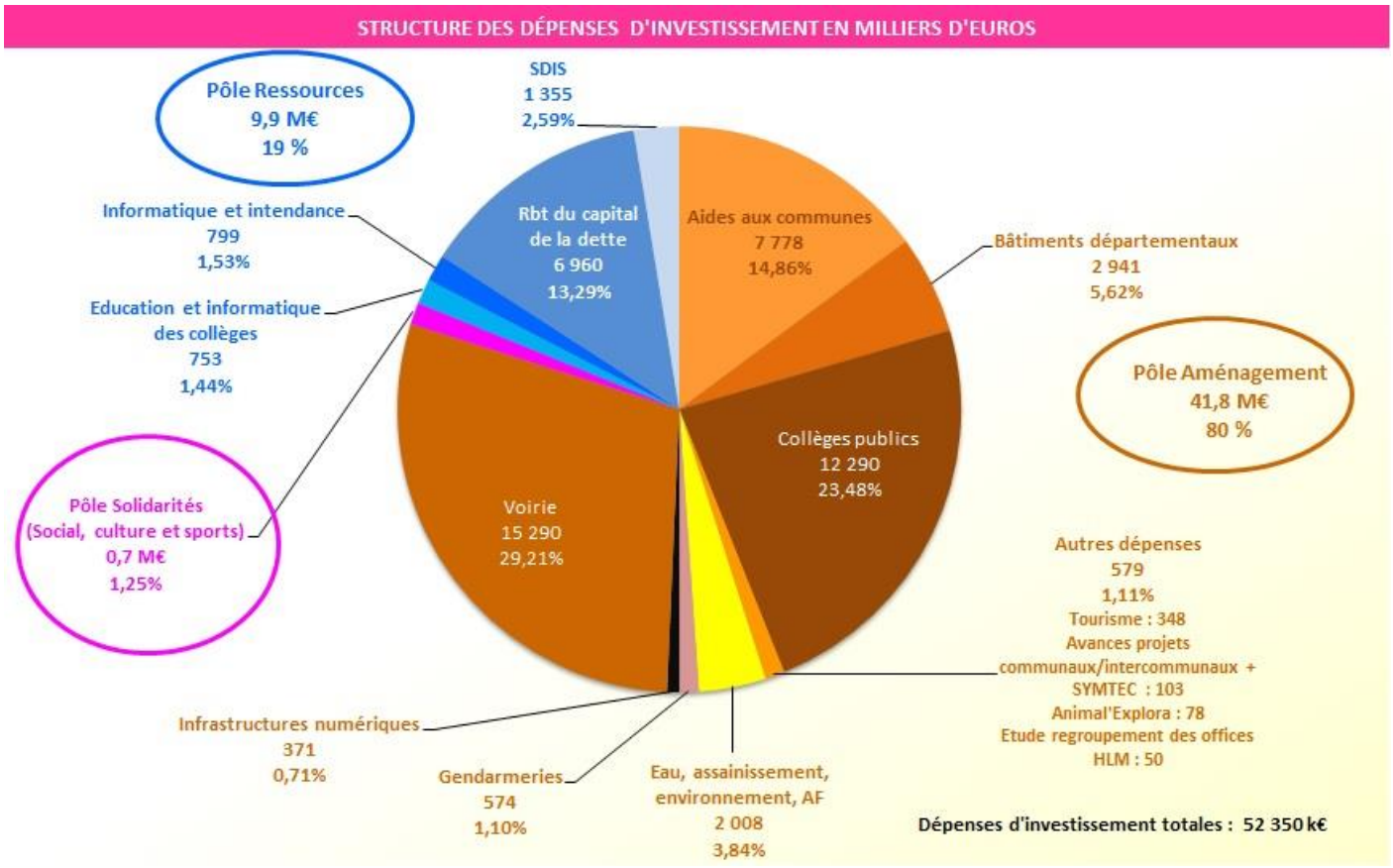
Le montant des principales ressources de fonctionnement mentionnées précédemment s'établit à 190,3 M€ représentent 95% des recettes de fonctionnement 2018 (hors cession d'éléments d'actifs). Le reste des recettes ordonnancées en 2018 (9,4 M€) est réparti comme suit et connaît assez peu de variation :



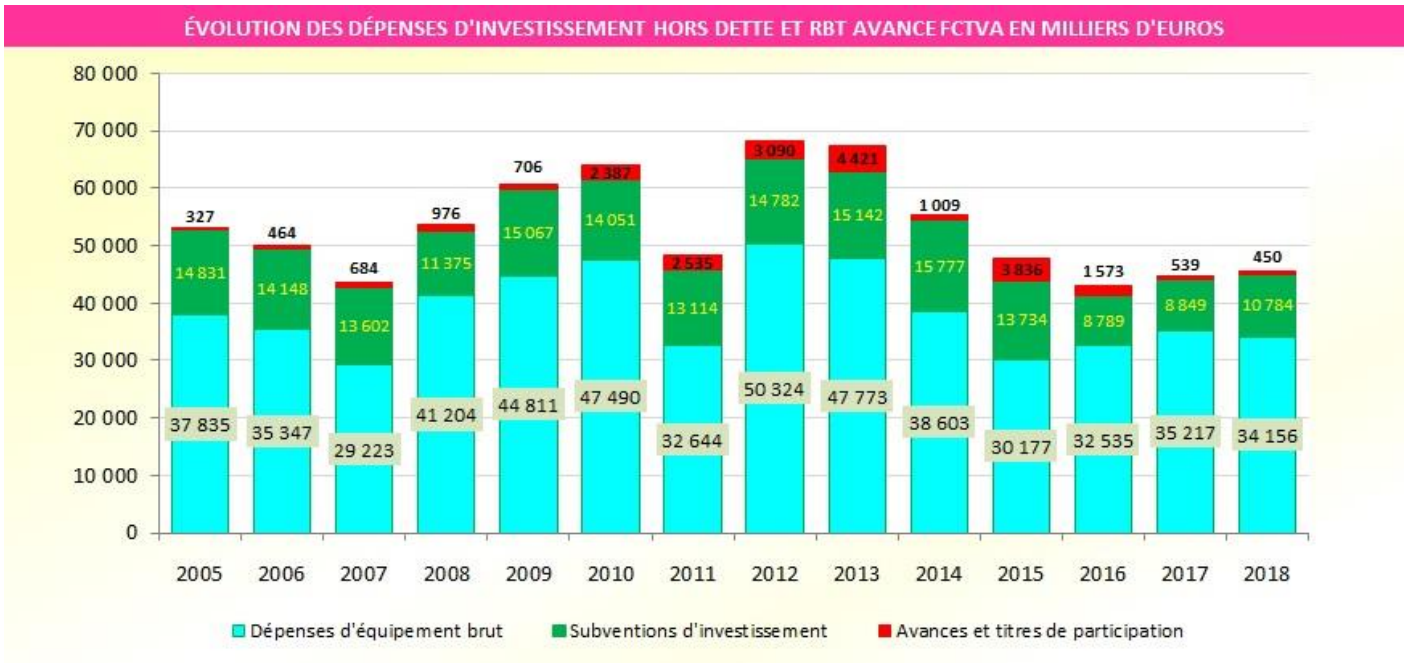
# Un niveau d'investissement récurrent supérieur à 50 M€

Les dépenses réelles d'investissement (y compris le remboursement du capital de la dette) s'élèvent à **52,350 M€** en 2018 contre 53,119 M€ en 2017, soit une légère baisse de 3,15 % (-0,7 M€) qu'il convient de relativiser. En effet, en 2017, le Département avait procédé au remboursement de la seconde moitié d'une avance de FCTVA perçue en 2015 (soit 1,596 M€ sur 3,192 M€). Ainsi en retranchant cette dépense, de nature transitoire (s'analysant comptablement à un remboursement d'emprunt), ainsi que l'amortissement normal du capital de la dette (6,960 M€), les dépenses progressent de 0,786 M€ passant de 44,604 M€ à 45,390 M€ :



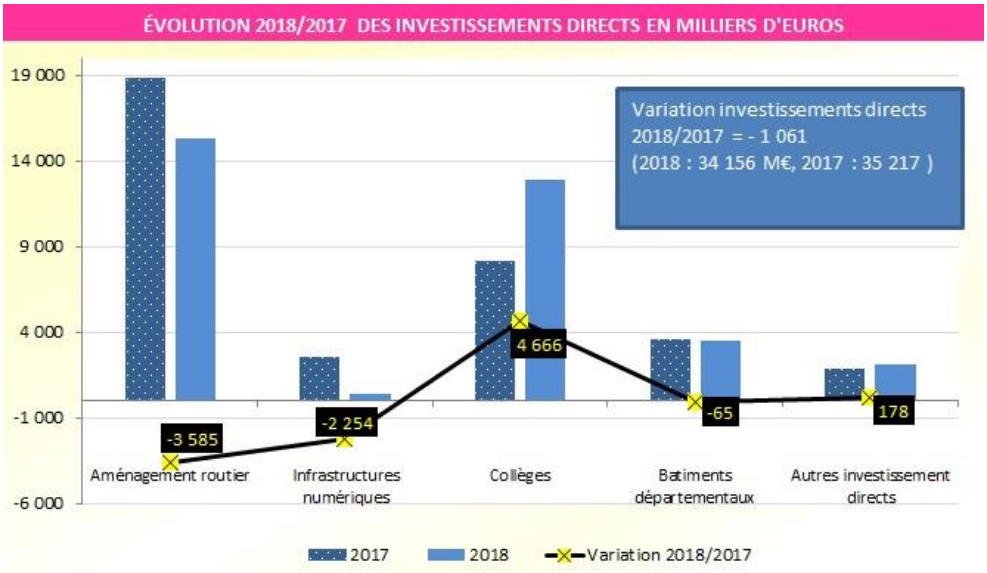



Ce niveau de dépenses d'investissement reste élevé (comparativement aux collectivités de taille équivalente). Il reste cependant inférieur au montant moyen des dix dernières années (moyenne des investissements hors dette et assimilés 2009-2018 : 54,436 M€). Sur ces dix dernières années, le niveau élevé d'investissement a été porté par un projet majeur, le plan Haute-Marne Numérique.




Les dépenses d'équipement brutes (ou investissements directs) sont en très légère diminution entre 2017 et 2018 passant de 35,217 M€ à 34,156 M€ (-1,1 M€). Elles représentent 75% des investissements hors dette. Cette baisse est compensée par une augmentation des subventions d'équipement versées (investissements indirects) qui s'élèvent à 10,784 M€ en 2018 (+1,9 M€/2017), volonté du Département d'accompagner davantage les autres partenaires dans leurs projets de développement.

⇨ **Les dépenses d'investissement direct : 34,156 M€ en 2018**



**<u>Aménagement routier</u> : 15,290 M€ en 2018**

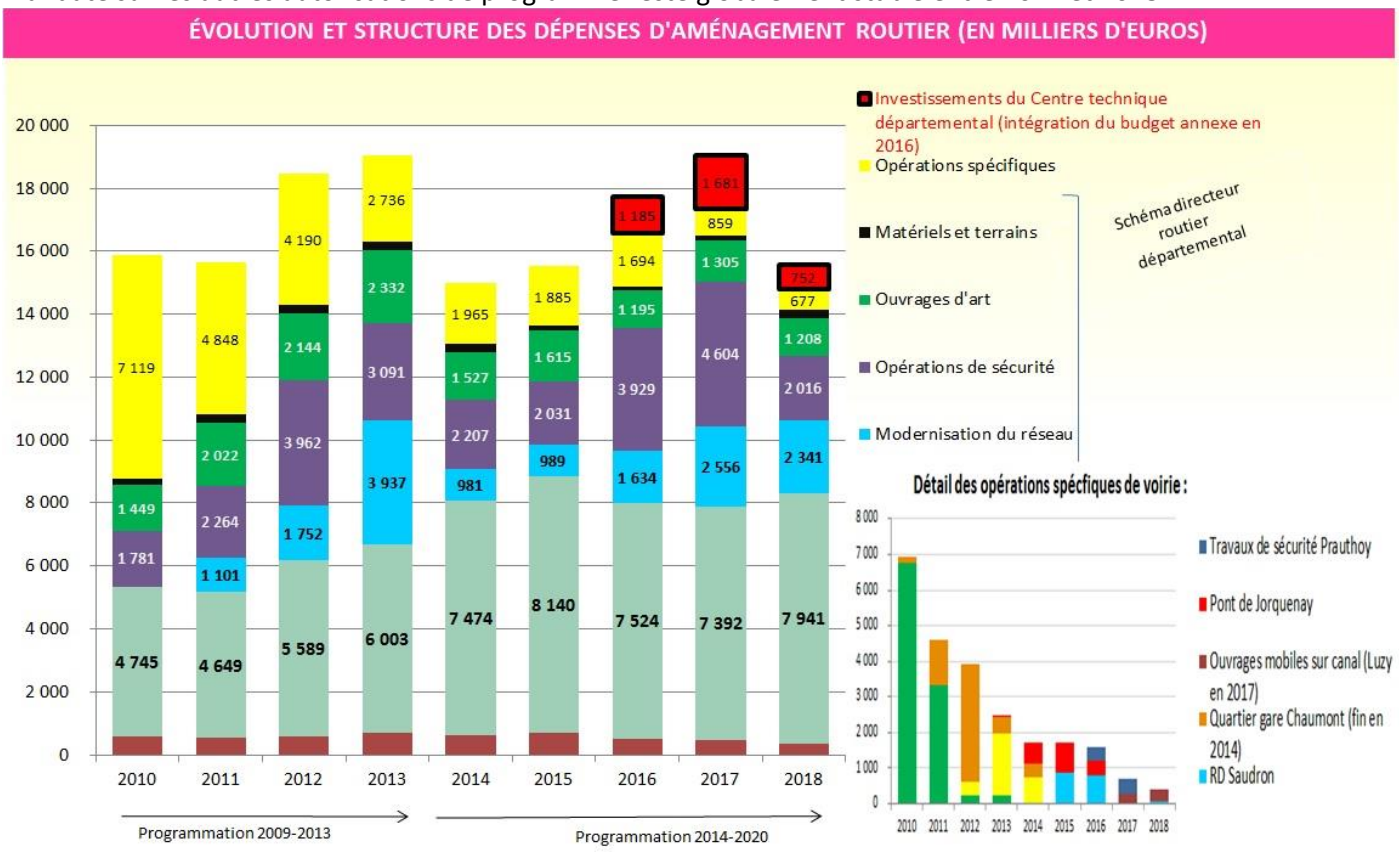
L'exercice 2018 était la dernière année de mise en œuvre du schéma routier 2014-2018. Au total, 72 M€ ont été mandatés sur cette programmation (hors opérations spécifiques et acquisitions de véhicules, d'engins et de matériels) :

| Enveloppes pluriannuels * | Réalisé 2009-2013 | Réalisé 2014-2018 | Programmation 2019-2023 |
|---|---|---|---|
| Modernisation du réseau | 7 863 838 | 8 501 631 | 9 500 000 |
| Opérations de sécurité | 13 575 731 | 14 474 031 | 10 900 000 |
| Chaussées | 25 336 145 | 38 471 115 | 39 180 000 |
| Ouvrages d'art | 9 024 185 | 7 153 196 | 21 000 000 |
| Equipements de la route | 2 955 975 | 2 637 597 | 2 950 000 |
| Etudes, levés topographiques et acquisitions foncières | 1 008 338 | 560 543 | 500 000 |
| **Sous total** | **59 764 212** | **71 798 113** | **84 030 000** |
| Contrat de développement du territoire – accompagnement de CIGEO | | | 30 666 000 |
| Opérations spécifiques | 25 905 714 | 6 169 925 | 1 966 652 |
| Total | **85 669 925** | **77 968 038** | **114 696 000** |
| * hors AP acquisition véhicules, engins, et matériels | | | |

En 2018, un montant de 15,3 M€ a été consacré à l'aménagement du réseau routier départemental contre 18,9 M€ en 2017 (-3,6 M€). Au-delà de la nature des opérations réalisées, la diminution des investissements routiers peut s'expliquer par le délai de latence dans la mise en œuvre du nouveau schéma départemental, notamment au niveau des opérations de sécurité.

Pour mémoire, en 2017, deux opérations de sécurité d'envergure ont été réalisées notamment l'aménagement du virage de Braucourt (3,251 M€ en 2017) et de la traverse RD 400 - Louze (0,391 M€ en 2017). Par ailleurs, le niveau d'investissements du CTD était également particulièrement élevé en 2017 (1,7 M€) en raison de l'acquisition de quatre véhicules poids lourd (0,682 M€) et de cinq tracteurs chargeurs (0,507 M€).

Ainsi, hormis ces deux lignes budgétaires en baisse entre 2017 et 2018 (opérations de sécurité et CTD), le montant mandaté sur les autres autorisations de programme reste globalement stable entre 2017 et 2018 :



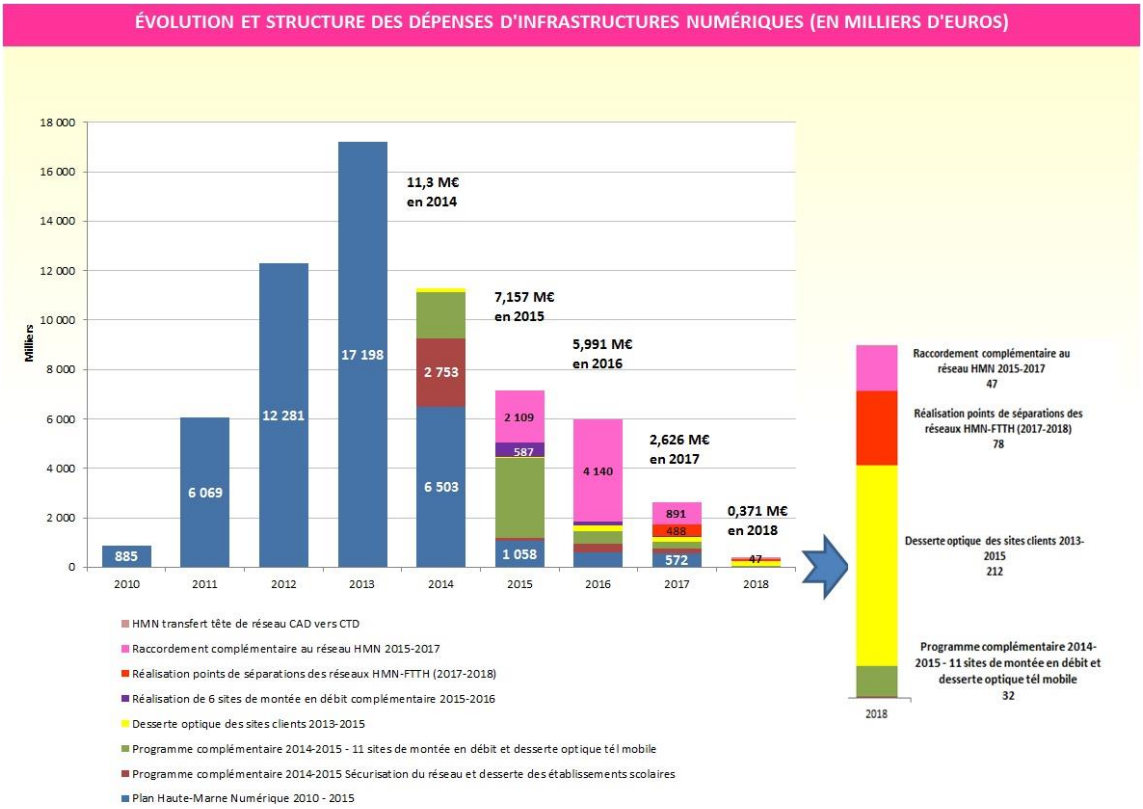

Remarque : le graphique ci-dessus présente l'ensemble du budget réalisé en matière d'aménagements routiers. Ainsi, outre des dépenses d'équipements bruts, il intègre également des subventions et avances (mais pour des montants minimes).

Détail des opérations d'aménagement routier réalisées en 2018 :

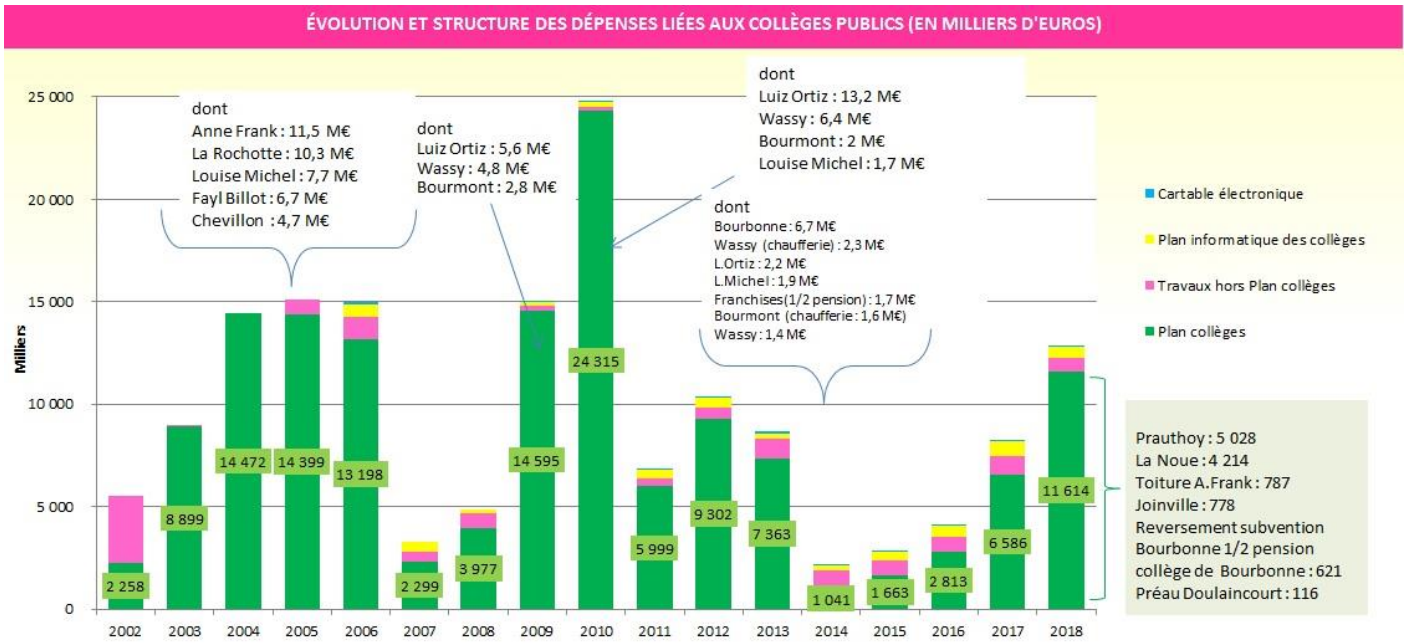
| | Réalisé en 2018 (en milliers d'euros) |
|---|---|
| **Chaussées** | **7 941** |
| Renforcement en béton bitumineux | 3 617 |
| RD 74 - Section entre carrefour RD 35 et Frécourt | 2 253 |
| Renforcement en enrobés coulés à froid | 827 |
| Reprofilages à la grave émulsion | 455 |
| RD.184 - renforcement rives entre Avrianville et Bayard | 135 |
| Autres opérations diverses réalisées par pôle | 654 |
| **Modernisation du réseau principal** | **2 341** |
| RD.107 - recalibrage et mise hors gel desserte ZA de Sarrey | 64 |
| RD.15 - renforcement de la sect Rennepont / limite de l'Aube | 2 277 |
| **Opérations de sécurité** | **2 016** |
| RD 619 - CHAUMONT- Accès ZA Plein est | 249 |
| RD.427 - traverse de THONNANCE LES MOULINS (groupement de commande) | 212 |
| Purges en béton bétumineux | 192 |
| RD. 74 - traverse de BOURG STE MARIE | 166 |
| RD.132 - VAL-DE-MEUSE - ZA du Breuil (groupement de commande) | 165 |
| RD.974 - LANGRES - couche roulement avenue de Turenne | 152 |
| RD 192A - traverse de BROUSSEVAL | 150 |
| RD 8 - FONTAINE/MARNE Amgt (groupement de commande) | 139 |
| RD.186 - CERISIERE- traverse - Commune mandataire gpt 2016 | 139 |
| RD1 - traverse de ROLAMPONT | 120 |
| dérasements d'accotements | 92 |
| RD.102 - traverse de Blessonville | 70 |
| Autres opérations diverses | 170 |
| **Ouvrages d'art** | **1 208** |
| Réhabilitation divers ouvrages d'art | 666 |
| RD.295 - Courcelles Val d'Esnoms - confortement OA le Badin | 187 |
| Réhabilitation et remplacement d'aqueducs | 145 |
| RD.15 - mur RENNEPONT | 83 |
| RD417-Réhab OA sur voie ferrée Culmont-Toul (grouement de commande avec SNCF) | 77 |
| RD.250 - OA Essey-les-Eaux | 49 |
| **Equipements de la route** | **356** |
| **Acquisition de matériel** | **81** |
| **Etudes, levés topographiques et acquisitions** | **180** |
| **Aménagement de la RD 175 à Saudron** | **61** |
| **Pont mobile de Luzy-sur-Marne** | **354** |
| **Investissements du CTD** | **752** |

**<u>Infrastructures numériques</u> : 0,371 M€ en 2018**

Le programme Haute-Marne Numérique touche à sa fin et n'a mobilisé un volume de dépenses que de 0,371 M€ en 2018 :

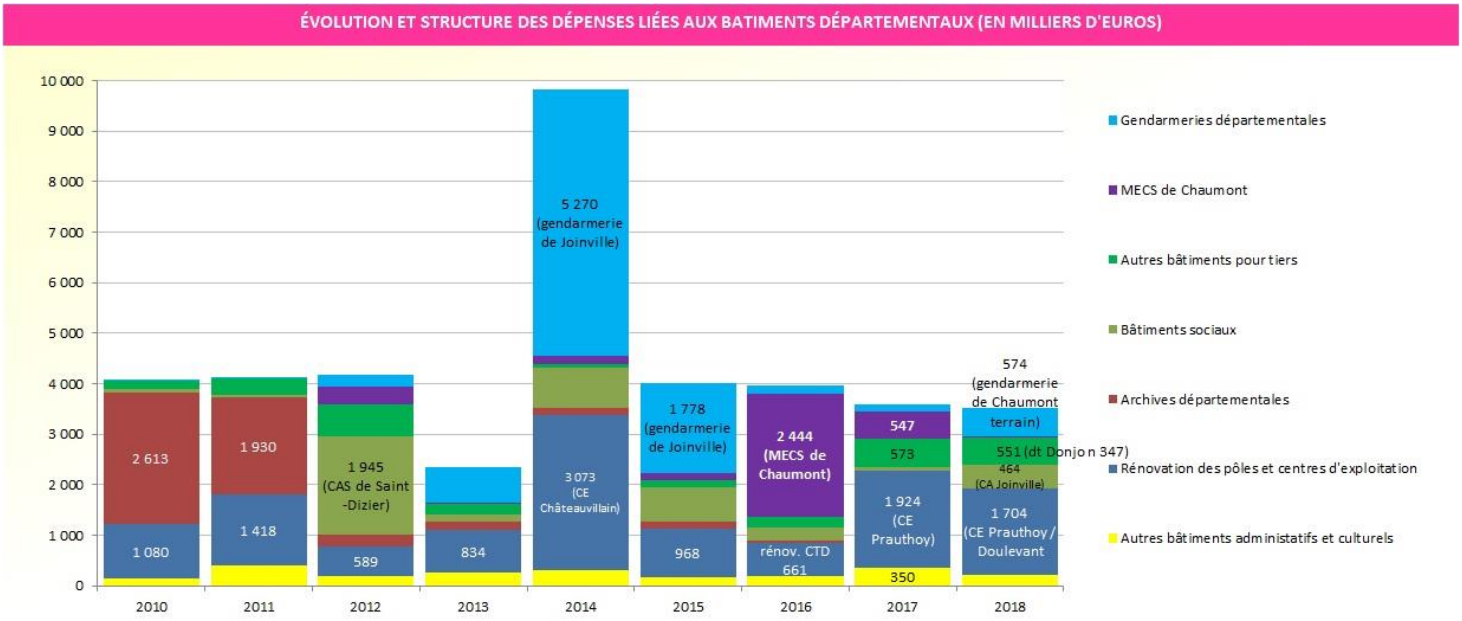


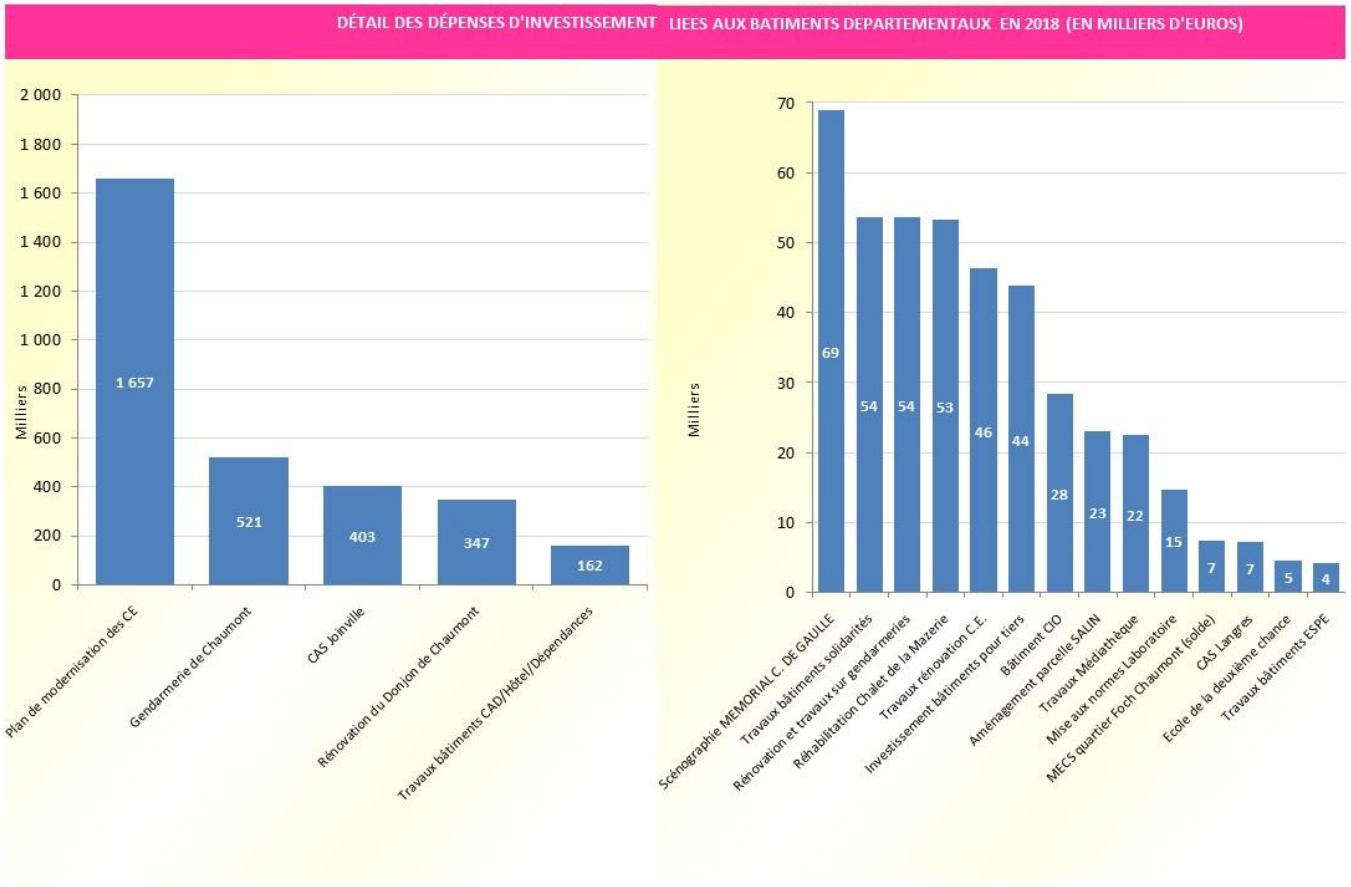
**<u>Collèges départementaux</u> : 12,876 M€ en 2018 (plan collèges, travaux et informatique des collèges)**




Le plan collèges, initié en 2002 et réparti en trois tranches de travaux, atteint aujourd'hui sa dernière phase. Ce programme pluriannuel revêt un caractère cyclique alternant phases d'études et phases de travaux. Ainsi les années 2014 à 2016 correspondent à une période de reprogrammation de travaux, les dépenses sont logiquement moins importantes. En 2018, un montant de 11,614 M€ de crédits a été dépensé sur cette autorisation de programme dont 9,2 M€ pour la réhabilitation des collèges de Prauthoy et La Noue à Saint-Dizier.

**<u>Bâtiments départementaux</u> : 3,522 M€ en 2018**

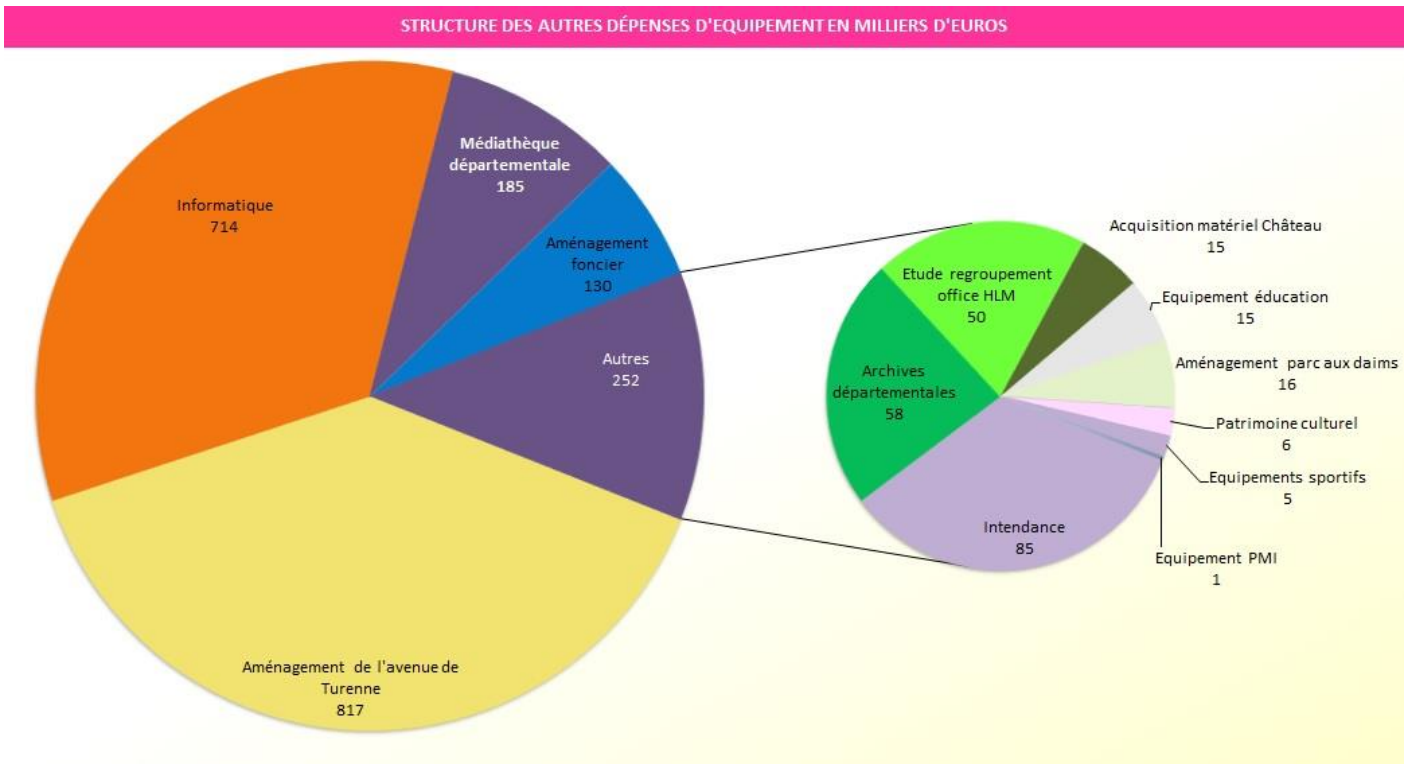





---

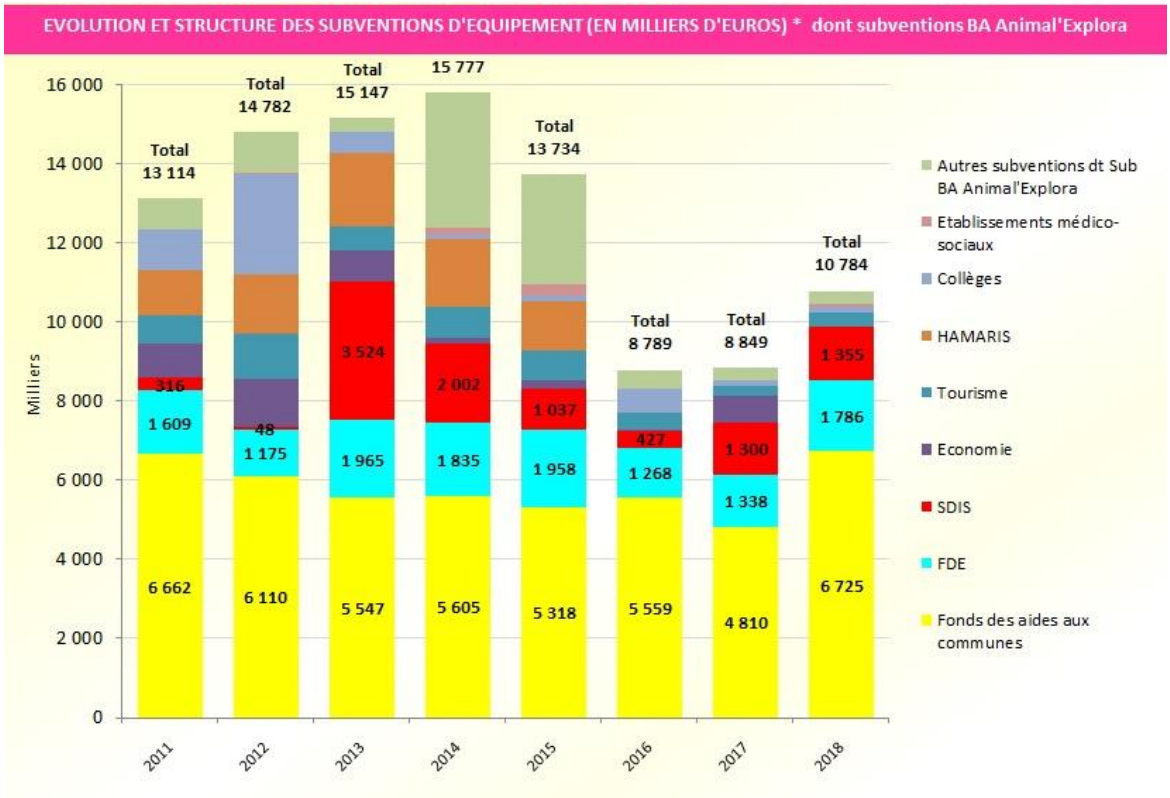
**<u>Autres investissements directs :</u> 2,097 M€ en 2018**

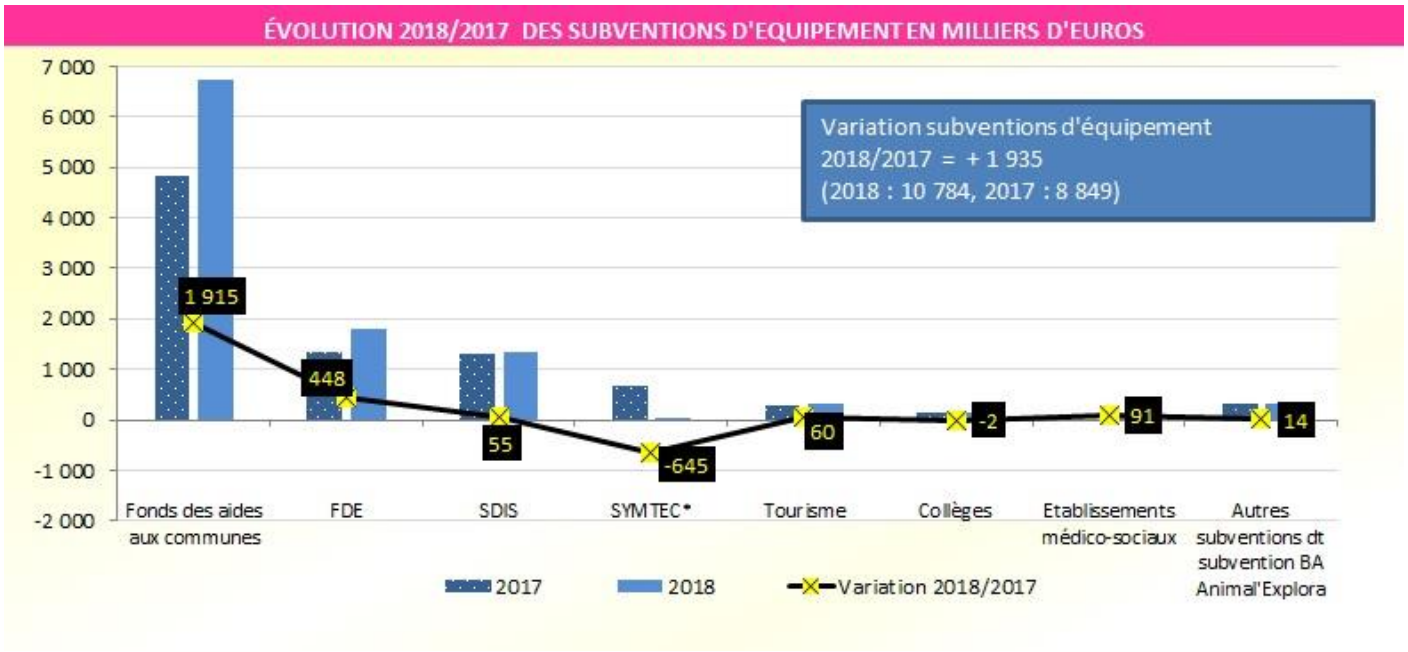
Les autres investissements directs se sont concentrés sur deux postes : les investissements de nature informatique et les travaux d'aménagement de l'avenue de Turenne pour le compte de la ville de Langres :



⇨ **Les subventions d'équipement : 10,784 M€ en 2018**

Les subventions d'équipement s'établissent à 10,784 € en 2018 soit une progression de 1,9 M€ par rapport à 2017 :



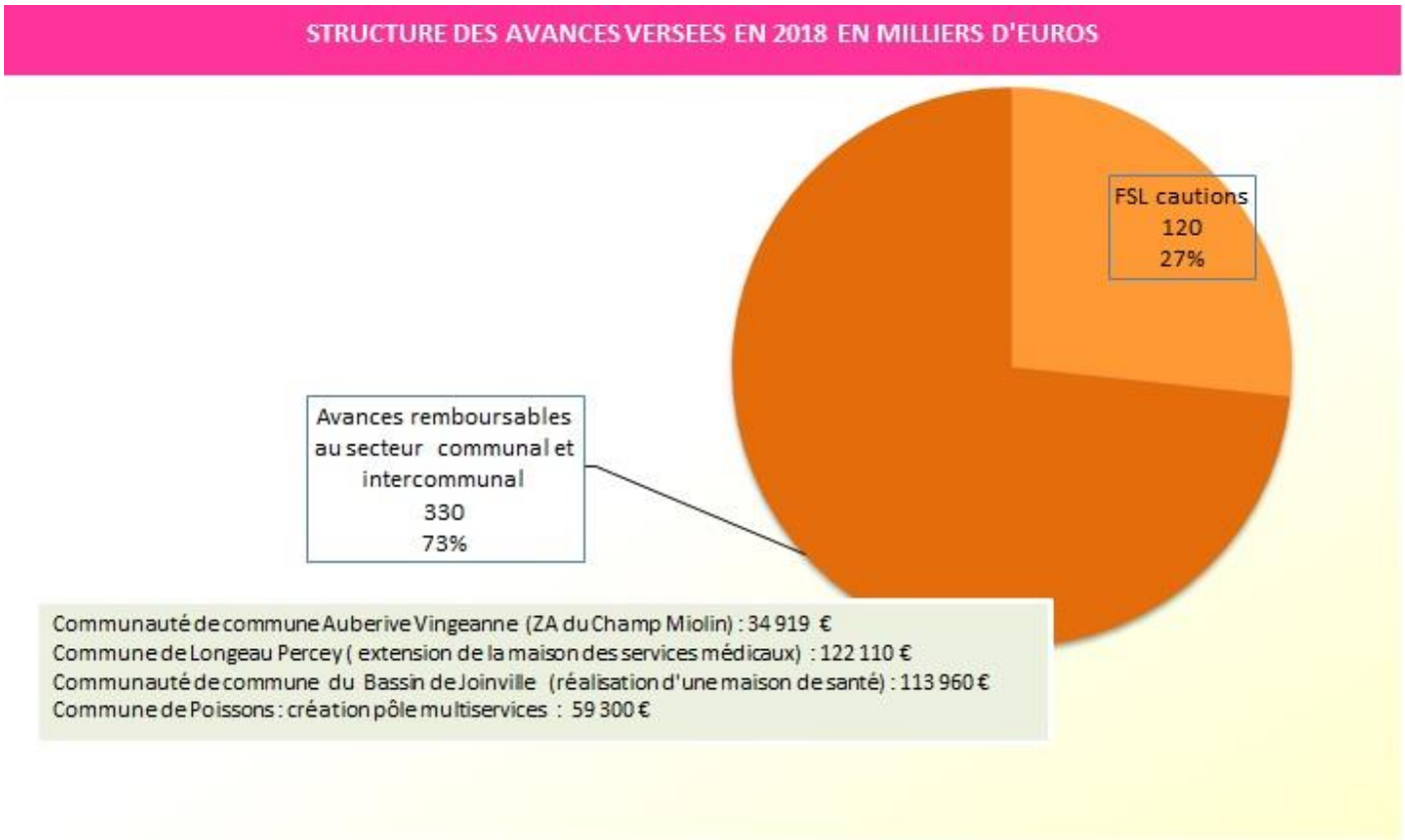

**SYMTEC : 2017 : participation 3e tranche de travaux à hauteur de 650 000 €*

La hausse porte principalement sur les fonds des aides aux communes et le FDE :

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2018/2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Fonds des aides aux communes** | **6 601 654** | **6 212 001** | **6 793 272** | **6 751 519** | **6 698 345** | **5 622 305** | **5 770 342** | **7 289 697** | **1 519 355** |
| FAL | 1 884 477 | 1 985 865 | 1 827 743 | 1 802 505 | 1 702 726 | 1 953 283 | 2 071 365 | 2 374 880 | 303 515 |
| FAV | 1 452 193 | 1 446 111 | 435 354 | 863 991 | 1 086 589 | 629 076 | 627 183 | 591 504 | -35 679 |
| FAVIM | 346 256 | 265 418 | 476 117 | 214 384 | 188 958 | 398 538 | 210 136 | 962 808 | 752 672 |
| FGTR | 434 797 | 458 561 | 660 501 | 607 108 | 756 201 | 599 051 | 951 372 | 1 202 236 | 250 864 |
| FID + FEB | 67 115 | 10 286 | 83 784 | 7 495 | 25 340 | | | 37 576 | 37 576 |
| FTI | 737 950 | 669 296 | 1 085 296 | 1 124 822 | 926 126 | 644 542 | 385 238 | 198 629 | -186 610 |
| FTIEU | | 1 722 | | 18 893 | 7 002 | 10 988 | 14 022 | 841 | -13 181 |
| FMHC | 69 692 | 199 801 | 259 783 | 277 277 | 47 220 | 119 078 | 172 572 | 135 086 | -37 486 |
| FDE | 1 609 174 | 1 174 942 | 1 964 693 | 1 835 044 | 1 958 183 | 1 267 748 | 1 338 453 | 1 786 137 | 447 685 |
| **Opérations spécifiques Aides au** | **1 669 034** | **1 073 230** | **718 161** | **688 701** | **577 816** | **1 204 844** | **378 503** | **1 221 927** | **843 424** |
| *dont fonds exceptionnel d'appui au FDPTP* | | | | | | | | *21 968* | *21 968* |
| *dont communes sinistrées (2013 et 2016)* | | | | *81 698* | *61 262* | *469 901* | *10 525* | *217 937* | *207 412* |
| *dont réhabilitation du bâtiment du SDED* | | | | | | | *300 000* | *200 000* | *-100 000* |
| *dont opérations spécifiques à Chau* | *589 443* | *80 317* | *204 253* | *194 945* | *406 782* | *347 827* | *55 166* | *781 887* | *726 721* |
| *dont opérations spécifiques à Langres* | | *203 691* | *148 828* | *325 880* | *109 772* | | | | *0* |
| *dont opérations spécifiques à Saint* | *1 003 953* | *639 490* | *143 784* | *15 995* | | | | | *0* |
| *dont projet de ville de Joinville* | | | | | | *387 116* | *12 813* | *135* | *-12 677* |
| *dont projet de ville de Nogent* | *15 558* | *80 380* | *184 328* | | | | | | *0* |
| **TOTAL Fonds et opérations spéc** | **8 270 688** | **7 285 232** | **7 511 433** | **7 440 220** | **7 276 161** | **6 827 149** | **6 148 845** | **8 511 624** | **2 362 779** |

En 2018, sur le volet « Opérations spécifiques », un montant de 781 887 € a été consacré au subventionnement d'opérations menées sur le territoire de Chaumont : 540 000 € de soutien au projet PALESTRA (AP de 2,7 M€), 48 228 € dédiés à la réhabilitation de l'école Guizot (pour l'association des Restos du Cœur), 171 771 € dédié à l'aménagement du cœur de quartier de la Rochotte et 21 888 € de participation au SCOT porté par le Syndicat mixte du Pays de Chaumont (enveloppe pluriannuelle de 43 000 €).

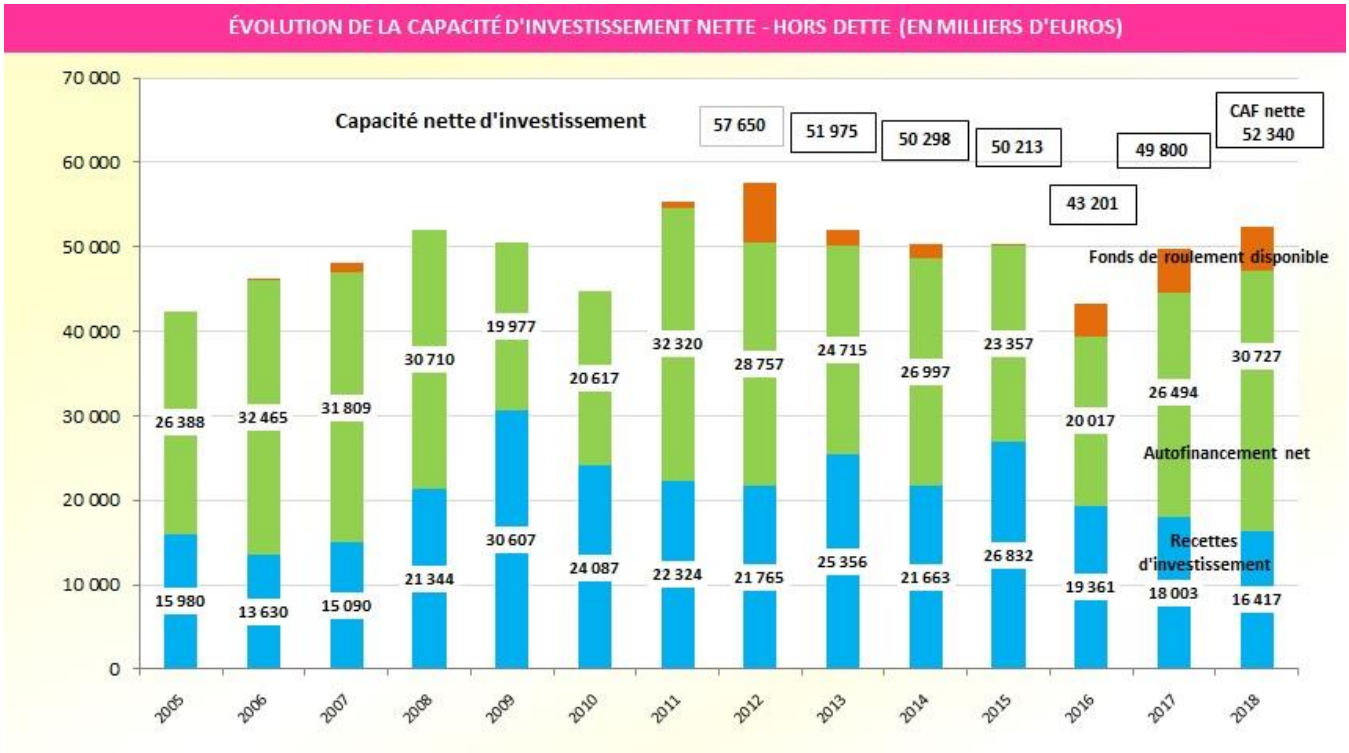
⇨ **Les avances versées en 2018 : 0,450 M€**



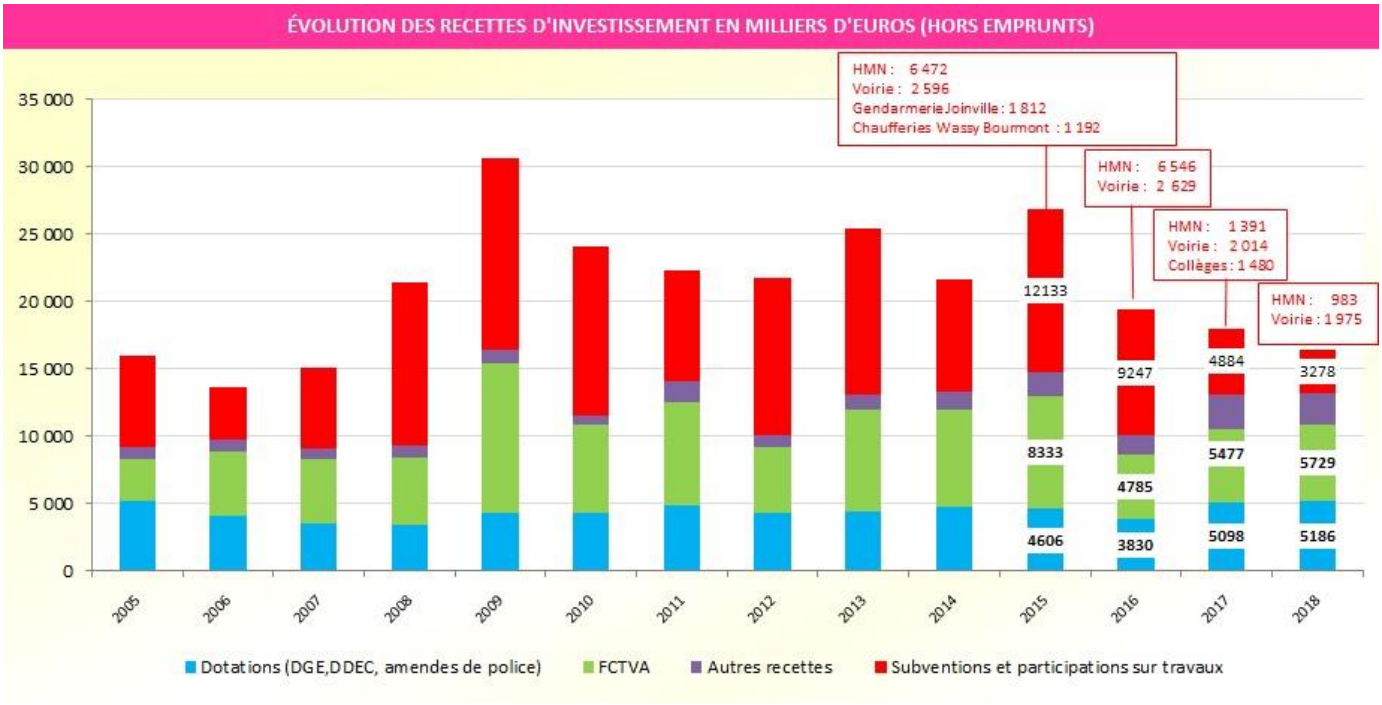
# Un financement des investissements 2018 par mobilisation des ressources internes

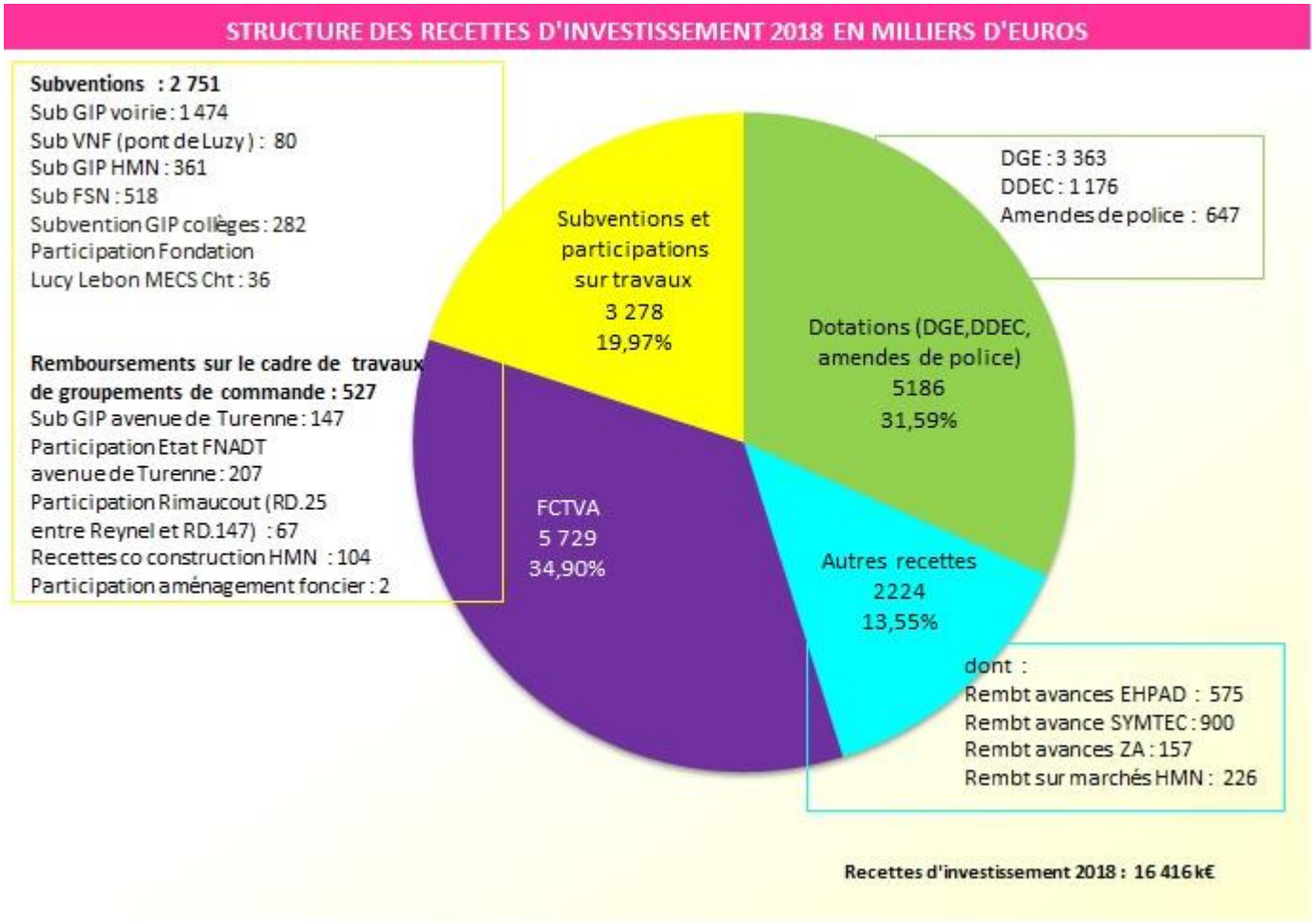
La capacité d'investissement nette du Département s'établit à 52,340 M€ en 2018 et présente les caractéristiques suivantes :

- consolidée par un niveau d'autofinancement lui-même renforcé par la pression opérée sur les dépenses de fonctionnement dans le cadre de la trajectoire des dépenses imposée par le Pacte de Cahors
- comprenant en 2018 des recettes exceptionnelles liées à la cession d'actifs (SEM Immo Bail et camping de La Liez) à hauteur de 2,6 M€ intégrés comptablement au calcul de l'autofinancement net
- intégrant un fonds de roulement reporté et disponible de 7 M€ en 2018
- <u>mais</u> constituée de recettes propres d'investissement en diminution depuis 2016 :

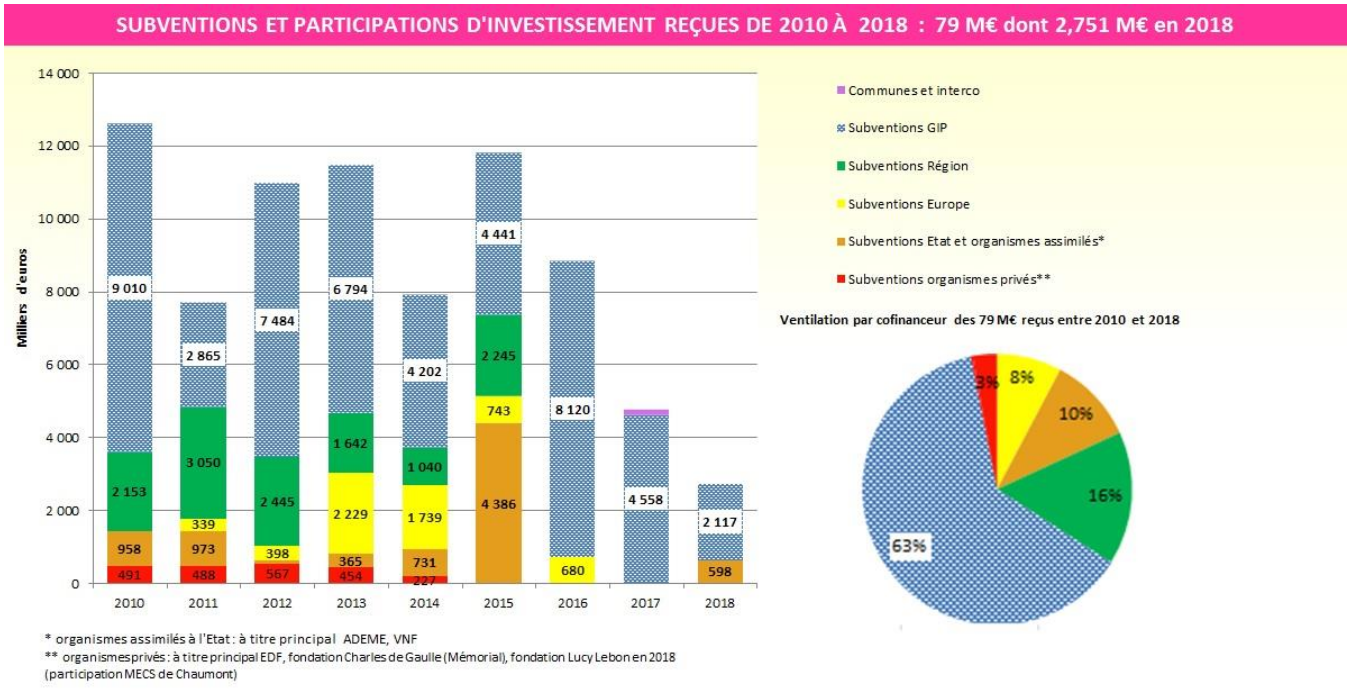



Les recettes d'investissement (notamment les subventions reçues et le FCTVA) sont corrélées au montant des investissements directs sur exercices antérieurs. Après la fin de grands projets d'équipement tels que le plan Haute-Marne Numérique ou la construction de la gendarmerie de Joinville qui ont bénéficié d'un bon niveau de subventionnement (notamment GIP), les recettes d'investissement sont en baisse logique depuis 2016 :

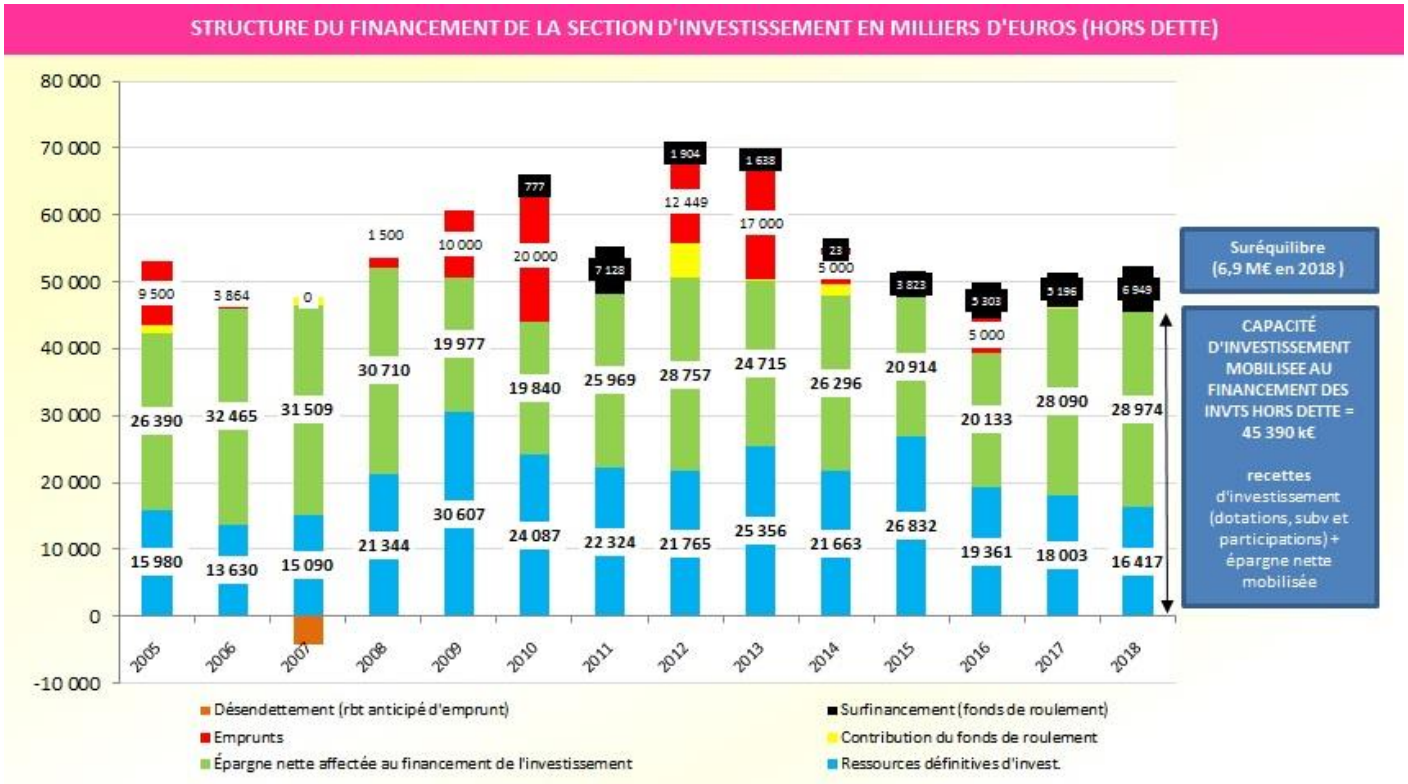





Les subventions et participations reçues constituent un moyen de financement important permettant de limiter le recours à l'emprunt et, ainsi, d'accroitre le volume des investissements à ressources égales. La contribution du GIP Haute-Marne est importante dans l'apport total de cofinancement :



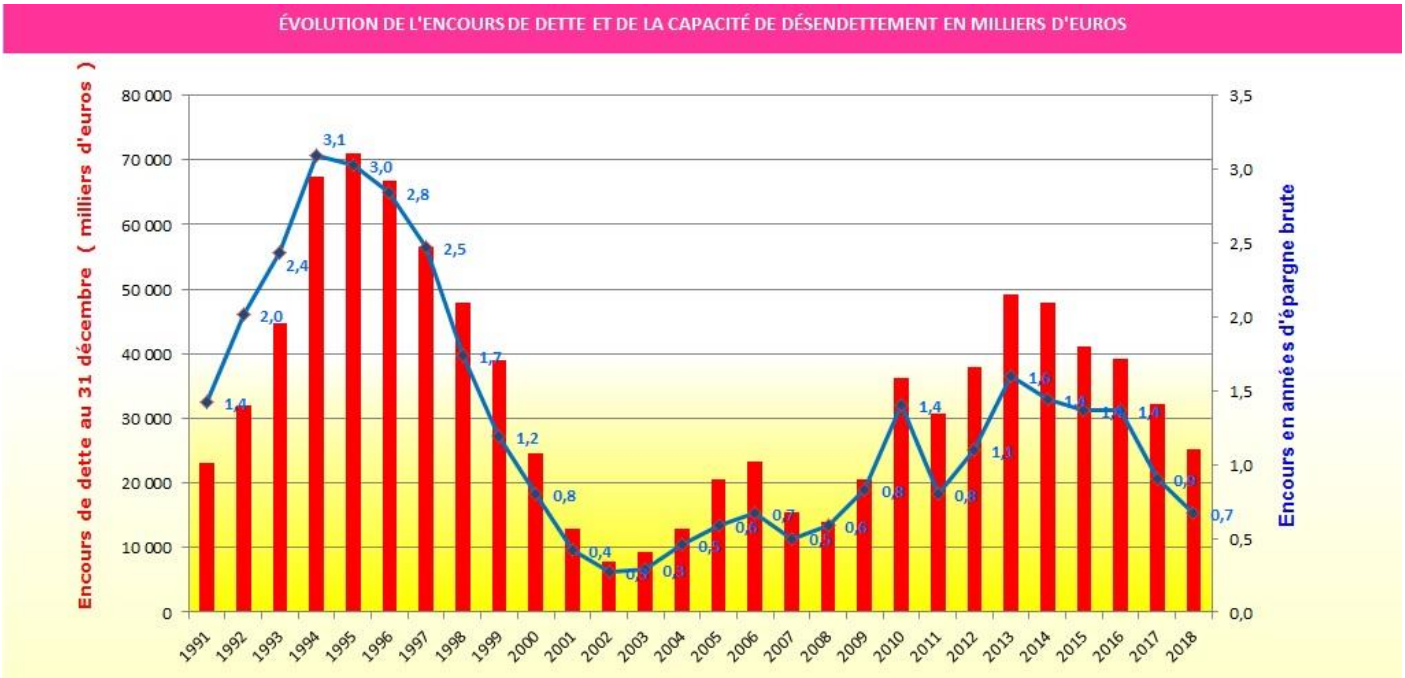
En conséquence, le financement des investissements 2018 s'effectue sans recours à l'emprunt, les ressources internes permettant un financement intégral des dépenses. Hors dette (pour mémoire, le capital de la dette doit être remboursé obligatoirement par des recettes propres), la capacité d'investissement du Département s'élève à 52,340 M€ pour un montant d'investissements à financer de 45,390 M€ (investissements hors dette), soit une mobilisation de la capacité d'investissement totale à hauteur de 87%.
Sur les seules ressources de l'exercice 2018, l'excédent de financement ressort à 1,753 M€ établissant le fonds de roulement à reporter à 6,949 M€ au 31 décembre 2018 (fonds de roulement au 31 décembre 2017 : 5,196 M€), il sera affecté au financement des investissements de l'exercice 2019.



# Un encours de dette réduit offrant une réelle capacité d'intervention du Département

L'encours de dette du Département a diminué pour la cinquième année consécutive passant de 32,309 M€ au 31 décembre 2017 à 25,249 M€ en fin d'exercice 2018. Le conseil départemental n'ayant pas eu recours à un financement par emprunt en 2018, l'endettement total a reculé du montant du remboursement annuel du capital de la dette de 6,960 M€.

Entre 2013 et 2018, l'encours de dette aura diminué de moitié avec la fin progressive du plan Haute-Marne Numérique qui avait porté le niveau d'investissement sur les années 2010-2013 à des montants très élevés de plus de 70 M€ nécessitant un recours accru à l'emprunt sur cette période et portant l'encours de dette à près de 50 M€ en 2013.




La capacité de désendettement d'environ 9 mois est une des plus faibles au niveau national et offre une réelle marge d'action au Département pour mener une politique ambitieuse d'investissement au cours des prochaines années. Néanmoins, il convient d'interpréter prudemment cette capacité de désendettement (reflet d'une situation à un instant T) et de la resituer dans un contexte financier futur moins favorable (diminution attendue des recettes liées à la péréquation).

**Principales caractéristiques de la dette départementale :**

- l'encours de la dette par type de taux :

Encours de dette par nature de risque au 31 décembre 2018 :

| Dette par type d'index | Encours | % d'exposition |
|---|---|---|
| Fixe | 23 955 525 € | 94,88 % |
| Variable | 0 € | 0,00% |
| Livret A / LEP | 1 293 378 € | 5,12 % |
| **Total encours de dette au 31/12/2017** | **25 248 903 €** | **100,00%** |

- la dette par habitant :

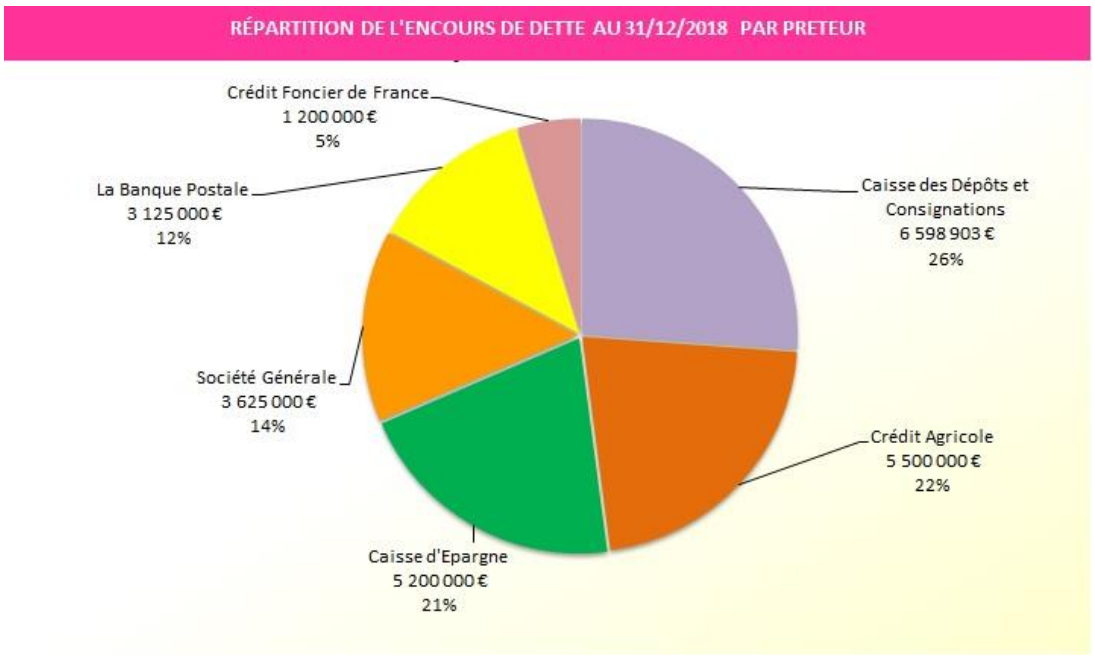
Encours de la dette par habitant

Annuité de la dette par habitant

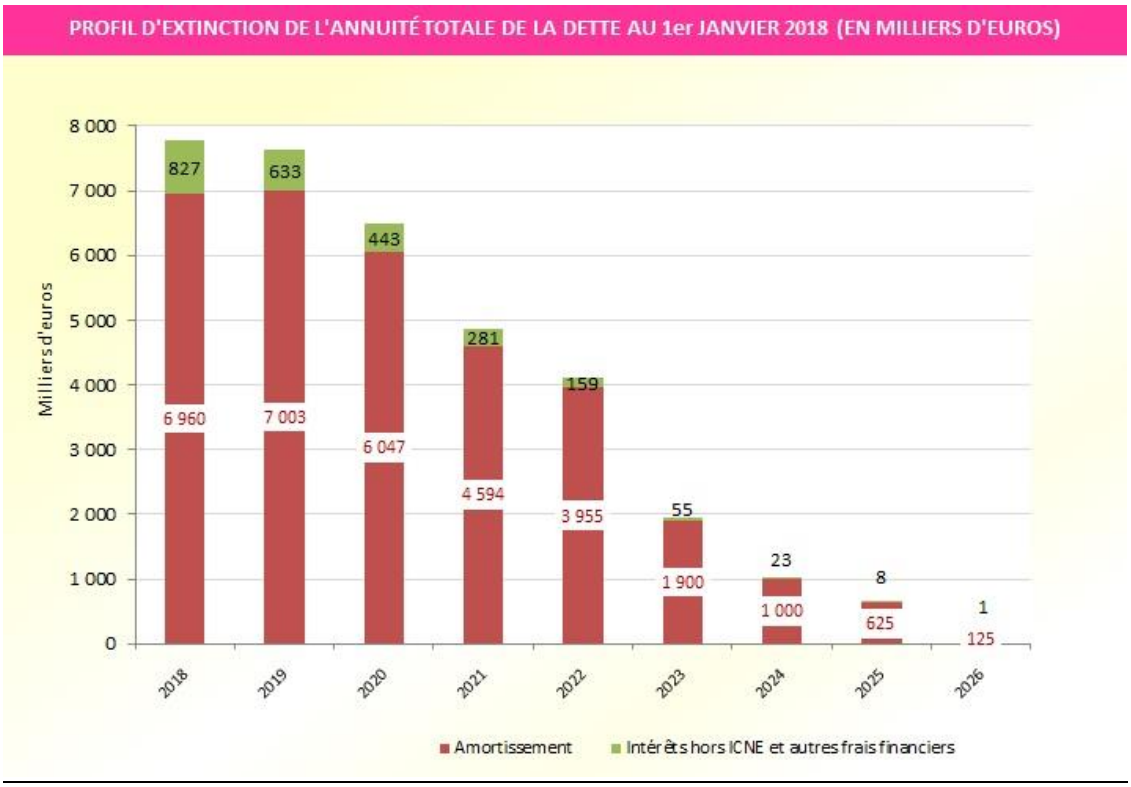
- l'état de la dette au 31 décembre 2018 :

| Banque | | Méthode d'amortissement | Durée(A) | Encours | Date éch. | Taux éch. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Crédit Foncier de France | Taux Fixe | Amortissement constant | 10 | 1 200 000 | 28/02/2019 | 3,54% |
| Crédit Agricole | Taux Fixe | Amortissement constant | 10 | 4 500 000 | 22/03/2019 | 2,79% |
| Caisse des Dépôts et Consignations | Livret Epargne Populaire | Amortissement constant | 10 | 1 293 378 | 01/02/2019 | 2,60% |
| Caisse des Dépôts et Consignations | Taux Fixe | Annuité constante | 10 | 5 305 525 | 01/12/2019 | 3,54% |
| Crédit Agricole | Taux Fixe | Amortissement constant | 10 | 1 000 000 | 28/03/2019 | 2,72% |
| Société Générale | Taux Fixe | Amortissement constant | 10 | 3 625 000 | 01/03/2019 | 1,75% |
| Caisse d'Epargne | Taux Fixe | Amortissement constant | 10 | 4 500 000 | 15/01/2019 | 2,72% |
| Caisse d'Epargne | Taux Fixe | Amortissement constant | 10 | 700 000 | 15/01/2019 | 4,22% |
| La Banque Postale | Taux Fixe | Amortissement constant | 10 | 3 125 000 | 01/01/2019 | 1,47% |
| | | | | 25 248 903 | | Coût moyen de la dette : 2,57 % |

- la répartition de l'encours par prêteur :



- profil d'extinction de la dette :



Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:56:03
Référence technique : 052-225200013-20190628-III_1-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE**

| **CONSEIL DÉPARTEMENTAL**<br>**Réunion du 28 juin 2019** | |
|---|---|
| Direction du Patrimoine et des Bâtiments<br>**Service Affaires Foncières** | **N° III - 1** |
| **OBJET :**<br>**Bilan 2018 des acquisitions, cessions et échange de biens immobiliers réalisés par le Département de la Haute-Marne** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3213-2 al2,

Vu l'avis de la IIIe commission émis le 27 mai 2019,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental et après avoir entendu les conclusions de Monsieur Paul FOURNIE, rapporteur au nom de la IIIe commission,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 34 voix Pour**

**DECIDE**

- d'approuver le bilan de la politique foncière menée en 2018 par le Département, suivant les tableaux ci-joints relatifs aux acquisitions, cessions et échange par le Département.

Ces tableaux seront annexés au compte administratif 2018.

**RÉSULTAT DU VOTE : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:56:03
Référence technique : 052-225200013-20190628-III_1-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

## 1) ACQUISITIONS PAR LE DEPARTEMENT ANNEE 2018

| R.D. | INTITULE DE L'OPERATION | COMMUNE | CANTON | SURFACES ACQUISES (m²) | DATE DE L'ACTE | COÛT (en euros) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 300 | Réfection du mur de soutènement | Le Montsaugeonnais | Villegusien | 197 m² | 05.03.18 | 180,00 |
| 24 | Aménagement de la Place Pelletier | Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière | Saint-Dizier 1 | 58 m² | 11.06.18 | 193,14 |
| | Immeuble | Nogent | Nogent | 9 800 m² | 18.05.18 | 250 000,00 |
| 974 x 21 | Aménagement carrefour giratoire | Le Montsaugeonnais | Villegusien | 306 m² | 30.05.18 | 312,12 |
| | Terrain pour nouveau centre d'exploitation | Bourg-Sainte-Marie | Poissons | 9 900 m² | 11.06.18 | 4 950,00 |
| 460 | Glissement de terrain | Pierremont-sur-Amance | Chalindrey | 110 m² | 29.06.18 | 124,30 |
| 460 | Glissement de terrain | Pierremont-sur-Amance | Chalindrey | 133 m² | 10.07.18 | 147,63 |
| 173 | Protection berge du ruisseau | Robert-Magny | Wassy | 390 m² | 12.07.18 | 175,50 |
| 128 A | Mise à l'alignement | Cusey | Villegusien | 16 m² | 25.09.18 | 40,00 |
| 384 | Aménagement voirie | Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière | Saint-Dizier 1 | 775 m² | 15.11.18 | 1 162,50 |
| | Terrain pour création d'un plateau sportif pour le collège | Nogent | Nogent | 5 954 m² | 19.11.18 | 1,00 (sans paiement) |
| 674 x 417 | Aménagement carrefour giratoire | Chaumont | Chaumont 3 | 436 m² | 17.12.18 | 1 000,00 |
| | | | | **28 075 m²** | | **258 285,19 €** |

## 2) CESSIONS DE PROPRIETES PAR LE DEPARTEMENT ANNEE 2018

| INTITULE DE L'OPERATION | COMMUNE | CANTON | SURFACE CEDEE (m²) | DATE DE L'ACTE | SOMME VERSEE AU DEPARTEMENT (en euros) |
|---|---|---|---|---|---|
| Devant de porte | Lavernoy (RD 14) | Bourbonne-les-Bains | 127 m² | 30.05.18 | 381,00 |
| Devant de porte | Autreville-sur-La Renne (RD 133) | Châteauvillain | 71 m² | 16.08.18 | 200,00 |
| Camping de la Liez | Peigney (RD 284) | Langres | 46 479 m² | 16.08.18 | 750 000,00 |
| Devant de porte | Vesaignes-sous-Lafauche (RD 219) | Poissons | 31 m² | 31.12.18 | 387,50 |
| | | | **46 708 m²** | | **750 968,50 €** |

## 3) ECHANGE IMMOBILIER ANNEE 2018

| INTITULE DE L'OPERATION | COMMUNES | CANTON | SURFACES ECHANGEES (m²) | DATE DE L'ACTE | EVALUATION (en euros) |
|---|---|---|---|---|---|
| Echange de terrains | TREIX (RD 161) | Chaumont 1 | ZA n° 166 (9ca) (Dpt)<br>ZA n° 164 (5ca) (deuxième échangiste) | 11.06.18 | Sans soulte |

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:56:03
Référence technique : 052-225200013-20190628-V_1-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

# CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE

| CONSEIL DÉPARTEMENTAL<br>Réunion du 28 juin 2019 | |
|---|---|
| Direction de l'Environnement et de l'Ingénierie du Territoire<br>**Direction de l'Environnement et de l'Ingénierie du Territoire** | **N° V - 1** |
| **OBJET :**<br>**Approbation des conditions de dissolution de l'Entente Marne au 31 décembre 2019** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu les statuts de l'Entente Marne, notamment l'article 15,

Vu l'avis favorable rendu par la Ve commission lors de sa réunion du 3 juin 2019,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental et après avoir entendu les conclusions de Madame Fischer-Patriat, rapporteure au nom de la Ve commission,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 34 voix Pour**

**DECIDE**

- d'approuver la dissolution de l'Entente Marne au 31 décembre 2019 compte tenu du transfert de la compétence GEMAPI aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre,

- d'adopter les conditions de dissolution de l'Entente Marne suivantes :

1) Concernant le devenir des agents :

Les agents de l'Entente Marne seront intégrés dans les effectifs du département de la Marne dans le courant de l'année 2019. Une mise à disposition d'un ou plusieurs agents de l'Entente Marne vers le département de la Marne, ou du département de la Marne vers l'Entente Marne, pourra être nécessaire, afin notamment de finaliser les dernières actions à mener dans le cadre de la dissolution.

2) Concernant les dossiers en cours :

Il a été précisé dans les arrêtés attributifs des subventions que la demande du solde de subvention « devait parvenir à l'Entente Marne au plus tôt, pour une clôture définitive au 31 août 2019 ». Dans ce cadre, la non-observation de cette échéance entrainera l'annulation de tout ou partie de la subvention. L'ensemble des dossiers sera donc soldé pour ce qui concerne l'Entente Marne au 31 août 2019.

3) Concernant les archives :

L'ensemble des documents a fait l'objet d'un tri et sera soit éliminé, via un bordereau d'élimination, soit versé aux archives départementales de la Marne (archives dont dépend le siège de l'Entente Marne), via un bordereau de versement.

4) Concernant les biens immobiliers et mobiliers :

L'Entente Marne est locataire de ses bureaux ; ceux-ci seront remis au 1er décembre 2019, après vidage, remise en état, et nettoyage.

L'Entente Marne est propriétaire de :

- deux véhicules Citroën C3 : ceux-ci seront mis en vente, et en cas d'absence d'acquéreur proposés à la vente aux départements membres de l'Entente Marne ;
- matériels informatiques : ceux-ci seront, suivant leur origine, remis au département de la Marne, mis en vente, donnés à une association, ou mis au rebut ;
- meubles divers (bureaux, chaises, armoires, lampes,…) : ceux-ci seront, suivant leur état, mis en vente, donnés à une association, ou mis au rebut.

5) Concernant la clôture des comptes :

Les comptes seront clôturés suivant les clés de répartition des cinq départements membres, figurant dans les statuts de l'Entente Marne.

**<u>RÉSULTAT DU VOTE</u> : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:54:02
Référence technique : 052-225200013-20190628-V_2-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE**

| **CONSEIL DÉPARTEMENTAL**<br>**Réunion du 28 juin 2019** | |
|---|---|
| Direction de l'Environnement et de l'Ingénierie du Territoire<br>**Ingénierie (SATE, Assistance Technique Départementale)** | **N° V - 2** |
| **OBJET :**<br>**Bilan financier et d'activité 2018 du budget annexe du SDAT, budget supplémentaire 2019 et approbation des contributions 2020 pour l'adhésion des collectivités haut-marnaises** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.3232-1 à L.3232-1-1 et R.3232-1 à R.3232-1-4,

Vu le code général des impôts et notamment son article 256B portant sur l'obligation fiscale des collectivités locales pour leurs activités relevant du domaine concurrentiel,

Vu la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,

Vu l'arrêté ministériel du 21 octobre 2008 relatif à la définition du barème de rémunération de la mission d'assistance technique dans le domaine de l'eau,

Vu la délibération du conseil général n°II-11 des 16 et 17 décembre 1999 décidant de la création d'un service d'assistance technique à l'environnement au sein du département de la Haute-Marne,

Vu la délibération du conseil général n°II-3 du 11 décembre 2008 décidant de la nouvelle organisation du service d'assistance technique à l'environnement,

Vu la délibération du conseil général n°II-1 du 27 mars 2009 approuvant les termes du modèle de convention à intervenir avec les collectivités locales pour l'assistance technique départementale,

Vu la délibération du conseil général n°II-3 du 27 juin 2014 décidant de la création du service d'assistance technique de la voirie et approuvant le modèle de convention à intervenir avec les collectivités,

Vu l'avis favorable rendu par la Ve commission lors de sa réunion du 3 juin 2019,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental et après avoir entendu les conclusions de Monsieur Laurent Gouverneur, rapporteur au nom de la Ve commission,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 34 voix Pour**

**DECIDE**

- d'approuver le montant des contributions des collectivités pour l'année 2020 figurant dans le tableau ci-dessous pour les différentes missions assurées par le SATE (assainissement, eau potable et milieux aquatiques), en distinguant celles qui sont éligibles des autres, au sens du décret n°2007-1868 du 26 décembre 2007, et celles concernant l'assistance technique départementale dans le domaine de la voirie et l'aménagement du territoire,

| Domaines d'intervention | Collectivités éligibles | Collectivités non éligibles | |
|---|---|---|---|
| | | Montant HT | Montant TTC |
| Assainissement | 0,41 € | 0,66 € | 0,79 € |
| VAS pour les dispositifs d'assainissement > 2000 Eq hab | 0,27 € | 0,27 € | 0,32 € |
| Eau potable | 0,24 € | 0,45 € | 0,54 € |
| Gestion de l'eau potable des collectivités > 10 000 hab | 0,09 € | 0,11 € | 0,13 € |
| Milieux aquatiques | 0,10 € | 0,19 € | 0,23 € |
| Voirie et aménagement du territoire | *Non concernées* | 0,75 € | 0,90 € |

- de fixer le seuil de recouvrement des contributions des collectivités à l'assistance technique départementale à 50 €,

- d'approuver la mise à jour du contenu et du tarif de la prestation n°20 de l'offre départementale d'ingénierie territoriale, portant le montant forfaitaire de cette prestation à 1 358,80 € HT,

- d'approuver plus généralement les tarifs des prestations proposées dans le cadre de l'offre départementale d'ingénierie territoriale (ODIT), jointe à la présente délibération,

- de reporter dans le budget supplémentaire 2019, conformément à la délibération générale d'affectation des résultats :

- 16 325,61 € sur la ligne budgétaire codifiée R001 au titre du solde d'exécution excédentaire 2018 de la section d'investissement ;
- 2 722,26 € sur la ligne budgétaire codifiée R002 au titre du résultat de fonctionnement cumulé 2018.

- d'inscrire 16 325,61 € de dépenses nouvelles en section d'investissement sur le chapitre 21 afin de ne pas modifier l'équilibre entre les sections après affectation des résultats 2018 (imputation budgétaire 2157//61),

- d'ajuster à la baisse les recettes de fonctionnement pour un montant de 2 722,26 € (imputation budgétaire 7068//61), afin de ne pas modifier l'équilibre entre chacune des sections après affectation des résultats 2018.

**RÉSULTAT DU VOTE : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:54:02
Référence technique : 052-225200013-20190628-V_2-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019



| Référence | Libellé de la prestation | unité | prix HT | prix TTC |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Assistance pour le recrutement d'un prestataire chargé de réaliser une étude pour le diagnostic d'assainissement et le plan de zonage pour les communes supérieures à 200 habitants | forfait | 2 536,67 € | 3 044,00 € |
| 2 | Assistance pour le recrutement d'un prestataire chargé de réaliser une étude pour le diagnostic d'assainissement et le plan de zonage pour les communes inférieures à 200 habitants | forfait | 1 268,34 € | 1 522,00 € |
| 3 | Assistance pour le recrutement d'un maître d'œuvre ou d'un bureau d'études (projets d'alimentation en eau potable, assainissement, aménagements de cours d'eau, voirie, etc) | forfait | 2 536,67 € | 3 044,00 € |
| 4 | Assistance pour le recrutement d'un prestataire pour l'entretien de berges de cours d'eau (part fixe) | forfait | 1 623,48 € | 1 948,18 € |
| 5 | Assistance à maître d'ouvrage pour le suivi de la réalisation de travaux (projets d'alimentation en eau potable, assainissement, aménagements de cours d'eau, entretien des berges, voirie,etc) | prix pour une réunion de chantier | 152,20 € | 182,64 € |
| 6 | Assistance à maître d'ouvrage pour recruter un prestataire chargé de réaliser les contrôles ou/et les diagnostics des installations d'assainissement non collectif | forfait | 761,00 € | 913,20 € |
| 7 | Réalisation d'un contrôle réglementaire de conception et d'exécution d'un dispositif d'assainissement non collectif (ANC) | prix pour le contrôle d'un dispositif | 177,57 € | 213,08 € |
| 8 | Réalisation du diagnostic d'un dispositif d'assainissement non collectif (ANC) en cas de cession de l'immeuble | prix pour le contrôle d'un dispositif | 177,57 € | 213,08 € |
| 9 | Assistance pour le recrutement d'un prestataire pour la délimitation d'une Aire d'Alimentation de Captage pour une commune | forfait pour une commune | 2 536,67 € | 3 044,00 € |
| 10 | Assistance pour le recrutement d'un prestataire pour la délimitation d'une aire d'alimentation de captage pour un groupement de communes | forfait par AAC | 1 522,00 € | 1 826,40 € |
| 11 | Assistance pour le recrutement d'un consultant pour établir un contrat de délégation de service public (DSP) et suivi de la prestation | forfait | 1 522,00 € | 1 826,40 € |
| 12 | Réalisation d'un contrôle annuel de l'exécution d'un contrat de délégation de service public (DSP) | prix pour une 1/2 journée | 177,57 € | 213,08 € |
| 13 | Localisation des fuites sur les réseaux de distribution d'eau potable | prix pour une première intervention | 88,78 € | 106,54 € |
| 14 | | prix pour une intervention complémentaire | 63,42 € | 76,10 € |
| 15 | | intervention courte (< 2h) | 50,73 € | 60,88 € |
| 16 | Contrôle par caméra vidéo de captages et de réseaux (eau ou assainissement) | prix pour une première intervention | 177,57 € | 213,08 € |
| 17 | | prix pour une intervention complémentaire | 88,78 € | 106,54 € |
| 18 | Suivi administratif du marché attribué à l'issue d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage | forfait | 253,67 € | 304,40 € |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **19** | Assistance pour le recrutement d'un prestataire chargé de réaliser une maîtrise d'œuvre dans le domaine de l'environnement complétée par des missions de VRD, aménagements urbains… | forfait | 4 439,17 € | 5 327,01 € |
| **20** | Consultation des entreprises pour des travaux d'entretien courant de la voirie | forfait | 1 358,80 € | 1 630,56 € |
| **21** | Relevé des vitesses | 1 relevé des vitesses sur une semaine ou deux | 235,00 € | 282,00 € |
| **22** | Deuxième relevé des vitesses dans la même agglomération | deuxième relevé des vitesses, en parallèle | 110,00 € | 132,00 € |
| **23** | Mise à disposition d'un miroir de sécurité | forfait | 195,00 € | 234,00 € |
| **24** | Expérimentation de chicane - Mise à disposition de blocs de type K16 avec la signalisation temporaire sur une période d'un mois | forfait | 300,00 € | 360,00 € |
| **25** | Comptage manuel des mouvements des véhicules dans un carrefour sur une journée (7h30 -18h30) en semaine | forfait/1journée | 450,00 € | 540,00 € |
| **26** | Relevé des dégradations du réseau routier sur ½ journée - Relevé sur site sur une ½ journée (environ 1 000 m) avec élaboration d'un document de restitution | forfait / 1/2 journée | 345,00 € | 414,00 € |
| **27** | Aide pour l'établissement de dossiers administratifs (un devis est établi en fonction de la complexité du projet, du contexte environnemental, de la connaissance du site) | prix pour une journée d'intervention | 270,81 € | 324,97 € |
| **28** | Aide pour l'établissement d'actes administratifs | forfait | 100,00 € | 120,00 € |
| **29** | Etat des lieux des cours d'eaux principaux | forfait/ km | 100,00 € | 120,00 € |
| **30** | Etat des lieux de cours d'eau sur les affluents | forfait/km | 30,00 € | 36,00 € |
| **31** | réalisation de plans à partir du SIG 52 | forfait par 1/2 journée | 150,00 € | 180,00 € |
| **32** | Assistance pour le recrutement d'un prestataire chargé de réaliser, pour le compte d'une commune ou communauté de communes, l'inventaire de la voirie communale dans un but de rationalisation de celles-ci par la voie d'enquêtes publiques dédiées. | forfait | 2 536,67 € | 3 044,00 € |

# Descriptif desprestations de l'offre départementale d'ingénierie territoriale

| référence | descriptif détaillé |
|---|---|
| 1 et 2 | Cette mission consiste à aider les communes à désigner un prestataire pour la réalisation de l'étude (définition des besoins, rédaction du cahier des charges et des pièces administratives pour la consultation, assistance à la consultation et au dépouillement des offres, finalisation du marché, la mission prenant fin à la présentation du rapport d'analyse des offres. |
| 3 | Assistance à maîtrise d'ouvrage pour désignation d'un maître d'œuvre ou d'un bureau d'études. Cette mission consiste à aider les collectivités à choisir un prestataire pour la conception et la réalisation de leur projet (définition des besoins, rédaction du cahier des charges et des pièces administratives pour la consultation, assistance à la consultation et au dépouillement des offres, finalisation du marché, la mission prenant fin à la présentation du rapport d'analyse des offres. |
| 4 | Cette mission consiste en une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la consultation des entreprises de travaux (phase de consultation des entreprises, ouverture des plis, analyse des offres, rédaction du rapport d'analyse des offres, présentation du rapport d'analyse des offres, assistance à la notification du marché de travaux) et le suivi des chantiers d'entretien des cours d'eau et de leurs berges dans la limite de 4 réunions de chantier (Au delà de 4 réunions chantier, après accord du maître d'ouvrage, celles-ci seront facturées à l'unité sur la base du forfait défini au point 5). |
| 5 | Cette mission consiste en une assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi des chantiers (participation à une réunion, assistance au suivi technique et financier du projet). |
| 6 | Cette mission consiste à aider les communes à désigner un prestataire chargé de réaliser les contrôles ou/et les diagnostics des installations d'assainissement non collectif (définition des besoins, rédaction du cahier des charges et des pièces administratives pour la consultation, assistance à la consultation et au dépouillement des offres, finalisation du marché, la mission prenant fin à la présentation du rapport d'analyse des offres. |
| 7 | Cette mission consiste en une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de contrôles réglementaires de conception et d'exécution des installations d'assainissement non collectif. |
| 8 | Cette mission consiste en une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du diagnostic des installations d'assainissement dans le cas de la vente d'un immeuble ou d'une habitation. |
| 9 | Cette mission consiste à aider les communes à désigner un prestataire pour la réalisation de la délimitation de l'aire d'alimentation d'un captage (définition des besoins, rédaction du cahier des charges et des pièces administratives pour la consultation, assistance à la consultation et au dépouillement des offres, finalisation du marché, la mission prenant fin à la présentation du rapport d'analyse des offres. |
| 10 | Cette mission consiste à aider les structures intercommunales à désigner un prestataire pour la réalisation de la délimitation de l'aire d'alimentation de plusieurs captages situés dans des communes différentes (définition des besoins, rédaction du cahier des charges et des pièces administratives pour la consultation, assistance à la consultation et au dépouillement des offres, finalisation du marché, la mission prenant fin à la présentation du rapport d'analyse des offres. Le prix indiqué concerne un forfait pour un bassin versant. |
| 11 | Cette mission consiste à assister le maître d'ouvrage pour désigner un prestataire chargé d'une étude comparative des différents modes de gestion possibles du service public et, en fonction des conclusions de cette première étape, puis pour permettre la mise en œuvre du mode de gestion retenu (voire d'établir le contrat de délégation de service public). |
| 12 | Cette mission consiste à assurer un contrôle technique et financier de l'exécution du contrat de délégation du service public. En fonction du contenu du contrat de délégation de service public, de l'attente de la collectivité demandeuse, un devis sera proposé par le SATE pour préciser le temps envisagé pour la réalisation totale de la prestation. |
| 13 à 15 | Assistance d'un technicien et du matériel pour aider une collectivité à la localisation de fuites sur le réseau d'eau potable ; le prix est appliqué en fonction du temps nécessaire au technicien pour son intervention. |

# Descriptif desprestations de l'offre départementale d'ingénierie territoriale

| référence | descriptif détaillé |
|---|---|
| **16 & 17** | Assistance d'un technicien et du matériel pour réaliser une inspection télévisée des captages, des réseaux eau potable et eaux usées permettant de visualiser l'état des canalisations, les obstacles à l'écoulement des eaux, etc… |
| | |
| **18** | Cette mission fait suite au recrutement d'un prestataire (maître d'œuvre ou bureau d'études) pour assister le maître d'ouvrage pour vérifier les demandes d'acomptes et établir les certificats de paiements. |
| | |
| **19** | Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un programme de travaux (niveau étude de faisabilité) et désignation d'un maître d'œuvre dans les domaines de l'environnement complétée par des missions de VRD, d'aménagement urbain... Cette mission consiste à aider les collectivités à établir une étude de faisabilité de leur projet (aspects techniques et financiers) d'une part et à choisir d'autre part un prestataire pour la conception et la réalisation de leur projet (rédaction du cahier des charges et des pièces administratives pour la consultation, assistance à la consultation et au dépouillement des offres, finalisation du marché, la mission prenant fin à la présentation du rapport d'analyse des offres. |
| | |
| **20** | Mission d'Assistance technique en vue de désigner une entreprise pour réaliser des travaux d'entretien de la voirie,<br>La mission faisant l'objet d'une lettre de commande, comprend les prestations suivantes :<br>o l'élaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE) : rédaction du cahier des clauses techniques particulières et des pièces administratives du marché (règlement de la consultation, cahier des clauses administratives particulières, acte d'engagement…) ;<br>o le suivi technique et administratif de la consultation (réponse aux questions des candidats, visites sur site si nécessaire..) ;<br>o l'analyse des offres, la mise au point du marché, l'assistance à la notification du marché,<br>o un suivi de réalisation de chantier comprenant 4 réunions : une réunion zéro initialisant la phase de préparation, une réunion de piquetage, une réunion intermédiaire en phase d'exécution de travaux et enfin une réunion finale de travaux préalablement à la réception des travaux. |
| | |
| **21** | Relevé de vitesse en vue d'établir un diagnostic de sécurité<br>La mission faisant l'objet d'une lettre de commande, comprend les prestations suivantes :<br>o une rencontre sur site pour analyse de la section de voirie avec un représentant de la collectivité pour optimiser la pose du compteur ;<br>o le déplacement des agents techniques et fixation du compteur à l'endroit défini lors de la rencontre ;<br>o la mise à disposition du matériel sur la période définie (soit une ou deux semaines) ;<br>o la dépose du compteur et l'extraction des données ;<br>o l'analyse technique des résultats ; |
| | |
| **22** | Deuxième relevé des vitesses dans la même agglomération en vue d'établir un diagnostic de sécurité<br>La mission, comprend les prestations suivantes :<br>o la mise en place du compteur à un endroit étudié pour un deuxième relevé de vitesses, en complément du premier ;<br>o la mise à disposition d'un deuxième compteur sur la période définie (soit une ou deux semaines) ;<br>o la dépose du compteur et l'extraction des données ;<br><br>La mission est prévue dans le cadre d'une même lettre de commande prévoyant deux relevés de vitesse concomitants |
| | |
| **23** | Mise à disposition d'un miroir<br>La mission faisant l'objet d'une lettre de commande, comprend les prestations suivantes :<br>o le nettoyage du miroir et la fixation des éléments d'attache ;<br>o la fixation du miroir sur un support spécifique dans la commune ;<br>o la mise à disposition du matériel sur la période définie (soit un mois environ) ;<br>o la dépose du miroir |
| | |

## Descriptif desprestations de l'offre départementale d'ingénierie territoriale

| référence | descriptif détaillé |
|---|---|
| **24** | Mise à disposition de balises<br>La mission faisant l'objet d'une lettre de commande, comprend les prestations suivantes :<br>o l'analyse du site et la proposition d'un plan d'implantation selon la règlementation en vigueur ;<br>o la préparation des plots en plastique de type K16 et de la signalisation temporaire ;<br>o l'implantation des balises ;<br>o le retrait des balises ;<br>o l'analyse technique des résultats ; |
| **25** | Comptage manuel<br>La mission faisant l'objet d'une lettre de commande, comprend les prestations suivantes :<br>o l'analyse du site et la proposition du plan retenu pour comptabiliser les mouvements ;<br>o le comptage effectué par un agent sur le lieu préconisé sur une période de 7h 30 à 18h30, une journée en semaine du lundi au vendredi ;<br>o l'analyse technique des résultats ; |
| **26** | Relevé des dégradations du réseau routier<br>La mission faisant l'objet d'une lettre de commande, comprend les prestations suivantes :<br>o le relevé sur site par un agent des dégradations, sur une durée d'environ 4 h pour environ 1 000 ml,<br>o l'analyse technique des résultats |
| **27** | Aide pour l'établissement de dossiers administratifs tels que le dossier de déclaration « loi sur l'eau » ; en fonction de la complexité du projet, du contexte environnemental, de la connaissance du site un devis est proposé au maitre d'ouvrage |
| **28** | Aide pour l'établissement d'actes administratifs pour la cession de propritété |
| **29 et 30** | Réalisation d'un état des lieux des cours d'eau principaux et des affluents. Cette prestation concerne les cours d'eau pour lesquels aucun diagnostic n'a à ce jour été réalisé (zone blanche).<br>Cette mission comprend :<br>- les reconnaissances de terrain à pied sur le ou les bras principaux et de manière sommaire sur les affluents<br>- l'établissement d'un rapport de diagnostic<br>- l'établissement d'un rapport de propositions d'actions. |
| **31** | Edition de plans à partir des données de la collectivité hébergées sur le Système d'information géographique 52. Un devis est établi par le SDAT pour préciser le temps nécessaire à la réalisation de la prestation, en fonction de l'échelle et du format souhaités, |
| **32** | Assistance pour le recrutement d'un prestataire chargé de réaliser, pour le compte d'une commune ou communauté de communes, l'inventaire de la voirie communale dans un but de rationalisation de celles-ci par la voie d'enquêtes publiques dédiées :<br>- pour les chemins ruraux : aliénation, création d'une nouvelle portion de chemin, élargissement n'excédant pas 2 mètres ou redressement) ;<br>- pour les voies communales ou intercommunales : déclassement, création de voie, élargissement ou redressement, plans d'alignement et nivellement. |

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:56:04
Référence technique : 052-225200013-20190628-V_3-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE**

| **CONSEIL DÉPARTEMENTAL**<br>**Réunion du 28 juin 2019** | |
|---|---|
| Direction de l'Environnement et de l'Ingénierie du Territoire<br>**Laboratoire Départemental d'Analyses** | **N° V - 3** |
| **OBJET :**<br>**Bilan financier et d'activité 2018 du budget annexe du laboratoire départemental d'analyse et budget supplémentaire 2019** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis favorable rendu par la Ve commission lors de sa réunion du 3 juin 2019,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental et après avoir entendu les conclusions de Monsieur Laurent Gouverneur, rapporteur au nom de la Ve commission,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 34 voix Pour**

**DECIDE**

- de reporter dans le budget supplémentaire 2019 du laboratoire départemental d'analyse, conformément à la délibération générale d'affectation des résultats :
- 26 189,49 € sur la ligne budgétaire D001 au titre du solde déficitaire d'exécution 2018,
- 26 189,49 € en recettes d'investissement sur le compte 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés en couverture du solde d'exécution déficitaire de la section d'investissement),

- 21 497,57 € sur la ligne budgétaire R002 constituant le solde résiduel du résultat de fonctionnement 2018,

- d'ajuster à la baisse les recettes de fonctionnement pour un montant de 21 497,57 € (imputation budgétaire 7061//921) et ainsi de maintenir l'équilibre de chacune des sections après affectation des résultats 2018.

**<u>RÉSULTAT DU VOTE</u> : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:38:02
Référence technique : 052-225200013-20190628-VII_1-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

# CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-MARNE

| CONSEIL DÉPARTEMENTAL<br>Réunion du 28 juin 2019 | |
|---|---|
| Direction Enfance, Insertion et Accompagnement Social<br>**Direction Enfance, Insertion et Accompagnement Social** | **N° VII - 1** |
| **OBJET :**<br>**Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté - contractualisation d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'Etat et le Département de la Haute-Marne** | |

**Effectif de conseillers départementaux en exercice : 34**

**Présents :**
M. Michel ANDRE, Mme Rachel BLANC, Mme Celine BRASSEUR, Mme Anne CARDINAL, Mme Karine COLOMBO, M. Nicolas CONVOLTE, Mme Astrid DI TULLIO, M. Jean-Michel FEUILLET, Mme Brigitte FISCHER-PATRIAT, M. Paul FLAMERION, M. Paul FOURNIE, M. Nicolas FUERTES, M. Bernard GENDROT, M. Laurent GOUVERNEUR, M. Gérard GROSLAMBERT, M. Luc HISPART, M. Mokhtar KAHLAL, M. Nicolas LACROIX, Mme Marie-Claude LAVOCAT, Mme Anne LEDUC, Mme Nadine MARCHAND, M. Stéphane MARTINELLI, Mme Véronique MICHEL, Mme Anne-Marie NEDELEC, M. André NOIROT, M. Bertrand OLLIVIER, M. Jean-Michel RABIET, Mme Mireille RAVENEL, Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Mme Laurence ROBERT-DEHAULT, Mme Yvette ROSSIGNEUX, Mme Fabienne SCHOLLHAMMER, M. Bruno SIDO

**Quorum : 18**

**Absent ayant donné procuration :**
Mme Catherine PAZDZIOR-VIGNERON à M. Paul FLAMERION

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018,

Vu la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,

Vu le décret n° 2017-202 du 17 février 2017 relatif au fonds d'appui aux politiques d'insertion,

Vu la circulaire ministérielle du 4 février 2019 relative au cadre des négociations entre l'Etat et les Départements,

Vu l'avis favorable des membres de la VIIe commission qui s'est réunie le 28 mai 2019,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental et après avoir entendu les conclusions de Madame Rachel Blanc et de Monsieur Jean-Michel Feuillet, rapporteurs au nom de la VIIe commission,

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**
**Par 34 voix Pour**

**DECIDE**

- d'approuver les termes de la convention de contractualisation d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi et les fiches-action s'y rattachant, ci-jointe,

- d'autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental à la signer.

**RÉSULTAT DU VOTE : Adopté à l'unanimité**

**Chaumont, le 28 juin 2019**

**LE PRÉSIDENT,**

**Nicolas LACROIX**

Réception au contrôle de légalité le 03/07/2019 à 09:38:02
Référence technique : 052-225200013-20190628-VII_1-DE
Affiché le 03/07/2019 - Certifié exécutoire le 03/07/2019

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Marne le Département

# CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI 2019-2021

Entre

**L'État**, représenté par Élodie DEGIOVANNI, Préfète de Haute-Marne, et désigné ci-après par les termes « la Préfète », d'une part,

**Et**

**Le Département de la Haute-Marne**, représenté par Nicolas LACROIX, Président du conseil départemental de Haute-Marne et désigné ci-après par les termes « le Département », d'autre part, autorisé par délibération de l'Assemblée départementale en date du 28 juin 2019,

Vu le décret n° 2017-202 du 17 février 2017 relatif au fonds d'appui aux politiques d'insertion ;

Vu la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;

Vu la délibération du conseil départemental de Haute-Marne du 28 juin 2019 autorisant le président à signer la présente convention ;

Il est convenu ce qui suit :

## PRÉAMBULE

La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

La lutte contre la pauvreté et les exclusions est en effet, aux termes de la loi[1], un « impératif national » fondé sur « l'égale dignité de tous les êtres humains ». Elle est à ce titre « une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la Nation ».

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à « garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance. »

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable, car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Au premier rang de ces acteurs figurent les Départements, auxquels leur compétence en matière d'aide sociale confère une légitimité et une expertise particulières. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires. L'ensemble des politiques publiques portées par les Départements, l'État et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins. Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

La mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté s'articule ainsi autour de quatre axes complémentaires :

– un État garant de la cohésion sociale et des libertés renforcées ;

– une contractualisation ambitieuse entre l'État et les territoires, qui permettra à la Nation de rehausser ses objectifs de cohésion sociale ;

– des libertés accrues pour les collectivités territoriales afin de leur redonner du pouvoir d'agir ;

– une incitation à l'innovation et à l'investissement social.

[1] Article L. 115-1 du code de l'action sociale et des familles

Le fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, abondé par la loi de finances pour 2019, vise ainsi à apporter un soutien financier aux Départements qui s'engagent dans le cadre de leurs compétences sociales, par une convention conclue entre l'État d'une part, le Département et ses partenaires d'autre part.

La présente convention vise à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la préfète et le président du conseil départemental de Haute-Marne définissent des engagements réciproques relevant de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Ces engagements réciproques se traduisent par la mise en œuvre d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats, permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs. Dans ce cadre, le Département mettra en œuvre des actions nouvelles ou renforcera des actions existantes, en association étroite avec l'État, ses partenaires et des personnes concernées.

Cette convention fixe également l'engagement de l'État et du Département sur le plan financier.

Elle définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.

## ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DU DÉPARTEMENT ET DE L'ÉTAT

Cette contractualisation suppose une égalité des parties et des engagements tant du Département que de l'État.

Les engagements sont définis conjointement par l'État et le Département dans le cadre d'un dialogue avec les autres collectivités locales (et notamment les communes et leurs centres communaux et intercommunaux d'action sociale ainsi que la région), les partenaires associatifs et des personnes concernées ; dans cette perspective les acteurs de la protection sociale et de l'emploi (Pôle emploi, Cnaf, CCMSA, Cnam, Cnav) seront mobilisés.

Les partenaires territoriaux peuvent, s'ils le souhaitent, prendre part à la convention, avec l'accord de l'État et du Département.

### 2.1. Situation socio-économique du territoire, état des besoins sociaux et des actions mises en œuvre

L'État et le Département élaborent, sur la base d'éléments existants (programme départemental d'insertion (PDI), fond d'appui aux politiques d'insertion (FAPI), schéma de la protection de l'enfance, schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public, schéma départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes

défavorisées (PDLAHPD), schéma départemental des services d'accueil de la petite enfance et d'accompagnement à la parentalité, schéma départemental de la domiciliation), un diagnostic des besoins sociaux et des actions mises en œuvre sur le territoire en matière d'insertion, de droits essentiels des enfants, d'accompagnement des sortants de l'ASE, de travail social et de premier accueil social inconditionnel.

Il constitue le fondement des engagements de l'État et du Département.

Ce diagnostic est intégré à un document général, annexé à la présente convention (annexe 1 : éléments de diagnostic et de méthodologie présentés lors des COPIL) ainsi que la démarche conjointe de l'État et du Département dans le cadre du fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi.

## 2.2. Les engagements concourant à la mise en œuvre de la stratégie

### 2.2.1. Socle commun d'engagements

L'État et le Département s'accordent sur des engagements de progrès qui constituent le socle commun d'objectifs de la présente convention. Dans cette perspective, des indicateurs de suivi sont définis de façon concertée pour chaque action.

Ces engagements sont décrits dans l'annexe 2 (tableau prévisionnel des engagements du socle commun) ainsi que dans l'annexe 3 (fiches actions engagement du socle).

### 2.2.2. Initiatives des territoires répondant aux objectifs de la stratégie

Au-delà de ce socle d'engagements, le Département s'engage à réaliser des actions, également accompagnées d'indicateurs de résultats, qu'il propose et qui s'inscrivent dans les orientations de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Ces engagements sont décrits dans l'annexe 4.

L'ensemble des engagements est récapitulé dans l'annexe 5 (tableau de financement Plan pauvreté 2019/2021).

Chaque année, l'État et le Département s'engagent à travailler sur des axes de la stratégie qui n'ont pas fait l'objet d'une contractualisation et intègrent le cas échéant de nouvelles actions.

### 2.2.3 Actions portées par les acteurs départementaux de la lutte contre la pauvreté

Cette convention s'inscrit dans le cadre des plans d'actions en faveur de la prévention et de la lutte contre la pauvreté plus large portés par le Département de Haute-Marne dans la mise en œuvre au quotidien de ses compétences sociales ou par ses partenaires, acteurs institutionnels et acteurs privés. Si ces actions ne font pas partie intégrante de cette convention et n'engagent donc pas ses signataires, elles relèvent toutefois du cadre global d'intervention de l'action partenariale départementale et contribueront au cours des 3 années d'exécution de cette convention à la réflexion commune et à l'évolution de son contenu.

## 2.3. Les engagements financiers de l'État et du Département

### 2.3.1. Financement par l'État

L'État apporte son soutien financier au Département dans le cadre de la présente convention, pour la réalisation des actions décrites à l'article 2.2. Dans le cadre de la mise en œuvre de la contractualisation financière issue du pacte de Cahors, les dépenses du Département correspondant à la part État de la présente convention ne seront pas prises en compte dans la norme d'évolution des dépenses de fonctionnement. Pour la part propre du Département, la neutralisation des dépenses au profit de la présente stratégie sera étudiée dans le cadre d'une procédure annuelle arrêtant le périmètre des dépenses retraitées.

Au titre de l'année 2019, ce soutien s'élève à un montant prévisionnel de 100 400 €.

L'État notifie les moyens financiers définitifs alloués au Département au regard des crédits votés en loi de finances pour 2019 et du nombre de départements signataires d'une convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi.

Pour les années suivantes, ce montant sera défini par avenant à la présente convention, au regard des justifications produites au titre de l'année précédente. L'octroi des crédits sera conditionné notamment :

– à l'envoi du rapport d'exécution du Département au préfet de région et au préfet de département et à son dépôt sur l'espace numérique de travail de la stratégie ;

– à la mise en œuvre des actions objet de la présente convention, sur la base du rapport d'exécution du Département (voir article 2.4.).

### 2.3.2. Maintien des dépenses départementales et parité des financements

Le Département s'engage à consacrer aux actions décrites à l'article 2.2. des financements au moins équivalents dans leur montant à ceux qui lui sont accordés pour ces actions par l'État au titre de la présente convention. Le département décrit en annexes 3 et 4 le budget afférent à chaque action.

## 2.4. Suivi et évaluation de la convention

Le suivi et l'évaluation de l'exécution de la présente convention sont effectués de façon conjointe par le Département et l'État, avec une périodicité au moins annuelle. Les modalités de pilotage au niveau départemental sont définies entre le préfet de département et le conseil départemental, en lien avec le préfet de région.

Le suivi de la convention est assuré en lien avec le conseil scientifique de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, placé auprès du ministère des solidarités et de la santé depuis mars 2018, et avec les indicateurs qu'il définit pour le suivi de la stratégie au niveau national.

Le Département est en charge de la préparation d'un rapport d'exécution de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi. Ce rapport contient un bilan financier des actions mises en œuvre et décrit les résultats obtenus ainsi que l'atteinte des objectifs fixés. Ce rapport contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions conduites par le département et ses partenaires sur le territoire.

Ce rapport fait l'objet d'une délibération départementale en vue d'une transmission au préfet de région et au préfet de département au plus tard 31 mars de l'exercice suivant la réalisation des actions. Il est mis en ligne sur l'espace numérique de travail de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté et présenté lors de la conférence régionale des acteurs.

## ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS

La contribution fera l'objet d'un versement annuel.

La contribution financière sera créditée sur le compte du Département de la HAUTE-MARNE.

Les versements seront effectués à :

Dénomination sociale : Paierie de la Haute-Marne – 052090

89 rue Victoire de la Marne – 52 000 CHAUMONT

Code établissement : 30001

Code guichet : 00295

Numéro de compte : C5210000000

Clé RIB : 51

IBAN : FR36 3000 1002 95C5 2100 0000 051

BIC : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est la Préfète.

Les contributions financières du fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi sont versées sous réserve de la disponibilité des crédits.

Le comptable assignataire de la dépense est le payeur départemental de la Haute-Marne.

La dépense est imputée sur les crédits ouverts sur le programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », action 19 « Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté », sous-action 01 « Mesures relevant de la contractualisation avec les collectivités territoriales », du budget de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances ». Les contributions financières du fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi sont versées sous réserve de la disponibilité des crédits.

## ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de 3 ans (2019-2021).

Elle fait l'objet d'un avenant annuel et, si besoin, en cours d'année, portant sur les montants financiers alloués et le cas échéant sur les engagements respectifs de l'État et du Département et les actions en découlant.

## ARTICLE 5 – DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dénonciation doit être adressée au plus tard le 31 décembre de chaque année au Préfet. Le Département reste soumis aux obligations résultant de l'article 4 de la présente convention, en particulier la transmission d'un rapport portant sur l'exécution de la convention.

## ARTICLE 6 – LITIGE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne après la recherche d'une résolution amiable.

Fait à Chaumont, le 28 juin 2019

| | |
|---|---|
| La préfète de la Haute-Marne | Le président du Conseil départemental de la Haute-Marne |
| Elodie DEGIOVANNI | Nicolas LACROIX |

Le contrôleur budgétaire en région

**Sommaire des annexes :**

- Annexe 1 – Eléments de diagnostic et de méthodologie
- Annexe 2 – Tableau des engagements du socle
- Annexe 3 – Fiches action engagements du socle
- Annexe 4 – Fiche action « initiative départementale »
- Annexe 5 – Tableau financement Plan pauvreté validé 2019/2021

# La déclinaison de la stratégie au niveau départemental

Rappel de la méthode

- 10 avril 2019 : COPIL de lancement
- 3 et 17 avril 2019 : réunion des groupes de travail
- 27 mai 2019 : COPIL de restitution
- 30 juin 2019 : signature du contrat entre l'État et le Département
- Une participation des acteurs locaux aux groupes de travail régionaux

Les orientations départementales de la stratégie

Un travail sur trois axes

Une initiative locale intégrant la stratégie

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Haute Marne le Département

## Le cadre financier initial du projet :

Une enveloppe 2019 de l'État de 210 485 € répartie selon les thématiques socles, en fonction des projets à développer :

* Accompagnement des jeunes sortants de l'ASE : 10 195 €

* Insertion des bénéficiaires du RSA : 60 290 €

* Référents de parcours et 1er accueil social inconditionnel : 90 000 €

* Initiative départementale : 50 000 €

Un principe de co-financement du département à hauteur de 50 % sur chacune des actions.

# Le taux de pauvreté en Haute-Marne

**TAUX DE PAUVRETÉ**

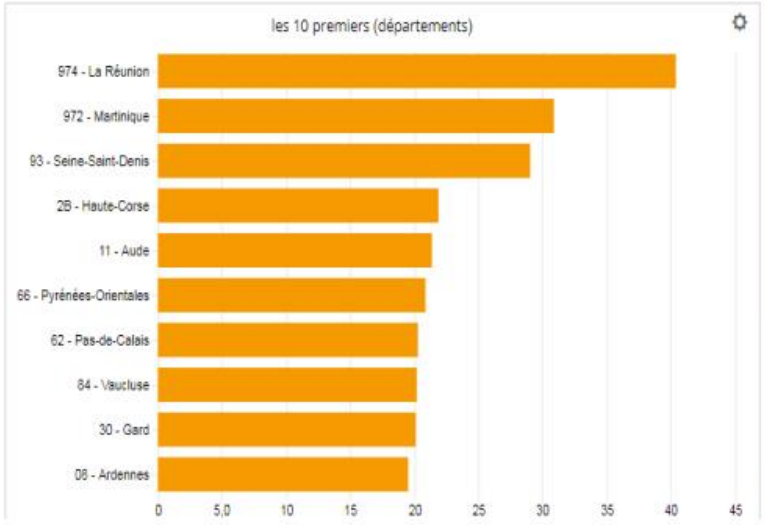
**Chiffres-clés 2015**

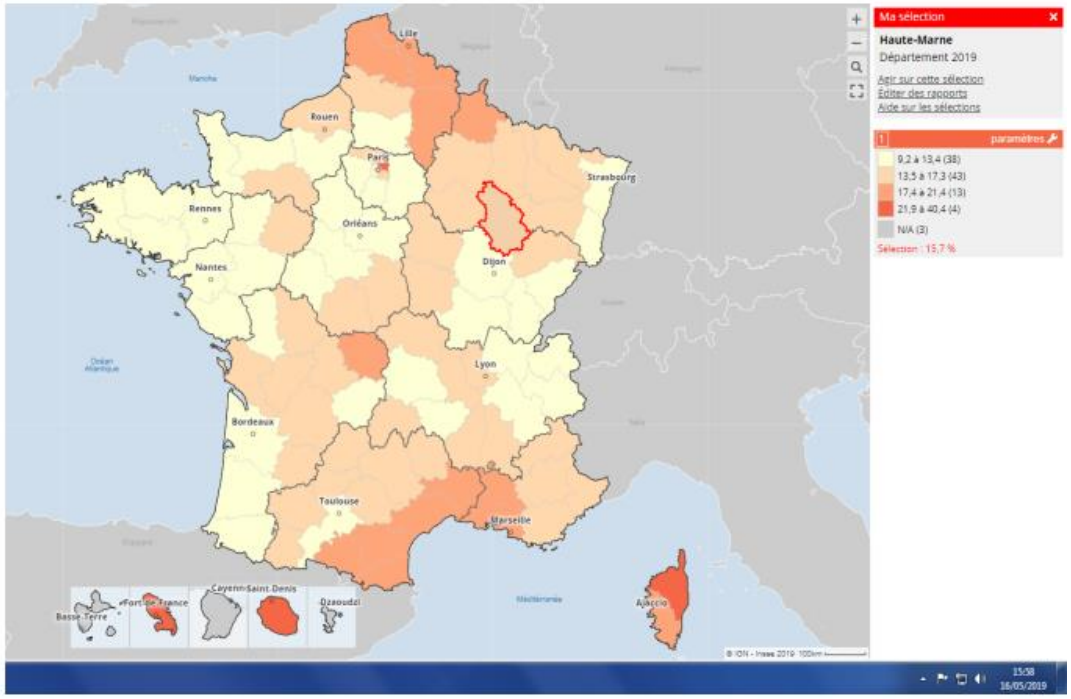
Haute-Marne : **15,7 %**

| Statistique | Ensemble |
|---|---|
| minimum | 9,2 (Haute-Savoie - 74) |
| maximum | 40,4 (La Réunion - 974) |
| médiane | 14,7 |
| observations valides | 98 sur 101 |

**Graphiques et comparaisons**

les 10 premiers



# Chiffres clés Haute-Marne

- En 2011, en Haute-Marne, 15,7 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté, c-à-d avec moins de 60 % du revenu médian (1630€/mois), soit moins de 978 € par mois.

- Bien que le nombre de dossiers de surendettement a diminué de 9,5 % entre 2011 et 2015, l'endettement moyen a quant à lui augmenté de 21,7 % pour atteindre 39 048 €.

- La part de la population haut-marnaise couverte par le RSA socle était de 4 % en 2011 et de 5,1 % en 2016.

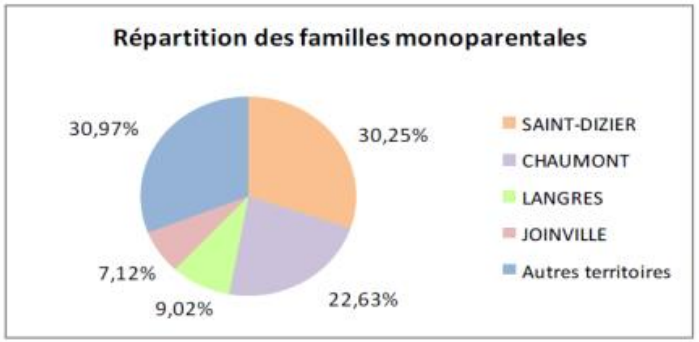
- En 2013, la Haute-Marne occupait l'avant dernière place de la région Grand Est concernant le revenu médian (18 717,9 €/an), loin derrière le revenu médian de France métropolitaine (20 184,5€).

*Source : Diagnostic à 360°, PDALHPD de la Haute-Marne*

**Répartition géographique des familles monoparentales :**

- Saint-Dizier, Der et Blaise : 1342 allocataires, soit 30,25%,
- Agglomération de Chaumont : 1004 allocataires, soit 22,63%,
- Le Grand Langres : 400 allocataires, soit 9,02%,
- Bassin de Joinville : 316 allocataires, soit 7,12%,
- Autres territoires : 1374 allocataires, soit 30,97%.

} 69,02%

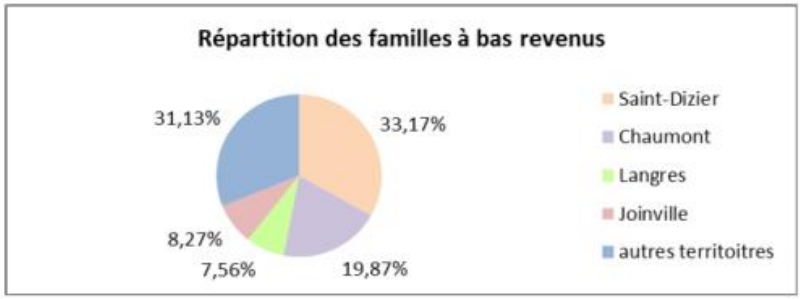



**Répartition géographique des allocataires à bas revenus :**

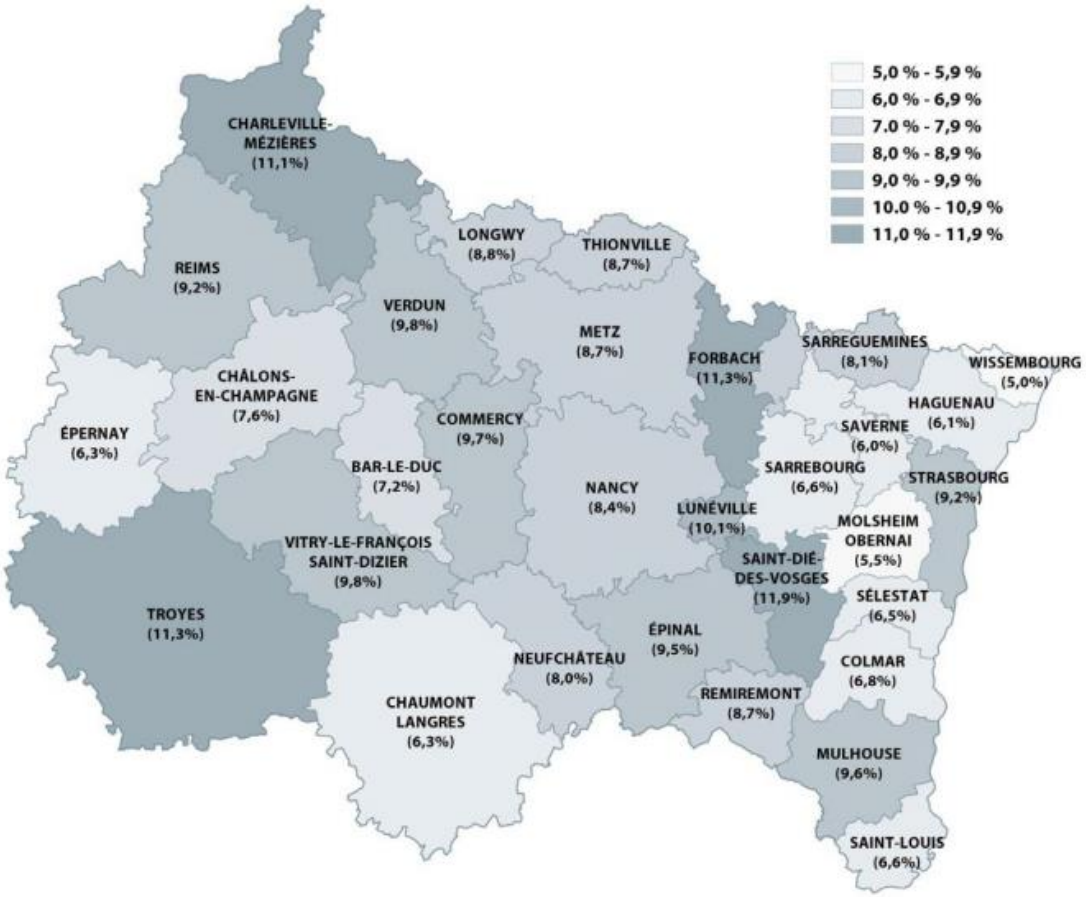
- Saint-Dizier, Der et Blaise : 3553 allocataires, soit 33,2%,
- Agglomération de Chaumont : 2128 allocataires, soit 19,9%,
- Le Grand Langres : 810 allocataires, soit 7,5%,
- Bassin de Joinville : 886 allocataires, soit 8,3%,
- Autres territoires : 3334 allocataires, soit 31,1%.

} 68,9%

En Haute Marne, la répartition géographique des familles monoparentales est en corrélation forte avec la répartition des familles à bas revenus



# Taux de chômage Grand -Est




Au 3e trimestre 2018, en Haute-Marne, on dénombrait 13 630 demandeurs d'emploi, dont 6 640 inscrits depuis plus de 1 an (48,7 %) et 2 210 inscrits depuis 3 ans ou plus (16,2 %).

Taux de chômage : Vitry-St-Dizier : 9,8 % / Chaumont-Langres : 6,3 % / Haute-Marne : 7,9 %

Grand Est : 8,6 %

France métropolitaine : 8,7 %

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Haute Marne le Département

# Engagement socle n°1: Prévenir toute « sortie sèche » pour les jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance (ASE)

## Eléments de contexte –Haute Marne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

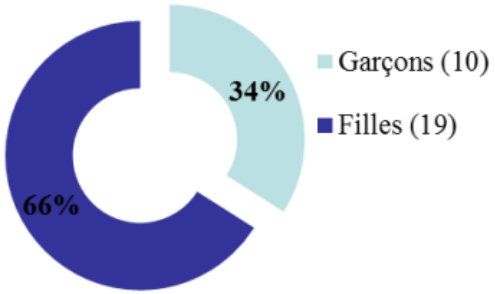
Haute Marne le Département

# Les Contrats Jeunes Majeurs (CJM) réalisés sur l'année 2018 à la suite de la majorité des enfants placés en garde par le Juge des enfants auprès du Département

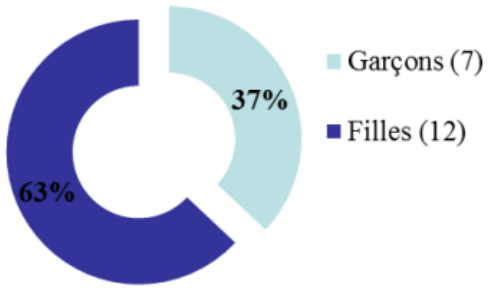
| Nombre de jeunes atteignant la majorité sur l'année 2018 | Nombre de Contrat Jeunes Majeurs signés |
|---|---|
| 29 | 19 (65,5%) |

Au total deux tiers des jeunes ont bénéficié d'un contrat jeune majeur et en parallèle, 10 jeunes n'ont pas adhéré à la proposition, et sans aucun relais de parcours formalisé.

**Répartition par sexe des jeunes majeurs en 2018**




**Nombre de CJM, répartition par sexe :**

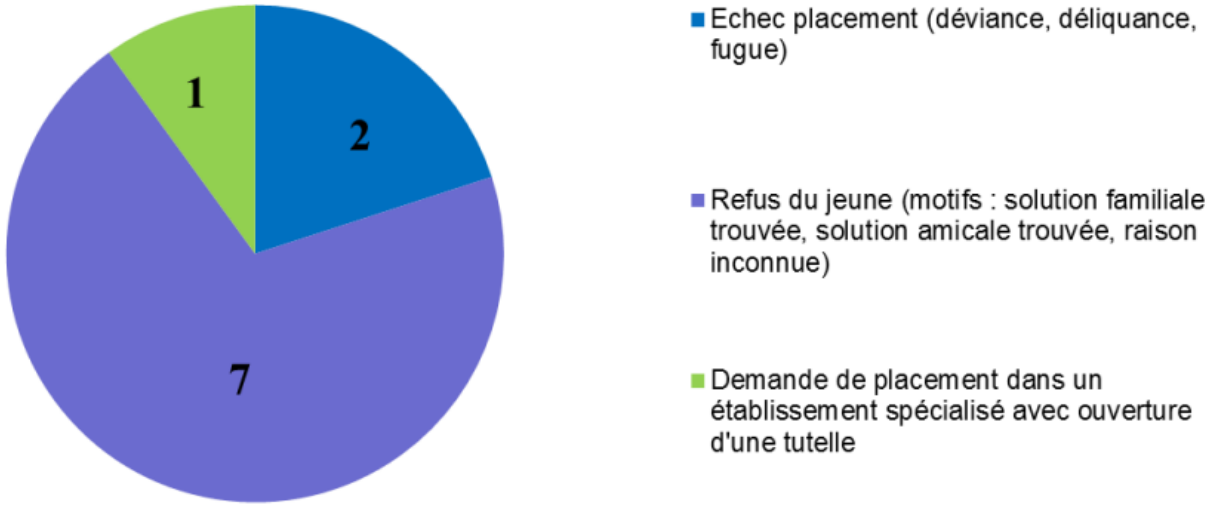



Sur 19 nouveaux contrats jeunes majeurs, 2 ont débuté sur l'année 2018 et se sont terminés avant le 31 décembre de cette même année (arrêt volontaire du jeune). La durée moyenne de ses deux contrats jeunes majeurs correspond à 2,5 mois.
S'agissant des 17 autres contrats toujours en cours au 31/12/2018, la durée moyenne se situe à 4,4 mois.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Haute Marne le Département

# Les motifs de non contractualisation des APJM (Accueil Provisoire Jeune Majeur) :




*Source : conseil départemental – décembre 2018*

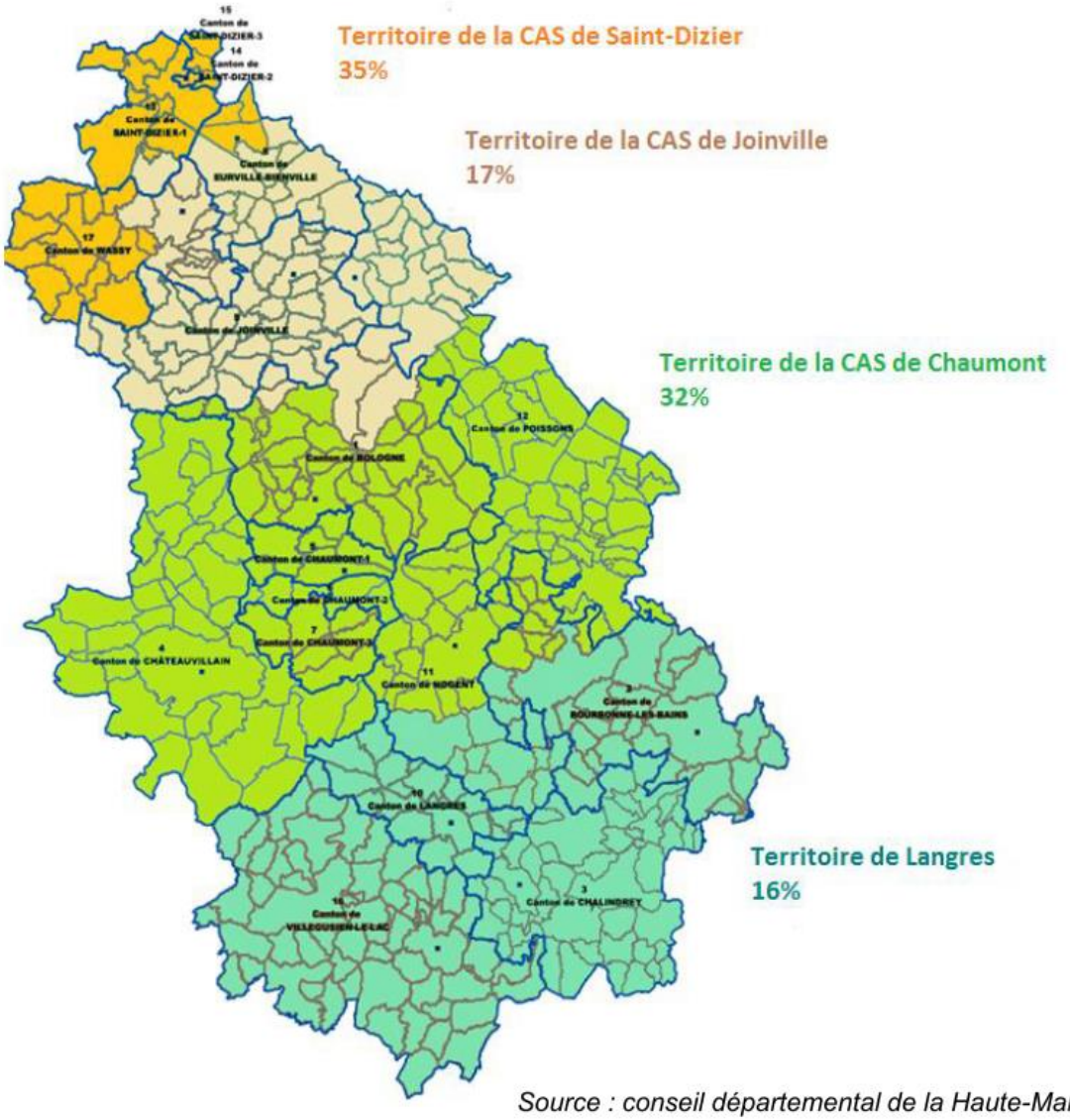
Engagement socle n°2 : « mettre l'accent sur l'insertion des bénéficiaires du RSA »,

Eléments de contexte –Haute Marne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Haute Marne le Département

# Répartition du nombre de bénéficiaires par territoire social (CAS) en pourcentage



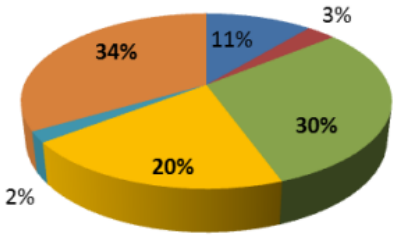

*Source : conseil départemental de la Haute-Marne – 31 décembre 2018*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Haute Marne le Département

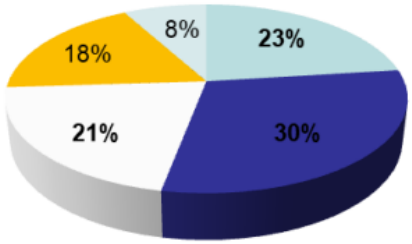
# Caractéristiques des foyers et bénéficiaires du RSA

## Composition des foyers



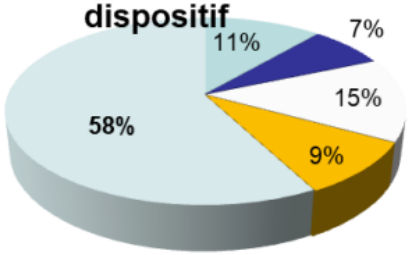

Couple avec enfants | Couple sans enfant
**Femmes seules avec enfants** | **Femmes seules sans enfant**
Hommes seuls avec enfants | **Hommes seuls sans enfant**

## Âge




**Moins de 30 ans** | **De 30 à 39 ans**
**De 40 à 49 ans** | De 50 à 59 ans
60 ans et + : 8%

## Ancienneté dans le dispositif

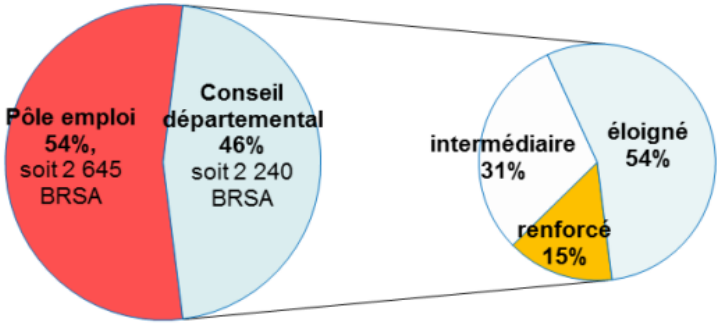



1 à 6 mois | 7 à 12 mois | 13 à 24 mois
25 à 36 mois | **37 mois et +**

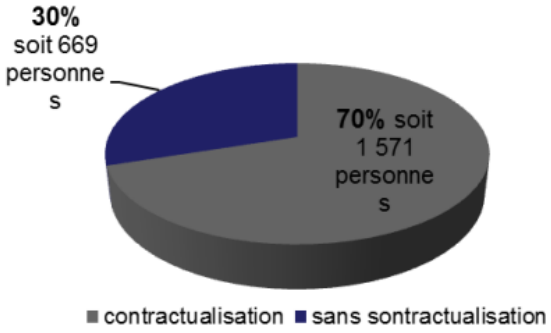
*Source : CAF - Elisa – 31 décembre 2018*

# Accompagnement des bénéficiaires du RSA

## Accompagnement




## Taux de contractualisation

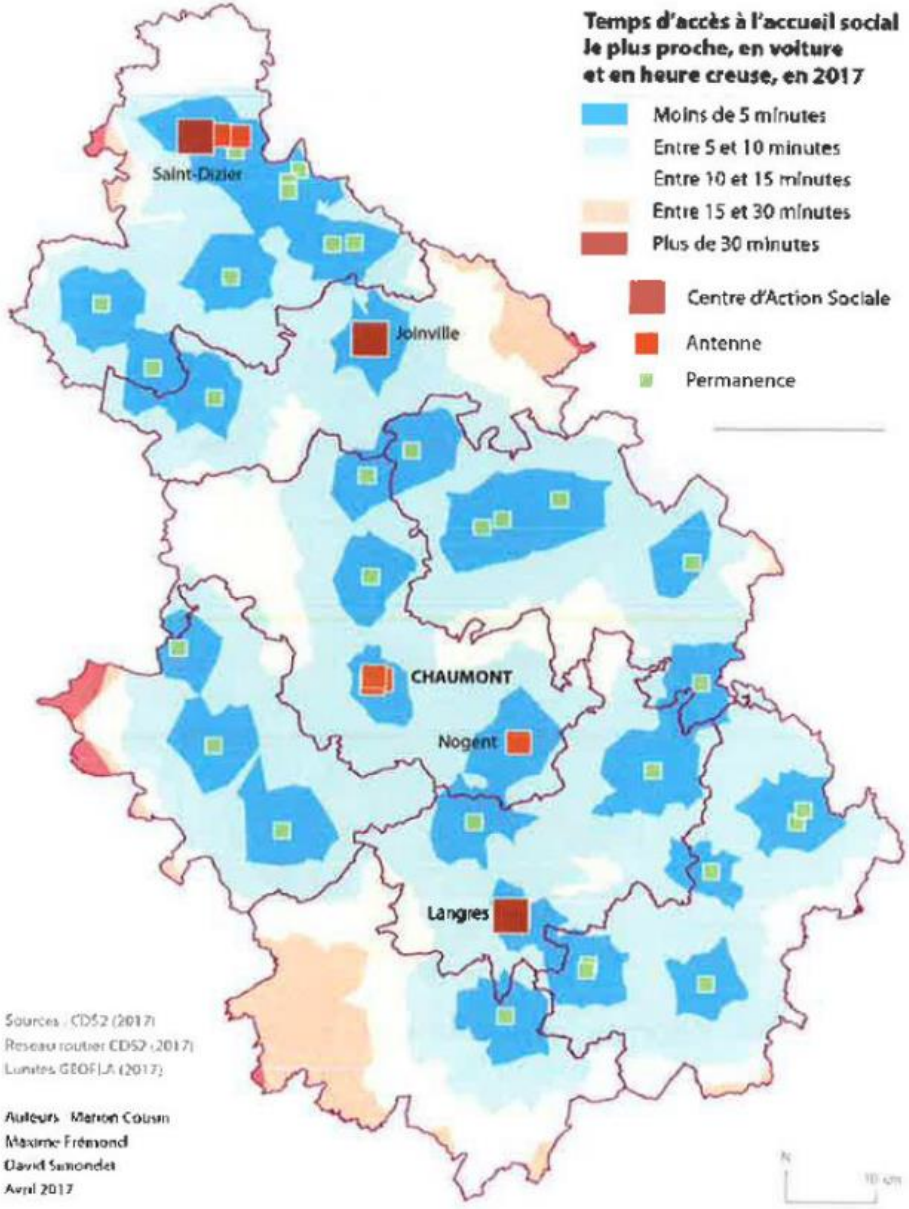



contractualisation | sans sontractualisation

*Source : conseil départemental de la Haute-Marne – 31 décembre 2018*

Engagement socle n°3: «  « refonder le travail social en généralisant les démarches du premier accueil social inconditionnel de proximité et de référent de parcours »

Eléments de contexte




Couverture de la population par tranche de temps dans les Centres d'Action Sociale du département en 2017

| Temps | Population | % |
|---|---|---|
| *RGP (INSEE), Département de la Haute-Marne* | | |
| moins de 5 minutes | 121 841 | 67% |
| de 5 à 10 minutes | 169 722 | 94% |
| de 10 à 15 minutes | 179 316 | 99% |
| de 15 à 30 minutes | 180 903 | 100% |
| plus de 30 minutes | 180 938 | 100% |

Source : SDAASP 2018-2023, page 31

# Annexe 2 – Tableau des engagements du socle

Ce tableau et son contenu fait encore l'objet de travaux techniques au niveau national entre la Délégation Interministérielle à la Prévention et à la Lutte contre la Pauvreté des Jeunes (DIPLPEJ) et l'Assemblée des Départements de France (ADF) qui feront l'objet d'une validation dans les prochaines semaines.
Parallèlement, les services du Conseil départemental en liens avec les services de l'État approfondiront au cours du 2ème semestre 2019 les contenus, indicateurs et modalités de suivi et d'évaluation des actions proposées.

| | **Financements CD 52** | **Montant prévisionnel Etat 2019** | **Référentiel ou note de cadrage** |
|---|---|---|---|
| ***1. Enfants et jeunes*** | | | |
| **Prévention sortie sèche de l'ASE :**<br><br>Pour éviter la rupture de prise en charge et l'effet couperet de l'atteinte de la majorité pour les jeunes de l'ASE, il convient d'anticiper l'arrivée à la majorité des jeunes pris en charge par l'ASE et établir un diagnostic de leurs besoins.<br><br>Il convient également d'accompagner ces jeunes vers l'autonomie en mobilisant les dispositifs relevant des CD et en leur rendant accessible les dispositifs de droit commun.<br><br>En Haute-Marne: 56 jeunes confiés auront 18 ans en 2019 dont 27 MNA (Mineurs non accompagnés) | **Cf fiches action 1, 2 et 3 jointes**<br><br>**17 150 €** | **17 150 €** | **référentiel de sortie DGCS/CNPE** |
| ***2. Renforcer les compétences des travailleurs sociaux*** | | | |
| **Premier accueil social inconditionnel de proximité :**<br><br>Le premier accueil social inconditionnel de proximité (moins de 30 minutes de transport) a pour objectif de garantir à toute personne rencontrant des difficultés ou souhaitant exprimer une demande d'ordre social, une écoute attentionnée de la globalité de ses besoins et préoccupations afin de lui proposer le plus tôt possible des conseils et une orientation adaptée, dans le respect du principe de participation des personnes aux décisions qui les concernent. Le Département s'engage à organiser, sur son territoire, le premier accueil social inconditionnel de proximité. | **Cf fiches action 4 et 5 jointes**<br><br>**16 500 €** | **16 500 €** | **référentiel 1er accueil social** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Référent de parcours :**<br>Le référent de parcours est un professionnel disposant d'une vision globale des interventions sociales qu'il coordonne, en accord avec la personne et en lien avec l'ensemble des intervenants qui l'accompagnent. Il assure la continuité du parcours d'insertion de la personne accompagnée et la cohérence des interventions qui lui sont proposées. Il est désigné par la personne accompagnée parmi les professionnels concernés par son suivi. Il n'a pas vocation à suppléer ces intervenants mais à assurer l'échange d'informations et la coordination entre ces derniers. Point innovant de la démarche, la personne accompagnée est placée au centre de la démarche et bénéficie de l'intervention concertée de l'ensemble des professionnels ayant un rôle à jouer dans le traitement de sa situation, en particulier dans le cadre de commissions. Le Département s'engage à déployer la démarche du référent de parcours, en lien avec ses partenaires. | **Cf fiche action 6 jointe**<br><br>**5 500 €** | **5 500 €** | **référentiel référent de parcours** |
| ***3. Service public de l'insertion*** | | | |
| **Appui au processus d'orientation :**<br>Pour réduire les délais d'orientation des bénéficiaires du revenu de solidarité active, le Département s'engage à mettre en place une organisation permettant de tendre vers une orientation de l'ensemble des bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs dans un délai d'1 mois, vers le bon parcours d'accompagnement (utilisation du recueil des données socioprofessionnelles établi nationalement et des nouveaux algorithmes). Pour renforcer le caractère effectif de la portée de leurs droits et devoirs, le Département s'engage à faire signer et respecter par tous les allocataires un contrat d'engagements réciproques clair et compréhensible (modèle-type fourni). | **Cf fiches action 7 à 10 jointes**<br><br>**53 000 €** | **53 000 € au total pour le service public de l'insertion** | **CER, algorithme** |
| **Appel d'offres garantie d'activité :**<br>Pour mettre en œuvre une garantie d'activité (une nouvelle offre d'accompagnement pour donner une perspective d'émancipation par le travail à chaque personne en situation de pauvreté), incluant la démarche d'accompagnement global de Pôle emploi, le Département s'engage à passer un appel d'offres visant à proposer une offre d'accompagnement intégrée des bénéficiaires du RSA vers l'emploi, en amont et dans l'emploi. Le Département s'engage également à poursuivre sa participation à la démarche d'accompagnement global portée par Pôle Emploi. | | | **protocole des appels d'offres en cours d'élaboration entre DGCS et DGEFP** |

# Annexe 3 – Fiches action engagements du socle

**Thème de la contractualisation : Prévention des sorties sèches de l'Aide Sociale à l'Enfance**

## Fiche 1 : Mise en place d'un dispositif de parrainage pour les jeunes majeurs sortis du dispositif ASE.

Bien que 60 % des jeunes suivis par l'aide sociale à l'enfance en Haute-Marne signent un contrat jeune majeur, un certain nombre d'entre- eux refusent ce dispositif et une fois majeur s'isolent, et se retrouvent en situation d'exclusion. La préservation et la stabilité des liens avec les jeunes suivis par l'aide sociale à l'enfance constituent un enjeu.
Les réflexions du groupe de travail centrées sur la thématique de la prévention des sorties sèches de l'aide sociale à l'enfance ont conduit à proposer la mise en place d'un dispositif de parrainage des jeunes suivis par l'aide sociale à l'enfance.

**Description de l'action** :
L'objectif est d'instaurer un lien entre tous les jeunes suivis par l'aide sociale à l'enfance en Haute-Marne et un référent ou « « parrain » qui est repéré comme une personne ressource. Le parrain qui peut être un proche du jeune, un membre de la famille d'accueil ou une association identifiée en tant que telle aurait pour fonction de constituer un point d'ancrage et un relai pour les travailleurs sociaux afin de mieux accompagner le jeune.
Il est attendu de cette mesure qui devrait être mise en place au bénéfice des 30 jeunes de l'aide sociale de l'enfance devenant adulte chaque année de rompre l'isolement et de faciliter ainsi leur réconciliation avec leur environnement social.
L'identification d'un parrain sera engagée de manière systématique en accord avec le jeune avant sa majorité, et ce par les services de l'aide sociale à l'enfance en identifiant soit : un proche du jeune, la famille d'accueil ou toute association qui, dans ses missions, aurait accepté d'assurer ce rôle de parrainage. Dans l'hypothèse d'un parrainage assuré par une association, il conviendra que les services de l'aide sociale à l'enfance anticipent la mise en place de ce parrainage, bien avant la majorité du jeune de sorte que des liens de confiance aient pu être tissés au préalable.

**Date de mise en place** :
Ce projet s'inscrira dans le cadre d'une expérimentation portant sur la durée de la convention : 2019-2021
Le deuxième semestre 2019 pourrait être consacré à la finalisation du projet et à l'ingénierie.
Le dispositif de parrainage pourrait être opérationnel dès 2020.

**Partenaires et Co-financeurs** :

Co- financeurs :

- Etat stratégie pauvreté
- Département 52

Partenaires :

- DDCSPP, associations engagées dans l'accompagnement de jeunes majeurs, familles d'accueil, Département.

**Budget détaillé sur 2019 -2021 :**

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| Financement de l'ingénierie : | 0,1 ETP<br>Ciblage du ou des publics à parrainer<br>Constitution du réseau<br>Charte de parrainage<br>5 500€ | | |
| Animation du réseau | subventionnement ou financement d'une ou des structures porteuses du dispositif<br>6 000€ | | |

Réflexion sur deux phases d'accompagnement du parrain : une phase de 16 à 21 ans et une phase postérieure au 21 ans.

**Action déjà financée au titre du FAPI : Non**

**Objectifs et progression :**

2019 : Ingénierie de projet : contractualisation avec les partenaires ;
2020-2021 : Expérimentation sur 2 ans.

| Indicateurs | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| Part des jeunes ayant bénéficié d'un entretien préparatoire à 16 ans (objectif 100 % en 2021) | | | |
| Part des jeunes sortis de l'ASE dont la sortie a été préparée à l 'aide du référentiel DGCS /CNPE (objectif : 100 % en 2021) | | | |
| **Evolution du nombre de sorties sèches** | | | |
| **Contractualisation avec structures porteuses** | | | |
| **Nombre de parrains désignés** | | | |
| **Nombre de jeunes accompagnés** | | | |

**Thème de la contractualisation : Prévention des sorties sèches de l'Aide Sociale à l'Enfance**

## Fiche 2 : Mise en place d'un lieu d'hébergement adapté pour les jeunes adultes sortant de l'ASE en situation d'exclusion

La question de l'hébergement des jeunes majeurs sortant de l'aide sociale à l'enfance a été identifiée au sein des groupes de travail comme une problématique prioritaire.
Bien que des solutions d'hébergement en résidence sociale « jeunes » existent en Haute-Marne à Chaumont (28 places) et à Langres (24 places), celles-ci ne sont accessibles qu'à partir du moment où le jeune dispose de ressources et accepte un accompagnement social.
Dans les faits, certains jeunes sortant de l'ASE, les plus désocialisés, sans ressources et ne disposant plus de solution d'hébergement, sont parfois pris en charge dans un centre d'hébergement et de réinsertion sociale. Cette catégorie d'établissement dédiée à la prise en charge des personnes vulnérables n'est pas, du point de vue des membres du groupe de travail, un dispositif approprié pour ces jeunes, de par le profil des autres résidents (personnes plus âgées, parfois violentes avec des problèmes d'addiction) et des faibles moyens dont disposent parfois les centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) en termes d'accompagnement.

**Description de l'action :**

**Le public cible de cette action concerne des jeunes majeurs suivis par l'aide sociale à l'enfance :**

- ayant refusé le contrat de jeune majeur,
- sans projet en cours et sans ressources,
- sans soutien familial et sans hébergement.

Le projet consisterait à développer une petite structure collective avec un fonctionnement familial, s'apparentant à une maison relai animée par un couple d'hôtes et un éducateur. Cet hébergement serait accessible à des jeunes majeurs ayant été suivis par l'aide sociale à l'enfance ou non.
L'orientation serait assurée par le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) « la passerelle » en lien avec le Conseil départemental s'agissant de jeunes ayant été suivis par l'ASE.

L'objectif viserait à retravailler avec le jeune un projet d'autonomisation tout en maintenant un lien avec les services de l'aide sociale à l'enfance. A cet effet, il devrait être envisagé une possibilité d'évolution dans les modes d'hébergement, du collectif au semi-collectif, en fonction des progrès d'autonomisation du jeune.
Un droit d'accès à ce dispositif devrait être possible pour ces jeunes pendant 3 ans (durée du contrat jeune majeur) de sorte qu'un travail de fond sur l'autonomisation puisse être engagé tout en intégrant des parcours d'autonomisation parfois non linéaires (mise en place d'un bail glissant avec évolution vers un logement individuel).

La problématique d'accès aux soins est également à intégrer au projet compte tenu des troubles psychiques qui sont fréquemment repérés chez ces jeunes. Une possibilité d'accès à des consultations d'infirmière psychiatrique serait un élément supplémentaire positif d'une prise en charge globale, intégrant un premier repérage des troubles et une orientation vers des consultations médicales dans un réseau de soins.

Cette structure aurait une vocation départementale et pourrait être couplée sur le volet insertion avec un chantier éducatif qui vise à impliquer un groupe de jeunes dans une activité de production ou de services.

**Durée de l'action :**

2019 : Ingénierie de projet en prenant appui sur la réflexion déjà engagée entre le Conseil départemental et l'association PHILL et démarrage de l'expérimentation au sein d'une structure de 3 places à Langres.

2020/2021 : Expérimentation du dispositif sur la base de 3 places au sein d'un appartement (dans des locaux éloignés du CHRS) à Langres et capitalisation de l'expérience afin de l'étendre dans le cadre d'une petite structure familiale de 10 à 20 places (de type maison relai si ce type de dispositif peut être mobilisé au regard du profil des résidents).

**Financeurs :**

- Etat : stratégie de lutte contre la pauvreté
- CD : 3 places
- DDT : PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration)
- Bailleurs sociaux - HAMARIS (loyers),
- Action logement (1% logement)
- ARS : Convention mise à disposition temps IDE Psy
- Région Grand – EST

**Budget détaillé sur 2019-2021 :**

| | **2019** | **2020** | **2021** |
|---|---|---|---|
| Financement de l'ingénierie : | 0,06 ETP<br>3 300€ | | |
| Accompagnement (3 places) | 14 000 € | 56 000€ | 56 000€ |

**Action déjà financée au titre du FAPI : Non**

**Indicateurs :**

| Indicateurs | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| Nombre de jeunes ayant été suivis par l'ASE et pris en charge dans cette structure expérimentale | | | |
| Evolution de la taille de la structure | | | |
| Nombre de sorties en autonomie | | | |
| Typologie et nombre de sorties | | | |
| Durée moyenne d'accompagnement | | | |

**Thème de la contractualisation : Prévention des sorties sèches de l'Aide Sociale à l'Enfance**

**Fiche 3 : Mise en place d'un dispositif et d'un outil d'échange d'informations permettant de structurer les relations entre les opérateurs du champ social et les services de l'aide sociale à l'enfance afin de faciliter l'accès aux informations concernant le parcours du jeune.**

**Description de l'action :**

Le constat est posé d'une nécessité de structurer les liens entre les acteurs du champ social et les services de l'Aide Sociale à l'Enfance afin :

- de préparer au mieux l'autonomisation du jeune à sa majorité,
- d'identifier des référents au sein de l'ASE et faciliter ainsi la connaissance par les acteurs du secteur social des projets engagés avec le jeune,
- d'assurer ainsi un continuum entre l'aide sociale à l'enfance et le suivi du projet d'autonomisation du jeune majeur.

L'action prendrait la forme, dans un premier temps, d'une convention entre les partenaires du champ social et médico-social, l'Etat et le Conseil départemental visant à mieux articuler les différents dispositifs destinés à autonomiser les jeunes suivis par l'aide sociale à l'enfance. Cette convention devrait prévoir :

- la question de l'identification des référents de l'aide sociale à l'enfance,
- l'organisation de temps d'échanges entre les services de l'ASE et les différents services de travail social,
- des procédures de traitement des situations complexes,
- la définition d'un cadre et des modalités d'échanges d'informations interservices (nature des informations transférables, à quelle occasion, sur quel support : papier ou informatique).

Le renforcement de la coopération interservices autour du suivi des jeunes de l'ASE, avant qu'ils ne deviennent adultes, est un moyen d'action permettant de prévenir les sorties sèches de l'ASE et favorisera probablement la signature de contrats jeunes majeurs supplémentaires.

**Durée de l'action :**

Cette action se décline pendant la durée du contrat soit entre 2019 et 2021 avec le phasage suivant :

**2019** : Signature d'une convention cadre entre l'Etat et Conseil départemental sur l'autonomisation des jeunes sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance.

**2020 :** Déclinaison de cette convention cadre avec chaque opérateur décrivant les modalités de coopération avec l'ASE et notamment avec : la PJJ**,** l'ADPJ, les missions locales, les IME, les CHRS, les ITEP, les MECS, l'Education nationale, l'EPIDE.

**2021** : Mise en place d'outils sécurisés permettant d'organiser des échanges d'information interservices.

**Financeurs :**

- Conseil départemental
- Etat : stratégie de lutte contre la pauvreté

**Budget détaillé sur 2019-2021 :**

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| Financement de l'ingénierie : | 0,1 ETP<br><br>5 500€ | | |

**2019** : ingénierie pour évaluer le nombre de parcours et leurs typologies, sur la partie conventionnement, sécurisation juridique du processus d'échanges d'informations entre services et sur la faisabilité de la création d'un système d'information partagé permettant d'assurer les échanges d'informations entre l'ASE et les acteurs sociaux et médico-sociaux signataires de la convention.

**Action déjà financée au titre du FAPI : Non**

| Indicateurs | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| **Diagnostic des parcours** | | | |
| **Date de signature de la convention cadre Etat/CD** | | | |
| **Date de signature d'un protocole avec les partenaires** | | | |
| **Utilisation de l'outil d'échanges d'informations entre l'ASE et les acteurs sociaux et médico-sociaux** | | | |

**Thème de la contractualisation : refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles - premier accueil social inconditionnel -**

**Fiche 4 : Réalisation d'un état des lieux et un diagnostic des différentes structures de l'accueil social et du traitement des demandes exprimées et produire un guide des solidarités à destination des professionnels et du public (en version dématérialisée)**

**Description de l'action :**

Il s'agit de recenser les structures réalisant l'accueil du public ayant une demande d'ordre social en tout point du territoire et d'identifier les compétences de chacun en face des besoins exprimés. En cœur de cible de ce recensement on trouvera un premier cercle constitué de professionnels : Département, centres communaux d'action social (CCAS) et centre intercommunaux d'action social (CIAS), Caisse d'allocations familiales (CAF), missions locales, maison départementale des personnes handicapées (MDPH), communes, organismes de protection sociale, Pôle emploi.

Puis un second cercle plus diffus, à savoir les associations de quartier, les centres sociaux, les associations, les structures d'insertion, les associations caritatives, etc.

Ce recensement se voudra également quantitatif et à vocation préfigurative de l'observatoire départemental social qui s'alimentera également d'autres fiches-actions relative à la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Aux termes de ce recensement, il s'agira de produire, sous forme de plateforme dématérialisée actualisable en direct par les partenaires avec cartographie (SIG) :

- un guide de la solidarité à vocation pratique qui sera établi à destination des professionnels accueillant du public,
- un guide de la solidarité à vocation informative et pratique à destination du public.

**Date de mise en place de l'action :** à partir du deuxième semestre 2019. Un temps d'ingénierie important sera nécessaire à la réalisation de cette étude. Il pourra être externalisé.

**Durée de l'action :** en préliminaire des autres fiches-action de cette thématique.
Sur la première année de contractualisation.

**Partenaires et co-financeurs :**

Co- financeurs :

- Etat stratégie pauvreté
- Département 52

Partenaires :

- DDCSPP, collectivités et associations accueillant du public à vocation sociale, caisse d'allocations familiales, Département, UDAF.

**Budget détaillé sur 2019-2022 :**

| | **2019** | **2020** | **2021** |
|---|---|---|---|
| Financement de l'ingénierie : | 0,3 ETP<br>Ingénierie recueil des données et établissement du cahier des charges<br><br>16 500€ | 0,3 ETP<br>Rédaction du guide (développement de la plateforme) et animation du réseau<br><br>16 500€ | 0,1 ETP<br>Maintenance de la plateforme et animation du réseau (finalisation)<br><br>5500€ |
| Réalisation du guide (éventuellement développement de la plateforme) : | | 13500€ | |

**Action déjà financée au titre du FAPI : Non**

**Objectifs et progression :**

L'objectif de progression à court terme est de recueillir les données sur 100% des sites avant un an.

L'objectif de progression après un an est d'avoir un outil « guide des solidarités » dynamique et évolutif.

L'objectif de progression après un an est de contribuer à l'alimentation de l'observatoire social de façon organisée et régulière.

| **Indicateurs** | **2019** | **2020** | **2021** |
|---|---|---|---|
| **Quantification des lieux recensés** | | | |
| **Complétude de la cartographie dynamique** | | | |
| **Avancée du développement de la plateforme/production du guide** | | | |
| **Contribution à l'observatoire départemental social** | | | |

**Thème de la contractualisation : refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles - premier accueil social inconditionnel -**

**Fiche 5 : Mise en place d'un guichet intégré d'accueil social sur le territoire haut-marnais.**

**Description de l'action :**

Le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services public (SDAASP) fait état qu'en tout point du territoire haut-marnais, les habitants peuvent accéder à un accueil social en moins de 30 minutes. Il convient de croiser cette notion d'accessibilité à celle de la mobilité et de considérer que l'accès aux services sociaux est à renforcer.

L'objectif est donc de constituer un réseau de partenaires dans le champ du social capable de donner de façon homogène sur le territoire une réponse de premier niveau (1er accueil inconditionnel) aux habitants dans une zone la plus proximale possible de leurs résidences.

Le recensement effectué en fiche action 1 thème 3, permettra de constituer une base du réseau partenarial qu'il faudra mobiliser et former au champ du social pour répondre ou orienter avec fluidité les demandes d'ordre social de toutes natures.

Une fiche de 1er accueil d'information sociale, comme outil de 1ère évaluation pourra servir de support aux membres de ce guichet intégré pour formaliser cette réponse de premier niveau et coordonner les interventions autour de cette demande.

Ce travail en réseau devra faire l'objet de rencontres partenariales régulières pour actualiser les compétences administratives et techniques de chacun et garder cette posture de « généraliste du social ». Des formations à modules transversaux et interinstitutionnels seront créées et des périodes d'immersion chez les partenaires seront proposées.

Cette action s'appuiera sur la méthodologie de déploiement du guichet intégré de la Méthode d'action pour l'intégration de services d'aide et de soin dans le champ de l'autonomie (MAIA).

**Date de mise en place de l'action :** dans la continuité de la fiche 1 soit premier trimestre 2020.

**Durée de l'action :** années 2020 et 2021 puis mise à jour partenariale en co-responsabilité, au fil de l'eau, des compétences aux services du public.

**Partenaires et co-financeurs :**

Co- financeurs :

- Etat stratégie pauvreté
- Département 52

Partenaires :

- DDCSPP, collectivité, institutions et associations du guichet intégré social, Département, Caisse d'allocations familiales, maison départementale des personnes handicapées, UDAF, CDCA.

**Budget détaillé sur 2019-2022 :**

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| Financement de l'ingénierie : | 0,3 ETP<br>projet avec définition de l'accueil inconditionnel et recensement des besoins de formation<br><br>16 500€ | 0,2 ETP<br>Déploiement du projet<br><br>11 000€ | |
| Plan de formation : | | Déploiement plan formation (lien Centre de gestion)<br>15 000€ | Déploiement plan formation (lien Centre de gestion)<br>15 000€ |

**Action déjà financée au titre du FAPI : Non**

**Objectifs et progression :**

L'objectif de progression à court terme est de former des acteurs du social au « guichet intégré » avant un an.

L'objectif de progression est d'atteindre une couverture de premier accueil inconditionnel de 100% en trois ans.

| Indicateurs | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| **Nombre de partenaires entrant dans le dispositif de guichet intégré** | | | |
| **Nombre de partenaires formés** | | | |
| **Nombre et types de formations** | | | |
| **Pourcentage de couverture du territoire (objectif de 100 % en 2021)** | | | |

**Thème de la contractualisation : refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles - premier accueil social inconditionnel -.**

## Fiche 6 : Création d'un réseau interactif de référents parcours.

**Description de l'action :**

Dans la continuité de la fiche action qui réalise un état des lieux des structures réalisant de l'accueil du public ayant une demande d'ordre social et de la fiche faisant référence à la création d'un guichet intégré, il convient de finaliser l'accompagnement des demandes et des personnes par la création d'un réseau de référent parcours (positionnés dans ces guichets intégrés) et d'outils communs de travail.

L'objectif de cette thématique est de garantir un accompagnement social global, de qualité et sans rupture au bénéfice de la personne à l'origine de la demande, avec des outils et des procédures harmonisés.

Le référent parcours sera alors un professionnel ayant une vision globale des interventions sociales et qui coordonnera, en accord avec la personne et les intervenants, l'ensemble des accompagnements. Pour ce faire, la méthode vise à questionner les postures dites « en silos », à décloisonner les approches et les pratiques professionnelles du secteur social et médico-social.

Il s'agira donc à travers cette fiche de mobiliser les acteurs du social dans la mise en œuvre de la démarche de référent parcours.

Le Département, aura donc la double mission :

- de communiquer auprès des personnes accompagnées en créant les conditions d'une adhésion à la construction du parcours ;
- de lancer une démarche de développement social auprès des acteurs du territoire afin de construire un réseau interactif de référents parcours.

Un guide d'appui à la mise en œuvre de la démarche de référent de parcours, élaboré dans quatre départements expérimentaux permettra de renforcer la conduite de ce projet. (https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_referent_parcours_2019_v6.pdf)

**Date de mise en place de l'action :** dans la continuité de la fiche 1 soit premier trimestre 2020 et en simultanée avec la fiche 2 (guichet intégré).

**Durée de l'action :** année 2020 puis mise à jour partenariale des compétences au service du public, au fil de l'eau et en co-responsabilité.

**Partenaires et co-financeurs :**

Co- financeurs :

- Etat stratégie pauvreté
- Département 52

Partenaires :

- DDCSPP, collectivité, institutions et associations du guichet intégré social, Département, Caisse d'allocations familiales, maison départementale des personnes handicapées, UDAF, CDCA.

**Budget détaillé sur 2019-2022 :**

| | **2019** | **2020** | **2021** |
|---|---|---|---|
| Financement de l'ingénierie : | 0,2 ETP<br>Création et animation du réseau interactif<br><br>11 000€ | 0,3 ETP<br>Animation du réseau et création de l'outil avec développement des outils communs<br><br>16 500€ | 0,2 ETP<br>Animation du réseau<br><br>11 000€ |
| Plan de formation : | | Centre de gestion/OPCO<br>15 000€ | Centre de gestion/OPCO<br>15 000€ |

**Action déjà financée au titre du FAPI : Non**

**Objectifs et progression :**

L'objectif de progression à court terme est de former des acteurs du social à la démarche de référent parcours. Il conviendra de cibler un public en lien avec les partenaires pour débuter l'expérimentation.

L'objectif de progression est d'atteindre une couverture de référent parcours de 100% en trois ans.

| **Indicateurs** | **2019** | **2020** | **2021** |
|---|---|---|---|
| **Nombres de référents identifiés** | | | |
| **Identification du ou des publics cibles** | | | |
| **Nombre de référents formés** | | | |
| **Nombre de formations** | | | |
| **Pourcentage de couverture du territoire en référents parcours** | | | |

**Thème de la contractualisation : l'insertion des bénéficiaires du revenu de solidarité active**

## Fiche 7: Amélioration de la fluidité et de l'orientation du parcours des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

La loi du 1er décembre 2008 réorganise le processus qui visait à orienter et accompagner les personnes en difficulté dans un parcours d'insertion. Chaque bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et un accompagnement professionnel qui lui permettent de retrouver le chemin de l'emploi. Le partage des rôles entre les différentes institutions tout au long du parcours d'insertion des bénéficiaires a été redéfini dans une large mesure. La loi prévoit que le conseil départemental reste le chef de file de la politique d'insertion sur son territoire.

Le conseil départemental investit davantage les fonctions de coordination et de pilotage du parcours d'insertion, tout en restant présent aux étapes les plus déterminantes (notamment en ce qui concerne **l'orientation et l'accompagnement social**). Les caisses d'allocations familiales et la Mutualité sociale agricole assurent désormais souvent l'instruction des demandes des allocataires et parfois, dans une proportion plus importante qu'auparavant, leur accompagnement. Pôle emploi est le partenaire incontournable dans le domaine de l'accompagnement lié à l'insertion professionnelle.
La loi formalise un référent unique désigné au sein de l'organisme (social ou professionnel) qui accompagne le bénéficiaire du RSA. Sa mission est d'organiser et de suivre l'accompagnement du bénéficiaire du RSA pour faciliter son insertion sociale ou sur le marché du travail. L'échange entre le référent unique et le bénéficiaire du RSA se matérialise par un contrat d'insertion.

Bien que la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) notifie 99 % des demandes de RSA en moins de 10 jours, il est nécessaire d'améliorer certaines procédures. Les circuits existants nécessitent parfois des délais de traitement très longs (évaluation et orientation des bénéficiaires du RSA). Il s'agit donc d'instruire et d'orienter rapidement vers un organisme accompagnateur pour démarrer rapidement un parcours d'accompagnement.
Les réflexions du groupe de travail ont conduit à proposer la mise en place d'un circuit de traitement des dossiers optimisé.

**Description de l'action** :
L'objectif est d'améliorer les procédures existantes et de revoir la répartition des tâches voire des rôles des différents intervenants. Il convient de travailler sur une définition des profils de bénéficiaires pour accélérer l'orientation sans perdre en qualité. Il est nécessaire de définir des critères d'orientation des bénéficiaires du RSA à trois stades :

- au stade de la **demande** (avec par exemple une optimisation de l'efficacité du questionnaire socioprofessionnel) ;
- au stade de **l'entretien avec le technicien de la CAF** quand celui-ci a lieu (50 % des demandes concernées) ou en repensant les modalités de l'évaluation ;
- au moment de la **rencontre avec le référent RSA** du conseil départemental.

**Date de mise en place :**

Ce projet s'inscrira dans le cadre d'une expérimentation portant sur la durée de la convention : 2019-2021.

Le deuxième semestre 2019 serait consacré à la finalisation du projet et à l'ingénierie.

La mise en place d'un circuit de traitement des dossiers optimisé pourrait être opérationnelle courant 2020 (convention avec les différents partenaires).

**Partenaires et Co-financeurs :**

Co- financeurs :

- Etat stratégie pauvreté
- Département 52

Partenaires :

- CAF, Mutualité Sociale Agricole (MSA), Pôle Emploi, Missions Locales, Cap Emploi.

**Budget détaillé sur 2019 -2021 :**

| | **2019** | **2020** | **2021** |
|---|---|---|---|
| Financement de l'ingénierie : | 0,1 ETP<br><br>5 500€ | | |
| Délégation d'accompagnement (CAF, ECT.) | 0,25 ETP<br><br>10 000€ | 0,5 ETP<br><br>20 000€ | 0,5 ETP<br><br>20 000€ |

**Etape de mise en œuvre**

- étudier la possibilité que la CAF **oriente directement les bénéficiaires** les plus proches de l'emploi vers Pôle Emploi au stade du questionnaire socio-professionnel ou au stade de l'entretien avec le technicien de la CAF ;
- étudier la possibilité de **déléguer l'accompagnement** de certaines publics aux partenaires : Missions Locales, Cap Emploi ;
- acter l'orientation plus tôt dans le cadre **de l'accompagnement global** sans attendre le rendez-vous tripartite.

**Action déjà financée au titre du FAPI : Non**

**Objectifs et progression :**

2019 : Ingénierie de projet : analyse des possibilités d'optimisation des circuits et conventionnement avec les partenaires.

2020-2021 : Expérimentation sur 2 ans.

| Indicateurs | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| **Délai moyen d'orientation des BRSA** | | | |
| **Nombre de bénéficiaires du RSA bénéficiant de la garantie d'activité** | | | |
| **Nombre de personnes en accompagnement global** | | | |
| **Nouvelles modalités d'évaluation** | | | |
| **Délai pour obtenir le RDV d'évaluation** | | | |
| **Délai pour obtenir le 1er RDV d'accompagnement** | | | |

**Thème de la contractualisation : l'insertion des bénéficiaires du revenu de solidarité active**

**Fiche 8 : Mise en place d'une nouvelle offre d'accompagnement des bénéficiaires du RSA : la préparation à l'entrée dans l'emploi par le biais des ateliers et chantiers d'insertion (ACI), des EA (Entreprises Adaptées), du travail temporaire notamment à l'occasion d'un marché clausé ou encore en temps partagé.**

Actuellement les difficultés que le public éloigné de l'emploi rencontre sont multiples et freinent l'avancée dans leurs projets à venir. Les difficultés d'ordre social sont prégnantes et concernent principalement : les démarches administratives, les problèmes de garde d'enfant, la santé (handicap ou addictions), la gestion du budget, le logement.

Pour ce qui est des difficultés d'ordre professionnel, elles ont trait à la compétence (diagnostic-plan de formation), à l'intégration en milieu professionnel (ponctualité, rythme de travail, l'absentéisme), et au respect des engagements liés au contrat travail.
Les publics accueillis dans les différents dispositifs d'accès et ou de retour à l'emploi ne sont pas en capacité de s'investir pleinement dans la démarche emploi/ formation car diverses problématiques annexes viennent se greffer et constituent des freins à la remobilisation et donc à un accompagnement efficace.

L'action proposée s'inscrit en complémentarité des accompagnements existants afin de favoriser une démarche d'insertion globale. Elle a lieu d'une part en amont des dispositifs dédiés à l'accès ou au retour à l'emploi et d'autre part en aval dès le premier contrat de travail pour optimiser les étapes du parcours et augmenter ainsi les chances d'insertion durable dans l'emploi pérenne.

L'action proposée ne se substitue pas à l'accompagnement réalisé par les partenaires mais s'inscrit en complémentarité de celui-ci pour favoriser la démarche d'insertion dans laquelle ils se sont engagés. L'action permet d'avoir une approche complémentaire avec les professionnels de l'insertion. Elle vient à la fois coordonner l'existant mais aussi proposer la conception d'un parcours pour la personne éloignée de l'emploi en cohérence entre son niveau d'employabilité à un instant T et les besoins d'une entreprise du territoire à N+2/3.

Les réflexions du groupe de travail ont conduit à proposer la mise en place d'une offre complémentaire. Cette offre s'adressera aux publics éloignés de l'emploi dès sa prise en charge par un opérateur de l'emploi, le plus en amont possible des dispositifs de retour à l'emploi et jusqu'à une intégration complète dans le tissu économique et sociale.

**Description de l'action :**
Proposer un parcours d'accès et ou de retour à l'emploi : il s'agit d'une préparation par étape orchestrée par un coordonnateur qui aura la charge de concevoir les parcours, de coordonner l'action des opérateurs et de réduire l'écart entre le niveau d'employabilité des publics et les besoins en compétences des entreprises qui recrutent, le tout dans un délai de 30 mois.

Il s'agira d'une part, d'atténuer les craintes de la découverte d'un nouvel environnement pour un public vulnérable. Le but est de préparer les actions qui seront nécessaires à la levée des freins pour que l'identification des besoins ne soit plus à la charge exclusive ni des ACI, ni des EA. Il conviendra également de réaliser les actions qui s'avèrent indispensables au regard d'une situation sociale et médicale incompatible avec une reprise d'activité.

Le projet consisterait à proposer un parcours de 30 mois dont 6 mois maximum dédiés à la préparation au retour à l'emploi grâce à un « sas » :

- étape de préparation au retour à l'emploi de 6 mois maximum avec une montée en charge progressive allant de 2 jours par semaine jusqu'à un engagement sur les 5 jours. Des ateliers thématiques pourront être organisés pour aborder la question de la gestion budgétaire, de l'image de soi, des savoirs-être mais aussi pour sensibiliser au contexte socio-économique du territoire.
  L'accent sera mis sur les métiers en tension en collaboration avec les trois clubs d'entreprise du département (hôtellerie, restauration, industrie, métiers liés à l'aide à la personne, etc.) et donnera ainsi l'occasion de promouvoir la formation qualifiante, suite logique de CLEA et autres formations aux connaissances de base.
- étape de retour à l'emploi « accompagné » pour une de 24 mois dans une structure ad hoc (SIAE, EA) pour accéder in fine à l'emploi pérenne.

L'accès à l'emploi pérenne se travaillerait avec les entreprises notamment dans le cadre des clubs d'entreprises tels qu'ils existent aujourd'hui mais aussi dans le cadre de la future charte départementale « La Haute-Marne a de la chance, les entreprises s'engagent ! ».
Les PMSMP, le travail en intérim, en temps partiel notamment dans le cadre des clauses sociales peuvent être une porte d'entrée qui pourraient donner suite à des accompagnements plus longs (Action de Formation Préparatoire au Recrutement, Confirmation et Validation de Projet Professionnel, Préparation Opérationnel à l'Emploi) voire des contrats en alternance (pré-apprentissage, apprentissage, professionnalisation).
Un travail en étroite collaboration avec les facilitateurs du territoire, les présidents des clubs et les groupements d'employeurs est préconisé.

**Durée de l'action :**

En 2019 : réalisation du cahier des charges de l'appel à projet avec les partenaires (Direccte, ACI, Pôle Emploi, Région, etc.) et lancement de l'appel à projet.
Expérimentation sur le territoire de Langres car ingénierie déjà en place et rapide opérationnalité rapide (2ème semestre)

2020 : Extension sur Chaumont au 1er semestre et sur Saint-Dizier au 2ème avec une ingénierie dédiée au déploiement de l'offre et à la coordination avec l'existant.

**Financeurs :**

- Etat : stratégie de lutte contre la pauvreté
- CD : délégation à un prestataire (réponse à l'appel à projets)

**Budget détaillé sur 2019-2021 :**

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| Ingénierie : | | 0,1 ETP<br>évaluation et de redéploiement<br>5 500€ | |
| Prestation coordination : | 0,5 ETP<br><br>27 500€ | 1 ETP<br><br>55 000€ | 2 ETP<br>coordonnateurs sur un déploiement départemental<br>110 000€ |

**Action déjà financée au titre du FAPI : Non**

Ainsi la préparation en entrée en ACI permettra de répondre à ces attentes pour lever et favoriser la gestion de ces diverses problématiques en amont de l'entrée en ACI.

**Indicateurs quantitatifs:**

| Indicateurs | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| **Nombre de personnes rencontrées** | | | |
| **Nombre de personne accompagnées (en parcours)** | | | |
| **Nombre de personnes engagées dans la première étape** | | | |
| **Nombre de personnes engagées dans la deuxième étape** | | | |
| **Nombre de sorties positives** | | | |

**Indicateurs qualitatifs :**

Tableau de suivi de parcours pour objectiver les résultats de l'accompagnement de chaque individu.

| | | | | | Dispositifs mobilisés pour attteindre le projet professionnel | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nom | Prénom | Date d'entrée | Entretiens | Projet professionnel | X | X | X | X | X | X | Résultats de l'accompagnement |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| Total | | | | | X | X | X | X | X | X | |

## L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES PUBLICS ELOIGNES DE L'EMPLOI

- **Conception**
- **Coordination** } des **parcours** d'accès ou de retour à l'emploi
- **Finalisation**

DETECTION → CAPTATION → REMOBILISATION → INCLUSION → INSERTION

←--------AAP « invisibles »------→

←----------Plan pauvreté----------→

←----------AAP « 100% inclusion »----------→

←« La France, une chance. Les entreprises s'engagent. »→

**Les grandes étapes du parcours :**

- « SAS » de préparation à l'accès ou au retour à l'emploi
- Dispositifs d'accès ou de retour à l'emploi
- Emploi durable

**Thème de la contractualisation : l'insertion des bénéficiaires du revenu de solidarité active**

## Fiche 9 : Expérimentation et mise en place du bénévolat auprès des bénéficiaires du RSA sur la base du volontariat.

**Description de l'action :**

Le constat est posé que certains publics ne peuvent pas accéder directement à l'emploi. Le public le plus éloigné de l'emploi doit préalablement s'inscrire dans une démarche de socialisation. 58 % des bénéficiaires du RSA sont dans le dispositif depuis plus de 3 ans. L'éloignement du marché du travail est un phénomène qui se renforce. Cet éloignement réduit considérablement les chances de retrouver un emploi. Certains bénéficiaires du RSA cumulent plusieurs problématiques : mobilité, santé, mode de garde, budget, manque de qualification, pas ou peu d'expérience professionnelle.

Il convient donc de préparer au mieux le public en développant les prérequis à l'accès à l'emploi :

- développer une implication citoyenne ;
- retrouver un sentiment d'utilité (confiance en soi, estime de soi) ;
- valoriser des compétences ;
- permettre du lien social pour sortir de l'isolement.

L'action prend la forme d'une offre de bénévolat sur le territoire proposée par les associations et les collectivités. Ce nouvel élan permettra aux structures d'inclure un public fragilisé et également de changer la perception (souvent très négative) des bénéficiaires. Ce dispositif sur-mesure sera déployé en proximité grâce à la mobilisation de tous les acteurs de terrain. Il s'agit dans un premier de proposer une démarche participative sur les territoires en sensibilisant les élus, les associations, les bénéficiaires du RSA à cette démarche.

Le bénéficiaire du RSA pourra effectuer une activité bénévole selon ses choix et ses appétences. Il s'agit d'une démarche **volontaire**. Il s'agit d'un outil complémentaire d'insertion pour les allocataires. Une évaluation de l'apport pour le bénéficiaire et le pourvoyeur d'action bénévole devra être mise en place.

Toutes les activités seront encouragées dès lors qu'elles favorisent le contact humain, l'échange, le partage, l'épanouissement personnel, l'expression des talents et compétence, la confiance en soi, le bien-être, l'exercice physique. Tous les domaines sont envisageables : culture, sport, environnement, informatique. Toutes les structures associatives et collectivités locales peuvent proposer une offre de bénévolat à l'exception de celles entrant dans un secteur concurrentiel ou ayant un caractère politique, syndical, sectaire ou contraire aux « bonnes mœurs ». Aucune durée ne sera imposée. Le référent RSA incitera à un investissement régulier pour tirer bénéfice de cette expérience et en mesurer l'impact.

L'engagement du bénéficiaire du RSA sera contractualisé dans le Contrat d'Engagements Réciproques habituellement signé dans le cadre du parcours RSA.

**Durée de l'action :**
Cette action se décline pendant la durée du contrat soit entre 2019 et 2021 avec le phasage suivant :

2019 : - recensement des offres des associations et des collectivités,
- diffusion d'informations à organiser sur les territoires pour présenter le dispositif avec la mise en œuvre d'outils adaptés (flyers, convention d'accueil d'un collaborateur bénévole, etc.)
- expérimentation des premiers contrats d'engagement réciproque (à composante bénévolat) en septembre 2019.

2020-2021 : phase opérationnelle de déploiement.

**Financeurs :**
- Etat : stratégie de lutte contre la pauvreté
- Département 52

**Budget détaillé sur 2019-2021 :**

| | **2019** | **2020** | **2021** |
|---|---|---|---|
| Financement de l'ingénierie : | 0,4 ETP<br>Recensement des offres, communication<br>22 000€ | 0,4 ETP<br>Recensement des offres, communication<br>22 000€ | 0,4 ETP<br>Veille sur l'animation<br>22 000€ |

**Action déjà financée au titre du FAPI : Non**

| **Indicateurs** | **2019** | **2020** | **2021** |
|---|---|---|---|
| **Nombre de missions bénévoles proposées** | | | |
| **Nombre de CER avec bénévolat signés** | | | |
| **Nombre de sorties positives en accompagnement global** | | | |
| **Nombre de sorties positives en ACI** | | | |
| **Nombre de sorties positives en formation ou en emploi** | | | |

**Thème de la contractualisation : l'insertion des bénéficiaires du revenu de solidarité active**

## Fiche 10 : Accompagnement des bénéficiaires RSA sur l'activité « Vendange en Champagne » en favorisant la mise en adéquation de l'offre et de la demande sur le territoire

**Description de l'action :**

Le conseil départemental partage avec les différents départements du vignoble champenois la préoccupation de répondre aux besoins de main-d'œuvre rencontrés par la filière.
L'initiative marnaise consiste à neutraliser depuis une dizaine d'années les revenus liés aux vendanges dans le calcul de la prestation du Revenu de Solidarité Active (RSA) afin d'encourager les allocataires à y participer. Cette initiative est désormais suivie par différents départements dont ceux de l'Aisne, de l'Aube, de la Haute-Marne, ainsi que du Haut-Rhin.
Dès lors, il est proposé d'engager une démarche commune à l'ensemble des Départements de l'Aisne, de l'Aube, de la Marne et de la Haute Marne afin d'envisager collectivement des solutions à cette problématique récurrente, et en amont de la période des vendanges pour garantir une mise en œuvre sereine et efficace des actions qui découleront des réflexions conjointes.

L'objectif est double : favoriser le retour à une activité professionnelle et répondre aux besoins de main d'œuvre des vignerons hauts-marnais.
Il est proposé le déploiement d'une plateforme dédiée au projet « vendanges en Champagne » avec une charte graphique spécifique. Cette plateforme permettrait :

- de centraliser les offres déposées par le Syndicat Général des Vignerons de la Champagne ;
- aux bénéficiaires du RSA de candidater ;
- aux référents de parcours d'impulser une dynamique auprès des bénéficiaires ;
- de gérer « le retour » qualitatif des vignerons sur le travail effectué par les bénéficiaires du RSA.

Le coût de développement de la plateforme « Vendanges en Champagne » serait réparti au prorata du nombre des bénéficiaires du RSA des différents départements.
En complément du déploiement de cette plateforme, il sera nécessaire de travailler sur la mobilité géographique des bénéficiaires du RSA, les vendanges étant quasi-systématiquement à la journée sans hébergement sur place possible.

**Durée de l'action :**

Cette action se décline pendant la durée du contrat soit entre 2019 et 2021 avec le phasage suivant :

2019 : développement de la plateforme ; diffusion d'informations à organiser sur les territoires pour présenter le dispositif avec la mise en œuvre d'outils adaptés (site du conseil départemental, envoi de SMS (via SOLIS) aux bénéficiaires du RSA).

2020-2021 : maintenance, accompagnement du public, animation du réseau.

**Financeurs :**

- Département 52
- Etat : stratégie de lutte contre la pauvreté

**Budget détaillé sur 2019-2021 :**

| | **2019** | **2020** | **2021** |
|---|---|---|---|
| Financement de l'ingénierie : | 0,2 ETP<br>Ingénierie accompagnement<br><br>11 000€ | 0,2 ETP<br>Animation accompagnement<br><br>11 000€ | 0,2 ETP<br>Animation accompagnement<br><br>11 000€ |
| Extension de l'outil et maintenance | 30 000€ | | |

**Action déjà financée au titre du FAPI : Non**

| **Indicateurs** | **2019** | **2020** | **2021** |
|---|---|---|---|
| **Nombre de contrats saisonniers de vendanges réalisés par les bénéficiaires du RSA** | | | |
| **Nombre de sorties positives en l'accompagnement global** | | | |
| **Nombre de sorties positives en ACI** | | | |
| **Nombre de sorties positives en formation ou en emploi** | | | |

# Annexe 4 – Fiche action « initiative départementale »

**Thème de la contractualisation : Action d'initiative départementale**

**Fiche 11 : Création d'un observatoire départemental social**

**Description de l'action :**

Les derniers travaux de schémas départementaux relatifs aux politiques et actions à mettre en œuvre dans le champ du social ont nécessité de compiler un ensemble de données auprès de plusieurs acteurs afin d'établir un diagnostic partagé de l'état des besoins des habitants et l'offre de l'accompagnement.

Cette compilation ponctuelle d'indicateurs et diagnostics épars témoigne de l'insuffisance de pilotage global et partenarial au long cours et prospectif, indispensable à l'élaboration de politiques publiques efficientes, répondant aux besoins identifiés et anticipant les évolutions sociétales.

C'est pourquoi, en tant que chef de file de l'action sociale, le Département portera un observatoire départemental social, dans une démarche partenariale et concertée, en co-responsabilité avec l'ensemble des institutionnels et acteurs du champ social.

**Date de mise en place de l'action :** 2e semestre 2019.

**Durée de l'action : années 2019 à 2021.**

**Partenaires et co-financeurs :**

Co- financeurs :

- Etat stratégie pauvreté
- Département 52

Partenaires :

- DDCSPP, Pôle Emploi, Département, Caisse d'allocations familiales, maison départementale des personnes handicapées, UDAF.

**Budget détaillé sur 2019-2022 :**

| | **2019** | **2020** | **2021** |
|---|---|---|---|
| Financement de l'ingénierie : | 0,3 ETP<br>Diagnostic, base de données, définition des axes de travail<br><br>16 500€ | 0,5 ETP<br>Traitement des données, coordination<br><br>27 500 € | 0,5 ETP<br>Traitement des données, coordination<br><br>27 500 € |

**Action déjà financée au titre du FAPI : Non**

**Objectifs et progression :**

2019 - 2020 : recenser et valider les indicateurs pertinents / développer l'observatoire.
2020 - 2021 : établir les premiers diagnostics et mise en routine de l'observatoire.

| Indicateurs | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| **Nombre d'indicateurs sélectionnés** | | | |
| **Pourcentage d'intégration des indicateurs** | | | |
| **Pourcentage d'avancée du développement** | | | |
| **Nombre de cartographies réalisées (SIG)** | | | |
| **Nombre de diagnostics partagés** | | | |

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Haute Marne le Département

# Annexe 5 – Tableau de financement Plan pauvreté 2019/2021

| | 2019 | | 2020 | | 2021 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| thème : prévention des sorties sèches de l'aide sociale à l'enfance des jeunes sortants de l'ASE | *enveloppe prévisionnelle* | *20 391,04 €* | | | | |
| fiche 1 : Mise en place d'un dispositif de parrainage pour les jeunes majeurs sortis du dispositif ASE | ingénierie 0,1 ETP | 5 500 € | | | | |
| | animation réseau | 6 000 € | | | | |
| fiche 2 : Mise en place d'un lieu d'hébergement adapté pour les jeunes adultes sortant de l'ASE en situation d'exclusion | ingénierie 0,06 ETP | 3 300 € | | | | |
| | accompagnement (3 places) | 14 000 € | accompagnement (3 places) | 56 000 € | accompagnement (3 places) | 56 000 € |
| fiche 3 : Mise en place d'un dispositif et d'un outil d'échange d'informations permettant de structurer les relations entre les opérateurs du champ social et les services de l'aide sociale à l'enfance afin de faciliter l'accès aux informations concernant le parcours du jeune | ingénierie 0,1 ETP | 5 500 € | | | | |
| | sous-total | **34 300 €** | | **56 000 €** | | **56 000 €** |
| thème : refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles - premier accueil inconditionnel - | *enveloppe prévisionnelle* | *180 000 €* | | | | |
| fiche 4 : Réalisation d'un état des lieux et un diagnostic des différentes structures de l'accueil social et du traitement des demandes exprimées et produire un guide des solidarités à destination des professionnels et du public (en version dématérialisée) | ingénierie 0,3 ETP | 16 500 € | plateforme | 13 500 € | animation du réseau maintenance de la plateforme 0,1 ETP | 5 500 € |
| | | | animation réseau : 0,3 ETP | 16 500 € | | |
| fiche 5 : Mise en place d'un guichet intégré d'accueil social sur le territoire haut-marnais | ingénierie 0,3 ETP définition accueil, charte et recensement des besoins | 16 500 € | déploiement du projet : 0,2 ETP | 11 000 € | plan de formation | 15 000 € |
| | | | plan de formation | 15 000 € | | |
| fiche 6 : Création d'un réseau interactif de référents parcours | création et animation du réseau interactif 0,2 ETP | 11 000 € | création de l'outil 0,3 ETP | 16 500 € | animation du réseau : 0,2 ETP | 11 000 € |
| | | | déploiement du plan de formation | 15 000 € | plan de formation | 15 000 € |
| | **sous-total** | **44 000 €** | | **87 500 €** | | **46 500 €** |
| thème : l'insertion des bénéficiaires du revenu de solidarité active | *enveloppe prévisionnelle* | *120 579,44 €* | | | | |
| fiche 7 : Amélioration de la fluidité et de l'orientation du parcours des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) | ingénierie 0,1 ETP | 5 500 € | délégation d'accompagnement CAF (0,5 ETP) | 20 000 € | délégation d'accompagnement CAF (0,5 ETP) | 20 000 € |
| | délégation d'accompagnement CAF (0,25 ETP) | 10 000 € | | | | |
| fiche 8 : Mise en place d'une nouvelle offre d'accompagnement des bénéficiaires du RSA : la préparation à l'entrée dans l'emploi par le biais des ateliers et chantiers d'insertion (ACI), des EA (Entreprises Adaptées) ou du travail temporaire notamment à l'occasion d'un marché clausé ou encore en temps partagé | prestation de coordination (groupement d'employeurs) 0,5 ETP | 27 500 € | ingénierie 0,1 ETP (déploiement) | 5 500 € | 2 ETP coordination (déploiement départemental) | 110 000 € |
| | | | + 1 ETP coordination | 55 000 € | | |
| fiche 9 : Expérimentation et mise en place du bénévolat auprès des bénéficiaires du RSA sur la base du volontariat. | ingénierie 0,4 ETP recensement des offres, communication | 22 000 € | ingénierie 0,4 ETP recensement des offres, communication | 22 000 € | ingénierie 0,4 ETP veille sur l'animation | 22 000 € |
| fiche 10 : Accompagnement des bénéficiaires RSA sur l'activité « Vendange en Champagne » en favorisant la mise en adéquation de l'offre et de la demande sur le territoire | ingénierie 0,1 ETP | 5 500 € | ingénierie 0,2 ETP animation et accompagnement des publics | 11 000 € | ingénierie 0,2 ETP animation et accompagnement des publics | 11 000 € |
| | accompagnement des publics en interne 0,1 ETP | 5 500 € | | | | |
| | extension de l'outil | 30 000 € | | | | |
| | sous-total | **106 000 €** | | **113 500 €** | | **163 000 €** |
| thème : action d'initiative départementale | *enveloppe prévisionnelle* | *100 000 €* | | | | |
| fiche 11 : création d'un observatoire départemental social | ingénierie 0,3 ETP diagnostic, base de données, définition des axes de travail | 16 500 € | ingénierie 0,5 ETP traitement des données, coordination | 27 500 € | ingénierie 0,5 ETP traitement des données, coordination | 27 500 € |
| | sous-total | **16 500 €** | | **27 500 €** | | **27 500 €** |
| **TOTAL** | | **200 800 €** | | **284 500 €** | | **293 000 €** |
| | dont part Etat | 100 400 € | dont part Etat | 142 250 € | dont part Etat | 146 500 € |
| | dont part conseil départemental | 100 400 € | dont part conseil départemental | 142 250 € | dont part conseil départemental | 146 500 € |